

JUILLET 1975

N° 256

Rédacteur en chef :
Claude Julien

Prix : 5 F

Algérie : 5,00 DA Maroc : 5,00 dir.
Canada : 1,25 \$ n. Rny-Vol : 32 p.
Espagne : 60 pes. Suisse : 3 F S.
Italie : 60 lire. Tunisie : 500 mil.

Abonnements : voir tarif page 2.

Publication mensuelle
(vingt-deuxième année)

éditée par

Le Monde

LE MONDE

diplomatique

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

5, rue des Itoliers, Paris-IX^e

Directeur : Jacques Fauvet

Lire pages 7 à 15 :

LES MILITAIRES
ET LE POUVOIR
EN AMÉRIQUE
LATINE

Vouloir

Par CLAUDE JULIEN

TOUT ne serait-il que faux-semblants dans le grand débat sur la liberté ? Engagé à travers les frontières, il a pris une ampleur exceptionnelle, et pourtant le voici qui semble hésiter au bord des interrogations essentielles, alors que tout un faisceau d'événements en échoire criment l'extrême urgence.

Parce que son élection a été contestée, M. Gaudhi envoie en prison de nouvelles formations d'opposants — de droite comme de gauche pour faire bonne mesure. Un équilibre tout aussi temporaire avait inspiré l'interdit jeté contre des gauchistes et des démocrates-chrétiens avant les élections au Portugal, où un journal qui fut congneux sous la dictature avait hérité du nom de la liberté recouvrée, où le corce du syndicat unique est présenté comme le meilleur gisant des libertés ouvrières. Libertés boyées ou Chili où Salvador Allende les respectait avant qu'elles ne soient écrasées avec le concours d'une grande démocratie.

Tableau fait incomplet tant est longue la liste des violations des droits fondamentaux sous des régimes qui, à travers de notables différences, revendiquent un même héritage démocratique. Un autre faux souci d'équilibre tentent d'entourer ces ombres ou leur opposant celles qui régnent sur les pays soumis à un système se réclamant d'une autre idéologie.

MAIS nous sommes en Occident, et si les cris qui, à l'Est comme à l'Ouest, parviennent parfois à percer le babilon possèdent le même accent déchirant, ils n'ont pas la même signification politique. Tous traduisent le même désespoir, et tous doivent recueillir le même écho. Mais ils ne portent pas tous la même accusation : sans doute tout homme est-il coupable de tous les crimes qui frappent l'ensemble de l'humanité, mais d'abord et surtout de ceux qui sont commis ou nom des principes dont lui-même s'efforce de vivre.

Le mal serait sans doute incurable si le communisme ne se sentait peu ou prou complexe des crimes commis ou nom du marxisme, le chrétien des crimes commis ou nom de l'Évangile, le démocrate des crimes commis ou nom de la démocratie, etc. La sagesse populaire traduit, en vérité, une haute exigence morale lorsqu'elle invite chacun à boyayer d'abord devant sa propre porte...

Solidaires de tous, mais responsables d'abord de ceux qui trahissent la cause que nous défendons. Depuis trop longtemps des hommes boient leur coupe sur le poitrine des autres. Jamais ils ne parviendront à s'innocenter en lançant un réquisitoire contre les crimes de ceux qu'ils combattent.

C'EST pourtant cet affligeant spectacle qui nous est trop souvent offert à l'occasion du grand débat sur les libertés en France et dans le monde. Quel parti, quel système, quel camp les ligots plus étroitement que l'autre ? Félinisme suicidaire, est chaque parti, chaque système, chaque camp contributeur à sa mort à cet égard. Ne se rejoignent-ils pas dans l'exacte application de ce même principe, que dénonçait M. de Gaulle : « Enchaîner toute espèce de libertés en évitant toute espèce de dangers ? Dangers vécus de l'Est et de la chape de plomb s'abat sur en pays de l'Ouest. Dangers vécus de l'Ouest : c'est elle s'abat sur un pays de l'Est. Et c'est toujours une chape de plomb... »

Voilà donc pourquoi quelque chose sonne faux dans certains arguments qui se voudraient convaincants. Et chacun ne semble percevoir ces autes discordances que dans le discours de l'adversaire.

A cette complaisance portaise s'ajoute sans doute une gêne plus profonde. Les deux systèmes qui se partagent le monde parlent bien de liberté mais, outre qu'ils n'en donnent pas la même définition, ils l'ont l'un et l'autre subordonnée à d'autres objectifs : le désir de puissance, le volent d'expansion économique, la soif de consommation, les rivalités internationales, l'égoïsme national, etc., ont mis entre parenthèses trop de libertés menacées de s'annuler avant de disparaître. « Crois-moi, disait Voltaire, l'homme est libre du moment qu'il veut l'être. » Mais soit-il encore avec quelle force il doit le vouloir afin de ne pas se retrouver demain dans des fers dont on le convaincra qu'ils lui sont légers ?

POUSSÉE DE LA GAUCHE, TENTATIONS DE DROITE

Le piège italien

Par FERDINANDO SCIANNA *

LA contradiction de l'Italie, pays parcouru de profonds courants sociaux et politiques mais paralysé au plan électoral, vient d'apparaître au grand jour. Les élections du 15 juin ont bouleversé la physionomie politique du pays. Le parti communiste a conquis 3 millions de voix supplémentaires, cependant que la démocratie-chrétienne en perdait 1 million. La démocratie-chrétienne, qui tombe de 28,4 % à 35 % des suffrages, se voit désormais menacée par un parti communiste qui gagne six points en pourcentage et qui, avec ses 33,7 %, balonne le parti catholique à moins d'un point et demi d'écart.

Après trente ans d'immobilisme au cours desquels le régime démocrate-chrétien avait monopolisé le pouvoir, une grande rupture s'était produite le 13 mai 1974 avec l'échec du parti catholique lors du référendum sur le divorce. Cet échec était d'autant plus important qu'il soulignait à quel point de larges couches sociales s'étaient détachées de la D.C. à propos d'un problème relevant du droit civil, mais dont la nature était d'ordre profondément moral et culturel.

Le bouleversement politique du 15 juin dernier est une conséquence de cette rupture. La situation italienne est en quelque sorte le reflet, dans un domaine toutefois très particulier, de la crise économique du monde occidental, qui est également une crise profonde au plan des valeurs culturelles.

Le parti communiste devient le premier parti dans les villes les plus importantes d'Italie : Milan, Turin, Bologne, Gènes, Venise, Florence, Naples, etc., voire Rome elle-même. Une des principales régions industrielles, la Ligurie, a été conquise par une majorité de gauche ; et dans deux autres régions, les Marches et le Piémont, les partis de gauche disposent de 50 % des sièges. La moitié de l'Italie pourrait devenir « rouge » avec l'Ombrie, la Toscane et l'Emilie, qui le sont déjà. De très nombreuses communes, dont certaines fort importantes, vont, pour la première fois, avoir un maire communiste.

Pouvoirs locaux et autorité centrale

FINIT comme une fédération de potentats, une série de pyramides autonomes dépourvues de véritable autorité centrale tout en étant interdépendantes. Le sociologue Pizzorno l'a décrit comme un fascisme sans Mussolini, qui exerce précisément sur le fascisme un rôle unificateur.

Cette caractéristique explique l'impopularité de la démocratie-chrétienne à se renouveler, la généralisation de la corruption, l'impopularité des dirigeants à définir une politique claire, valable pour l'ensemble du pays. Chaque politicien en vue continue, dans les faits, à dépendre essentiellement de sa clientèle locale ; le pouvoir central, d'autre part, se force du bloc que constituent les pouvoirs décentralisés.

Cet état de choses a engendré une considérable classe moyenne parasitaire dont le rôle fondamental a été de former autour de la démocratie-chrétienne une barrière politique destinée à soutenir le développement industriel capitaliste, violent et chaotique, de l'après-guerre, le « miracle italien » fondé sur les salaires et sur l'exploitation intensive de l'immense réservoir de main-d'œuvre que constituent les régions agricoles du Sud.

L'éclatante victoire électorale du 18 avril 1948, lors de laquelle la démocratie-chrétienne avait failli remporter la majorité absolue des

suffrages, et l'élection des partis de gauche du gouvernement ont été le point de départ de la réalisation d'un projet politique qui avait la « guerre froide » pour fond de tableau international.

La réorganisation complexe et difficile des partis de la gauche ouvrière et de l'unité syndicale, les grandes luttes sociales des années 60, qui ont débouché sur l'automne « chaud » de 1969, et la transformation du contexte international ont radicalement modifié la situation. Il aurait fallu à l'Italie des réformes profondes et un renouveau que les gouvernements démocrate-chrétiens successifs, toujours égaux à eux-mêmes en dépit des changements d'hommes, s'étaient refusés à entreprendre alors que le « miracle » des années 50 leur en avait donné la possibilité.

L'administration de l'Etat, cependant, révélait tous les défauts provoqués par des années d'incurie, de corruption et d'incompétence. D'innombrables scandales impliquant protecteurs et protégés de la démocratie-chrétienne ont éclaté en chaîne au cours de ces dernières années et ont régulièrement été étouffés par des méthodes qui rappellent celles de la Mafia.

Se fiant à l'apparente immobilité de l'électorat italien, encore fortement encadré par l'Eglise, les démocrate-chrétiens se sont emparés de presque tous les leviers de commande de la société. Avec 40 % des voix, a déclaré il y a peu le président de la FIAT, M. Agnelli, qui maintenant est aussi président de l'organisation patronale des industriels italiens, la démocratie-chrétienne s'arroge 80 % du pouvoir. Les choses commencent à devenir plus difficiles sous la pression des travailleurs, la démocratie-chrétienne accepta de collaborer avec les socialistes, ce qui suscita un grand espoir populaire.

(Lire la suite page 23.)

Dans ce numéro :

Les projets politiques de M. Rockefeller

(Pages 2 et 3.)

La machine à penser s'est-elle détraquée ?

(Pages 18 à 21.)

Liban : la rupture du « pacte national »

(Page 30.)

LES ÉCHANGES ENTRE L'U.R.S.S. ET LA FRANCE

Pour une coopération stable et à long terme

LES bonnes relations qui existent entre la France et l'Union soviétique répondent aux intérêts de nos Etats et de nos peuples ainsi qu'à ceux de la paix mondiale. Elles favorisent la détente internationale, les progrès de la confiance et de l'amitié entre les peuples, la liberté et l'indépendance de tous les peuples. Ces relations ont été définies dans des documents aussi fondamentaux que le Protocole de 1970 sur les consultations et l'« Énoncé des principes de coopération » de 1971 signés par les plus hauts responsables de nos Etats. Elles ont encore été renforcées lors de la rencontre « au sommet » de Rambouillet, alors que l'en célébrait le cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et la République française et qui confirme à nouveau la permanence de la politique de détente, d'amitié et de coopération pratiquée dès le milieu des années 60. Elles ont contribué d'une façon décisive à restructurer les relations entre les pays de l'Est et de l'Ouest sur le principe de la coexistence pacifique des Etats à régimes sociaux différents.

La politique économique extérieure soviétique se base sur l'idée que le développement de la coopération entre les différents pays dans la science, le technique et l'économie constitue une nécessité objective, qu'elle est conditionnée par les exigences de la révolution scientifique et technique. Notre volonté de coopération n'est pas dictée par le faiblesse, comme

Par
STEPAN TCHERVONENKO,
ambassadeur de l'U.R.S.S.
en France

lente parfois de le faire croire certains adversaires de la détente, mais par le fait profond que l'il n'existe pas aujourd'hui d'autre voie que celle de la coexistence pacifique basée sur une coopération mutuellement avantageuse et honnête. Possédant de riches ressources naturelles, un potentiel scientifique, technique et économique permettant de résoudre n'importe

Les premiers pas

MALHEUREUSEMENT, il fallut longtemps pour que les relations économiques de l'U.R.S.S. avec les pays occidentaux se développent. Pour la France, ce n'est que vers le milieu de la décennie 50 que des changements se produisirent, mais ils ne vinrent pas d'eux-mêmes. Bien entendu, ce fut surtout le effet de l'évolution de la situation internationale. La position pacifique consensuelle de l'U.R.S.S., des pays socialistes, des autres Etats pacifiques et de leurs dirigeants a joué un rôle décisif. Le gouvernement de la République française a la tête de laquelle se trouvait le général de Gaulle, qui pratiqua une politique

quelle tâche scientifique et technique, notre pays suit une ligne constante tendant au développement des relations commerciales mutuellement avantageuses avec tous les Etats qui le désirent.

Il est devenu évident, pour de nombreux hommes politiques occidentaux réalistes, que le système d'économie socialiste planifiée crée une base solide pour la coopération, qu'il est une garantie contre l'hostilité des relations commerciales, qu'il permet d'établir cette coopération sur des relations stables et à long terme, ce qui est avantageux non seulement pour l'U.R.S.S., mais aussi pour ses partenaires.

réaliste de renforcement de la souveraineté nationale et de la paix en Europe, apporta également une contribution incontestable dans l'établissement de ces nouvelles relations internationales.

Un accord commercial nettement différent des précédents fut conclu en 1963. Il définissait les volumes concrets et la nomenclature des livraisons mutuelles. Alors qu'en 1963 le courant d'échanges entre les deux pays ne s'élevait qu'à 200 millions de francs, en 1968 il atteignit 600 millions de francs.

(Lire la suite page 23.)

de l'Afrique à l'Afrique,
sans changer de compagnie.



Voyagez Air Algérie, 3 nouvelles escales (Bissau, Douala, Kinshasa)
14 pays desservis en Afrique. A partir d'Alger, mais aussi de Paris, Londres, Bruxelles, Francfort, Prague ou Moscou.
Au rythme de vos affaires.

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.

الخطوط الجزائرية
AIR ALGERIE

مكتبة النظم

UN HOMME DE LA RENAISSANCE

Les projets politiques de M. Rockefeller

NELSON ROCKEFELLER, « le Roc », « Rocky », comme l'appellent ses supporters, est débordant d'enthousiasme. Visage de grenit, menton impérial, un éclair dans l'œil bleu aux aguets derrière les lunettes d'écaillé, cet homme a d'immenses appétits. La bouche au sourire de sabre est assez avide, assez grande pour gôber la Maison Blanche et l'Angle américain. Gargantuesque collectionneur de protégés, d'objets d'art, de comités, de grandes visions, affamé de pouvoir, grand manipulateur d'hommes, charmeur, doué d'une frénétique activité, despote avec sa famille et son entourage, il a été pendant quinze ans le gouverneur le plus autoritaire et le plus enragé de l'Etat de New-York. Ses expressions favorites : « Splendide, formidable, merveilleux », confèrent à ses interlocuteurs l'ordre de la grandeur américaine, les titres de noblesse rockefellerienne. Il est l'incarnation du succès et de la « destinée méritée » des Etats-Unis.

El pourtant, malgré une expérience de trente-cinq ans dans toutes les branches du gouvernement, son habitude du commandement et la puissance de son clan, ce politicien a dû se soumettre, en novembre dernier, à une enquête intensive du Congrès pour être confirmé comme vice-président.

Un très discret gentleman aux cheveux gris, M. Dillworth, s'est présenté devant la commission judiciaire de la Chambre des représentants. Les congressmen ébahis l'ont vu déployer cinq énormes tableaux surchargés de chiffres : les portes du trésor de la plus puissante famille d'Amérique s'ouvraient aux regards du public, qui découvrit avec stupeur que les quatre-vingt-quatre Rockefeller possédaient plus d'un milliard de dollars.

Une immense fortune personnelle est-elle un atout ou un handicap ?

Par INGRID CARLANDER

Soudain, le capitalisme en chair et en os comparaisait à la barre du peuple. Entre M. Nelson Rockefeller et les comités du Sénat et de la Chambre, la confrontation ne fut pas dépourvue d'humour. Les mandataires du peuple américain furent bien du mal à cerner l'immensité de ces biens taboués. M. Peter Rodino, président de la commission judiciaire de la Chambre, déclara : « Je n'arrive pas à saisir les complexités et les implications de votre vaste et immense fortune. » Et le sénateur Byrd : « Gouverneur, vous êtes un homme très riche... Votre fortune représente 1 dollar par minute depuis l'année 1627 ! » Le député Mezvinsky étiqua : « On se méfie énormément dans ce pays de la fortune des Rockefeller. » Un témoin alla encore plus loin : « Si vous devenez un jour président, chacune de vos décisions affectera votre empire familial : à 8 heures, les banques ; à 9 heures, les pétroles ; à 10 heures, l'industrie des communications, etc. »

ma les frères fondateurs à une enquête aussi serrée. M. Nelson Rockefeller se défendit assez habilement. Avec une arrogance naïveté,



(Photo David Burnett-Gamma.) « Puis-je partager mes pensées avec vous ? »

Il rappela la tradition philanthropique de sa famille pour expliquer ses dons : c'était, disait-il, le seul moyen d'attirer des gens de valeur au service du public ; il avait

le culte de l'amitié, se devait de préserver les hommes des tentations ; surtout, pour lui, « l'autorité politique n'est pas à vendre dans ce pays ». Il ajouta même, avec humilité et bonhomie : « Vous êtes en train de manger des pommes, et vos amis n'en ont pas. Je suis convaincu que vous ferez comme moi en disant : Puis-je partager mes pommes avec vous ? »

La candidate atteignit des sommets de superbe inconscience : « Je ne pense pas, dit-elle, avoir jamais consciemment fait quoi que ce soit de mal. » Puis : « Je ne m'étais pas rendu compte de l'impact de mes fortunes sur le public. Maintenant, je comprends. » Cependant « Rocky » sut se montrer humble, respectueux du Congrès et patriote enthousiaste : « Je crois profondément dans ce pays et l'âme de toute mon âme. L'Amérique a du génie. » Fascinante performance de l'homme, fervent quasi religieux, passionné de servir, arrogance, insensibilité et intuitions, pluie d'hyperboles, traîtresses tactiques suivies de rapides contre-attaques.

On avait assisté à trop de battements de coupe et d'éclats de pessimisme destructeur en une seule année. M. Nelson Rockefeller possédait le courage, les qualités d'intégrité et de leader qui pouvaient rassurer l'électorat et consolider la position précaire de M. Gerald Ford. Il fut confirmé haut le main. Sa nomination rendait quasi légitime une situation sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis : au moment même du bicentenaire, le chef de l'exécutif n'avait aucun mandat du peuple.

Le pouvoir politique et l'argent

La perplexité fut portée à son comble lorsqu'il fut question de ses dons et prêts d'argent : 80 000 dollars à M. Morhouse, secrétaire général du parti républicain de New-York ; 625 000 dollars à M. Rosen, conseiller de la famille, puis directeur des transports en commun au port de New-York. Et 50 000 dollars à M. Henry Kissinger lorsqu'il quitte son service pour devenir le conseiller en politique étrangère de M. Richard Nixon.

C'était un splendide occasion d'exposer sur la place publique les liens subtils entre le pouvoir politique et l'argent. Mais inexploitable dans ces circonstances. Les membres du Congrès se métamorphosèrent en juges vertueux, un tribunal sévère, gardien de la moralité américaine sérieusement endommagée par les scandales récents. Mais ils se trouvaient accablés ; car, que leur demandait-on ? Fallait-il entamer le procès du système politique et social dont ils étaient les bénéficiaires ?

Ces inquisiteurs étaient épuisés par l'enquête sur le Watergate, insatiables par l'effondrement des valeurs américaines. On leur sentait tenté d'arracher des confessions publiques et de sauver l'âme de la nation en vertueuses envolées, tout en évitant soigneusement les assurances tangibles reçues par les Ronan, Morhouse et Kissinger... A tout cela se mêlaient la haine des riches et le désir de leur ressembler. Ils étaient également conscients de la influence croissante des dictateurs envers les grandes corporations. S'il fallait faire le procès des grandes sociétés, qui choisir comme accusés ? Un homme, Rockefeller, ou des institutions anonymes ? Le candidat n'avait pas manqué l'occasion de leur faire un bon cours d'économie, leur expliquant que le pouvoir réel était aux mains des compagnies d'assurances et

des fonds de retraite, plaidant que les Rockefeller n'exerçaient aucun contrôle systématique de leurs investissements et que les Arabes amassaient plus de dollars en une seule semaine que sa propre famille en trois générations successives. Le comique de la situation résidait dans cet embarras, ces cas de conscience et une ignorance à la fois réelle et feinte des rouages de l'argent. « L'esprit du mal souffle peut-être ici », se plaignit un député, mais le s'arrête pas à le trouver ! Conclusion du président Rodino : « Nous sommes en démocratie et nous encourageons tous les citoyens à faire fortune. Il serait donc illogique de prétendre que les riches seraient désormais évincés du service de leur patrie. » Et un congressman renchérit : « Nous n'aurions jamais eu de Déclaration d'Indépendance si nous avions sou-

Un poste maudit ou le couple ennemi

« J'ai toujours rêvé d'être président, dit-il un jour en survolant la Maison Blanche dans un de ses « jets » privés, et cela, depuis que je suis gosse. Après tout, quand on pense à tout ce que j'aurais déjà à ma naissance, quelle autre ambition pouvait me satisfaire ? »

Il aurait été élu contre Kennedy, en 1960, s'il n'avait perdu l'investiture du parti républicain contre Richard Nixon. En 1968, Walter Lippmann le considérait comme le seul espoir de la nation. Aux élections de 1976, il sure sollicité sept ans, mais il peut encore être élu président si M. Ford se retire de la course au dernier moment. Sa dernière chance, il suffit de lui parler et de l'observer pour comprendre qu'il sera tout pour la saisir. Il n'est déjà égaré du poste suprême que par « un battement de cœur », si c'est le raison pour laquelle il a accepté ce qu'il percevait auparavant de tant mépriser, la vice-présidence.

« C'est un poste maudit », nous dit l'historien Arthur Schlesinger avec un sourire ironique. « Depuis Jackson et Van Buren, tous les présidents et les vice-présidents ont vécu dans la méfiance réprouvée la plus parlante ; c'est un couple ennemi. Le seul rôle du numéro 2 est de téléphoner pour s'enquérir du bulletin de santé du chef de l'Etat ; en fait, il ne peut qu'attendre sa mort. » Dans le cas de Rockefeller, ajoute M. Schlesinger, la situation est vraiment étrange. Nous n'avons jamais vu de personnage aussi puissant, riche, fameux et hyper-actif occuper un poste aussi spectaculairement inutile. »

Trois récemment, revenant de la Nouvelle-Orléans, « Rocky » s'entretenait à bord de son avion avec quelques membres de la presse parmi lesquels je me trouvais. A la question : « Vous ne vous sentez pas gêné dans cette situation ? », il répli-

que : « Pas le moins du monde. J'ai assumé ce poste les yeux ouverts. »

Un correspondant insista : « Bien des gens disent que les vice-présidents ne sont jamais informés des questions importantes. Alors son visage se crispa. Il dit : « Non, honnêtement, je ne suis pas un concubinaire, je veux coopérer. » Mais aussitôt il s'écroula avec une irritation contenue : « Ma position est très délicate. Je n'ai pas de fonctions réelles. » Monseigneur le vice-président, j'ai des amis démocrates qui vous considèrent comme une sorte de sauveur de la nation. » Il se tort généraux... Le public seure bien luger si je puis être utile. Tous les problèmes du gouvernement me passionnent. J'adore la politique — j'aime les gens. J'étais comme un « cheval de jeu » lorsque la cloche de départ a sonné, quand le président m'a fait partir. A soixante-six ans ! »

Le Prince et les «dinosaures» du capitalisme

Comment venir le Prince sans le situer dans le contexte de sa dynastie ? Aucune grande famille américaine n'a préservé plus d'harmonie et d'homogénéité. Les Rockefeller ont créé une mystique familiale unique. Leur fortune colossale est fondée sur l'empire industriel de la Standard Oil créée par John D. Rockefeller Sr. vers 1870. L'homme le plus détesté des Etats-Unis à l'époque. Puis, dès la seconde génération, elle a acquis une image de marque : philanthropie, évangélisme moral, éthique puritaine qui sublime le profit capitaliste. Les Rockefeller sont-ils les oints du Seigneur, avec Dieu comme P-D-G. de leurs entreprises industrielles et de leurs fondations ? Ou bien, au contraire, ne portent-ils pas le garm d'une malediction puisque chacun de leurs gestes, même le plus désintéressé, se transforme en bénéfices par une alchimie implacable des riches Américains de démentir leurs motivations réelles. C'est cela qui les rend si complexes.

Ils sont les prisonniers de leur image et de cette alliance inextricable entre leur fortune et les responsabilités morales qu'elle entraîne. Nelson a été élevé strictement dans le respect de ces principes. L'ambition que et crue leur est insupportable, il leur faut exceller sans aucune motivation matérielle, privés de l'alignement d'une ultime islam que pouvait encore ressentir un Kennedy. C'est ainsi que, paradoxalement, le vice-président est un « self-made man » qui a dû surmonter le handicap de son nom et de sa fortune...

« La mystique de la famille Rockefeller se perpétue grâce à l'extraordinaire proximités physiques qu'ils retrouvent dans l'en-

clave familiale de leur immense domaine de Pocantico-Hills (1), si par les réunions périodiques des deux générations de la famille : les frères, sœurs, cousins, avec tous leurs enfants. De telle sorte que les membres de la famille s'habituent et renforcent leurs liens et leur mystique commune... ainsi que leurs intérêts communs fondés sur leur fortune » (2).

Tout à côté de la riche famille se trouve l'Union Church, dont les vitreaux, commandés à Méduse et Chagal par Nelson et son frère David, tout inspirés par leur tradition protestante, illustrent des thèmes bibliques : les ambitions de la dynastie sont sublimées par cette vision

de leur rôle au service de l'humanité et de Dieu.

John C. Sr. était un « baron-gangster » de l'âge d'or de l'industrie américaine au dix-neuvième siècle, et, comme la qualification de son ennemi Theodore Roosevelt, un de ces « millionnaires de grande richesse ». Pour édifier la fortune la plus colossale de l'époque, que la loi antitrust Sherman ne parvint même pas à entamer, ses méthodes étaient implacables : espionnage, répression sanglante de l'émérite des mineurs de Ludlow, luttes féroces pour briser les concurrents ; il devint l'ennemi public numéro 1. Puis, ce colosse d'ambiguïté, évidé et asséché, impitoyable et pieux, se transforme en mécène. A la suite d'un avertissement prophétique de son conseil, le pasteur Gates, génie de la spéculation à Wall Street et inventeur du « scientific giving » : « Prenez garde, votre fortune est une avalanche ! Il faut la rattraper dans sa course et la distribuer aussi vite, sinon elle va vous engloutir, avec toute votre descendance ! » — Il créa la Fondation Rockefeller, l'Institut Rockefeller et l'université de Chicago. Sans ce génie pasteur, le vieux sorcier n'aurait jamais compris la haine du public, et le nom de la famille serait objet d'anathème. L'homme d'Eglise a bûlé l'affluence du matérialisme et de l'idéalisme.

En 1940, à l'âge de trente-deux ans, Nelson fait une entrée princière dans Washington, entouré par quatre avocats de la famille prêts à réparer tout faux pas, précédé par l'ours de la dynastie. Déjà à voir uniquement « les hommes de premier plan avec lesquels mon père m'a appris à communiquer d'embellie ». Toutes les portes s'ouvrent devant les Rockefeller — y compris celles de la Maison Blanche. L'homme supérieur qui fascine Nelson, c'est Roosevelt.

Le New Deal avait suscité la haine du grand capital contre le président. Mais ce fut lui qui fit les premières avances en nommant les républicains les moins laudateurs à son cabinet, tels Stettinius et Foran, qui venaient des grands banques. C'est ainsi qu'il offrit sa chance à Nelson en le nommant coordonnateur des affaires d'Amérique latine, un poste spécialement créé pour lui, car l'énorme ranch du Venezuela et la Croix Petroleum Society, filiale de la Standard Oil, l'un de ces pays une sorte de domaine privilégié des Rockefeller.

(1) Propriété de 4 000 acres près de Hudson River, au nord de New-York, où chaque membre du clan possède sa maison particulière, avec tennis, piscine et dépendances. Elle est totalement protégée contre les intrusions du public.

(2) Rapport de l'Institut for Policy Studies, The Disability of Wealth, novembre 1974.

Un colloque sur l'impérialisme culturel des Etats-Unis

LES mécanismes d'exploitation économique et de domination politique grâce auxquels les Etats-Unis assurent leur hégémonie sur le monde « libre » sont depuis longtemps repérés et connus. Leur dénonciation revêt toujours un aspect souvent théorique car les forces qu'elle met en cause sont hors de portée de chaque individu pris isolément. Plus récemment ont été les amorces d'analyse de l'impérialisme culturel. Un impérialisme plus insidieux, car rongeur de l'intérieur tout ce qui fait les spécificités nationales pour créer les variétés marchées homogènes à la mesure des sociétés multinationales, et plus difficile à combattre tant il repose sur une large part sur l'acceptation implicite des intérêts et se camoufle derrière les grands principes de la liberté de circulation des produits culturels et de l'internationalisme (voir le dossier publié dans le Monde diplomatique de décembre 1974).

Un colloque organisé par le Front progressiste (gaullistes de gauche) les 7 et 8 juin derniers a permis de faire le point sur la défranchissement systématique et l'américanisation de secteurs aussi divers que l'édition, la presse, l'éducatif, l'urbanisme, le cadre de vie, l'éducation, la formation. De l'inondation des trois chaînes de télévision

par les films américains à la politique d'Air France imposant au personnel navigant du Concord l'usage de l'anglais par le biais d'un manuel d'utilisation rédigé exclusivement dans cette langue, en passant par un type d'urbanisation où le point de rencontre obligé et unique des citoyens est le « shopping-center », c'est le livre noir d'une véritable « désintégration » culturelle qui a été élaboré par les différents spécialistes invités.

Dans la vie quotidienne

La présence au colloque de représentants des syndicats et des partis politiques semble indiquer que désormais pour eux le front culturel ne le cède en rien en importance aux autres, puisque'il affecte chaque citoyen dans sa vie de tous les jours. Les interventions de M. Marty pour la C.G.T. et de trois parlementaires, M.M. Chevènement (P.S.), Godejroy (apparenté U.D.R.) et Juquin (P.C.), ce dernier dénonçant le « génocide culturel » du pouvoir actuel, ont posé une problématique de nature à éveiller la prise de conscience de l'étrange imbrication entre la résistance culturelle et le refus du protectionnisme économique et politique américain.

B. C.

GROSPIRON
RAOULT GROSPIRON SUC
DÉMÉNAGEMENTS
EMBALLAGE
GARDE-MEUBLES
EXPÉDITIONS
49, Rue de la Fédération XV^e
734-02-66
Devic Administratif

LE MONDE DIPLOMATIQUE
Directeur de la publication : JACQUES FAUVET
Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : MICHELINE FAUVET
Prix de l'abonnement annuel (en francs)
France, O.C.M., T.O.M., ex-colonies (sauf Algérie) 50
Etranger 75
PAR AVION (abonnement et taxes)
Europe (y compris Turquie d'Asie, Afrique, Chypre, Madère), Algérie, Maroc et Tunisie 87
Afrique francophone, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion 96
Comores, Madagascar, Laos, Vietnams du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Hébrides, Polynésie française, République démocratique de Sao-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuna 116
Arabie Saoudite, Iran, Iraq, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie 121
Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Philippines, Singapour, Taïwan, Timor, Indonésie, Vietnams du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie 148
Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 121
Rédaction et administration : 3, rue des Saussaies, 75271 PARIS CEDEX 09 (Chèque postal Paris n° 4207-23) Tél. Rédaction 736-81-30 Tél. Publiété LAF 05-02 Telex Le Monde 83.272 Paris Adr. Télégraphique : Jourmond Paris

سكول من زليهم

MISSANCI
Rockefeller

Mission en Amérique latine

Il se vifia de cette tournée avec un rapport où il était recommandé entre autres de créer « un nouveau type d'armée qui sera une force majeure de changement social constructif ».

Il faut intensifier l'aide militaire aux gouvernements qui protègent la libre entreprise et les investissements américains.

M. Henry Kissinger est depuis vingt ans l'ami intime et le conseiller de M. Nelson Rockefeller. Il a travaillé au Fonds des frères Rockefeller. En 1955, avant de se lancer à l'assaut du poste de gouverneur de l'Etat de New-York, le candidat Rockefeller confia à M. Kissinger le soin de rédiger le rapport final sur la politique étrangère, violemment antidémocratique. Prise de position qui fit une belle publicité au futur gouverneur et ne fut pas étrangère à son élection.

M. Kissinger a participé aux campagnes présidentielles de Rockefeller en 1964 et 1968. « J'ai toujours voté pour Rockefeller et contre Nixon ». En 1968, M. Kissinger croyait que l'Amérique avait besoin d'un leader qui pouvait réaliser l'union nationale. Il pensait que M. Rockefeller pouvait remplir ce rôle.

Aujourd'hui, répondant à une question sur ses rapports avec M. Kissinger, le vice-président nous a répondu : « Nos relations sont toujours très amicales et fondées sur un respect mutuel ».

Mais n'y a-t-il pas eu un refroidissement entre les deux amis ? Quel poste occuperait l'actuel secrétaire d'Etat dans le cas

Se tâche était d'amorcer le développement du sous-continent, tout en préservant les intérêts et le système américains. Ses rapports avec le département d'Etat furent assez hostiles : Nelson refusait de coopérer, passait par-dessus la tête des ambassadeurs. Il mit sur pied une société philanthropique, l'A.I.A., et l'I.B.E.C., société privée à but lucratif, toujours prospère, dont son fils Rodman est actuellement président. Rockefeller acquit une solide expérience en matière de contre-espionnage en débarrassant les agents nazis qui opéraient dans le sous-continent.

En 1969, Nixon le nomma directeur de mission. Voyage qui provoqua des réactions explosives : le nom de Rockefeller agit comme un paratonnerre. Et il alla sur du supermarché en Argentine... seul en Haïti, où « Pape Doc » lui donna l'accueille en public.

d'une éventuelle élection de son protégé ? D'après certains rumeurs, M. Kissinger deviendrait le directeur du Fonds des frères Rockefeller... M. Rockefeller n'est ni un spécialiste ni un stratège en politique internationale, mais e-t-il surpris depuis l'époque de ses campagnes électorales où il envoyait les journalistes se documenter à la source Kissinger ?

En tout cas, il parle bien le français et l'espagnol, et toute son éducation en fait un cosmopolite qui serait en même temps provincial. Obsédé par son patriotisme, il refuse d'être considéré comme isolationniste et nous dit : « Je ne suis pas l'homme de la forteresse Amérique et du repli ». Si nous ne défendons pas le libéralisme dans le monde, il n'y aura plus de liberté en Amérique. Lorsqu'on lui parle de la France, il insiste sur « l'affection énorme la respect et l'amour » qu'il éprouve envers ce pays. « J'y ai vécu, j'y ai travaillé, et votre pays nous a apporté une très grande contribution du point de vue culturel, spirituel, politique et militaire ». Meia lorsqu'il rencontra de Gaulle, il mit un point d'honneur à s'adresser à lui en anglais.

Ses rapports avec la France sont surtout culturels. Son père n'a-t-il pas aidé à la restauration de Versailles, de Fontainebleau et de la cathédrale de Chartres ? Sa mère collectionna les impressionnistes français, puis les cubistes et Picasso. Maisse était un grand ami de sa mère (mais les oeuvres échangées qu'il eut lui-même avec l'artiste furent épistolaires). Jusqu'au jour où, de l'aveu même de Nelson, Maisse se fit trop cher : « 200 000, 300 000, puis 600 000 dollars. A ce prix-là, je vends, je ne suis pas intéressé ».

C'est sous le portrait de La Fayette, comme il aime à le dire, qu'il a été pendant quinze ans gouverneur de l'Etat de New-York, marquant d'un sceau quasi royal un Etat dont le territoire est quatre fois plus grand et six fois plus riche que le Belgique.

La première campagne électorale eut lieu en 1958. On l'a appelé la bataille des milliardaires, puis on a alors révisé un superbe animal politique par son accordant sur les masses, avec un tel art pour manipuler les gens que personne n'a osé lui coller l'étiquette de « boss politique ». Véritable triomphe personnel pour le patriote qui plongeait dans les foutes et les flots de Coney Island pour chercher ses électeurs, avalant un hot dog portant allégrement le yarmulka juive, le couvre-chef des indiens ou des franc-maçons.

Un gouverneur autoritaire et libéral

On lui a reproché de s'attribuer des pouvoirs excessifs au point qu'il se comportait en dictateur en isolant le gouvernement du peuple, et en dépensant des fonds énormes sans en rendre compte au public pour satisfaire ses rêves de grandeur. On l'a accusé de considérer les fonctionnaires de l'Etat comme ses barons, et de faire du parti républicain un fief de sa famille. Jamais d'être personnellement corrompu. Et il y eut remarquablement peu de scandales sous sa férule.

Le tout-puissant gouverneur a pourtant, et de façon étrange, subi trois échecs consécutifs aux présidentielles (1960, 1964

et 1968), qui lui ont coûté, à lui et à sa famille, plus de 12 millions. En 1960, il s'est retiré du combat en faveur de M. Nixon. En 1964, la convention républicaine a été le théâtre d'une attaque violente par un public conservateur, forcément pro-Goldwater. M. Rockefeller, empoignant les micros, s'est battu comme un lion alors qu'on voulait l'expulser du podium, affrontant la haine virulente de l'ala conservatrice des républicains de l'Ouest et du Sud, lui, le dangereux « libéral » de la côte de 1968. Il a tellement tergiversé pour annoncer ses intentions qu'il a lassé M. Nixon consolider sa position auprès des délégués. Il n'a jamais réussi à établir le contrôle du parti à l'échelon national : tout le « pouvoir Rockefeller » n'a pu servir. Finalement, le gouverneur a fait campagne pour M. Nixon, pour un homme qu'il ne respectait pas, exprimant son espérance en privé, tout en accueillant les louanges en public. Depuis, et cela a choqué ses partisans, il ne l'a jamais condamné pendant le drame du Watergate et il a donné son approbation au pardon de Ford. Pour ne pas déchirer le parti et le nation, mais aussi pour rallier autour de lui les voix républicaines. Cela s'explique.

Ses campagnes présidentielles ont été

ment organisées. M. Rockefeller, tellement sûr de lui à New-York, n'a pas pu se forcer à se battre dans les rangs du New-Hampshire ou sous le soleil de l'Oregon, à discuter pendant des heures avec les notables locaux. Arrogance et dédain, ou timidité de millionnaire hors de son habitat naturel ? Ou peur de perdre l'enjeu capital ? Peut-être n'a-t-il pas le hunger, edge d'un Kennedy, l'ultime détermination. Comme l'écrivait Scott Fitzgerald, les gens très riches se montrent nous lorsqu'on s'attend à ce qu'ils se montrent durs. « Ils appartiennent à une race différente ».

La fortune personnelle de Nelson Rockefeller ne sera pas un atout majeur sur le plan national : les temps ont changé, grâce aux nouvelles lois sur le financement plus équitables des campagnes électorales. Quant à la menace d'un conflit d'intérêt suscité par l'empire de son clan, les libéraux les plus anti-Rockefeller couraient lorsqu'on évoque devant eux la théorie d'une conspiration de l'Establishment. Celui-ci est bien trop diffus, complexe et élastique.

En réalité, les Américains échouent dans les grandes combinaisons machiavéliques ; ils s'y brisent, non par la naïveté qu'on leur prête complaisamment, mais parce que les citoyens de l'ancien Nouveau Monde sont incapables de concevoir systématiquement une planification à long terme. Dans ce pays, la logique et la ruse implacable s'appliquant à des objectifs limités dans le temps. De plus, la Grande Famille a fort peu apprécié d'être traitée à la barre des témoins par Nelson. En privé, elle exprime d'une façon voilée un certain ressentiment à son égard, parce qu'elle a été gênée par les révélations publiques de ses activités devant le Congrès et ressenti les effets du rouleau compresseur que l'immense ambition personnelle de l'ancien gouverneur.

Lorsque les mauvaises langues ou certains partisans doués d'humour s'amusaient à confier que le vice-président serait prêt à déclarer toutes ses actions de la Standard Oil ou à jeter le Venezuela à la mer pour gagner l'ultime bataille pour le mandat suprême, ces boutades confirment l'impression qui se dégage d'un entretien avec lui : c'est un homme déterminé à arracher de haute lutte sa dernière chance, et qui a un besoin vital de lui de la faction. Il aime à jeter un écran de fumée en parlant de son âge plus « mûr », mais ce fouceur invité, ce jeune patriarche n'oublie pas l'exemple de Golda Meïr ou de de Gaulle. Si la France a choisi un leader jeune, il n'ignore pas que l'Amérique, elle, a brusquement vieilli, qu'elle ne croit plus à son éternelle jeunesse et qu'il lui arrive de se voir sous les traits d'un Empire romain décadent (5).

(3) Dear Henry, par Danièle Hunebelle.
(4) Kissinger, Marvin et Bernard Kalb, Dell Publishing Co. 1975.
(5) A ce sujet, voir David Fromkin, The question of government, Scribner's, 1975.

Leader d'une union nationale ?

« Rocky », lui, n'a jamais cherché à sauver l'âme de l'Amérique. Avec sa grandiose foi dans la mission évangélique de sa patrie, il a quelque chance de rassurer ses compatriotes dans leur désarroi.

D'autant plus que, par sa confession publique devant le Congrès, il a déjà reçu une sorte d'investiture. Le plus intéressant est peut-être qu'il y ait fait la preuve de son incorruptibilité (quel besoin d'ajouter à un capital personnel de 218 millions de dollars ?) tout en exposant sans ambages son art d'exploiter les faiblesses humaines. Cette maturité pourrait faire accepter le dose minimale de cynisme dont les Américains ont bien besoin actuellement.

On assiste à une montée de nouveaux conservateurs, étrange coalition entre des déistes de l'Est comme les frères Buckley et une vague néo-populiste qui déteste le big business et rêve de démocratie locale. Selon M. Kevin Phillips, le théoricien d'un troisième parti conservateur, MM. Ford et Rockefeller ignoraient la véritable majorité conservatrice de l'Alabama, de Boston, de l'Idaho ou de Chicago, estimée par lui à 62 1/2 % de l'électorat : la majorité de Richard Nixon. Ce n'est pas un hasard si Barry Goldwater et d'autres poussent l'ancien président à reprendre sa place dans le parti.

L'intuition politique de Rockefeller lui a fait prendre un bel virage vers le droit depuis quatre ans : il a refusé de se rendre à la prison d'Attica en 1971 pour négocier avec les rebelles et a ordonné de loin l'assaut meurtrier des troupes (quarante-trois tués et quatre-vingt blessés) — la décision la plus angossante de sa carrière —, dit-il, il refusait ainsi d'ébranler les bases de la société. Il a fait voter une loi anti-drogues draconienne (et peu efficace). Enfin, il a gardé un silence fort prudent sur le scandale du Watergate. Et maintenant, le voilà qui semble se réconcilier avec son vieil ennemi, le sénateur de l'Arizona, Barry Goldwater.

L'attitude du vice-président est à la fois pragmatique et intuitive. Et l'on pourrait espérer que son anticommunisme dur est plus « verbal » que quelque chose de bien conditionné par son milieu. De surcroît, son éducation cosmopolite tempère son patriotisme quasi religieux. Saura-t-il profiter de cette complexité ambiguë, ou cédera-t-il à son impétuosité et à ses contradictions internes ?

En tout cas, homme des milieux d'affaires éclairés, n'est-il pas de taille à maintenir le pouvoir des sociétés transnationales, en limitant leurs excès les plus criants, et en les incitant à opérer une mutation profitable dans les pays du tiers-

Il est irrité de se voir rappeler à l'ordre par son ancien patron, Henry Kissinger, après chacune de ses déclarations intempestives sur le situation internationale (par exemple, lorsqu'il a dit que l'avance rapide du communisme dans le monde sera un des arguments fondamentaux de la prochaine campagne électorale). Mais il est que les Jackson et Reagan ont dit bien pis et que George Wallace a déclaré que les Etats-Unis seraient dû anéantir le Vietnam à coups de bombes. Dans toutes les régions des Etats-Unis, il n'est pas rare d'entendre les hommes les plus rompus aux affaires se lamenter : « Où est passé notre innocence d'antan ? Quel malheur, nous sommes devenus tellement cyniques ! » Il est tentant de rétorquer : « Stop Saving America ! »

monde qui nationalisent leur acill ? Sans nul doute, il serait bien placé pour développer le dialogue économique et technologique avec les pays communistes dans un climat de vigilante détente.

Depuis son expérience en Amérique latine, il s'est toujours prononcé pour une C.I.A. forte qui est selon lui un « instrument essentiel de défense et de sécurité nationales » ; on peut hésiter à croire que les réformes et mesures législatives recommandées par la commission qu'il dirige soient directement inspirées par lui.

Sur le plan intérieur, il nous a laissé comprendre que le mois d'avril que son rôle au « Conseil domestique » (chargé des prévisions à court terme et de la planification à long terme) — où il a d'ailleurs pleuré deux de ses hommes, MM. Cannon et Dunham — serait sans doute un travail plus pour ses ambitions personnelles, mais aussi pour surmonter la base du programme électoral du parti. Un de ses aînés majeurs, démontré par le « Conseil des choix critiques » fondé et financé par son frère Laurance et par lui en 1974 juste avant sa nomination à la vice-présidence, c'est l'habileté et la capacité de réunir autour de lui un bréviaire de meilleurs experts et de profiter d'un pool d'informations qui est à l'heure actuelle un des meilleurs leviers du pouvoir.

Il affirme la nécessité de l'autonomie énergétique des Etats-Unis. Le « Conseil domestique » vient d'adopter son expérience des town meetings (écoulee lorsqu'il était gouverneur), pour se mettre à l'écoute des besoins et des revendications des Américains, inquiets de la perspective d'un été chaud à Detroit ou à Flint, et de plus en plus critiques des activités des grandes corporations.

Rockefeller pourrait-il suivre les traces du patriote Roosevelt, seul capable d'invoquer un New Deal ? Ce conservateur libéral pourrait-il profiter du désarroi du parti démocrate et de la crainte inspirée par une nouvelle droite agressive pour jouer enfin le rôle de leader d'union nationale ? Et cela malgré les efforts de la machine républicaine et l'ambiguïté du soutien du président Ford ? Quelles que soient les chances des multiples candidats, il semble que, dans cette élection cruciale, la personnalité des hommes en compétition sera dominée par des événements qu'ils ne parviennent pas à prévoir.

INGRID CARLANDER.

Les relations internationales, d'une part, entre Etats africains et le reste du monde.

Les activités de quelque 77 organisations internationales gouvernementales africaines et mondiales et de quelque 1800 organisations internationales non gouvernementales en Afrique et au Moyen-Orient.

Les conférences internationales, africaines et mondiales, de caractère diplomatique, économique, financier, commercial, social, scientifique et technique.

Des dossiers dans lesquels des spécialistes et chercheurs, africains ou non, abordent les grands problèmes de l'Afrique dans les relations internationales et les grands thèmes de l'actualité mondiale.

Un magazine diplomatique dans lequel le lecteur trouve les mouvements diplomatiques, les échanges des missions diplomatiques, les carnets des ambassadeurs, etc.

Alimentation mondiale : un plan pour demain.

le premier journal diplomatique africain

Afrique DIPLOMATIQUE

Bulletin International d'Information

Avenue du Lignon
1219 LE LIGNON
GENEVE/SUISSE
Case postale 313
Téléphone : (022) 96 95 21
Télex : CE 28 708 EDIS
Cable : Edisafic Genève
CCP : Genève 12-21174

BULLETIN DE SOUSCRIPTION à compléter et à retourner à : AFRIQUE DIPLOMATIQUE Avenue du Lignon / Case postale 313 1219 LE LIGNON GENEVE/SUISSE

Nom : _____ Prénoms : M. M^{me}

Profession ou location : _____

Adresse exacte : _____

désire un abonnement à AFRIQUE DIPLOMATIQUE

1 an édition anglaise par avion

2 ans édition française par voie ordinaire

Lieu, date : _____ Signature : _____

Marquer d'une croix la case qui convient.

Prix de l'abonnement annuel par voie ordinaire :

Europe, Etats-Unis d'Amérique, Canada : Fr. s. 50.—

Afrique : nous consulter

inprecor

Revue bi-mensuelle du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale

NUMERO SPECIAL réalisé sous la direction d'E. Mandel

LA RECESSION ET LES PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE CAPITALISTE INTERNATIONALE

des analyses sur la situation économique internationale, la France, la R.F.A., l'Espagne, les U.S.A., l'Argentine, la Chine, la crise des matières premières.

Prix de ce numéro double : 8 F

Abonnements : 70 F par an (libeller les chèques au nom de Pascal Herli) 76 rue A. Dumas 1000-Bruxelles Belgique.

En vente à Paris : Librairie ROUGE, 10 impasse Guéméné 75004 PARIS

et clivages au sein des partis

commun a reçu l'approbation « plénière et entière » (*full-hearted*) du peuple britannique. C'est précisément ce que M. Heath avait promis en 1970 et on sait que le vote massif du Parlement en octobre 1971 avait paru à cet égard insuffisant aux adversaires du Marché commun. Aussi l'ancien premier ministre a-t-il eu raison de faire remarquer que les votes de principe du Parlement avaient toujours été du même ordre de grandeur (deux contre un) que le verdict populaire.

Le résultat a donc évité qu'un dilemme ne se pose à l'issue du scrutin. Que serait-il en effet arrivé si le maintien dans la Communauté précédemment approuvée au Parlement par une majorité de 226 voix avait été rejeté par les électeurs ou accepté à une faible majorité ? Après avoir évité d'être confrontés à une question aussi épineuse, les parlementaires britanniques ne paraissent guère disposés à favoriser à l'avenir le recours à une telle procédure qui menacerait plus sérieusement que la technocratie bruxelloise la souveraineté de Westminster. Bien que, selon certains sondages, l'opinion publique y soit favorable, le référendum ne paraît pas promis, outre-Manche, à un brillant avenir.

Sur un autre plan, le vote de la quasi-totalité des régions en faveur du « oui » devrait contrecarrer au moins pour un temps — l'action des forces centrifuges qui, depuis quelques années, menacent la cohésion du Royaume-Uni. Les nationalistes avaient en effet espéré (surtout en Ecosse) qu'en votant « non » ou « oui » la majorité des électeurs monteraient moins leur hostilité à l'égard de la C.E.E. que leur volonté d'indépendance. Le résultat du référendum, en Ecosse comme au Pays de Galles, constitue donc une défaite majeure pour les forces séparatistes. Mais on ne doit pas se méprendre sur le sens profond de cet échec. Il ne signifie pas que la majorité de la population — en Ecosse au moins — n'aspire pas à une redéfinition des rapports institutionnels à l'intérieur du Royaume-Uni dans la direction indiquée par le Livre blanc du 17 septembre 1974 (distribution de pouvoirs, surtout économiques à des assemblées régionales dues au suffrage direct) et peut-être même un peu au-delà. Ce serait sans doute une erreur d'appréciation re-

grettable que de s'appuyer sur le résultat du référendum pour retarder indéfiniment ces projets.

Pour l'Irlande du Nord, le résultat est plus ambigu, d'abord en raison de la faible participation, ensuite parce que l'Ulster n'avait nul besoin de prouver à nouveau son particularisme, enfin parce que l'avenir de la province divise les protestants ultra : certains voient le salut dans l'intégration au Royaume-Uni, les autres dans une séparation totale. Il n'est donc pas facile aux uns et aux autres de justifier un vote négatif, sinon en faisant appel aux vieux instincts anti-catholiques de leur communauté (notamment pas qu'il s'agissait du traité de Rome !). Aussi la victoire du « oui » est-elle une victoire de la modération incarnée par les partis centristes des deux communautés.

Pour en revenir au résultat global, il peut être analysé également comme une victoire des modérés sur un rassemblement hétérogène regroupant des personnalités dont les opinions politiques sont pour le moins divergentes. Une même ferveur anti-euro-péenne a pu faire apparaître côte à côte M. H. Powell et Foot, mais cette coalition votée à l'élection est en fait de victoire du « non » n'a pu exister faute de perspectives et d'arguments communs, une séduction suffisante sur l'électorat. En revanche, le camp du « oui » a bénéficié de cette alliance peu naturelle des extrêmes en présentant, a contrario, des positions communes que les leaders conservateurs, libéraux et travaillistes « européens » défendent sans gêne apparente. Une telle expérience est-elle susceptible d'entamer les schémas politiques traditionnels ou restera-t-elle limitée aux problèmes européens ? Si l'on admet que l'appartenance à la C.E.E. est autre chose que la participation à une organisation internationale supplémentaire, elle implique certaines options fondamentales, en matière économique notamment sur les questions de partisane de l'adhésion n'ont pas paru profondément divisés. Le nouveau leader conservateur, Mme Thatcher, n'a pas perdu une occasion de souligner — à juste titre — que la politique européenne du gouvernement n'avait dû son succès qu'au soutien massif du parti conservateur. Elle aurait pu rappeler tout aussi bien que la politique de défense du gouverne-

ment Wilson avait été également adoptée grâce à l'appui de son parti et que le premier ministre pourrait bien avoir encore besoin de l'opposition dans les débats économiques à venir. Le résultat du référendum prouverait-il donc, comme le laissent entendre certains commentateurs, que la Grande-Bretagne, en dépit d'un système électoral qui favorise le bipartisme, « souhaite être aussi gouvernée au centre » ? (3)

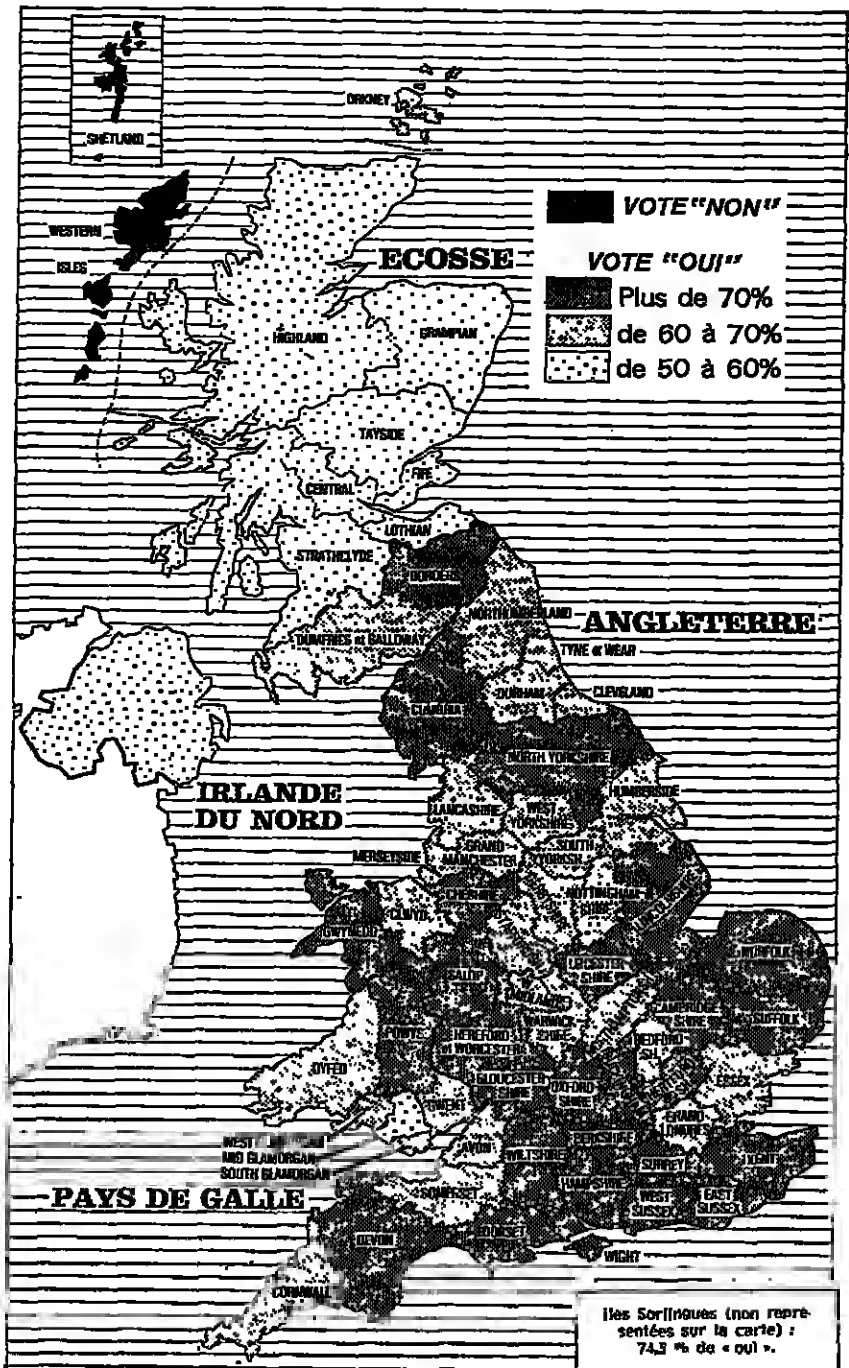
Pour avoir évoqué en termes vagues la nécessité d'une certaine « unité nationale », dans les circonstances difficiles que traverse le pays, le ministre de l'Éducation, M. Franks, s'est vu accusé par la gauche du parti de trahir la cause du socialisme, ce qui a failli lui coûter son poste de « Cabinet Minister » dans le récent remaniement ministériel.

Mais ce geste n'a pas suffi à dissiper les craintes éprouvées par la gauche du parti à l'égard d'éventuelles « coalition policies » que le renforcement de la tendance modérée au sein du cabinet pourrait encourager. M. A. Benn et E. Varley ont accepté de demeurer au gouvernement en échangeant leurs attributions (industrie et énergie). Mme J. Hart a préféré démissionner plutôt que d'être ministre de la coopération. Dans son dernier discours aux Communes, applaudi par ses amis du groupe « T. U. C. », elle a explicitement accusé M. Wilson de trahir le socialisme et les engagements électoraux du Labour en pratiquant une politique « soutenue par les conservateurs, la Cité et le patronat ».

En dépit du grand succès personnel que constitue le résultat du référendum, M. Wilson se retrouve donc confronté au problème qu'il cherchait à résoudre par le choix de cette procédure : la division profonde du parti à laquelle la question européenne a servi de révélateur et parfois de prétexte. Les talents du premier ministre seront-ils suffisants pour éviter ce parti d'une nouvelle crise à l'occasion des décisions économiques qu'il devra prendre de toute urgence ?

FRANÇOISE DE LA SERRE et JACQUES LEROUX.

(3) Voir notamment l'éditorial du Times du 31 avril 1975, qui relate l'idée d'une révision du système électoral.



Une campagne insolite

Un nouveau type d'organisation et de financement

EN découvrant, pour cause d'Europe, le référendum, la classe politique britannique a fait l'expérience de problèmes et de solutions qui perturbent quelque peu le cours inamovible et traditionnel de ses luttes électorales.

Qui allait financer cette campagne où les deux grands partis traditionnels, le parti travailliste surtout, étaient partagés entre le « oui » et le « non », sans parler de l'abstention ou de méthodes plus ou moins diplomatiques ? La caisse électorale travailliste allait-elle appuyer le « non », tandis que le trésor de guerre conservateur serait venu à la rescousse du cabinet travailliste et de M. Harold

Cinq fois plus d'argent pour le « oui »

IL va de soi que les partis verraient sans déplaisir se succéder d'élection en élections générales. La Grande-Bretagne, en somme, après l'Allemagne fédérale et la Suède et en même temps que la France, s'oriente vers un financement public sinon total du moins substantiel des dépenses électorales. L'expérience du référendum, néanmoins, a contribué à l'Etat ne suffit pas nécessairement à couvrir toutes les dépenses d'une importante consultation populaire ni à assurer l'égalité des chances entre les camps opposés. D'après des sources sérieuses, on peut estimer à une douzaine le nombre de permanents au siège du N.R.C. (« non »), à dix fois plus ceux qui animaient B.I.E. (« oui ») ; les 125 millions de l'Etat ont représenté la moitié environ du budget effectif du N.R.C. contre un dixième seulement du budget de B.I.E. Encore celle-ci a-t-elle modéré ses dépenses pour ne pas donner prise aux accusations de la partie adverse qui la

Wilson, qui appelaient à voter « oui » ? La solution de cet imbroglio politique a été habilement trouvée dans l'actuel par la Chambre des communes, sur fonds budgétaires, d'une somme de 125 000 livres sterling (125 millions de francs anciens) à chacune des deux organisations créées pour les besoins de la cause, *Britain in Europe* (B.I.E.), qui faisait campagne pour le « oui » et le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, *The National Referendum Campaign* (N.R.C.), qui faisait campagne pour le « non ». La loi de finances spécialement adoptée à cet effet prévoyait un contrôle strict des fonds publics ainsi alloués, afin qu'ils ne soient pas détournés de leur objet.

La préparation des quatre émissions télévisées du N.R.C. n'a coûté que 3 000 livres (3 millions anciens) — grâce à la participation bénévole de professionnels hostiles à l'Europe, tandis que la conception et la supervision des émissions télévisées de B.I.E. auraient été facturées par son conseil américain à 50 000 livres (50 millions anciens). La Confédération nationale du patronat britannique (*Confederation of British Industry*) a même consacré 50 000 livres sterling également à sa propre campagne pour le maintien de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. ; le T.U.C., de son côté, se défend d'avoir chichement mesuré son soutien financier au « non », refuse de publier ses chiffres pour l'instant et a diffusé, en tout cas, à vingt-cinq mille exemplaires son communiqué de neuf pages en faveur du « non ». La balance, au départ, était politique-

Par MONICA CHARLOT *

ment inégale entre le « oui » soutenu par le premier ministre et les deux tiers des membres du cabinet travailliste, par la très vaste majorité des conservateurs, par le parti libéral, par le patronat et tout ce qui compte dans l'administration ou la presse — et le « non » voulu par l'appareil travailliste et syndical, par les extrêmes de tous bords — des membres du parti communiste britannique ou du groupe « Tribune » aux néofascistes du Front national (*National Front*) ou à M. Enoch Powell, en passant par les nationalistes écossais, gallois ou irlandais. Déséquilibres politiques symbolisés par l'avant-dernier électorat pour le « oui », une pour le « non » et... une recommandation gouvernementale favorable au maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Déséquilibre politique, enfin, traduit par les sondages, le décalage et le prudent réserve de certains partisans du « non » et une relative limitation des efforts financiers des groupes d'intérêt favorables au « non », inscrite dans ses aspects financiers, le campagne référendaire britannique l'est tout autant par son organisation. La simplicité a été la règle, en dépit des vastes comités et du dosage subtil des vice-présidences, dans chacune des deux organisations *ad hoc* — la présidence ayant été confiée à un représentant éminent de la minorité, un compagnon de route en somme, pour rassurer l'électorat indécis : le député conservateur Neil Merston chez les « non », le ministre travailliste modéré Roy Jenkins en face. Les décisions réelles n'étaient pas prises au niveau de ces lourds comités, mais au sommet : par M. Roy Jenkins et le conservateur William Whitelaw pour le « oui », par un cercle d'une demi-douzaine de personnalités, dont le consensus a été parfois plus difficilement réalisé, pour le « non ». Le manifeste en faveur du « non », par exemple, a été rédigé par M. Peter Shore, l'un des ministres travaillistes les plus hostiles à la C.E.E., amendé par M. Neil Merston, puis par M. Enoch Powell, et il n'a pas fallu moins de sept versions successives avant d'en arriver à la bonne.

La liaison entre la campagne des organisations *ad hoc* et celle des partis a été parfois difficile. Le porte-à-porte traditionnel des partis n'a pu être organisé sur une large échelle. Les six cents comités locaux du N.R.C. et les quatre cent cinquante comités locaux B.I.E. n'ont été qu'une organisation rudimentaire et une efficacité plus que modeste. Au niveau des circonscriptions, les partisans travaillistes du « oui » ont eu plus de mal à faire campagne avec les libéraux, et vice versa, qu'avec les conservateurs. Les tenants du « non » ont été divisés jusqu'au comble de leur organisation : certains

ont contesté la stratégie du président du N.R.C. M. Neil Merston, et l'utilisation faite de la subvention versée par l'Etat ; l'extrême gauche travailliste n'a pas voulu s'aligner à la même tribune que les conservateurs partisans du « non », et le Front national (extrême droite) n'a pas été admis à faire partie du N.R.C.

Les conseils en campagnes politiques, moins surveillés qu'ils ne le sont habituellement dans le cadre des organisations de partis, ont pu jouer un rôle décisif dans la conception, l'établissement et l'exécution de la publicité : ils en ont profité, dans le camp du « oui », surtout avec M. Geoffrey Tucker et lord Harris, pour faire de nouvelles expériences en persuasion politique.

Jamais une campagne électorale, en Grande-Bretagne, n'aura été aussi longue, aussi intense, aussi coûteuse en pâte à papier. *Britain in Europe*, en six semaines, a imprimé 50 millions d'exemplaires de documents de toutes sortes — un véritable flot de propagande comparé aux quelque 10 millions d'exemplaires jetés dans la balance législative lors des élections les plus disputées par le parti conservateur récemment, les élections de 1970. Le *National Referendum Campaign*, pour sa part, a noirci de 10 à 15 millions

d'exemplaires de propagande. Si l'on ajoute les milliers de pamphlets distribués par le T.U.C. (syndicats) et le C.B.I. (patronat), on ne peut soupçonner de citoyen britannique d'avoir manqué de l'information nécessaire pour en décider ni les mauvais esprits d'exagérer quand ils prétendent que des tonnes de documents non distribués attendent le plon.

Depuis longtemps, en tout cas, on n'avait pas vu de campagne électorale aussi politique, ce qui dément l'association rapide entre persuasion politique et dépolitisation. C'est ainsi que les placards publicitaires pour le « oui » publiés dans la presse, rédigés par M. John Nichols, ont un contenu strictement politique et avancent des arguments précis et variés sur les grands enjeux qui ont dominé la campagne : les prix, l'emploi, les avantages économiques de la C.E.E., les délégués de souveraineté... Il faut attendre les trois derniers jours de campagne pour que ces placards prennent un tour plus émotionnel, en invitant, sur des photos d'enfants blonds ou d'adolescents en groupe, à penser à l'avenir en votant « oui ». Dans l'ensemble, le texte a pris la dessus sur la simple slogan, l'argument politique sur l'appel sentimental.

Une nouveauté : le cinéma-vérité

UNE nouveauté, cependant, est venue de l'emploi fait par le camp du « oui » de la télévision. Pour préparer les émissions qui leur étaient allouées, M. Geoffrey Tucker et lord Harris ont été prendre conseil de leur confrère américain Charles Guggenheim, qui avait conçu la campagne télévisée présidentielle des Kennedy et de McGovern. Ils ont ramené d'outre-Atlantique le cinéma-vérité dont l'objet, notamment, est de montrer le dialogue « spontané » de dirigeants politiques avec les électeurs de base, en les situant dans un environnement qui ne soit pas artificiel. Une équipe de cinéastes dirigée par M. John Doff, par exemple, a filmé, cinq semaines avant le jour de la première émission dont elle était chargée, vingt-quatre heures durant, six animateurs nationaux de la campagne du « oui » : W. Whitelaw et Keith Joseph (conseil), R. Jenkins, Shirley Williams et R. Franks (trav.), D. Steel (lib.). Chacun était suivi partout par deux caméraman.

Des copies avaient été envoyées en douzaines pour préparer le terrain et susciter les bonnes questions chez les électeurs ainsi plongés dans l'actualité référendaire. Des milliers de mètres de pellicule tournés, dont quatre dactylogés ont tapé pendant des jours le script improvisé, un premier film de trois heures a été tiré puis, de ce film, l'émission définitive — d'une durée de dix minutes... Les régions étaient présentes, des landes de l'Ecosse aux aciéries d'Edwin Vale —

fiert de la gauche travailliste — par l'image et l'accent des électeurs du cru ; les lieux quotidiens de la vie — l'usine, la ferme, le pub, la voiture particulière, etc. — remplaçaient les lieux traditionnels du dialogue politique, la tribune, l'école, le studio de télévision ; l'homme de la rue, surtout, en reformulant dans son langage les enjeux politiques de la campagne, crevait l'écran.

Dans la troisième émission de la série « Visages de la Grande-Bretagne », vingt-deux témoignages pour le « oui » allaient du chauffeur de taxi au joueur de cricket, du mineur à l'étudiant, en passant par le vénéral Harold Macmillan, que de trouvailles verbales ! « On sera comme le petit commerçant du coin de la rue, on essaiera de concurrencer le supermarché du monde » (chauffeur de taxi) ; « Si on se lève maintenant, on est fait, on est coincé, c'est tout d'avance ; on est à la flotte sans bouée » (contremaître) ; « On fait un pas en avant, puis deux pas en arrière ; est-ce qu'on veut n'être plus qu'une pelite île, au large des côtes de France ? » (ferme d'écrivain) ; « Dans la vie, on nage du on coule, mais dans tous les cas, surtout la faire en compagnie » (luneta, citant son grand-père) ; « Regardez les choses en face : dans la vie, nous avons toujours fini par organiser les autres ; je ne vois pas pourquoi nous cessons de le faire aujourd'hui » (photographe).

C'était le mot de la fin...

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
réservée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Au sommaire de chaque numéro :
★ Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
★ Un choix des articles de synthèse et de commentaires.
★ Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.
★ Une chronologie des événements.
Renseignements et tarifs :
5, rue des Italiens, 75247 PARIS CEDEX 09
Téléphone : 770-91-29

* Professeur à Paris III.

PORTUGAL



(Photo M. Laurent-Gamma.)

LES MILITAIRES ET LE POUVOIR... ...en Amérique latine



(Photo Gamma.)

Développement économique et sécurité intérieure

PLUS que jamais, les militaires sont les véritables maîtres de l'Amérique latine. Mais la dictature qu'ils exercent a changé de forme. A quelques exceptions près — Nicaragua, Paraguay, Haïti — le pouvoir n'appartient plus à un caudillo appuyé sur des milices ou des gardes personnelles : même s'ils sont encore appelés à durer, les Somosa, Stroessner et Duvalier sont des anachronismes. Les dictatures « modernes », et elles n'en sont pas moins sanglantes, sont

aujourd'hui exercées par l'armée en tant qu'institution.

Cette situation correspond-elle à un certain stade du développement économique-social ? On pourrait être tenté de le penser en faisant un rapprochement avec ce qui se passe en Asie (voir « Les militaires et le pouvoir dans l'Asie des confrontations », le Monde diplomatique, février 1975). Dans les deux cas, le pouvoir des militaires est fondé sur l'ébranlement de structures archaïques et sur le soutien des Etats-Unis. La volonté d'assurer un développement économique répondant aux impératifs des économies dominantes est alors intimement liée à la nécessité de maintenir la sécurité intérieure contre toutes les menaces de subversion.

Le meilleur exemple est sans doute fourni par la dictature brésilienne, où le général Lyra Tavares déclarait dès 1969 : « Un lien indissoluble caractérise dans le cas du Brésil le double concept

de sécurité et de développement... C'est d'ailleurs le problème de tout le continent sud-américain. »

Mais à la « voie brésilienne », suivie par le Chili, l'Uruguay, la Bolivie, s'oppose la « voie péruvienne », qui se voudrait plus progressiste et plus nationaliste, c'est-à-dire plus hostile à la domination des Etats-Unis. Jusque dans son vocabulaire, elle rejoint cependant les préoccupations des militaires brésiliens. C'est ainsi que le général Mercado Jarrin, premier ministre du Pérou, déclarait en 1972 : « La bataille contre la subversion a montré le lien étroit qui existe entre la politique de développement et la sécurité. Sans développement il n'y a pas de sécurité, et vice-versa. »

Une seule nuance, mais d'importance : il semble que la « voie brésilienne » mette l'accent sur la sécurité comme condition du développement, alors que la « voie péruvienne » (Ponazo, Bagueur) insiste plutôt sur la nécessité d'assurer

la sécurité par un harmonieux développement socio-économique. C'est là, sans doute, qu'il faut chercher la cause d'une différence d'attitudes à l'égard des Etats-Unis. Si les frictions sont fréquentes entre Washington et les régimes militaires « nationalistes », en revanche les pays qui ont choisi la « voie brésilienne » sont assurés du soutien américain, selon les recommandations du rapport Rockefeller (1969).

Mais ces forces militaires sont elles-mêmes traversées de courants divers, y compris lorsque l'armée n'est pas au pouvoir, comme au Mexique où elle joue un rôle de plus en plus important depuis 1968, ou comme en Argentine dont le régime civil risque d'être éphémère, et en République Dominicaine où le président Balaguer a nommé des généraux comme ministres de l'intérieur et des affaires étrangères. En contraste, une exception : Cuba.

CLAUDE-CATHERINE KIEJMAN.

Du caudillo à la dictature moderne et aux officiers progressistes

Les trois âges du militarisme

Si le militarisme est, plus que jamais, une constante de la vie publique latino-américaine, la diversité est sa loi. « Fasciste » à Brasilia et à Santiago du Chili, « progressiste » à Lima, le régime militaire se présente tantôt comme l'allié, tantôt comme l'adversaire du néo-colonialisme.

Au début du dix-neuvième siècle, l'effondrement de l'administration espagnole entraîna, avec l'émiettement du territoire, le retour à des types de sociétés « primitives » ou féodales, où le pouvoir militaire et politique se confondaient. Le caudillo, le chef, celui qui possède la force des armes, est alors seul en mesure d'exercer le pouvoir politique.

Cette première époque du militarisme présente toutefois deux types de caudillos très distincts. D'un côté le terratenant, le grand propriétaire, « colonial » ou « général » par droit de propriété, qui mobilise ses esclaves noirs, ses vaqueros ou ses gauchos pour combattre l'administration coloniale, vider ses querelles avec les propriétaires voisins ou renverser le gouvernement installé à Buenos-Aires ou à Caracas. De l'autre, l'aventurier qui se taille à coups de sabre une place dans la société. D'une part Bolívar, de l'autre Flores (1), le barbillon militaire de Puerto-Cabello (Venezuela), qui terminera sa carrière comme général-président de la République de l'Equateur, ou Paz (2), le *llanero* (3), le gardien vénésuézien, choisi comme chef par ses pairs, qui sera, lui aussi, général et chef d'Etat. Dans le premier cas, le militarisme est l'expression d'une oligarchie : il est issu d'une société hiérarchisée et tend à la perpétuer. Dans le second cas, l'armée est l'instrument d'ascension sociale qui permet aux humbles, aux hors-la-loi, aux

marginiaux, d'accéder aux plus hautes fonctions.

Les positions idéologiques de ces militaires ne coïncident d'ailleurs pas nécessairement avec leurs origines sociales. S'il est exact que le patriote Bolívar, après une période libérale, évolua vers la droite et fut, en fait, le fondateur du mouvement conservateur en Amérique latine, il est non moins vrai que les plébéiens Flores et Paz, devenus généraux-présidents à Quito et à Caracas, se muèrent en despotes férocesment conservateurs. On vit également un jeune père zambo (mêlé de Noir et d'Indienne), nommé Rafael Cabrera, diriger au Guatemala une horde de paysans soulevés à l'insurrection de l'Eglise contre le gouvernement libéral et instaurer une dictature conservatrice qui se prolongea pendant un quart de siècle (1840-1865). A l'inverse, un général d'origine aristocratique, Tomas de Moequera, imposera sa dictature à la Colombie, de 1860 à 1887, au nom du parti libéral.

Quelles que soient leurs origines, les dictateurs libéraux abondent à l'époque. Le fait n'est paradoxal qu'en apparence. Le parti libéral et le parti conservateur, qui se disputent le pouvoir au dix-neuvième siècle dans toutes les républiques latino-américaines, ne constituent en effet que deux clans minoritaires, différents seulement par l'origine sociale de leurs adhérents (propriétaires terriens du côté conservateur, et classe mercantile des villes du côté libéral) et par leurs positions religieuses. Les conservateurs sont catholiques et les libéraux anticléricals. Pour le reste, les deux

clans rivaux, dans le silence des masses non structurées, s'efforcent de mettre dans leur camp le force armée. Les politiciens de cette époque ne oublièrent pas le prononciamiento : le l'impromptu. Les libéraux font plus souvent appel à l'armée régulière, les conservateurs comptent davantage sur les grands propriétaires, à la tête de leur cavalerie de chasse, ou sur les soulèvements de paysans indiens fanatisés par l'Eglise.

L'armée régulière, dans la première moitié du dix-neuvième siècle, est rarement la plus forte. Elle se garde d'intervenir, en zone rurale, dans les querelles entre clans féodaux et ne peut même pas toujours défendre les grandes villes contre les *montoneros* (formations de partisans) de caractère éristocratique ou paysan.

Mais, au cours du demi-siècle suivant, l'appareil militaire se renforce peu à peu. Ainsi le dernier grand *montonero* de ce premier âge du militarisme latino-américain est celui des montagnards du Tchirra (Venezuela) qui, sous la conduite de Castro et de Gomez, s'empara de Caracas en 1859 et tendit leurs hamacs entre les arbres de la plaza Mayor (place Simon-Bolívar). Castro évinté, le « tyran Gomez », au cours de son interminable dictature (1908-1935), ouvrit les portes du pays aux compagnies pétrolières. La vieille terre d'élevage se transforme en nation industrielle. Au Venezuela comme ailleurs, l'ère des chevronnés de gardiens est révolue, et le pouvoir établi est désormais à l'abri d'un coup de main.

Les mercenaires du capital étranger

UN ordre relatif règne dans les campagnes, mais l'instabilité politique subsiste. Protégé par les prétoriens, l'Etat végète sous la menace de leurs prononciamientos.

La conviction que les insurgés civils sont dans l'incapacité d'affronter les forces régulières gagne du terrain dans les états-majors politiques. Ce postulat ne sera sérieusement battu en brèche que par la révolution mexicaine. Mais il faudra une levée en masse de la paysannerie pour abattre, en mai 1911, le dictateur établie et discrédité du vieux général Porfirio Diaz. Au Nicaragua, dix ans plus tard, les guérilleros s'efforcent de suivre l'exemple mexicain ; mais l'intervention des « marines » et l'assassinat du leader de la révolte, l'intéprète Sandino, entraînent l'échec du mouvement.

Depuis la mort de Sandino jusqu'à la révolution cubaine, soit pendant plus

de trente ans, le prononciamiento est le monopole absolu des militaires professionnels. Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas moins divisés qu'à l'époque précédente, mais leurs alliances et leurs luttes s'organisent en fonction de la nouvelle réalité : la domination du capital américain. Dans la plupart des cas, le prononciamiento, légitimité de Washington, intervient pour mettre à la raison un gouvernement qui refuse une concession aux compagnies nord-américaines ou prétend leur imposer une redevance. Le cas le plus typique est celui des colonels vénezuéliens Delgado Chalbaud et Perez Jimenez, qui renversent en 1949 le gouvernement d'action démocratique qui venait de promulguer la loi « fifty-fifty » obligeant les trusts pétroliers à partager leurs bénéfices avec l'Etat. Les dictatures établies par le coup de force se prolongent ensuite indéfiniment par

la répression et la torture, pour imposer aux pays des échémas de développement économique conformes aux intérêts des sociétés américaines et pour étouffer tout mouvement de protestation. Après la seconde guerre mondiale, à l'époque de la « guerre froide », une motivation politique s'ajoute à ces intérêts mercantiles : Washington soutient les dictatures militaires pour contenir la pression des forces de gauche, les « rouges » de l'U.R.S.S., ou soupçonnées de l'être.

Pertuis le dictateur protégé n'est pas seulement, pour les Etats-Unis, un compagnon de rencontre, mais un disciple, un élève des académies militaires américaines ou un officier qui fait carrière dans les unités spéciales formées par l'armée américaine. Tel est le cas du dictateur dominicain Rafael L. Trujillo, qui a conquis ses grades, au temps de l'occupation de l'île par les « marines », dans une milice auxiliaire recrutée pour donner la chasse aux résistants.

Mais le mouvement nationaliste opposé à la pénétration étrangère a aussi ses caudillos militaires. Le plus connu est le général Juan Domingo Peron, qui, n'ayant joué qu'un rôle secondaire dans le prononciamiento de 1943 et dans le gouvernement militaire alors constitué à Buenos-Aires, doit prendre appui sur les *descamisados*, sur les masses ouvrières, sur les syndicats, d'abord pour parvenir au pouvoir, puis pour s'y maintenir, en dépit de l'hostilité de la fraction réactionnaire de l'armée. Egalement à l'époque de la seconde guerre mondiale, un officier bolivien, le major Guealberto Villoro, parvenu au pouvoir par un prononciamiento, tenta de prendre appui sur l'Allemagne nazie pour faire échec à la pénétration économique des *gringos*. Villoro, eu lendemain de la victoire des démocrates, est abattu par la collusion temporaire des conservateurs pro-américains et de la gauche progressiste. L'alliance de son ministre des finances, Paz Estensoro, protégé de

Le rôle de l'exploitation individuelle

ON a des raisons de penser que les meurtriers de Trujillo, dictateur impléni et maintenu au pouvoir pendant trois décennies par Washington, bénéficieraient néanmoins de l'aide de certains services secrets américains. Nombre de dirigeants des Etats-Unis, surtout dans le parti démocrate, pensent en effet, à l'époque, que le comportement des caudillos impopulaires reflétait sur Washington, et que mieux valait se rapprocher des démocrates nationalistes d'Amérique latine, avec lesquels il n'était peut-être pas impossible de trouver des accommodements. Ces incertitudes amé-

ricaines, pressenties à La Havane, n'ont pas peu contribué à la chute de Batista. La révolution cubaine allait cependant être le point de départ d'une troisième ère du militarisme latino-américain.

(Lire la suite page 8.)

(1) Juan José Flores, 1800-1864, général, fondateur de la République de l'Equateur.
(2) José Antonio Paz, 1790-1873, Député de Venezuela de la Grande-Colombie.
(3) *Llaneros* : gardiens de troupeaux au Venezuela.

LIRE PAGES 8 A 15

P. 8-9. — Suite de l'article d'Elena de la Souchère. — Evolution des Etats et des coups d'Etat, Alain Joxe. — Au Brésil : interdépendance et sécurité, A. R.

P. 10-11. — Suite de l'article d'Alain Joxe. — Argentins : présences économiques et parti politique, François Gêze et Alain Labrousse.

P. 12-13. — L'aide des Etats-Unis aux forces armées, Michael T. Kiser. — Les troubles de l'« apollinisme » et du « progressisme », Alain Labrousse. — En Bolivie, Jaime Paz Zamora. — En Colombie, Cecilia Cadena.

P. 14-15. — Suite de l'article d'Alain Labrousse. — Cuba : le plus nombreux étroitement associé au pouvoir, José Gabriel Boet.

(Suite de la page 7.) Cette cause spécifique ne doit cependant pas faire oublier que les régimes militaires latino-américains ne sont que l'aspect local d'un phénomène universel, qui s'explique, d'une manière générale, par l'impulsion des structures politiques traditionnelles à maîtriser les réalités du monde moderne. Cette impulsion est particulièrement ressentie en Amérique latine, où l'accroissement démographique est plus rapide qu'en tout autre continent et où des appareils administratifs encore débilés doivent faire face à la fois aux problèmes nés d'un développement accéléré et aux legs du sous-développement. L'appareil mili-

taire se trouve ainsi amené à assurer une partie des tâches d'intérêt public qui sont normalement du ressort de l'administration civile : construction de routes, de voies ferrées et d'ouvrages d'art dans les régions marginales, échelonnement du courrier (surtout par avion) dans les zones d'accès difficile, rebasement, lutte contre le trafic de drogues, aide aux sinistrés en cas de catastrophe naturelle, assistance aux navires en péril, cotredien des phares et balises, prévisions météorologiques... Dans les villages, les soldats font la classe aux écoliers, « alphabétisent » les adultes, construisent des écoles et des canaux d'irrigation, vaccinent les enfants

malade ou les chevaux, le cheptel et les chiens... Les forces armées sont en train de constituer, dans tous les pays, avec les encouragements des gouvernements, un appareil administratif plus développé, mieux structuré et plus efficace que l'administration civile.

Les premiers programmes d'aide civile remontent au début des années 60. Ils ont été mis en œuvre dans les pays andins au profit de guérillas d'inspiration castriste (Bolivie et Pérou en particulier). Ces programmes, sous leur double aspect d'aide matérielle et d'action psychologique, avaient principalement pour objet d'empêcher les populations rurales d'adhérer aux mouvements de guérilla. Confrontés à ces tâches nouvelles, les jeunes officiers ont acquis la goût et l'expérience de l'action socio-politique, en même temps qu'ils prenaient conscience de la gravité des problèmes de leurs pays respectifs. La révolution militaire péruvienne est issue de cette confrontation des cadres militaires, d'origine urbaine pour le plus part, avec les tragiques réalités de la vie rurale sur les hauts plateaux des Andes.

La révolution cubaine, qui est indubitablement à l'origine de cette prise de conscience des officiers, crée également les conditions objectives du coup d'Etat. La victoire des « barbudos » cubains est au fait génératrice de guérillas dans la mesure où elle a détruit le mythe de l'invincibilité de l'appareil militaire. Les gouvernements menacés vont donc s'attacher à constituer, avec l'aide des Etats-Unis, un appareil militaire plus efficace. Les armées latino-américaines se dotent, grâce aux fournitures américaines et aux achats effectués en

Europe, en France notamment, d'un matériel ultra-moderne. Le niveau des études dans les collèges militaires a été sensiblement relevé ; et nombre de jeunes officiers complètent leur formation par des stages d'entraînement aux Etats-Unis ou dans la zone du canal de Panama. Ainsi se sont formées de petites unités, faibles numériquement, mais bien structurées, disciplinées et hautement spécialisées, qui constituent des instruments admirablement adaptés à la lutte sous-urbaine en milieu rural comme en milieu urbain.

La plupart des gouvernements, ayant plus que jamais recouru à la protection des prétextes, n'ont pas été, depuis dix ans, en mesure de s'opposer à leurs exigences, à leurs empiétements. C'est ainsi que l'engrènement de la lutte contre les partisans a permis au général Carlos Arana Osorio, chef des unités spéciales antiguérilla, de « se faire élire » président du Guatemala en 1970, et aux troupes uruguayennes chargées de réprimer la guérilla urbaine des « Tupamaros », d'imposer leur contrôle au gouvernement tantôt du président Bordaberry.

Dans tous les cas, le meilleur atout des militaires est l'appui de Washington. Aide militaire, sous forme d'armes et d'instructions, mais aussi soutien politique, qui trouve également son origine dans la révolution cubaine. Dès le début des années 60, devant les proliférations des mouvements révolutionnaires, Washington revient aux pratiques traditionnelles : appui aux dictatures militaires, intervention d'urgence (Saint-Domingue en 1963), encouragements directs aux prononcements (notamment au Brésil en 1964 et au Chili en 1973).

les impératifs de la sécurité nationale, sa propre légitimité.

C'est ainsi qu'au Brésil (comme en Argentine avant le retour de Peron) les commandants en chef des trois armes gouvernementales ont été élus, tandis qu'au Pérou le gouvernement du général Velasco Alvarado se définit sans complexe comme « le gouvernement des forces armées ». Mais les maîtres à penser qui ont délégués les officiers libéro-américains de leur complexe de légitimité leur ont aussi enseigné que la sécurité nationale n'est pas assurée tant que la majorité des habitants n'a, en fait, nul intérêt à défendre la patrie et l'ordre établi. Ainsi le développement économique et la politique de bien-être constituent des éléments essentiels d'une authentique politique de sécurité nationale. Mais le renouveau du développement et du bien-être devait logiquement amener certains gouvernements militaires — notamment celui du Pérou — à entrer en conflit avec les grandes sociétés américaines, et donc avec le gouvernement de Washington. Un impitoyable engrènement a ainsi conduit les militaires, foyers de la notion d'« ennemi intérieur », à découvrir un autre ennemi extérieur.

L'attitude à l'égard de Washington constitue la véritable ligne de démarcation entre les diverses dictatures militaires : bien qu'elles présentent un caractère ambigu et comportent, toutes ou presque toutes, des aspects à la fois conservateurs et progressistes, paternalistes et répressifs.

Le dosage de ces éléments diffère d'un pays à l'autre, à tel point que l'on a pu envisager sérieusement l'hypothèse d'une guerre entre le Pérou de Velasco Alvarado et le Chili de Pinochet, entre le plus progressif des régimes militaires et l'un des plus répressifs dictatures. Par contre tous les gouvernements militaires, sans exception — et même celui de Pinochet, — ont joint leurs voix à celles des autres pays libéro-américains et des nations du tiers-monde et du camp socialiste pour faire adopter, au mois de décembre 1974, à l'Assemblée générale de l'ONU (sur 120 voix contre 6, les Etats-Unis et leurs fidèles), le projet de résolution de charte des droits et des devoirs économiques des Etats qui proclame le droit des gouvernements à disposer de leurs ressources naturelles, à nationaliser les biens étrangers et à soumettre les sociétés transnationales aux impératifs du développement national.

Dans l'Amérique latine d'aujourd'hui, où les facteurs idéologiques déterminants dans les années 60, tendent à s'estomper devant les réalités économiques, et où le norme du « pluralisme idéologique » s'impose peu à peu, les régimes militaires ou civils de toutes tendances, pour opposés qu'ils soient sur le plan des points, s'accrochent néanmoins autour des impératifs essentiels du développement économique.

ELENA DE LA BUCHERA.

VENEZUELA Coopération avec le pouvoir civil

L'ARMEE vénézuélienne, héritière des prestigieux souvenirs de l'épopée bolivarienne mais aussi d'un lourd passé de prononcements, fait actuellement l'expérience de la coopération avec un régime civil assez fortement implanté depuis 1959 pour comporter l'alternance au pouvoir de deux grandes formations politiques : l'Action démocratique tout d'abord (1958-1969), puis le parti COPEI démocrate chrétien (1969-1974) et à nouveau l'Action démocratique depuis l'élection, l'an dernier, du président Carlos Andrés Pérez. La guérilla implantée au Venezuela au cours des années 60 offrit cependant de nombreuses occasions de prononcements qui n'ont pas été saisies, peut-être par lassitude, plus vraisemblablement en raison de l'appui des masses populaires au régime établi. Strictement limitée à sa mission de défense et tournoiement confronté, dans les montagnes ordes de l'Ouest, à l'action des maquisards, l'armée vénézuélienne acquit une expérience très poussée de l'action anti-guérilla. Maintenant que cette phase est dépassée, il s'agit d'opérer la conversion de ces unités spécialisées en une grande armée nationale de type classique : tel est l'objet de la loi de défense nationale présentée au Congrès par le nouveau président, M. Carlos Andrés Pérez. S'attachant à adapter l'armée, sa structure et son statut à la nouvelle conjoncture, à améliorer les conditions de vie des militaires — grades, engagements et appels, — et à perfectionner le niveau technique-professionnel des cadres, la nouvelle législation vise également à surmonter une sensible pénurie d'effectifs. Ainsi le président Carlos Andrés Pérez a-t-il soumis au Congrès une loi qui étend le champ du service militaire (déjà obligatoire en principe de dix-neuf à vingt et un ans) en supprimant les très nombreuses exemptions accordées jusqu'ici. La prochaine introduction du service national féminin aura également pour effet d'accroître les effectifs.

L'ACTION sociale de l'armée se développe vigoureusement sous la double impulsion du pouvoir civil et du haut commandement. Les cadres vénézuéliens, très influencés par Gaiterri du Congo et Sita et José del Carmen Martín, ont tendance à interpréter dans le sens le plus positif les théories des deux maîtres à penser des militaires d'Amérique latine. C'est ainsi que le général Fermín Dávila, alors ministre de la Défense, déclarait le 31 janvier 1973 : « La tâche fondamentale, dans les années que nous vivons, est celle du développement. Le devoir des forces armées est d'y contribuer, en pensant que la sécurité n'implique pas seulement la défense du territoire, mais aussi la garantie d'un bien-être partagé. »

Le « Plan de contribution de l'institution armée au développement » actuellement en voie d'achèvement (il couvrait la période 1972-1978) comprenait divers programmes et assignait aux militaires les tâches de construction, d'enseignement et d'assistance qui sont communes à toutes les armées latino-américaines. Des détachements ruraux frontaliers de développement et de sécurité, qui ne sont pas sans rappeler les brigades mazzinistes d'action sociale, ont été créés. En outre, le gouvernement a fait force, par des dotations de terres et d'octroi de crédits, d'inciter les militaires, grades, engagés et même conscrits rendus à la vie civile, à se fixer avec leurs familles dans les zones frontalières semi-désertiques, ou des colonies mi-paysannes mi-militaires sont ainsi en voie de constitution. Le véritable accroissement des rentrées fiscales a été obtenu grâce à l'octroi de nouveaux et importants crédits en vue de développer à un beaucoup plus large échelle cette action sociale de l'armée dans les zones marginales du pays.

L'ennemi intérieur et l'ennemi extérieur

Si la politique américaine est ce qui change le moins dans le Nouveau Monde, les nouveaux caudillos libéro-américains diffèrent profondément de leurs prédécesseurs. D'abord par leurs origines sociales. Les fils des classes privilégiées, attirés par les hauts bénéfices de la banque, du commerce et de l'industrie, abandonnant le métier des armes aux classes moins favorisées. Déjà en 1966 une enquête réalisée en milieu militaire pour le compte de la revue Cadernos Brasileiros avait révélé que 60% des officiers interrogés étaient issus de la classe moyenne et 10% seulement de la caste des grands propriétaires fonciers. Les travaux plus récents des spécialistes des questions militaires d'Amérique latine — en particulier Johnson, Lieuwen, Kling, Cuéllar et Horowitz — soulignent la progression du pourcentage des officiers appartenant à la classe moyenne. Nombre d'entre eux sont fils de policiers ou de sous-officiers et ont fait leurs études secondaires dans des collèges militaires,

établissements gratuits qui offrent d'exceptionnelles possibilités de promotion sociale aux enfants des classes pauvres. Ces nouveaux officiers ont apporté dans l'armée les frustrations et les préjugés de leur classe : un certain goût de l'autorité, un respect des valeurs d'ordre, une honnêteté rigide, une ambivalence soit de revanche et d'honneurs, mais aussi une malveillance jalouse à l'égard des privilégiés, une expérience de la pauvreté et une certaine compréhension des problèmes des déshérités.

L'armée est désormais appelée à faire face non seulement aux menaces extérieures, mais aussi aux facteurs qui entravent le développement économique et aux propagandes subversives. Dès lors, il est logique que l'ensemble du système soit contrôlé par des militaires, que se trouve rétablie la confusion originelle entre pouvoir militaire et pouvoir politique. La dictature militaire n'a plus besoin de recourir au suffrage pour légitimer a posteriori le prononcement : elle trouve en elle-même, dans

BRÉSIL

Une idéologie de l'interdépendance et de la sécurité

A U pouvoir depuis 1964, les forces armées brésiliennes ont développé la « doctrine de l'interdépendance et de la sécurité nationale », ce qui représente une rupture radicale avec les traditions d'une armée auparavant préoccupée de la formation de la conscience nationale et de l'autonomie du pays (1).

Dans cette nouvelle orientation, l'envoi de la Force expéditionnaire brésilienne (FEB), en Italie pendant la douzième guerre mondiale, a joué un rôle décisif. Cet événement a annoncé, à bien des égards, la réorganisation politico-économique des relations entre le Brésil et les Etats-Unis, qui se répercute profondément au sein de l'armée. Quelques études récentes tendent, en effet, à démontrer que les militaires brésiliens ont alors été fascinés par la puissance des Etats-Unis : « La valeur donnée à l'interdépendance de la politique extérieure, la crainte d'un nationalisme excessif, l'idée que le capitalisme pourrait créer une nation physiquement puissante, le croyance en la démocratie comme style « plus civilisé » ont été des attitudes créées ou renforcées par la participation de la Force expéditionnaire brésilienne dans la dernière guerre mondiale » (2). Cependant, l'influence nord-américaine n'est pas le fait d'un simple processus d'imitation. Les Américains ont entrepris des actions concrètes pour assurer la fidélité de cette fraction importante de l'armée brésilienne présente en Italie. C'est en Italie, en effet, que le général Castello Branco s'est lié d'amitié avec le général Vernon Walters, officier de liaison entre les deux armées et qui fut

nommé attaché militaire américain au Brésil de 1962 à 1967.

Tous deux ont eu un rôle décisif dans le renversement du président Goulart en 1964. Après le coup d'Etat, M. Castello Branco va devenir président du Brésil et M. Vernon Walters sous-directeur de la C.I.A. Le général Golbery — numéro 2 du gouvernement actuel — a affirmé : « Les membres de la FEB sont allés aux Etats-Unis et ils ont vu avant les autres un grand pouvoir industriel, c'était une ouverture d'horizons. J'y suis allé et j'ai eu un grand choc ; il était pour moi évident que le pays de la libre entreprise avait réussi, en créant un grand pouvoir industriel » (3). Le général Golbery allait d'ailleurs devenir le bras droit du représentant de la puissance américaine, le général John J. Abizaid, directeur de la Chemical Dow, qui produisait notamment le napalm, connue beaucoup d'autres officiers qui l'ont retrouvé à la tête d'entreprises américaines ; par exemple, le général Juracy Magalhães, ancien ministre (Delfino et Sombra, du groupe Rockefeller), le maréchal Nelson de Melo (Défense), le général Cornélio de Almeida (Haute Commande), le maréchal d'aviation Henrique Figueira (Transport), etc. Les rapports entre les militaires brésiliens et les Etats-Unis se renforcèrent aussi dans les cours de l'Army Armor School (Fort Knox), de l'Ecole de commandement et d'état-major (Fort Leavenworth) et dans les deux écoles spécialisées dans les tactiques contre-révolutionnaires, l'United States Special Warfare Center and School (Fort Bragg) et l'United States Army School of the Americas (base du canal de Panama).

Naissance d'une idéologie

APRES la guerre, le groupe des officiers de la FEB commença à créer les conditions de son développement à la fois à l'intérieur et dans la stratégie anticommuniste en Amérique latine. Le général Cesar Olinia et le général Cordeiro de Farias, deux des plus influents membres de la FEB, cherchant à créer les moyens de formuler les nouvelles théories de la sécurité et du développement. Ils proposent la création d'une école qui prendrait pour modèle les deux principales écoles militaires américaines, le National War College et l'Industrial College of the Armed Forces. Une mission de conseillers américains arriva au Brésil en 1948 (elle quittera le pays seulement en 1960) afin de préparer les structures de l'école. Le 20 août 1949, un décret de président-maréchal Dutra crée l'Ecole supérieure de guerre (E.S.G.), appelée aussi la « Sorbonne ». A partir des années 60, l'E.S.G. prend la structure qui est encore la sienne aujourd'hui, avec des sections de politique, de psychologie sociale, d'économie, d'organisation militaire, de renseignement et contre-renseignement, de doctrine et de coordination.

Mission de l'école : « Préparer des militaires et des civils pour des fonctions exécutives et de conseil dans les organes responsables pour

la formulation, le développement, la planification et l'exécution de la politique de sécurité nationale. » Les cours permettent aux militaires de rencontrer des civils venus de la politique, de la direction des entreprises, des banques, de la presse et de l'Eglise. A la fin des années 60, on comptait parmi les diplômés : 599 militaires, 224 hommes d'affaires, 200 fonctionnaires de ministères, 97 employés dans les agences du gouvernement, 39 députés fédéraux, 23 magistrats, 107 membres de différentes professions. Le fait de posséder le diplôme de l'E.S.G. permet des contacts privilégiés avec les milieux américains ; à la fin de leur scolarité, les élèves sont invités par le gouvernement américain et reçus par le président des Etats-Unis. Ainsi, en même temps que l'E.S.G. devient le principal centre d'élaboration théorique à l'intérieur de l'armée, son organisation permet aux militaires d'agir comme une véritable force politique : 60% des généraux qui ont participé directement au renversement de président Goulart sont passés par l'E.S.G.

Pour les idéologues de l'E.S.G., le monde est un immense champ de bataille : « L'antagonisme entre l'Occident chrétien et l'Orient communiste domine encore la conjoncture mondiale », écrit le principal d'entre eux, le général Golbery (4). Dans ce conflit, le Brésil, de formation chrétienne, doit se ranger aux côtés des Etats-Unis, métropole de l'Occident. Rien de plus naturel que le Brésil soit intégré au système de défense américain. « Nous nous préparons à une guerre totale et l'instrument de l'action stratégique est l'intégration de toutes les forces. » Evidemment, dans ce contexte, les notions d'Etat-nation ou de souveraineté nationale perdent toute efficacité. « L'autodétermination et l'absolue souveraineté des peuples deviennent des principes logiques, marqués, mais non réalisables » (5). Et le général Golbery dit : « Le symbole de notre ère est bien celui de l'intégration. » C'est à partir de ces notions que les idéologues du régime militaire essaient de faire la cohésion de l'armée, de lui donner la « cissent » de l'unité.

Après la douzième guerre mondiale, les Etats-Unis vont s'efforcer de consolider leurs positions en Amérique latine, grâce à une stratégie politique, économique et militaire qui vise à l'intégration des pays de l'Amérique latine au sein du système de défense nord-américain. « La défense militaire de l'Amérique latine était un tâche que les Etats-Unis ont assumée de façon unilatérale jusqu'à la deuxième guerre mondiale », écrit M. Edwin Lieuwen. Depuis, le développement de la coopération interaméricaine, en réponse aux menaces du totalitarisme, venues de l'Europe, a fait naître l'espoir en la construction d'un système multilatéral de défense » (6). Ces « menaces du totalitarisme » viennent, dans un premier temps, d'Union soviétique, et ce cas de la période de « guerre froide » et du bipolarisme, ensuite de la Chine populaire et, finalement, de Cuba. La révolution cubaine et le développement de la guérilla en Amérique

latine vont accélérer les pressions américaines en faveur de cette stratégie qui mène à la doctrine de l'interdépendance. Ceci suppose cependant un champ de manœuvre assez large de la diplomatie américaine, qui rencontre, dans les années 50 et au début des années 60, de fortes oppositions, soit des gouvernements libéraux, soit des forces de gauche ou des militaires nationalistes. Le traité d'assistance réciproque signé à Rio-de-Janeiro le 7 septembre 1947 par les pays de l'Amérique latine consacra l'effort américain pour un élargissement de la doctrine de Monroe : « Une attaque contre chacun de ces pays doit être considérée comme une attaque contre tous les autres, et des mesures collectives doivent être prises pour l'empêcher. » C'était la victoire de principe d'intervention, contre une autre thèse, que défendait le Mexique, le Brésil, le Chili, etc., celle de la non-intervention.

En approuvant la charte de l'Organisation des Etats américains (O.E.A., 1948), la majorité des pays latino-américains acceptèrent de condamner le communisme « et toutes formes de totalitarisme », mais rejetèrent le principe nord-américain de l'intervention : « L'incompatibilité de la sécurité collective avec la doctrine de la non-intervention a réduit sérieusement l'efficacité de l'O.E.A. dans la lutte contre les menaces communistes en Amérique latine », écrit M. Lieuwen. Or l'opposition d'une telle stratégie, l'acceptation de tels principes, suppose des gouvernements disposés à faire front commun avec les Etats-Unis, à accepter leur hégémonie. Le même M. Lieuwen constate, à propos de la proposition du président Johnson en vue de créer une force permanente de l'O.E.A., que les pays d'Amérique latine « où l'opinion publique peut se faire entendre, où des gouvernements représentatifs sont en place, ont non seulement critiqué les actions des Etats-Unis comme à Saint-Domingue mais ont refusé de participer à une quelconque force interaméricaine ou force de paix » (7). Pour les Etats-Unis, le Brésil est aujourd'hui le point-clé de l'application de cette stratégie en Amérique latine. « Nous nous préparons en Amérique latine, écrit le général Golbery, pour aider l'un quelconque de nos voisins dans la défense de notre irremplaçable patrimoine commun contre n'importe quelle attaque étrangère » (8). En 1965, le président Castello Branco avait éva-

(1) Celso Furtado, « De l'oligarchie à l'Etat militaire », Les Temps modernes, octobre 1967, no 237.
(2) Alfred Stepan, The Military in Politics, Princeton University Press, 1971, p. 238.
(3) Idem.
(4) General Golbery do Couto e Silva, Geopolítica do Brasil, Livraria José Olympio Editores, Rio-de-Janeiro, 1967, p. 192.
(5) Evaristo Dantas, O Brasil e os Estudos Políticos, no 21, juillet 1966, p. 19.
(6) Edwin Lieuwen, The United States and the Challenge to Security in Latin America, Herndon National Security Program, The Ohio University, Pamphlet Series no 4, avril 1966, p. 13.
(7) Idem, p. 20.
(8) Golbery, op. cit., p. 200.

سكندرية

De la balkanisation du continent à l'empire transnational

Le coup d'Etat militaire chronique n'est pas un phénomène latino-américain, mais un trait du folklore politique universel.

L'Amérique espagnole arrive simplement en tête dans cette chronique des empires successifs, qui n'est apparemment que la suite de la chronique ouverte par saint Augustin dans la Cité de Dieu.

L'Amérique latine devient avec l'indépendance un ensemble de néo-colonies irrédentistes nées avant l'étape impérialiste du développement capitaliste.

La pénétration capitaliste

Il y a une histoire de la théorie des coups d'Etat latino-américains qui a du mal à se dégager de l'idéologie civiliste des bourgeoisies européennes triomphantes.

oligarchies agraires qui se partagent les terres et des fractions de bourgeoisies géant l'exportation des produits primaires.

Dada n'est pas plus aberrant que la Bolivie du général Melgarejo. Ce « caudillo barbare », issu du rang, avait pris grand soin en 1870 de faire proclamer, par son conseil des ministres, la neutralité de son pays dans la guerre franco-prussienne.

Evolution des Etats et des coups d'Etat

Par ALAIN JOXE *

à même de gérer l'ensemble politiquement et militairement sont autonomes.

Cela reste vrai, même quand le marché ou les investissements étrangers imposent en gros une dépendance extrême. C'est le maintien d'un secteur archaïque qui place les oligarchies locales dans un rôle d'expert politique irremplaçable.

Après 1850 et surtout de 1880, alors que le capitalisme mercantiliste pouvait se contenter de relations commerciales et financières avec quelques enclaves minières ou plantations, l'exportation des capitaux devient le moteur principal de l'expansion et de la sécurité de ces capitaux.

la nouvelle articulation du système capitaliste sous peine de crise grave : le moyen généralement adopté est celui de la professionnalisation des armées.

En 1891, Balboa se suicide, battu par une armée manipulée par l'Anglais qui veut détruire son projet d'industrialisation.

L'exception du Costa-Rica

CONSIDEREZ comme un flot de paix et de stabilité, le Costa-Rica constitue à certains égards un cas exceptionnel dans l'hémisphère, car il a évité les coups d'Etat.

de la nationalisation des banques à la dissolution pure et simple de l'armée. En fait, il se déstabilise au profit d'Otilio Ulate Blanco, qui avait également remporté les élections.

que le notio de « frontières idéologiques » pour envoyer des forces militaires brésiliennes combattre à Saint-Domingue aux côtés des Etats-Unis.

Un nationalisme surestimé

L'EXISTENCE d'une armée nationaliste, depuis la révolution de 1930, a été une idée utilisée par la droite pour dénoier la politisation de l'armée.

Du mouvement des tenentes sortaient, certes, des nationalistes (le général Estiloz Leal, par exemple), des communistes (Luis Carlos Prestes devenant secrétaire général du parti communiste brésilien).

Force expéditionnaire brésilienne en Italie, le balance penchait du côté des Etats-Unis.

L'après-guerre va renforcer l'implantation au Brésil des capitaux américains, soit à travers les investissements directs, soit par une coopération avec les bourgeoisies brésiliennes.

234.000 HOMMES

Les forces armées brésiliennes sont aujourd'hui composées de deux cent trente-trois mille hommes.

réformes de structures (réforme agraire, etc.), et contre l'internationalisme de l'Amérique latine. A cela s'ajoute la montée des classes populaires, qui exigent des augmentations de salaires, des avantages sociaux, etc.

ogisaient dans le cadre de l'armée et de la légitimité constitutionnelle. Soutenus par les mouvements populaires, ils ne purent empêcher des coups d'Etat en 1955 (tentative contre l'investiture de Kubitschek) et en 1961 (tentative contre l'investiture de Goulart) mais, par manque de cohésion, ils n'ont pu éviter le renversement de Goulart en 1964.

« Nous ne craignons pas la guerre civile ; l'expérience d'août 1961 (démission du président Quadros) a prouvé qu'une bonne partie de l'armée marche avec le peuple et que le peuple vaincra. C'est pour cette raison que les droits n'ont pas été décidés à l'instar du coup d'Etat de 1964, le secrétaire du parti communiste brésilien, Luis Carlos Prestes, à la revue mensuelle Siempra.

Il y avait des généraux et même des marchés nationaux, mais les forces de gauche ont surestimé la tendance qu'ils représentaient. Il n'existait en effet pas d'idéologie nationaliste cohérente et propre à l'appareil militaire, mais seulement des notions esquissées dans le débat politique entre partisans et adversaires des investissements étrangers.

Sécurité, coercition, répression

LES militaires, liés au capital étranger, arrivent donc au pouvoir en 1964, appuyés par de larges secteurs des classes moyennes, par la bourgeoisie d'affaires et par les fondamentalistes. Ils éliminent ou réduisent au silence les officiers nationalistes et, après dix ans de dictature, le gouvernement parle de « normalisation ».

L'idéologie de l'interdépendance et de la sécurité légitime encore le fait que vingt et une personnes décident, au sein du Conseil national de sécurité, ce qui est bon pour cent millions de Brésiliens dans tous les domaines.

l'union supra-constitutionnelle centralise les partis, la presse, les syndicats, qui perdent toute autonomie. L'instrument juridique privilégié de la centralisation et de la répression est l'acte institutionnel n° 5 (13 décembre 1968) ; le président de la République peut mettre en vacances le Congrès, suspendre les droits politiques de tout citoyen, mettre à la retraite le personnel des entreprises privées ou publiques, les militaires et les policiers, annuler les mandats des députés et des sénateurs élus.

Cette idéologie de l'interdépendance et de la sécurité donne à la dictature le caractère d'un bloc homogène ; ce fait, sous cette façade sans contradictions, l'écrit a augmenté entre les militaires et les policiers une haute fonction (administrative ou directement économique) et les catégories moyennes ou inférieures. Un général, directeur-président d'une entreprise de chemins de fer, gagne l'équivalent de quarante-sept salaires des travailleurs de l'entreprise ; en Europe, le salaire moyen d'un directeur de chemins de fer ne dépasse pas dix-huit salaires minima régionaux (12).

Le fossé est grand entre les militaires ou le pouvoir et la grande majorité du peuple brésilien.

(9) Des milices inspirées des « chemises noires » de Mussolini. (10) Celso Furtado, op. cit., p. 502. (11) L'acte institutionnel n° 5 dans sa traduction intégrale peut être trouvé à la Documentation Française, « Problèmes de l'Amérique latine », n° 3743-3749, 30 décembre 1974. (12) O Estado de São Paulo, 6 novembre 1974.

CITE UNIVERSITAIRE « PAVILLON DU LAC » Huitres, Bouillabaisse, Poissons de mer, Caviar, Ombres, Truite, Saumon, etc.

(Suite de la page 9.) Cette modernisation peut devenir le but des armées professionnelles si elles sont en avance, de ce point de vue, sur la société civile. Ainsi renait un militarisme progressiste, agent de la pénétration du capitalisme moderne.

Mais le militarisme régressif ne meurt pas pour autant. Même professionnalisé, un militaire peut servir de préférence les oligarchies conservatrices. Cela est vrai surtout en cas de crise du système capitaliste mondial, car le maintien du système politique local dépend de sa capacité de se replier sur les modes de domination politique traditionnels et cela se pratique grâce aux lambeaux d'articulations précapitalistes qui subsistent. C'est ainsi que l'armée guatémaltèque, qui avait servi comme d'importer quelle armée coloniale classique à canaliser la main-d'œuvre des communautés indiennes de la Sierra vers les zones côtières pendant la crise des années 30 à réexporter cette main-d'œuvre salariée dans ses zones de départ pour la forcer à retrouver son mode de production original.

L'armée professionnelle est divisée entre un secteur progressif et un secteur régressif, mais cette division peut très bien passer à travers d'un même individu. Tel caudillo militaire vénézuélien qui fonde l'Etat moderne au début du siècle ne néglige pas d'établir sa fortune personnelle sur des achats de terres, qui le transforment en oligarque à l'ancienne. Son côté moderne ressort dans le fait qu'il y fait travailler

des soldats, c'est-à-dire une main-d'œuvre salariée par l'Etat. Trujillo possédait personnellement presque tout Saint-Domingue. Mais s'agit-il de capitalisme d'Etat ou plutôt de despotisme asiatique articulé sur le marché capitaliste ?

Tous ces paradoxes posent le problème d'une théorie générale de l'Etat dépendant, pertinente pour

l'Amérique latine. En fait, la phase de professionnalisme européen qui s'étend de 1890 à 1940 a été mal comprise et c'est sur la base des théories erronées de cette époque que se branchent encore la plupart des systèmes explicatifs concernant le prolétariat, celle où nous nous trouvons, celle de la domination de l'empire américain.

Une théorie manquante

LES explications empiristes coexistent dans les coups d'Etat de la deuxième phase restent entièrement dépendantes d'une filiation, par l'héritage espagnol, du caudillisme du dix-neuvième siècle comme réurgence féodale de l'esprit des conquistadors. Du côté marxiste, la III^e Internationale, négligeant les différences importantes (perçues par Lénine), sépare les cas latino-américains des autres ensembles dépendants, définit l'Amérique latine comme un ensemble de semi-colonies où la révolution bourgeoise démocratique est à l'ordre du jour, en même temps que la domination coloniale et contre les secteurs « féodaux ». Or la formation des Etats latino-américains est marquée par deux séquences spécifiques par rapport à la séquence type des pays d'Asie qui domine le modèle théorique de la III^e Internationale : elle est d'abord, comme on l'a vu, une néo-colonie précapitaliste et si elle devient une semi-colonie au stade impérialiste, c'est dans des formes militaires et politiques tout à fait bizarres. Ce n'est pas, comme en Asie, par une

division en zones d'influences des impérialismes concurrents d'une formation impériale pré-capitaliste à la suite de quelques expéditions militaires imposant l'ouverture du marché et l'établissement de comptoirs. C'est la professionnalisation militaire qui tient lieu d'expédition coloniale, et la division géographique de l'ensemble est antérieure à la semi-colonisation, et ne renvoie pas à une division en zones d'influences.

L'Amérique latine est tout entière une semi-colonie collective des impérialismes, pré-divisée en compartiments par les différences politiques. Dès la fin du dix-neuvième siècle, la lutte des impérialismes concurrents se déroule pas dans l'espace géographique en termes de marchés, mais dans l'espace politique de chacun des Etats, en termes de contrats, y compris de contrats de vente d'armes. Les Etats ont été renforcés par les impérialismes concurrents d'un commun accord autour de l'appareil militaire pour des raisons de maintien de l'ordre et pour briser le progressisme nationaliste. Il n'est

pas la question d'ouvrir un marché : les oligarchies pseudo-féodales avaient depuis longtemps une attitude de spéculateurs agiles par rapport au système capitaliste mondial. La fonction d'exportation et celle de production, longtemps séparées et caractéristiques de deux groupes qu'on appelait bourgeois et oligarchie, n'avaient jamais été longtemps antagoniques. A partir de la modernisation de l'Etat, la distinction des deux groupes va jusqu'à s'effacer complètement par des mariages ou des mélanges de rôles. Quand, à partir des années 20, la chute tendancielle des cours des matières premières agricoles met peu à peu les groupes purement agrariens au rang n° parents pauvres, ils restent en fait partie prenante d'un bloc au pouvoir très

soudé parce que ce bloc permet la continuité du système politique interne en cas de crise externe.

Or l'hypothèse euro-centriste d'une séparation nette entre les bourgeois et les oligarchies agraires est malgré tout conservée dans la théorie marxiste et c'est à leur opposition qu'on rapporte les coups d'Etat des années 20, 30 et 40. En fait, l'industrialisation par « substitution des importations » qui se développe pendant les crises du système central correspond à un accroissement de l'importation des biens d'équipement qui joue un rôle favorable dans la absorption des crises centrales. Le développement industriel latino-américain n'est pas en contradiction avec les intérêts de l'impérialisme mondial à ce niveau-là.

Des bourgeoisies à éclipses

LES bourgeoisies nationales industrielles qui apparaissent et se consolident entre 1914 et 1945 sont des bourgeoisies « à éclipses ». 1) A peine les difficultés politiques augmentent-elles, l'hégémonie des couches traditionnelles peut reprendre le dessus, en s'appuyant éventuellement sur les secteurs militaires traditionnels ; mais ce genre de changements d'équipes ne reflète pas une lutte entre bourgeois et « féodaux » où les féodaux l'emportent, mais l'accommodation de la contradiction politique du bloc tout entier avec les couches populaires dans un cadre où le retour aux méthodes politiques des anciens

« patrons » possède une vertu politique plus légitime et plus efficace pour surmonter la crise.

2) Quand une armée latino-américaine se présente à l'extérieur dans une position « cassarienne », en médiateur entre un groupe « conservateur » et un groupe « libéral progressiste » (Céjas en Colombie, 1957), il ne s'agit pas en vérité d'une phase d'équilibre entre les forces bourgeois et les forces « féodales », mais d'un moment où la contradiction à pousser au pouvoir avec Vargas en 1933, ou représentant plus moderne du même bloc au pouvoir, associant oligarchies traditionnelles et secteurs modernisants, liés au pays sur une base nationale et non plus régionale.

3) Si l'alliance entre prolétariat et paysans se fractionne de la bourgeoisie est en train de se former et pousse certains secteurs militaires vers le socialisme, le bloc un moment divisé par la croissance trop rapide du secteur moderne se reforme au plus vite pour éliminer le régime militaire ou le récupérer. La République socialiste chilienne proclamée par des militaires en 1973 est neutralisée par un secteur progressiste pro-américain de l'armée, puis éliminée par un mouvement civil qui remet en selle une alliance des secteurs les plus traditionnels (Aicosaendri). La colonne des « tententes » de Prestes parcourt l'intérieur brésilien en poussant la réforme agraire, mais le « leninisme » sert finalement à pousser au pouvoir avec Vargas en 1933, ou représentant plus moderne du même bloc au pouvoir, associant oligarchies traditionnelles et secteurs modernisants, liés au pays sur une base nationale et non plus régionale.

4) Deux Etats voisins peuvent remplacer deux coups d'Etat par une guerre, en général sans contenu économique. Ces quelques exemples montrent qu'il n'existe évidemment pas de théorie des coups d'Etat militaires en dehors d'une théorie de l'Etat et que les « coups d'Etat civils » qui chassent les militaires du pouvoir sans effusion de sang sont bien aussi fondamentaux à expliquer que les putschs. Le défillement de crise ne peut pas se faire par référence aux luttes observées en Europe dans un système d'Etat très différent. Il faut tenir compte de la spécificité et de la continuité d'un bloc au pouvoir, très archaïque, qui évolue continuellement depuis cent ans en association avec l'ensemble du système impérialiste et en reproduisant à chaque étape, au niveau des superstructures établies, les instruments nécessaires d'un tel bloc, très différent de celui de l'Europe capitaliste naissante.

On s'est trouvé, depuis le début de la III^e Internationale, dans un cas où l'absence de théorie convaincante de l'Etat latino-américain

NICARAGUA ET PARAGUAY

Le règne sans partage

Si les grands dictateurs latino-américains — Porfirio Diaz au Mexique, Getulio Vargas au Brésil, Pérez Jiménez en Venezuela, Batista à Cuba, Trujillo en République Dominicaine ou Juan Domingo Peron en Argentine — appartiennent à l'histoire, certains de leurs épigones restent néanmoins en place. Leur manière de gouverner découle directement des habitudes de leurs prédécesseurs : ils reposent essentiellement sur la répression de toute velléité d'opposition et l'étouffement des aspirations populaires. C'est notamment le cas au Nicaragua et au Paraguay.

En Amérique centrale, depuis bientôt quarante ans, le clan Somoza fait régner sa loi sur le Nicaragua. Le fondateur de la dynastie, Anastasio Somoza García, était chef de la garde nationale mise sur pied par les Etats-Unis vers les années 20 à la suite d'une intervention des « marines » dans les affaires du pays. C'est lui qui organisa en 1934 l'assassinat de Cesar Sandino, le chef révolutionnaire qui avait mené la lutte de guérilla contre les envahisseurs américains. En 1936, se jugeant assez fort, « Tacho » Somoza fonda un coup d'Etat, s'ouvrant ainsi la voie à un régime qui dura jusqu'à son assassinat vingt ans plus tard. Son fils Luis lui succéda d'abord à la présidence. Depuis 1967, c'est un autre de ses fils, le général Anastasio Somoza Debayle, dit « Tachito », qui assure et la continuité du nom et celle du régime fort instauré par son père. D'ailleurs, chaque fois qu'il s'efface du devant de la scène pour laisser le champ libre à un autre de ses fils, le général Somoza ne lâche pas le commandement de la garde nationale, seule force armée du pays, conservant de la sorte le pouvoir réel entre ses mains.

Au Nicaragua, l'omnipotence de la famille Somoza ne se traduit pas seulement sur le plan politique, elle se reflète également dans le domaine économique et bien sûr, militaire. Tout événement est initié par les militaires du pays pour renforcer encore davantage leur emprise : on l'a vu notamment lors du tremblement de terre qui dévasta Managua dans la nuit du 24 décembre 1972 et qui permit au chef de la garde nationale de reprendre en main la direction des affaires de l'Etat en se proclamant d'autorité président du comité d'urgence créé pour la circonstance. C'est ainsi qu'il fut initié une nouvelle Constitution sur mesure. Il s'est fait réélire le 1^{er} septembre 1974 à la magistrature suprême pour un nouveau mandat de six ans (1). Epaulé par le parti libéral, le général Somoza tire cependant l'essentiel de son pouvoir du soutien sans réserve de la garde nationale dont il demeure le chef suprême. Equipée et entraînée par les Etats-Unis, cette force armée dispose de quelque sept mille hommes pour une population d'un peu plus de deux millions d'habitants. Choqué par le chef de l'Etat, la garde nationale s'est vu accorder au fil des ans maints privilèges la hant directement et de plus en plus étroitement à la famille dominante, dont elle reste le meilleur et le plus fidèle garant.

S'inspirant des mêmes principes que les Somoza ou Nicaragua, le général Alfredo Stroessner gouverne le Paraguay depuis 1954. Coté au cœur de l'Amérique du Sud entre deux géants — le Brésil et l'Argentine — coexistant tant bien que mal avec son troisième voisin — la Bolivie, — le Paraguay a connu une histoire jalonnée de crises terriblement meurtrières pour faire respecter son intégrité. Le culte du militaire y est soigneusement entretenu et il n'est pas étonnant que son évolution depuis l'indépendance ait été marquée par la présence à sa tête d'hommes forts, sinon de dictateurs de célèbre mémoire comme José Gaspar de Francia et Francisco Solano Lopez au siècle dernier.

ARRIVE au pouvoir en août 1954 à la suite d'un coup d'Etat classique A contre le président Federico Chaves, le général Stroessner a inauguré une nouvelle dictature et n'a jamais dessiné son étreinte sur ce pays de vingt mille hommes, bien entraînés et relativement bien équipés, il gouverne avec le parti Colorado, changeant à sa convenance la Constitution pour se faire réélire sans problème tous les cinq ans. Lors de chaque campagne électorale, il entoure un peu les urnes, donne une apparence de liberté d'expression à l'opposition bôlée, laisse un semblant d'espérance et fait des promesses de libéralisation. Puis, sitôt réélu, il s'empresse de tout oublier et de reconduire l'état de siège, qui est pratiquement de règle dans le pays depuis qu'il est au pouvoir. Une police forte de près de dix mille hommes aide efficacement le général Stroessner à maintenir un « ordre » très particulier, fondé sur la fraude électorale, la corruption, le trafic d'influences et la contrebande — principale activité économique du pays (2).

Les vingt dernières années ont été marquées parfois par des tensions assez vives entre l'Etat et l'Eglise. A plusieurs reprises, l'épiscopat a dénoncé les abus, les exactions, les tortures et la répression dont sont victimes les adversaires du général Stroessner. Mais chaque fois, après des déclarations d'acclamations et de suspensions de messes, les relations du dictateur et de l'Eglise finissent par moins mal s'arranger. Dans ce pays maintenu dans un état de sous-développement chronique, le général Stroessner est sans doute l'un des derniers représentants du « caudillisme » traditionnel, où le règne sans partage d'un seul homme sert de loi à tout un peuple.

J.-C. B.

(1) Cf. Le Monde diplomatique, décembre 1974.
(2) Cf. Le Monde diplomatique, septembre 1974.

ARGENTINE

Puissance économique et parti politique

Par FRANÇOIS GEZE et ALAIN LABROUSSE *

Sur les quinze chefs d'Etat qui se sont succédés en Argentine entre 1930 et 1973, onze furent des généraux : Uriburu, Justo, Rawson, Ramirez, Farrell, Peron, Larralde, Aramburo, Onganía, Levingston, Lanusse.

Cela ne signifie pas pour autant que l'armée argentine soit le type même de l'armée de prononcement. Bien au contraire : c'est l'absence d'un grand parti de droite au service de l'oligarchie qui l'a amenée à jouer un rôle politique. Jusqu'en 1943, le pouvoir économique des grands propriétaires terriens est telle en effet qu'ils ne se sentent pas le besoin de structurer un parti pour la faire prévaloir. De 1946 à 1955, sous les deux premiers gouvernements de Peron, l'extraordinaire développement de l'appareil d'Etat limite encore la marge d'action des partis politiques. Entre 1955 et 1970, les deux grands « partis » de l'Argentine sont le C.G.T. et les forces armées.

C'est entre 1870 et 1880 que naît l'armée professionnelle argentine. Jusque-là, les militaires avaient été les instruments des luttes intestines qui, depuis l'indépendance, opposaient la province de Buenos-Aires à celles de l'intérieur. En 1879, le général Julio Argentino

Roca, grâce à une armée formée à la prussienne, à l'utilisation de la carabine Remington et du télégraphe, massacra les Indiens du sud-est et de l'ouest de la Patagonie et ouvrit les 80 000 km² de la Patagonie à la colonisation. L'armée, à travers le personnage de son chef restant en triomphateur à Buenos-Aires, devint alors l'incarnation du pouvoir centralisateur de l'Etat et de l'unité nationale.

Jusqu'en 1930, elle s'est tenue à son rôle de rempart de l'Etat bourgeois : elle réprime dans le sang les manifestations ouvrières du 1^{er} mai en 1905 et 1909, la grève des travailleurs de la métallurgie en 1919 (la « semaine sanglante »), la révolte des ouvriers agricoles de la Patagonie en 1921, au prix de milliers de morts.

Mais en 1930, le coup d'Etat d'Uriburu, qui mit fin au gouvernement des radicaux représentait les classes moyennes et rendit le pouvoir à l'oligarchie terricienne, marqua l'entrée en scène politique de l'armée. Parallèlement, cette dernière était amenée à jouer un rôle grandissant sur le plan économique.

Les Fabriques militaires

L'HISTOIRE des Fabriques militaires commença en 1919, lorsque les forces armées réclamèrent, dans une perspective purement professionnelle, le développement de secteurs industriels de base leur permettant d'assumer techniquement les tâches de la défense nationale. Alors qu'il n'existait dans le pays qu'une aciérie de caractère semi-artisanal, la première fabrique militaire d'acier fut créée en 1933 ; puis, en 1936, la fabrique de munitions d'artillerie de Rio Turcaro, etc.

Ces entreprises sont réunies en 1941 au sein de la Direction générale des fabrications militaires (D.G.F.M.). Peron encouragea leur développement. En 1947, le général Servio Lanza, son aide militaire, qui disposa de beaucoup les simples besoins techniques de l'armée : il visa à occuper le rôle des investissements de l'Etat dans les secteurs stratégiques du développement économique. Il proposa en particulier la formation d'une société mixte, SOMISA, en vue de développer la production nationale d'acier. Mais la politique du gouvernement péroniste, qui sacrifia l'industrie lourde à l'industrie légère productive

de biens de consommation, se coïncide pas avec les projets de l'armée. Il faudra attendre de longues années pour que le « plan sidérurgique » porte ses fruits. Cependant, SOMISA produit aujourd'hui près de la moitié de l'acier argentin (et le quart des besoins de l'industrie) et se place au quatrième rang des entreprises argentines pour les ventes (164 millions de dollars annuellement).

En 1975, les Fabriques militaires constituent un des groupes industriels les plus importants du pays. Outre SOMISA, le D.G.F.M. contrôle quarante entreprises employant deux mille civils sous la direction d'une cinquantaine de militaires. Elles fabriquent plus de mille sept cents produits différents : acier, produits chimiques, matériel de télécommunications, armements, etc. Leur production, pour 90 %, est destinée à un usage civil.

Le D.G.F.M. détient également une participation importante dans sept sociétés mixtes contrôlées des industries de base, en association avec des capitaux privés nationaux et étrangers.

Mais la puissance économique de l'armée ne repose pas seulement sur le D.G.F.M. Depuis 1955 — et cette tendance s'est accélérée à partir de 1966 — un nombre croissant de militaires (estimés à trente mille en 1970) occupent des postes dans l'administration des entreprises d'Etat les plus importantes du pays : Y.P.F. (pétrole), SEGBA (électricité), ENTEL (téléphonie), etc. Enfin, les monopoles argentins et étrangers — soucieux d'avoir leurs entrées au niveau de l'appareil d'Etat — confient de plus en plus volontiers des postes de direction à des généraux ou amiraux qui abandonnent alors le service actif. On estimait en 1970 que quelque deux cent cinquante-officiers supérieurs étaient ainsi devenus P.-D.G. de grandes entreprises, les plus souvent étrangères.

L'armée est donc, en Argentine, à la tête d'une véritable puissance industrielle. Mais son rôle n'est pas seulement de servir les bases d'un développement économique indépendant, elle participe de la politique de l'appareil d'Etat qui, depuis 1955, consiste à approvisionner les entreprises monopolistes en produits finis bon marché ou à leur céder le terrain : les industries mécaniques de l'Etat (IME), qui fabriquaient des automobiles et des tracteurs, ont ainsi été démantelées en fonction des

besoins de l'industrie automobile de capital étranger ; la compagnie nationale d'aviation Aerofineas Argentina ou perdo le monopole de transport aérien et a dû céder la majorité de ses vols à l'intérieur du pays à Austral, contrôlée par des capitaux américains. L'armée argentine reste donc idéologiquement liée aux courants de domination impérialiste.

Tutelle américaine et sources

d'équipements

COMME toutes celles de ce continent, les forces armées argentines sont membres du SIS (Système intercontinental de sécurité) et ont souscrit au TIAR (Traité interaméricain d'assistance réciproque). Entre 1950 et 1969, plus de deux mille officiers ont suivi un entraînement anti-guérilla aux Etats-Unis ou à Panama. En 1970-1971, le total des dons et ventes d'équipements de la part des Etats-Unis à l'Argentine se montait à plus de 50 millions de dollars. La course à l'armement, c'est-à-dire une communauté d'intérêts entre les forces armées argentines et l'impérialisme américain.

Mais l'aide militaire accordée par les Etats-Unis à l'Argentine est relativement moins importante que celle qu'ils fournissent à des pays comme le Brésil ou le Chili. Cette situation particulière résulte d'une volonté d'indépendance de la part de l'armée argentine qui, d'une part, découle de son exceptionnelle capacité de production industrielle et, d'autre part, de la décision prise par les Etats-Unis de faire du Brésil un satellite privilégié, relais de leur pénétration sur le continent. Des réticences se sont manifestées en particulier à partir de 1964 : l'Argentine fut l'un des derniers pays d'Amérique du Sud à signer le pacte militaire avec les Etats-Unis relatif au Programme d'assistance militaire (PAM). Dès sa mise en application, celui-ci se heurta à l'hostilité de la majorité des officiers, qui en refusaient les conditions (contrôle exercé par le ministère américain à Buenos-Aires sur le matériel livré, restrictions à l'égard de son utilisation, dépendance technique). En 1967, le refus des Américains de livrer cinquante chars « Bulldog » à l'Argentine — alors qu'une centaine de ces derniers sont

Handwritten signature or text at the bottom of the page.

rendait illusoire l'analyse de classe traditionnelle, essentiellement économico et interne à un Etat, qui conduisit aux catastrophes de type Chili. Jamais les intérêts de la bourgeoisie nationale chilienne ne possèdent se refléter dans le corps des officiers chiliens puisqu'il n'existait plus de bourgeoisie nationale. La tentative de l'Unité populaire fut en fait de recréer une bourgeoisie nationale à partir de l'ouverture d'un marché populaire intérieur et d'obtenir en même temps que ses intérêts se reflètent dans l'armée. Mais les militaires ne suffirent pas à mener à bien cette manœuvre volontariste de reconstitution d'un populisme des

années 30, 40 ou même 50. L'abstention de l'armée chilienne en 1970, considérée comme un quasi-coup d'Etat de gauche par certains, n'était qu'une abstention. L'entrée des militaires au gouvernement en octobre 1970, considérée comme le ralliement de l'armée au projet réformiste de l'U.P., n'était pour l'essentiel que la prise de poste en attendant le moment opportun pour une intervention de droite. Le marxisme des P.C. a ainsi joué pour l'Amérique latine le rôle d'une théorie empirique à moyen terme, aujourd'hui complètement remise en cause par l'intégration et la transnationalisation croissante du capital financier.

la tendance générale vers un nouveau type d'articulation impérialiste.

Les fractions dirigeantes des Etats latino-américains se réorganisent donc comme elles l'ont toujours fait pour répondre à leur manière à la nouvelle demande du système. L'Alliance pour le Progrès représente le type même de la « doctrine » américaine de transition: un simple épisode idéologique. En s'appuyant sur les restes de la « bourgeoisie nationale » de l'époque antérieure, on propose un « non-sens » accepté automatiquement par le président chilien Frei: un développement transnational par l'aide aux peuples pour déboucher sur le nouveau projet articulé au Brésil. Réduction massive du marché intérieur et concentration de la production transnationale vers une sélection de marchés étrangers très intenses, associés dans l'ALALC (Association latino-américaine de libre commerce) et qui permettent l'exportation d'un technisme avancé et déjà absorbé au centre du système impérialiste. Cette formule exige une répression continue et féroce des classes populaires et la poursuite de l'expansion au niveau mondial.

La critique de la position marxiste traditionnelle conduit une école de pensée à la fois plus avancée et plus rétrograde que celle de la bourgeoisie nationale. Les théoriciens de la dépendance (Quijano, Cardoso) à mettre au contraire l'accent sur la prédominance du facteur impérialiste. Plusieurs coups d'Etat ont été réalisés, comme « made in Washington », l'appui de la « cause externe » sur la « cause interne » étant de toute façon assuré par l'existence, dans chaque pays, d'une fraction de bourgeoisie dominante complètement asservie à la bourgeoisie transnationale et ayant reconnu clairement à un projet de développement préemptif national. Cette école, qui s'est développée surtout à partir d'une réflexion sur le coup d'Etat brésilien de 1964, a conduit au Brésil, à une réinterprétation globale de toute la séquence historique depuis les années 30. La seule révolution bourgeoise authentique est celle qui est menée au Brésil depuis 1964, et c'est une révolution bourgeoise nationale, purement impériale, la seule qui soit pensable aujourd'hui. Ce mode de pensée sert de cadre théorique à la définition critique du régime militaire de Lima et du régime militaire de Panama, et du régime militaire de Quito. Selon cette thèse, les militaires plus ou moins progressistes de Lima et de Quito ne feraient que refléter, de manière adaptée au faible niveau de développement des rapports de production capitalistes dans ces trois derniers pays, la stratégie de l'impérialisme basée surtout sur le contrôle des champs de lutte de classes par les militaires autochtones. L'inconvenance de cette théorie est qu'elle ne tient pas compte de l'existence de fractions de la bourgeoisie dans la définition de la conjoncture.

Malgré les efforts des Américains et la « doctrine Nixon », les conditions optimum d'une généralisation du modèle brésilien n'ont pas été réalisées partout. La chute de Peron en 1955 au Pérou en est restée au moment dépassé de l'Alliance pour le Progrès et pratique une réforme agraire que plus personne ne lui demande de faire. Allende éliminé, les bases d'un régime brésilien sont jetées par la terreur; mais le petit Chili de Pinochet n'a pas bien le petit Chili de Pinochet, et la crise est là et la zone andine meurt. Le retour de Peron en Argentine, pour désamorcer le mouvement révolutionnaire naissant, est bien aussi efficace que l'avènement de Pinochet et permet une répression policière qui laisse l'armée en réserve. C'est à ce stade de réarticulation inégale abouit selon les Etats que survient la crise générale actuelle. Les armées qui ont presque partout un pouvoir visible ou direct sur l'Etat sont aujourd'hui toutes « progressistes » au sens américain, c'est-à-dire qu'elles ont été éduquées depuis vingt ans dans l'idéologie de la croissance du P.N.B. grâce à l'intégration au système mondial. Si cette croissance n'est plus possible dans ces conditions, sans pour les pays pétroliers (Venezuela, Equateur) les publicités de type « brésiliennes » vont vers des échecs économiques et sociaux graves qui risquent d'entraîner leur institution vers des tâches répressives de plus en plus féroces, à moins que l'option « tiers-mondiste », voire socialiste, retrouvée de la vigueur comme pendant la crise des Années Trente.

ALAIN JOYE

L'ère transnationale

APRES la fin du boom de la guerre d'Algérie, il y a, comme on dit, un « épandage du modèle de développement industriel par substitution des importations ». C'est aussi la fin, à plus ou moins long terme selon les pays, des bourgeoisies nationales et militaires de type « brésilien ». Les militaires ne suffirent pas à mener à bien cette manœuvre volontariste de reconstitution d'un populisme des

Il se fait au moment où l'intégration économique transnationale est déjà avancée. L'illusion du nationalisme impérialiste est un instrument politique de domination sur les couches populaires. Une série de coups d'Etat servent à régler leur compte aux régimes de front populaire, ou socialistes, dès le début de la « guerre froide ». Les dictatures, issues de ces coups d'Etat, disparaissent ensuite avec la « détente ». Mais ces péripéties se modifient pas

FORCES MILITAIRES ET PARAMILITAIRES EN AMERIQUE LATINE

Table with 5 columns: Pays, Population, Effectifs (FM: Forces militaires, PM: Forces paramilitaires), Dépenses consacrées à la défense (millions de dollars), P.N.B. (estimation 1972 en millions de dollars). Rows include Argentina, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, République Dominicaine, Equateur, Mexique, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela, El Salvador, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Nicaragua, Costa-Rica, Panama.

Sources: The Military Balance 1974-1975, International Institute for Strategic Studies, Londres.

Malgré les efforts des Américains et la « doctrine Nixon », les conditions optimum d'une généralisation du modèle brésilien n'ont pas été réalisées partout. La chute de Peron en 1955 au Pérou en est restée au moment dépassé de l'Alliance pour le Progrès et pratique une réforme agraire que plus personne ne lui demande de faire. Allende éliminé, les bases d'un régime brésilien sont jetées par la terreur; mais le petit Chili de Pinochet n'a pas bien le petit Chili de Pinochet, et la crise est là et la zone andine meurt. Le retour de Peron en Argentine, pour désamorcer le mouvement révolutionnaire naissant, est bien aussi efficace que l'avènement de Pinochet et permet une répression policière qui laisse l'armée en réserve. C'est à ce stade de réarticulation inégale abouit selon les Etats que survient la crise générale actuelle. Les armées qui ont presque partout un pouvoir visible ou direct sur l'Etat sont aujourd'hui toutes « progressistes » au sens américain, c'est-à-dire qu'elles ont été éduquées depuis vingt ans dans l'idéologie de la croissance du P.N.B. grâce à l'intégration au système mondial. Si cette croissance n'est plus possible dans ces conditions, sans pour les pays pétroliers (Venezuela, Equateur) les publicités de type « brésiliennes » vont vers des échecs économiques et sociaux graves qui risquent d'entraîner leur institution vers des tâches répressives de plus en plus féroces, à moins que l'option « tiers-mondiste », voire socialiste, retrouvée de la vigueur comme pendant la crise des Années Trente.

HAÏTI

Dix-sept ans d'éclipse

LA lutte d'Haïti pour se libérer de l'Europe, qui fut à la fois la plus longue et la plus sanglante mais aussi la première en Amérique latine, donna naissance à une armée omnipotente dans l'Etat. Pendant des décennies, Haïti fut, selon le sociologue Alfred Métraux, « un camp retranché perpétuellement en état d'alerte ». Des armées de mercenaires, les « canacs », erraient partout dans ce petit pays des Caraïbes et les coups d'Etat militaires, victorieux ou non, se succédaient presque chaque mois.

Depuis dix-sept ans, la famille Duvalier a réussi ce qu'aucun autre gouvernement n'avait pu faire, du moins pendant une période de temps aussi longue: tenir les forces armées en échec. Ce fut en partie grâce à l'héritage légendaire de feu Papa Doc, mais surtout grâce à la création d'une milice privée, les fameux Volontaires de la Sécurité Nationale (« tonton macoutes »). En théorie, forces militaires et para-militaires (ont) partie d'un « binôme peuple-armée » — équilibre utopique selon lequel les macoutes (le peuple) empêcheraient l'armée de s'emparer du pouvoir.

En réalité, les forces armées d'Haïti, créées par les « marines » américaines pendant leur occupation du pays (1915-1934) et fortes de quelque six mille hommes ont subi des humiliations constantes pendant la « révolution duvaliériste » bien que ce soit l'armée qui ait porté François Duvalier au pouvoir en 1957. Privées d'armes et de munitions, elles ont dû s'ajuster devant les V.S.N., estimés à quelque huit mille hommes et jumeaux armés qui imposent leur loi dans le pays au nom du dictateur qui jadis et désormais à son gré généraux et colonels.

Cependant, depuis la mort de « Sublime marquisard » en 1970, les forces armées régulières ont progressivement recouvré leur pouvoir traditionnel. Quelques semaines après l'événement, les trois grands responsables régionaux des V.S.N. étaient limogés. Un peu plus tard, en décembre 1971, le régime militaire formellement les V.S.N. sous le contrôle de l'armée, tout en déclarant que cette milice fantôme (bien que mal équipée) restait le pilier du régime. Un jour de fête dédié aux V.S.N. a même été institué: lors de sa première célébration, le 29 juillet 1972, le jeune président Jean-Claude Duvalier affirmait devant une foule de « macoutes » rassemblés dans le palais: « Vous êtes la base du système, vous avez fait du duvaliérisme une force invincible et invaincue. »

BIEN que les V.S.N. conservent leur rôle privilégié de soldats défenseurs du régime, surtout en province, ils ont été effectivement remplacés dans les villes par un corps d'élite de l'armée — les Léopards — créé en mai 1971 à l'invitation de Washington pour lutter contre la « guérilla », les envahisseurs et la subversion communiste. Il s'agit ainsi de faire oublier la fâcheuse réputation d'un régime haïtien qui les Etats-Unis avaient néanmoins soutenu en tant que rempart contre le « communisme » dans une zone géo-politique particulièrement sensible.

Par le truchement des Léopards, les Américains ont repris leurs livraisons de matériel militaire haïtiens après une suspension de dix ans. D'anciens « marines », employés d'une société officieuse de Miami, Aerotrade, ont formé et équipé ce corps d'élite. A l'exception de quelques bourses d'études, l'influence de la France, qui cherche à rivaliser avec Washington à Haïti, reste pratiquement nulle dans le domaine militaire. Officiellement le « binôme » reste valable. Mais de véritables batailles ont éclaté entre les V.S.N. aux Léopards, comme ce fut le cas à Fédonville, banlieue de Port-au-Prince, en mai 1974, où les affrontements firent plusieurs morts. Quant aux responsables de l'armée, ils restent les fantômes de la famille Duvalier qui a, en fait, « macoutisé » l'établissement militaire.

GREG CHAMBERLAIN.

promis aux Brésiliens — met le feu aux poudres. L'armée argentine se retire alors du PAM et lance le « Plan Europa », destiné à la libérer de la tutelle américaine en matière d'approvisionnement d'armes.

Un accord est ainsi passé avec la France pour la construction en Argentine de cent chars AMX-13 par les Fabricates militaires; se outre avec l'Allemagne, pour le montage de deux sous-marins. Ces productions, ainsi que celles de véhicules blindés, de matériels de communications, d'équipement naval, se font en collaboration avec des entreprises contrôlées par des capitaines européens comme IKA-Ransahl, ASTARSA (groupe Schneider), Fiat-Concorde, Siemens, Philips, etc. Une mission militaire française, supervisant le montage des AMX-13 et l'entraînement des pilotes des Mirage III récemment acquis, s'installe de façon permanente.

Certains secteurs militaires ne verront pas d'un mauvais œil, à partir de 1973, le projet de « renégociation de la dépendance » de Peron et de son ministre de l'économie Bert Gelbard, projet qui tendait à privilégier les investissements de capitaux en provenance de la Communauté européenne et des pays socialistes afin de limiter la pénétration américaine. La mission militaire américaine sera d'ailleurs priée de quitter le pays.

Au service de la bourgeoisie

CETTE tolérance à l'égard du projet Peron-Gelbard se justifiait d'abord plus que les sept dernières années de gouvernement sous partiage des militaires se soldaient par un échec total. Mais, en fait, cela faisait dix-huit ans que les militaires, directement ou indirectement, assumaient la responsabilité de la politique argentine.

En 1955, l'aile la plus réactionnaire et fustigée de l'armée, derrière le général Aramburu et le contre-amiral Rojas, avait assuré la remise en ordre du pays par la préparation de la révolution Frondizi. Préparer le terrain ou servir de l'instrument 1955-1962 qui devaient se faire l'instrument de la bourgeoisie monopoliste liée à l'impérialisme américain. Les velléités de certains secteurs de l'armée, entre 1955 et 1958, de revenir au schéma agro-exportateur d'avant 1930 avaient avorté, mais ces mêmes

milieux continuèrent cependant d'exercer une influence, en imposant, en particulier, la présidence de Guido après le coup d'Etat de 1962. Mais ils seront progressivement supplantés par le secteur « moderniste » qui se renforce à l'ombre de la nouvelle fraction légitimiste. Cette opposition trouve son aboutissement dans la « guerre des communications » qui met aux prises les « colorados » (secteurs favorables à l'oligarchie agraire) et les « exules » (favorables à la bourgeoisie industrielle monopoliste) en 1962 et 1963. Elle se traduit même par des affrontements armés qui consacrent la victoire définitive des « exules ».

Ces derniers, dont les leaders sont les généraux Onganía et Lanusse, renouvellent en 1966 le régime illégitime après l'effort tenté, pendant trois ans, sous une stricte surveillance. Jusqu'en 1969, le ministre civil Krieger Vasena sera l'artisan de la politique économique en faveur des monopoles américains et européens. Quant à Onganía, militaire borné et fascisant, il sera chargé de contenir, par une répression sans failles, le rébellion des secteurs populaires: ce sera l'époque de la censure imposée à toute l'activité intellectuelle, de l'usage généralisé de la torture, des exécutions de la mort, des enlèvements...

Mais la montée des luttes populaires et la nouvelle politique de l'impérialisme consistant à investir massivement au Brésil provoquent l'échec de la politique économique de Krieger Vasena. Le général Lanusse — membre d'une famille qui possède d'immenses intérêts dans tous les secteurs économiques — prend les choses en main. Il fait déposer Onganía en 1970, puis son successeur, Livingston, en 1971, qui se sont révélés incapables de définir une politique de relance.

Sous Lanusse, l'armée se continue à exercer la fonction de « maintien de l'ordre » que pour préparer une solution politique permanente, d'une part, de freiner le mouvement de masse et, d'autre part, de chercher un élargissement de la base sociale de gouvernement afin de renégocier avec les Etats-Unis les conditions de la dépendance. Dans cette perspective, le gouvernement Lanusse pratique une politique internationale apparemment contradictoire avec son idéologie et dont le but est de renforcer la position de l'Argentine face au Brésil et aux Etats-Unis: des liaisons de relations commerciales avec la Chine communiste, rapprochement avec Cuba, ren-

contre avec Salvador Allende, offensive de charme en direction du Pacte andin. Sur le plan intérieur, il prépare le retour à la démocratie qui aboutit à l'élection triomphale d'Héctor Compara, le 11 mars 1973. L'hostilité de Peron, l'enthousiasme de la jeunesse péruvienne, les espoirs que placent les masses dans la politique du vieux leader font cependant que l'armée est débordée et perd une bataille. Mais elle ne tarde pas à obtenir, le 13 juillet 1973, que Peron se débarrasse de Compara et qu'il réprime avec plus de vigueur l'offe gauche de son propre mouvement. Lorsqu'il meurt, le 17 juillet 1974, la législation répressive qu'il a fait adopter ne le cède en rien à celle de la dictature militaire. Mais, pas plus que celle-ci, il n'a pu opposer de solution à la crise de structure de la société argentine, et la bataille menée contre l'encerclement brésilien semble bien avoir été perdue.

Les options de 1975

L'ÉCHEC du troisième gouvernement péruvien, la montée des luttes ouvrières, l'offensive des groupes de guérilla semblent impliquer, dès le mois d'août 1974, un retour des militaires au pouvoir. Mais ces derniers savent que dix-huit années de dictature ont considérablement terni leur image de marque et que leur retour sur le devant de la scène pourrait effriter l'unité du mouvement péruvien et des forces de gauche.

Pour certains observateurs, cette attitude attendrissante se fait le résultat d'un compromis à l'intérieur d'une armée passablement divisée et dont l'officieux est le seul ciment. Quatre tendances existeraient parmi les militaires: 1) Les « nationalistes », porteurs d'un projet populiste à la « péruvienne », dont le leader serait le général Cercozo, ex-commandant en chef de l'armée de terre éliminé par Peron en janvier 1974. La jeunesse péruvienne comme la parti communiste, après avoir mis sur ce secteur, en sont aujourd'hui à reconnaître qu'il est extrêmement minoritaire. 2) Un deuxième secteur représenté par l'ex-général en chef Leandrea Anaya qui, démissionnaire le 13 mai, pourrait être qualifié de « libéral ». Ce secteur du commandement du gouvernement péruvien, il chercherait à promouvoir une solution de relance:

par exemple, favoriser la victoire des radicaux ou cours des élections générales de 1977. 3) Un troisième groupe oppus le projet néo-fasciste du gouvernement péruvien actuel. A sa tête, le commandant en chef de l'armée de l'air, le général Fuenmayor, et surtout, le nouveau général en chef, Alberto Nunez Laplaza. 4) Enfin un dernier secteur, dont le leader serait le général en retraite Lopez Afrane, viscéralement anti-péroniste, préconiserait un coup d'Etat « à la chilienne », afin d'écarter tout vestige d'opposition.

Mais il semble qu'il ne faille pas surestimer ces contradictions qui ont surtout trait aux moyens à employer, dans la perspective d'une même fin: comme au Chili ou en Uruguay, écarter toute manifestation de l'opposition ouvrière qui se dit, on l'a vu récemment encore après l'annonce, début juin, d'une augmentation des prix qui dépasse 40 %. Le projet majoritaire à l'intérieur des forces armées était initialement de laisser au gouvernement et à sa police, sous les ordres du ministre du « bien-être social », Lopez Rega, la responsabilité d'une répression qui, pour être efficace, doit utiliser des méthodes « exiles » comme les escadrons de la mort (A.A.A.), la torture, etc. L'armée, se donnant une image « socialiste », aurait pu ensuite apparaître comme un facteur d'ordre, d'unité et de paix aux yeux d'une population lassée de la violence.

Mais cette stratégie semble vouée à l'échec. En février dernier, l'armée a déjà été contrainte d'intervenir dans la région de Tacuama, non seulement contre les groupes de guérillas de VERP (Armée révolutionnaire du peuple), mais surtout contre le prolétariat des plantations de sucre, afin d'écarter tout risque de grèves devant la récolte. Dans l'ensemble du pays, l'agitation ouvrière persiste et le problème de la guérilla n'a pas été réglé.

Dans ces conditions le degré d'intervention de l'armée va dépendre de la vigueur des oppositions: il est possible que si la classe ouvrière et la gauche n'apparaissent pas assez fortes et unies pour présenter une alternative révolutionnaire, elles représenteront cependant un danger suffisant pour justifier aux yeux de l'armée une répression soignée. Les militaires pourront alors compter sur la bureaucratie syndicale de la C.G.T. péruvienne, qui ne craint de montrer son désir de porter le pouvoir avec l'armée.

FRANÇOIS GEZE et ALAIN LABROUSSE.

La sécurité intérieure et l'influence économique et politique

DEPUIS l'arrivée au pouvoir de M. Fidel Castro en 1959, les investisseurs américains sont obsédés par ce que John Gerasi appelle la Grande Peur...

poserait un problème extrêmement difficile à résoudre pour les Etats-Unis. A une époque où le conflit indochinois occupait la première page des journaux...

L'aide des Etats-Unis aux forces armées

Par MICHAEL T. KLARE *

La thèse de Pye est devenue partie intégrante de la politique de défense des Etats-Unis dans l'hémisphère...

l'aide à la défense, M. Charles H. Shuff, déclarait devant une sous-commission du Congrès que « la menace la plus tangible à la sécurité de l'hémisphère est l'activité sous-marine dans la mer des Caraïbes et le long des côtes de l'Amérique latine » (10).

L'administration républicaine a mené une vigoureuse campagne pour faire annuler ces restrictions. Constatant que les sénateurs étaient avant tout motivés par le désir d'empêcher une coûteuse course aux armements dans le tiers-monde...

Développement et ordre

La nouvelle stratégie américaine part du postulat selon lequel aucun progrès économique et social durable n'est possible dans un climat d'instabilité.

est moins celui de la démocratie ou de son absence que, tout simplement, celui de la manière de fonctionner de l'ordre. Dans certains pays, explique-t-il, les forces armées se sont trouvées dans la nécessité de prendre le pouvoir afin d'assurer le maintien de l'ordre public...

Ventes d'armes en progression

L'AIDE du MAP à l'Amérique latine a atteint un sommet en 1968, 73 millions de dollars. Elle n'a cessé de décroître depuis, le Congrès ayant commencé à être sensible d'abord à la montée de l'opposition à la guerre du Vietnam...

de fournir. Les ventes d'armes sont aussi un aspect important des efforts des Etats-Unis pour assurer la loyauté et le soutien des élites militaires d'Amérique latine...

BOLIVIE

Les profondes divisions d'une armée de mercenaires

Par JAIME PAZ ZAMORA

« NOUS voulions une patrie grande pour tous... mais nous avons été trahis », s'écrie le jeune lieutenant au moment de donner l'ordre de se replier à la troupe...

Si finalement le général Bonzer sort victorieux de cet affrontement, c'est quand même la première fois depuis 1971, date de sa venue au pouvoir, qu'un secteur des forces armées met en question son régime...

groupes réduits qui, convertis par le parti ou le pouvoir, constituent sa « cellule militaire ». C'est à partir de cette cellule militaire, alliée à la direction de M.N.R., que se reconstitue presque subrepticement les anciennes forces armées boliviennes...

Edifier un Etat néo-colonial

MAIS le véritable réorganisation n'a lieu qu'à partir de 1956 avec la présence de la « mission militaire nord-américaine ». Les Etats-Unis ont pour objectif la construction d'une force armée mercenaire capable de devenir le bras de pouvoir d'un Etat néo-colonial moderne...

Sur les quatre gouvernements militaires qui vont se succéder, ceux de Barrientos et de Bonzer se distinguent par la similitude de leurs objectifs et de leurs méthodes, à quelques

détails près. Lors de la montée au pouvoir de Bonzer en 1971, la lutte de classes est devenue particulièrement aiguë et le régime militaire brésilien est en mesure d'imposer concrètement une politique hégalienne à l'échelle du continent...

L'essence mercenaire du régime et le monisme dont il exerce le pouvoir expliquent les contradictions à l'intérieur de l'armée bolivienne. Aux officiers qui occupent pleinement cette situation s'opposent parfois des groupes presque toujours minoritaires qui, conscients de la nécessité d'un changement profond, tentent de récupérer l'institution armée pour le bénéfice de la nation tout entière...

BIBLIOGRAPHIE

- Alfonso Camacho Pena : Les militaires dans la politique bolivienne dans Fuerzas Armadas. Poder de Cambio (œuvre collective), Tiempo Nuevo, Caracas, 1971.
Guillermo Bedregal : Les militaires en Bolivie. Edit. Juventud, La Paz, juillet 1971.
Paz Estensoro Victor : Mensaje del Presidente de la Republica al H. Congreso Nacional. Edit. Buriño, La Paz, 1956.
United States Army : Area Handbook for Bolivia. The American University Press, Washington D.C., 1963.

Les gouvernements des généraux Ovondo (septembre 1969-octobre 1970) et Torres (octobre 1970-octobre 1971) représentent, en revanche, la convergence de secteurs patriotes des forces armées et de mouvement populaire qui défendent un programme nationaliste et démocratique.

Les jeunes officiers n'ont pas renoncé

LE mouvement des jeunes officiers apparaît au grand jour, lors du coup d'Etat manqué du 5 juillet 1974. Il s'agit d'officiers diplômés depuis 1952 dont les chefs sont lieutenants-colonels ou commandants.

Bien que hétérogène, ce mouvement défend des positions qu'on peut qualifier généralement de progressistes, et orientées à gauche, à l'intérieur de l'institution militaire. Il s'élève contre la corrélation mercenaire de l'armée, la corruption de haut commandement et de la présidence, et la menace qui pèse sur l'intégrité territoriale du pays.

Jusqu'à maintenant, le général Bonzer n'a pas seulement réprimé brutalement le peuple, mais il a réussi à couper court de manière efficace à toute tentative de subversion ou de coup d'Etat armés. Les différents secteurs militaires qui lui sont opposés, en particulier celui de mouvement des jeunes officiers, sont désormais conscients que les soulèvements dits d'« intimidation » ou de « pression » sont condamnés à l'échec et que seule une opposition violente à l'intérieur des forces armées viendra à bout du régime Bonzer.

LOMBIE

Une "démocratie" fortement militarisée

Texte vertical sur la droite de la page, contenant des notes et des références supplémentaires.

Handwritten notes at the bottom of the page.

lot sur les ventes militaires à l'étranger — de son pouvoir de lever le plafond de 100 millions de dollars imposé aux transferts d'armes vers l'Amérique latine en arguant que des ventes accrues étaient vitales pour la sécurité nationale. Deux mois plus tard, le 5 juin, le président annonça qu'il invoquerait le nouveau la sécurité nationale pour autoriser la vente de chasseurs supersoniques F-5E à l'Argentine, au Brésil, au Chili, à la Colombie et au Venezuela.

Grâce à l'assouplissement des conditions de crédit et à une grande campagne promotionnelle américaine, les gouvernements d'Amérique latine sont en train de faire des achats records de matériel militaire américain. Le total des ventes d'armes à l'Amérique latine est passé de 114 millions de dollars pendant l'année fiscale 1970-1971 à 228 millions de dollars pendant l'année fiscale 1972-1973, et l'on s'attend à des ventes beaucoup plus considérables

dans le décennie à venir, car plusieurs gouvernements ont entrepris de moderniser leurs forces aériennes. Les principales commandes en ce domaine sont d'après des sources industrielles (15) : — Celles du Brésil, qui achètera trente-et-un chasseurs Northrop F-5E « Tiger » et six avions d'entraînement F-5E, pour un total estimé à 100 millions de dollars ; — Celles du Chili, qui a commandé dix-huit F-5E et seize avions d'attaque rapprochés (lutte antiaérienne) Cessna A-37, aux termes d'un contrat de 72 millions de dollars ; — Celles du Pérou, qui a récemment commandé vingt-quatre A-37 et a été montré intéressé par l'acquisition de vingt-quatre F-5E (le gouvernement américain doit encore approuver le contrat concernant les F-5E) ; — L'Émirat et le Venezuela, qui disposent de revenus pétroliers, envisagent tous deux l'achat d'un nombre important de F-5E.

L'École militaire des Amériques (USARSA) et dans d'autres écoles militaires situées dans la zone du canal de Panama : 3) la formation supérieure dans des écoles militaires spécialisées aux États-Unis. De 1960 à 1972, le département de la défense a assuré la formation de soixante et un miliciens deux officiers et soldats latino-américains aux États-Unis et à Panama (parmi eux, sept mille cinq cent soixante-dix-huit Brésiliens, quatre mille neuf cent trente-deux Chiliens et cinq mille cent quatre-vingt-cinq Péruviens (16) qui « sont les futurs dirigeants », selon l'expression de l'ancien secrétaire à la défense, M. Robert McNamara (17).

Comme on peut s'y attendre, le contenu de ces programmes de formation insiste sur la double préoccupation américaine du développement et de la sécurité interne (cours en « développement intérieur et action civique », « contre-insurrection », « contre-insurrection urbaine », et « opérations de sécurité intérieure » (18). Une telle formation « représente un investissement particulièrement productif », d'après l'ambassadeur Ray Post, directeur du MAP, car elle « renforce les relations amicales avec les militaires de pays alliés ou amis, et suscite le sentiment d'une finalité commune, ce qui donne aux États-Unis une position d'influence » (19). Cet investissement remarquable en Amérique latine, où on ne compte pas moins de cent soixante-

dix diplômés de l'USARSA parmi les chefs de gouvernement, militaires généraux ou chefs d'état-major ou directeurs des services d'espionnage.

L'influence des États-Unis s'exerce en outre par l'intermédiaire des MAAG et des missions militaires qui opèrent dans dix-sept nations d'Amérique latine. Ces groupes, qui comprennent de cinq à quatre-vingt-dix hommes, sont responsables du contrôle des programmes d'équipement et de formation du MAP, des négociations concernant les ventes d'armes, et de la propagation de la politique et de la doctrine militaire américaine. Compte tenu de la diminution des subsides du MAP, de nombreuses équipes MAAG ont été converties en représentants de commerce des fabricants d'armes américains qui cherchent à faire des affaires dans la région. Dans plusieurs pays, le personnel des MAAG travaille avec étroite collaboration avec des officiers supérieurs à la conception et à l'exécution d'opérations anti-insurrectionnelles ; et dans certains cas — comme au Chili récemment — ils aident les chefs militaires locaux à préparer le renversement de gouvernements de gauche.

MICHAEL T. KLARE.

(15) Cecil Brownlow : « Latin America Market to Grow » dans Aviation Week and Space Technology, 25 novembre 1974, pp. 18-17.
(16) *World Survey on Arms and Armaments*, Département de la Défense (Washington, D.C., 1973), p. 13.
(17) Audéance de la commission budgétaire des États-Unis sur les crédits pour l'étranger pour 1974, 87^e Congrès des États-Unis, 1^{re} session, 1968, première partie, p. 259.
(18) « USARSA Catalog » dans le *Latin American Empire Report* du NACLA, mars 1974, pp. 25-27.
(19) Audéance de la commission budgétaire des États-Unis sur les crédits pour l'étranger pour 1974, 87^e Congrès des États-Unis, 1^{re} session, 1973, deuxième partie, pp. 1191-2.

La formation des experts

Le principal instrument de la politique des États-Unis en Amérique latine, après la fourniture d'armes et de matériel, est le programme de formation militaire. Ces dernières années, les dépenses en ce domaine du MAP ont été consacrées à ce domaine. La formation est aussi la principale activité au jour le jour des officiers américains

versés dans les groupes de conseil et d'assistance militaire (MAAG) et dans les missions militaires.

Les États-Unis ont mis en train trois programmes de formation destinés au personnel militaire latino-américain : 1) la formation « sur place », assurée par les MAAG et des équipes mobiles de formation ; 2) la formation technique, à

Au Chili comme en Uruguay cinquante ans de coopération avec la bourgeoisie

Sur un continent où le putsch militaire est la manière la plus courante de changer de régime, votre de gouvernement, le Chili et l'Uruguay constitutionnels, jusqu'en 1973, d'honorables exceptions : depuis 1890, des régimes constitutionnels s'y étaient succédés sans interruption. Seules entrées à cette tradition, les dictatures de Gabriel Terra (1933-1934) et d'Alfredo Baldomir (1941) en Uruguay, qui s'appuyèrent non sur l'armée mais sur la police, et même, dans le cas de la première, sur le corps des pompiers !

On en conclut un peu vite qu'au Chili comme en Uruguay les militaires étaient leur majorité « professionnels », « légalistes » et « apolitiques ». C'était lier la notion de politisation de l'armée à celle de coup d'État ; une armée qui ne faisait pas de coup d'État n'était pas politisée. Plus fondamentalement, cela revenait à faire de l'armée une sorte d'institution « neutre », en dehors de la lutte des classes. Perspective qui reste, encore aujourd'hui,

celle d'un observateur aussi averti que Joan Garcés, conseiller personnel du président Allende, lorsqu'il écrit après le coup d'État du 11 septembre 1973 : « C'est l'existence de 700 000 hommes professionnels par conviction et pratiquant la démocratie qui rendit possible le début d'une expérience révolutionnaire et sa poursuite d'année en année » (1).

De telles affirmations semblent au premier abord vérifiées si l'on compare les armées chiliennes ou uruguayennes à d'autres armées du continent qui sont divisées en différents secteurs dont chacun appuie une fraction de la bourgeoisie : par exemple la marine, l'oligarchie terrienne ; les blindés, la bourgeoisie industrielle, etc. Mais l'armée peut jouer, d'une autre manière, un rôle politique tout aussi fondamental : celui d'arbitre entre les différentes fractions de la classe dominante. On peut même affirmer, dans un cas comme celui du Chili, que l'armée est d'autant plus politisée qu'elle n'a

Les mythes de l'"apolitisme" et du "progressisme"

Par ALAIN LABROUSSE

pas besoin de recourir à la force pour imposer son arbitrage sur différents secteurs de la bourgeoisie qui se disputent le pouvoir.

L'apolitisme de l'armée chilienne — pris les dimensions d'un véritable mythe — est le résultat d'un processus apparu par cinquante ans d'histoire (2).

Au Chili, le secteur minier — étatique, privé ou à partir du début du dix-neuvième siècle — était propriété exclusive de compagnies étrangères. Une grande partie du revenu des exportations de métal était

transférée à l'étranger, mais ce qu'il en restait revenait à l'État sous forme de droits de douane, d'impôts, etc. Ces ressources étaient donc disponibles pour des investissements dans des travaux d'infrastructure, dans les services, et même dans le lancement d'entreprises industrielles. Mais encore fallait-il que le pouvoir politique soit contrôlé par une classe capitaliste « moderne », dynamique. Or, comme dans le reste de l'Amérique latine, le pouvoir politique était étenu depuis l'indépendance par l'oligarchie terricienne, classe conservatrice et rétrograde mais qui restait la plus puissante du point de vue économique.

Interventions "légales"

L'appareil d'État, c'est alors que l'intervention de l'armée se révèle décisive.

L'un des candidats aux élections présidentielles de 1920, Arturo Alessandri, se réclamait d'un programme populiste visant à donner un rôle

plus important aux secteurs dynamiques de l'économie et à résorber certaines tensions sociales. L'armée de terre, à l'intérieur de laquelle l'influence des classes moyennes n'avait cessé de grandir, garantissait la régularité des élections et permit à Arturo Alessandri d'accéder à la présidence.

Ce dernier ne tarda pas à entrer en conflit avec l'oligarchie terricienne. Le Congrès, où les représentants de ce secteur restaient largement majoritaires, refusait de voter les lois sociales proposées par le nouveau président. Mais le 4 septembre 1924, la présence muette d'un groupe de jeunes officiers en uniforme dans les tribunes du Congrès suffit à inciter les parlementaires à voter en quelques heures dix-huit projets de loi en souffrance depuis plusieurs mois.

(1) *El estado y los problemas tácticos en el gobierno de Allende*, Siglo XXI, page 22.
(2) Alain Joxe : *Las Fuerzas Armadas en el sistema político de Chile*, Santiago, 1970.

COLOMBIE

Une "démocratie" fortement militarisée

Par CECILIA CADENA

« Je pense gouverner avec la Constitution en main et avec le bras des forces armées pour la faire respecter » déclarait l'actuel président de la Colombie, M. López Michelsen, au cours de sa campagne électorale. Dans un pays où l'état de siège a été presque permanent depuis 1948, où chaque gouvernement succédait à l'autre dans un climat de violence, c'est d'ailleurs l'existence d'un État très militariste et répressif qui permet paradoxalement à la Colombie de rester cette exception en Amérique latine : une démocratie qui fonctionne formellement.

Classée parfois aux côtés de l'armée chilienne comme « civiliste et apolitique » par la science politique américaine, l'armée colombienne est en fait « sortie des casernes ». Le bras des officiers, traditionnellement conservateur et profondément anticommuniste, s'est toujours opposé à toute tentative réformatrice.

Les militaires occupent des postes de responsabilité dans l'administration. Ils sont toujours présents au gouvernement, ou moins en la personne du ministre de la défense. Ils siègent dans les conseils d'administration des entreprises, des universités, etc. Depuis 1960, le découpage du pays en dix zones militaires donne aux brigadiers de chaque zone un pouvoir qui l'emporte sur celui des autorités civiles. En outre, l'appareil judiciaire est passé peu à peu aux mains des forces armées. Entre 1970 et 1973, la cour de justice militaire a condamné deux cent cinquante-cinq civils à mille cinq cent trois années de prison au cours de procès tout à fait irréguliers (rapports d'« Amnesty International »).

La militarisation de la police (quarante armées des forces armées) et la participation de l'armée au maintien de l'ordre sont occupées conjointement. Depuis 1958, la répression et le contrôle des populations civiles sont devenus systématiques. Sous le Front national, devenus systématiques, les militaires ont pris selon la volonté de l'archevêque Garcia Marquez, il y a eu quatre mille neuf cent soixante-cinq assassinats parmi les étudiants, les ouvriers et les paysans. La tribuna Russel, au cours d'une

récente session à Bruxelles, a entendu des dépositions de membres de l'ANUC (Association nationale paysanne) et de représentants du Conseil régional des indigènes, sur la situation dont ils sont les victimes.

Persistence de la guérilla

C'est qui caractérise peut-être le plus les forces armées colombiennes, c'est qu'elles sont en opération depuis 1961. Aux prises avec trois mouvements armés, elles ont aujourd'hui pour un poste massive et coordonnée au niveau de plusieurs régions militaires, sans réussir à remporter des victoires réelles. La lutte armée, qui trouve des racines très profondes dans la paysannerie colombienne, ne peut pas actuellement s'étendre au point d'ébranler à elle seule tout le système, mais elle démolit et use les forces armées et influence les autres formes de lutte populaire. L'importance des déploiements de forces militaires contraste avec la faiblesse en effectifs et au matériel des groupes guérilleros. La première opération menée en 1964 pour l'extermination des zones d'autodéfense — dites « républiques indépendantes » — a coûté 42 millions de dollars : cent bataillons appuyés par de l'aviation ont encerclé et bombardé la région de Marquetalia où vivaient quelques communautés pionnières paysannes armées influencées par le parti communiste. Plus récemment, dans une tentative faite pour éliminer l'Armée de libération nationale (E.L.N.), dix-huit mille hommes ont été mobilisés pendant un mois dans une zone qui devait obtenir au plus quelques centaines de guérilleros. L'opération aboutit à un échec. Mais la faiblesse des résultats n'est pas due à des raisons militaires : le général Herrera Caldera, ancien commandant du Front de terre, reconnaissait dans une conférence de presse le 10 octobre 1973 que la population civile « à aucun moment n'est venue dénoncer les éléments subversifs ».

Avec soixante-dix mille hommes recevant un entraînement et un équipement très perfectionnés, l'armée colombienne est aujourd'hui l'une des plus professionnelles du continent. Des missions militaires étrangères (brésilienne, israélienne, etc.) sont déjà venues s'informer de son expérience dans la lutte anti-insurrectionnelle.

La mission américaine interarmes, qui siège en permanence à Bogota, participe à la fois aux opérations militaires, décide de l'entraînement des officiers aux États-Unis et dans la zone du canal et de l'achat de armes. Pendant des années, elle s'est opposée à l'acquisition d'armement sophistiqué et à l'approvisionnement hors des États-Unis. Ce n'est qu'en 1971 — bien après d'autres pays latino-américains — que la Colombie commença en France quatorze Mirage-V et quatre Mirage-III et en Allemagne deux sous-marins de 1.000 tonnes chacun.

Comme dans toute l'Amérique latine — et surtout depuis le rapport Rockefeller de 1969 — l'effort américain, par le biais de l'Agence pour le développement international (A.I.D.),

visait tout au renforcement et à la modernisation de la politique militaire. L'entraînement des officiers de police et le dispositif opérationnel de plus de quarante mille hommes sur l'ensemble du territoire font l'objet depuis quelques années d'oméliorations constantes. Ainsi que l'indiquait en 1970 M. Roy W. Daiglers, chef de la mission américaine de sécurité publique, « la police colombienne est un bon exemple dans le monde d'accepter nos idées ».

Cette militarisation a des conséquences graves sur les finances. La dette publique atteint en 1974 le niveau le plus élevé dans l'histoire du pays : 62,4 milliards de pesos. Le budget de la défense durant le Front national a été de l'ordre de 9 % de budget total, soit ventilation échappant à tout contrôle du législatif. Mais ce chiffre à lui seul ne permet pas de mesurer l'importance des dépenses militaires. L'aide américaine — dont les crédits ont supplanté les dons de l'après-guerre — et notamment le montant des crédits pour l'achat d'armement s'opposent pes au budget de la défense : seul le service de ces emprunts est comptabilisé dans la masse de budget de la dette publique.

Enfin, les dépenses de la justice militaire et de la police sont classées sous une rubrique séparée.

Malaise idéologique

et revendications matérielles

Le spectre d'un conflit armé avec le Venezuela permet à la bourgeoisie de justifier en partie ces dépenses. Le litige qui oppose les deux pays à propos de la limitation des zones territoriales dans la golfe de Venezuela, où du pétrole a été découvert, risque de se prolonger très longtemps. L'institution militaire, pour préserver son unité et sa refaire une image de « garante de l'intégrité du territoire » o'a nul intérêt à voir aboutir la négociation que les présidents López Michelsen et C. Andres Perex ont amorcée au cours de leur rencontre de décembre dernier.

L'unité idéologique du haut commandement n'est pas non plus à toute épreuve. Sans qu'un puisse parler d'un quelconque « ligne péruvienne », certains militaires s'expriment dans un langage nationaliste et « tiers-mondiste ». Notamment le général Landazabal, qui parle de la nécessité de rechercher un consensus social et de diriger l'effort du peuple vers la conservation de la sécurité nationale. L'article qu'il a signé récemment dans la « Revue des Forces armées » se termine sur un slogan de Sun Yat Sen. Cette orientation rencontre-t-elle un écho important au sein des forces armées et au-delà ? C'est la question que tout le monde se pose. Mais l'opposition d'une tendance nationaliste, s'ajoutant au mécontentement des sous-officiers et des soldats, risque de précipiter une solution militaire venant du secteur le plus dur de l'armée.

Car c'est lui qui reste majoritaire. Il est représenté, par exemple, par le général Matul-

lona, chef du département administratif de sécurité, qui a reçu en 1971 des pouvoirs judiciaires étendus lui permettant de mener ses propres enquêtes, de pratiquer le état à vie indéfinie, de détenir les témoins, etc. Il occupe déjà très mal certaines tentatives de libéralisation du régime : le non-rétablissement de l'état de siège (levé coram d'habitude à la veille des élections d'août 1974), l'offre présidentielle d'admission aux guérilleros (qui o'ont leurs été repoussée par l'E.L.N.) et l'armée populaire de libération (E.L.P.), le rétablissement des relations commerciales avec Cuba.

Dès son entrée en fonctions, le président avait proclamé l'état d'urgence économique. Il doit faire face à de véritables explosions de colère populaire contre les conditions de vie et en même temps aux revendications économiques des militaires.

Des manifestations ont eu lieu dans le plupart des régions pour protester notamment contre l'augmentation des prix des transports et du pain (100 %). Elles se sont soldées par plusieurs morts et des dizaines de blessés (six paysans ont été tués ainsi le 13 décembre à Puerto Asís). Comme ses prédécesseurs, le président doit dans faire appel à l'armée pour rétablir l'ordre, mais il y a, cette fois, la risque de voir s'établir une solidarité entre la population et le troupe, qui souffrent de la même hausse. On voit, en effet, des soldats, des sous-officiers et même des officiers subalternes revendiquer, ou même faire des déclarations publiques, pour obtenir une amélioration des soldes.

Face aux divisions du haut-commandement militaire, le président conserve son pouvoir de révocation, comme l'ont montré les événements de mai dernier. Dans une ambiance de rumeurs de coup d'État, le président décide la mise à la retraite d'office de deux chefs d'unités opérationnelles de la capitale, groupe plus de quinze mille hommes. Le commandant en chef de l'armée de terre, le général Valencia Tovar, s'était adressé publiquement à cette occasion, il était alors limogé à son tour. Par ces deux sanctions, le président López frappait deux orientations assez différentes : le général Payano, du premier groupe, était considéré comme ultra-réactionnaire et catholique intégriste ; le général Valencia Tovar comme un « intellectuel » moderniste.

Ce type de démantèlement n'est pas nouveau en Colombie. Déjà, en 1965, le président Guillermo Leon Valencia se débarrassa de son propre ministre de la défense, le général Ruiz Novoa, qui prenait trop d'importance dans le gouvernement. Son successeur, Llovera Restrepo, exige, en 1969, la démission du commandant des forces armées. Les civils pourraient toujours sortir gagnants de ces conflits larvés. En fait, il s'agit toujours de tentatives de réajustement de l'équilibre entre civils et militaires dans les moments de crise sociale grave ou dans les phases de réactivation de la guérilla, tentatives qui se soldent, en général, par un retour au statu quo : les militaires respectent la coercition civile du gouvernement, pourvu que les civils respectent le caractère militaire du régime.

(Suite de la page 13.)

Cette intervention « légale » de l'armée en vue de consolider le pouvoir de la bourgeoisie industrielle et des classes moyennes sur l'appareil d'Etat sera une constante de l'histoire chilienne. En outre, de nombreuses tentatives de putsch, en général avortées, suffiront à montrer que l'armée était loin d'être étrangère aux conflits politiques. A gauche, le soulèvement des quarante années suivantes. Quant aux militaires de la droite, ils furent les artisans de l'unité nationale et imposèrent la

prédominance du mode de production capitaliste. C'est encore l'armée, devenue un corps professionnel, qui, en 1904, écrasa la dernière révolte des propriétaires terriens dirigée par Aparicio Saravia, et assura ainsi la suprématie politique de la bourgeoisie urbaine et des classes moyennes de Montevideo, représentées par un mouvement populiste, le batismo. Celui-ci se maintint à la tête de l'Etat durant les cinquante années suivantes.

Tant que l'Uruguay resta « la Suisse de l'Amérique latine », l'armée n'avait aucune raison d'intervenir. En revanche, lorsque la crise profonde qui se manifesta à partir des années 1960 provoqua une montée des luttes populaires ou modifia la constitution afin de renforcer l'exécutif, et c'est un militaire, le général Oscar Gestido, qui est élu en 1966 président de la République. Il passe pour libéral : il sera assassiné le premier chef d'Etat uruguayen à envoyer des stagiaires à l'école de police de Washington.

mée dans le camp des modérés de l'unité populaire.

Les généraux Pinochet, Bonilla, Urbina, et d'autres qui, comme Prats, furent longtemps des centristes proches de la démocratie chrétienne, appuyèrent le général en chef tant qu'ils estimèrent que son action était la meilleure garantie contre le pouvoir populaire. Lorsque la mobilisation des masses provoquée par l'offensive de la droite parut sur le point de déborder la direction de l'unité populaire et de rendre le processus de marche vers le socia-

lisme irréversible, ils basculèrent dans le camp des putschistes. Il n'y eut pas de trahison de leur part, mais fidélité à une idéologie anticommuniste qui leur était apparue, jusqu'à une certaine limite, compatible avec une attitude « légaliste ».

Si, contrairement aux putschistes chiliens, c'est de manière progressive que les militaires uruguayens ont investi le pouvoir, les mêmes illusions à l'égard de secteurs « progressistes » ou « légalistes » dans leurs rangs, entretenues par des milieux importants de la gauche, ont favorisé leurs menées.

La montée du pouvoir militaire en Uruguay

C'est le 9 septembre 1971 — trois jours après l'évasion de cent six Tupamaros — que l'armée uruguayenne fut chargée d'assumer la direction de la lutte contre le mouvement de guérilla urbaine, contre les forces de police. Les vingt mille soldats de l'armée uruguayenne, mal entraînés et mal équipés, n'étaient, jusqu'en 1971, qu'une force d'appui : elle reçut ensuite les armes, les fournitures et une aide considérable de la part des Etats-Unis. Dès les premiers mois de 1972, l'armée commença à pratiquer la torture sur une large échelle dans les casernes de l'intérieur du pays et participe à l'organisation des « Escadrons de la mort » qui s'étaient occupés de militants de l'ensemble de la gauche.

Le 14 avril 1972, les Tupamaros exécutent quatre membres de ces organisations paramilitaires d'extrême droite, parmi lesquels un officier de marine, Ernesto Meola. L'armée, qui n'attendait que ce prétexte, se lance dans une répression féroce : entre avril et septembre 1972, plus de dix mille personnes sont systématiquement torturées. Cette nouvelle « Bataille d'Alger » lui permet de démanteler le Mouvement de libération nationale (M.L.N.).

En effet, quel résultat eût-il obtenu que les militaires se firent un deuxième objectif : le contrôle du pouvoir politique. Le personnel politique des classes dominantes s'était en effet montré complètement incapable de contenir non seulement la guérilla, mais aussi le mouvement syndical insubordonné à l'Etat. Certains ont voulu en tirer cette conclusion : l'armée le résultat de contacts avec les militants tupamaros emprisonnés dans les casernes, dont les idées nationalistes auraient été contaminées par les militaires. Thèse appuyée par la trêve conclue entre les forces armées et le M.L.N. entre le 30 juin et le 23 juillet 1972.

Sur le plan personnel, de tels contacts ont effectivement pu jouer un rôle, mais ils n'ont permis qu'un plan plus ambitieux : les informations accumulées par les Tupamaros sur les malversations et les scandales auxquels avait été mêlée la classe politique, et qu'ils livrèrent volontairement à leurs gendarmes, fournissaient au moyen de la déconscience. En même temps, la volonté de lutter contre la corruption et de réaliser des réformes permettait de neutraliser les forces rassemblées dans le Front de la gauche.

C'est ainsi que, le 4 juillet 1972, le général Echagüe, qui avait précédemment refusé le contrôle du pouvoir civil sur leurs tâches de répression et d'enquête contre les hommes — depuis 1970, ce qui ramènerait à cent mille les effectifs servant dans l'armée régulière. Parallèlement, l'armée aurait fortement développé et modernisé ses équipements militaires, ce qui ferait de Cuba, d'un point de vue qualitatif, la première puissance militaire au sud du Rio Grande.

Autre remarque importante, l'armée cubaine a un caractère strictement défensif. Selon la loi qui régit le service militaire, le potentiel mobilisable (de dix-sept à cinquante ans) s'élève à deux millions six cent mille hommes. Ce chiffre est toutefois théorique, de fait qu'il faudrait en déduire le main-d'œuvre indispensable à la production. D'autre part, le nombre d'hommes en âge de faire leur service militaire actif (de trois ans entre dix-sept et vingt-huit ans) atteint près d'un million cent mille, ce qui permet de maintenir plus exacte le potentiel mobilisable en cas de conflit armé : ils peuvent être appelés à n'importe quel moment et remplacés au même temps dans les tâches civiles par une force de travail égale provenant de la réserve. Une fois accompli son service militaire, chaque homme fait partie de la réserve en tant que simple soldat ou sous-officier possédant un certain degré de qualification (sans s'être pas accompli son service militaire, puisque la convocation annuelle permet la sélection et le sortis pour les étudiants et les travailleurs considérés comme indispensables dans le civil, il peut, en tant que réserviste, être appelé à tout moment pour accomplir de brèves périodes d'instruction militaire).

Si elles n'ont pas totalement disparu, les anciennes milices nationales révolutionnaires, qui groupaient tous ceux qui étaient prêts à se mettre en uniforme et à fournir un pistolet (en plus de leurs fusils massés par de la milice technique théorique) ont peu à peu disparu de 9 millions qu'on leur remettrait pendant les heures de service), ont été complètement transformées et sont maintenant appelées « unités de temps de guerre ». Ces unités sont composées de citoyens et de citoyennes occupés à des tâches civiles normales, qui suivent chaque année un entraînement militaire leur permettant ou en cas de conflit de former des détachements immédiatement utilisables.

A la réserve et aux « unités de temps de guerre » (en somme à cent soixante-dix mille hommes) les réservistes, dont dix-sept mille officiers) s'ajoute l'« Ejército del Trabajo ». Cette formation, qui n'est pas exactement une organisation paramilitaire bien qu'elle possède son propre état-major et remplit surtout des tâches dans le secteur agricole, dépend du ministère des forces armées.

manière à assurer sa propriété à ceux qui la travaillent » et d'« accroître la participation des ouvriers à la direction des entreprises ». Bien que le communiqué numéro 4 se terminât par une vigoureuse profession de foi anticommuniste, il n'en fallut pas plus pour que tout un secteur de la gauche, parcs communiste, socialiste et démocrate chrétien, déclare cette intervention militaire « positive » et même « progressiste ».

Durant la période suivante, la gauche favorisera objectivement le projet des militaires en concentrant ses attaques sur le président Bordaberry et en réclamant sa démission. L'armée peut alors passer à la dernière étape de son plan : dissolution du Parlement et de la grande centrale syndicale C.N.T. Le mouvement populaire et démocratique entame, le 27 juin 1973, une grève générale qui se prolongera durant quinze jours. Le parti communiste, pour se faire entendre, s'efforce de jouer sur les divisions au sein de l'armée.

Malgré cet échec, ce parti n'a cessé depuis de subordonner sa stratégie et celle de ses alliés à l'action d'un secteur « progressiste » des forces armées. C'est ainsi que, lorsque le colonel Trabal fut exécuté fin 1974 à Paris, le parti communiste uruguayen publia un communiqué le qualifiant de « prestigieux militaire démocrate qui était appelé à jouer un rôle important dans l'avenir du pays ».

Le cas Trabal

LA lumière des événements des trois dernières années, on distingue trois courants au sein de l'armée uruguayenne : un secteur ayant choisi de soutenir le pouvoir civil réactionnaire (la marine et certains officiers de l'armée de terre dont les quatre régions militaires en chef Chiappe Pose, ami personnel de l'ex-président Pacheco Areco) ; des partisans d'une dictature « dure » à la brésilienne, qui contrôlaient les trois dernières régions militaires placées respectivement sous la direction du général Cristó et des frères Zubia (ce sont eux qui accablèrent le général Chiappe Pose en mai 1974) ; enfin les militaires « patriotes », ou « progressistes », dont les plus connus sont les généraux Alvarez et Vadora, et les colonels Trabal et Bolentini. Quant au rôle important en 1973, les « progressistes » furent également mis en minorité : le colonel Trabal fut exécuté à Paris, le colonel Bolentini démis de son poste de ministre de l'intérieur, et le général Vadora envoyé aux Etats-Unis comme attaché militaire (il ne fut rappelé comme commandant en chef que lors de la répression de 1974, mais sa marge de manœuvre fut alors des plus réduites).

On peut remarquer d'abord que les militaires qualifiés de « progressistes » sont en général ceux qui ont joué un rôle décisif dans la lutte contre les Tupamaros et la répression du mouvement populaire. Le général Gregorio Alvarez fut le chef des forces conjuguées de la police et de l'armée qui menèrent la brutale répression de 1972. Le colonel Bolentini, ministre de l'intérieur en 1973, eut pour fonction de démanteler les cellules et de créer un syndicat d'Etat. C'est le colonel Trabal, à la tête du service de renseignements de l'armée (SIDM), qui planifia la ré-

pression contre le Mouvement de libération nationale en utilisant des méthodes sophistiquées mises au point par les Etats-Unis. Le M.L.N. vaincu, les services du colonel Trabal continuèrent, en 1973, à appliquer les mêmes méthodes contre les secteurs de la gauche légale, les secteurs « progressistes ».

Il est vrai que ce sont ces mêmes militaires qui prirent une part active au coup de février 1973 et inspirèrent les fameux communiqués 4 et 7. A diverses reprises, ils maintinrent des contacts avec les secteurs de la gauche. Comment expliquer alors cette contradiction apparente ? Leur fonction pourrait avoir été de désarmer la gauche en entretenant des illusions sur leur volonté de réforme. Cet objectif n'a certainement pas été absent de leur manœuvre en février, et surtout durant la grève de résistance de juin-juillet 1973, au cours de laquelle le ministre de l'intérieur Bolentini maintint des contacts étroits avec la direction de la C.N.T., tandis qu'Alvarez dirigeait la répression. Par la suite, ils publièrent un hebdomadaire, 9 février, auquel collaborèrent des personnalités proches du parti communiste, et dont le

(3) Voir page 12 l'article de Michael T. Klare.

Il semble qu'une fissure se soit ouverte à l'intérieur de ce bloc. Elle s'est révélée à l'occasion d'une nouvelle crise entre les forces armées et le président Bordaberry en mai 1975. Les frères Zubia se seraient ralliés à la gauche des Etats-Unis, qui soutient des élections avec prohibition des partis de gauche, sous contrôle strict de l'armée comme au Brésil. Mais l'échec de 1971 est trop proche pour un tel projet. Le président Bordaberry, approuvé par le général Cristó, s'efforçait au contraire de saper cette solution. L'ambassade des Etats-Unis, voulant maintenir l'image d'un gouvernement « civil » et indépendant opposé à la destruction du président.

La puissance militaire cubaine est conçue de manière qu'elle soit la plus efficace possible. Par tranches : d'abord la force armée régulière, à laquelle s'ajoutent successivement en cas de conflit la première, puis la seconde réserve. Le premier réservoir est mobilisable dans l'immédiat ; le second est mobilisable en heures, et ainsi de suite. Selon les estimations les plus courantes, dans un délai de deux jours Cuba peut avoir à sa disposition en cas de guerre trois cent mille hommes bénéficiant d'un armement moderne, d'un entraînement régulier, d'une organisation efficace. Au bout d'une semaine et avec le concours des « unités de temps de guerre », de l'« Ejército Juvenil del Trabajo », de différentes tranches de réservistes, Cuba compterait plus d'un demi-million d'hommes en armes. Mais le choc d'une agression serait d'abord supporté par les forces armées régulières, mises en alerte chaque fois qu'un événement de politique internationale l'exige.

Organisation traditionnelle

LES forces armées régulières sont organisées de manière traditionnelle : armée, marine, aviation, et cantonnées dans un grand nombre de bases militaires de taille réduite, pour améliorer la capacité défensive de Cuba. Pour leur part, les unités de gardes-frontières, considérées en état de guerre permanente, patrouillent sur terre et sur mer sur tout le pourtour de l'île. Elles se heurtent parfois à des groupes contre-révolutionnaires venant de Floride ou d'une des innumérables petites îles de la zone des Bahamas.

(1) The Military Balance, 1974-1975.

CUBA

L'armée la plus nombreuse étroitement associée au pouvoir

Par JOSE GABRIEL BOST

L'ENTREE de Fidel Castro à La Havane en janvier 1959 marqua définitivement la fin de l'armée traditionnelle cubaine (environ trente mille hommes), instrument de l'oligarchie et des intérêts étrangers. La nouvelle armée, issue de la sierra, a mené une guerre de guérilla en même temps qu'une lutte sociale et politique. Un nouveau type de relation est né entre les hommes et ceux qui les commandent. Les grades sont abolis. A quelques très rares exceptions près, les militaires professionnels ne sont absents. L'armée manie la pioche et le marteau et s'intègre à l'économie du pays ou lieu de le piller. En même temps, chaque Cubain, chaque Cubaine devient un soldat de la révolution avec la création des milices en mai 1959.

Pendant plusieurs années, l'appel aux masses sera constant. Au moment de Playa Giron en 1961 ; lors de la crise des fusilles l'année suivante ; à chaque menace de crise, le peuple cubain participera à la défense de l'Etat. Cet état d'esprit « guérillero » dominera plusieurs années, même si peu à peu l'armée, à travers ses tâches techniques, sociales, politiques, prend une place dominante dans l'organisation de la vie cubaine (elle devient le premier bâtiment du pays, impose ses méthodes dans l'agriculture) et l'absence de toute institution véritable.

Sur le plan international, plusieurs événements vont jouer aussi dans le sens d'une certaine « professionnalisation » de l'armée ; l'hostilité active des Etats-Unis, la crise des

fusées et le désaccord soviéto-cubain qui s'ensuivit, la répétition des invasions, la nécessité de ne pas faire appel à chaque instant aux masses pour ne pas désorganiser l'économie, enfin l'échec des guérillas en Amérique latine, qui culminent en 1967 avec la mort de « Che » Guevara.

Priorité à la défense

« La nécessité de posséder une puissante défense n'est pas un caprice de la révolution, c'est un besoin que nous impose l'ennemi impérialiste » (Real Castro, novembre 1974) : cette orientation devient surtout manifeste à partir des années 1968-1969 (visite du maréchal Grotchko, ministre de la défense soviétique), époque à laquelle Cuba se rapproche plus que jamais de l'Union soviétique, qui le fournit d'ailleurs entièrement en matériel militaire de toutes sortes, et où un grand nombre de cadres partent étudier dans les académies militaires.

En 1975, selon les données fournies par l'Institut for Strategic Studies de Londres (1), les forces armées cubaines occupent la quatrième rang en Amérique latine du point de vue de leur importance numérique, après le Brésil, l'Argentine et le Mexique. L'armée régulière proprement dite se compose d'environ cent vingt mille hommes, auxquels il faut ajouter deux forces paramilitaires organisées, environ deux cent vingt mille hommes. De ce fait, Cuba possède en réalité l'armée la plus nombreuse du continent.

Ces chiffres, résultat de calculs scrupuleux de sources officielles cubaines concordent avec ceux de l'hypothèse. La Havane est en effet d'une grande discrétion, considérant toute information sur les forces armées comme un secret d'Etat. Toutefois, curieusement, les très rares informations que l'on peut obtenir de sources officielles cubaines concordent avec celles fournies par Londres (certains observateurs à La Havane se désolent si les chiffres anglais sont bien exacts ou si Cuba ne trouve pas intérêt à valoriser des informations erronées pour soutenir la secret).

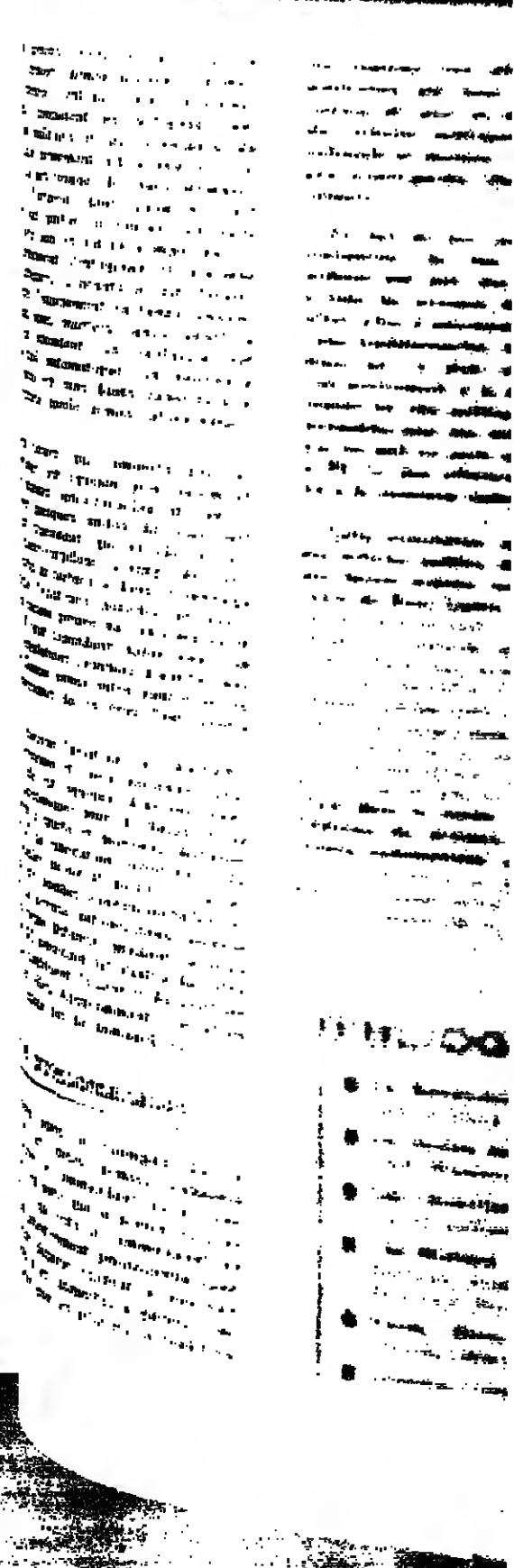
Les sources occidentales dans le capitole cubain font pour leur part une réserve : depuis 1970, Cuba a entrepris une profonde reorganisation de ses forces armées, ce qui dans la pratique se traduirait par une réduction substantielle de ses effectifs (fin 1974, Fidel Castro, dans un discours à l'issue des manœuvres militaires « Ayacucho 150 », indiquait lui-même une réduction de 40 % des forces armées — soit cent cinquante mille

hommes — depuis 1970, ce qui ramènerait à cent mille les effectifs servant dans l'armée régulière. Parallèlement, l'armée aurait fortement développé et modernisé ses équipements militaires, ce qui ferait de Cuba, d'un point de vue qualitatif, la première puissance militaire au sud du Rio Grande.

Autre remarque importante, l'armée cubaine a un caractère strictement défensif. Selon la loi qui régit le service militaire, le potentiel mobilisable (de dix-sept à cinquante ans) s'élève à deux millions six cent mille hommes. Ce chiffre est toutefois théorique, de fait qu'il faudrait en déduire le main-d'œuvre indispensable à la production. D'autre part, le nombre d'hommes en âge de faire leur service militaire actif (de trois ans entre dix-sept et vingt-huit ans) atteint près d'un million cent mille, ce qui permet de maintenir plus exacte le potentiel mobilisable en cas de conflit armé : ils peuvent être appelés à n'importe quel moment et remplacés au même temps dans les tâches civiles par une force de travail égale provenant de la réserve. Une fois accompli son service militaire, chaque homme fait partie de la réserve en tant que simple soldat ou sous-officier possédant un certain degré de qualification (sans s'être pas accompli son service militaire, puisque la convocation annuelle permet la sélection et le sortis pour les étudiants et les travailleurs considérés comme indispensables dans le civil, il peut, en tant que réserviste, être appelé à tout moment pour accomplir de brèves périodes d'instruction militaire).

Si elles n'ont pas totalement disparu, les anciennes milices nationales révolutionnaires, qui groupaient tous ceux qui étaient prêts à se mettre en uniforme et à fournir un pistolet (en plus de leurs fusils massés par de la milice technique théorique) ont peu à peu disparu de 9 millions qu'on leur remettrait pendant les heures de service), ont été complètement transformées et sont maintenant appelées « unités de temps de guerre ». Ces unités sont composées de citoyens et de citoyennes occupés à des tâches civiles normales, qui suivent chaque année un entraînement militaire leur permettant ou en cas de conflit de former des détachements immédiatement utilisables.

A la réserve et aux « unités de temps de guerre » (en somme à cent soixante-dix mille hommes) les réservistes, dont dix-sept mille officiers) s'ajoute l'« Ejército del Trabajo ». Cette formation, qui n'est pas exactement une organisation paramilitaire bien qu'elle possède son propre état-major et remplit surtout des tâches dans le secteur agricole, dépend du ministère des forces armées.



مسؤول من الياصل

colonel Trabel était le correspondant en Europe.

Mais surtout, pour ces secteurs, un régime militaire ne pouvait se maintenir à long terme sans un minimum de consensus populaire. D'où la nécessité d'une organisation corporatiste syndicale, de réformes en faveur des petits propriétaires terriens et liste de caractères démocratiques. D'où, aussi, une opposition avec les secteurs partisans d'une dictature civile-militaire ou simplement militaire. Ces divergences se compliquèrent de luttes de personnes et pour le pouvoir. On peut donc dire que, si le général Cristóbal représente les éléments ultra-réactionnaires de l'armée, des personnalités comme Trabel, Álvarez ou Bolentini représentent, au sens strict du terme, les secteurs fascistes : les plus durs du point de vue de la répression, mais qui cherchent un minimum de soutien populaire.

Il n'est pas exclu que sur ce point des contradictions tactiques existent entre l'impérialisme américain et le Brésil, transformé par le premier en gendarme du cône sud de l'Amérique. Le Brésil, dont les ressortissants ont acquis certains succès d'immenses propriétés en Uruguay, applique les solutions les plus brutalement répressives au service des grands propriétaires terriens. Les États-Unis, confrontés aux schémas et à l'isolement international des dictatures chiliennes, boliviennes et uruguayennes, cherchent des solutions de réchange plus politiques qui faciliteraient les menées des entreprises

monopolistes : Frei au Chili, Paz Estenssoro en Bolivie, etc. En Uruguay, deux solutions sont possibles : un régime civil de droite appuyé par l'armée, mais disposant d'un minimum de consensus populaire. On pourrait dans ce but convoquer à des élections d'où seraient exclus les partis de gauche et mettant aux prises des hommes comme l'ex-président Pacheco Arco et le leader du parti Blanc en exil, Perreira Aldunate. Une autre solution serait un régime militaire qui apparaîtrait comme « nationaliste ». Il semble que l'ambassadeur des États-Unis, M. Siracusa, soit favorable à ce dernier. Le groupe Trabel devait donc s'écarter d'abord, pour revenir au pouvoir, la solution civile. Il semble que le talentueux colonel ait à cet effet accumulé des informations sur les politiques et en particulier de l'ex-président Pacheco. D'autre part, ce secteur étant dans une relation de force défavorable face au groupe du général Frei, il a pu être amené à conclure des alliances tactiques avec certains secteurs de la gauche, afin de revenir au pouvoir, quitte à se débarrasser par la suite d'alliés gênants.

Les partisans de l'ex-président Pacheco, comme ceux du général Cristóbal, avaient donc intérêt à éliminer l'impérialisme américain, sans que celui-ci puisse être considéré pour autant comme un nationaliste sincère ou un progressiste convaincu. Invoquer le rôle des militaires

peruvien à propos de l'Uruguay n'a d'ailleurs guère de sens. Car si au Pérou les militaires jouent en appuyant sur l'appareil d'État, le rôle d'une bourgeoisie nationale quasi inexistante jusqu'en 1968, les tâches de cette dernière ont été réalisées en Uruguay par le battisme à partir de 1965.

Les seuls militaires progressistes en Uruguay sont ceux qui ont déjà clairement choisi leur camp, comme le général Seragni. Les événements ont montré leur isolement tragique. De même, l'assassinat du général Prats en Argentine réduisit à néant les plans d'un secteur de la gauche chilienne qui reposaient sur l'action d'un secteur « démocratique » de l'armée. Car, comme le remarque un militant de la Gauche chrétienne du Chili : « L'armée ne se doit que si le rapport de forces est en faveur de la gauche. Plus l'armée paraît révolutionnaire se renforcer, plus les possibilités de division de l'armée augmentent (5) ». ALAIN LABROUSSE.

(5) Politique aujourd'hui, janvier-février 1974.

LIRE PAGE 25

Cinéma politique :

L'ANTIMILITARISME A L'ÉCRAN

Le président de la Cour suprême du Chili renonce au poste d'ambassadeur en France

Sous le titre « Servilité », le numéro de mai du Monde diplomatique consacrait son édition à une décision de la Junta chilienne, qui avait choisi M. Enrique Urrutia Manzano comme ambassadeur à Paris. L'article rappelait notamment comment ce dernier, président de la Cour suprême, avait accepté de « couvrir assassins et tortures de mouches de la loi ».

Ces deux jours après, M. Enrique Urrutia Manzano a adressé au général Pinochet la lettre suivante :

Après avoir été honoré par votre Excellence de la direction d'un rapport de la représentation de notre pays auprès du gouvernement de la France, je me suis trouvé devant une situation que je me dois de préciser.

Dès que la demande d'agrément a été publiquement connue certains milieux politiques et journalistiques ont lancé de l'étranger une campagne hostile qui ne favorise guère l'harmonie des rapports présents et futurs entre le Chili et la France, ni le prestige de la charge qui est actuellement la mienne.

En vue d'éliminer même les occasions les plus minimes de porter atteinte à ces bons rapports ou au prestige du haut ministère que j'exerce depuis plus de quarante-huit ans dans notre pouvoir judiciaire, je prie votre Excellence d'écarter définitivement mon nom en tant qu'ambassadeur du Chili en France.

À la fin de sa lettre, le président de la Cour suprême exprime sa reconnaissance au chef de l'État et au gouvernement pour l'honneur que j'ai eu l'honneur de servir et que j'aurais voulu me dérober et que j'aurais accepté, malgré les sacrifices personnels qui en résultèrent pour moi dans la seule intention de ne pas me soustraire à cette nouvelle charge publique à laquelle on m'appelait.

Le général Pinochet a ensuite adressé à M. Enrique Urrutia Manzano la réponse suivante :

« J'ai reçu votre lettre dans laquelle, invoquant votre noble souci de ne pas servir l'harmonie des rapports entre notre gouvernement et celui de la France, et veillant également, comme vous l'avez toujours fait, au prestige élevé de votre pouvoir judiciaire chilien, vous déclinez la proposition que vous avait faite le Suprême Gouvernement de servir son pays en tant que directeur d'ambassade, auprès de la nation française, à laquelle nous unissons des liens étroits. Votre décliné est un acte qui, une fois de plus, reflète votre patriotisme généralement. Le président de la République a un réel renouvelé d'admiration, en même temps qu'un modèle de désintéressement à une époque où nous sommes habitués à voir le plus souvent les hommes et les désirs de notoriété gagner avant les intérêts sacrés de la nation et le respect des personnes elles-mêmes. Je comprends et accepte mes plus sincères remerciements pour l'honneur que signifiait votre acceptation initiale du nouveau sacrifice personnel que j'ai demandé. Lorsque l'on écrit la page d'histoire de ces jours, je suis certain que You y inscrirez avec fierté votre noble défense de l'État de Droit menacé par le marxisme que votre geste présente avec quelle noblesse et quelle pureté pour leur énoncé contenu patriotique. »

D'autre part, M. Jean Ziegler, député au Conseil national suisse, membre de la commission des affaires étrangères, professeur à l'université de Genève, nous écrit :

« En Suisse nous sommes confrontés à une situation plus délicate encore

que celle que vous décrivez : M. Delacour Garcia Herrera, l'ancien ambassadeur chilien, nous envoie comme son ambassadeur, un homme qui a passé chargé, Général de police au Chili, sa conduite, particulièrement brutale, a attiré l'attention du président Frei. Garcia Herrera est un homme qui quitte le corps des carabiniers. Il fut mis à la retraite — et s'engagea immédiatement et avec conviction dans l'organisation fasciste clandestine Patria y Libertad. Conna de longue date, nous sommes convaincus de sa fidélité à son régime. Trois fois Reich allemand, Garcia Herrera fit partie, aux côtés de l'ex-nazi Rauh et d'autres policiers réfugiés au Chili, dès septembre 1973. Il mit en place avec ses collègues l'appareil de répression qui dès septembre devait instaurer la torture, l'extermination sommaire, comme moyens de gouvernement.

En décembre de la même année Garcia Herrera fut envoyé comme ambassadeur en Suisse où sa fonction essentielle semble être la surveillance des réfugiés chiliens en Europe occidentale. Le 20 mars 1974, le député Villard demanda au Conseil national des éclaircissements sur le passé de Garcia Herrera. Le 14 mai le gouvernement fédéral répondit d'une façon équivoque, refusant à la fois d'informer sur le contenu des lettres et de confirmer les contenus. Le 18 juin le plénum du Conseil national, en présence du président de la Confédération, se saisit de l'affaire. La presse suisse et internationale commença enfin à s'intéresser aux agissements présents et au passé lourd de cet envoyé très spécial. Une demande de retrait de l'agrément a été formulée. »

Les forces armées terrestres, divisées en trois grandes armées (armée orientale, armée occidentale, armée centrale, plus quelques petites unités), combinent les tactiques classiques de l'art militaire et les techniques de la guérilla. Leur armement est à peu près le même que celui des troupes des pays membres du pacte de Varsovie (dont Cuba ne fait officiellement pas partie, se voulant un pays non aligné) avec une exception d'importance : l'absence d'armement stratégique et d'armes nucléaires tactiques. L'infanterie est totalement motorisée, l'équipement en feux, canon auto-propulsé, obus, mortiers, lance-roquettes et canons est abondant. Le fantassin est équipé d'un fusil automatique. La puissance de feu par unité est sans doute supérieure à celle de n'importe quelle armée latino-américaine.

La défense côtière, qui comporte des roquettes terre-mer, est équipée principalement de vedettes rapides lance-torpilles et lance-roquettes avec quelques unités de plus fort tonnage. Rien, cependant, qui excède le corvette ou le contre-torpilleur. L'usage de l'expression « unités de surface » dans le langage officiel indique l'existence possible de sous-marins. Mais aucune preuve ne confirme cette supposition. Il faut cependant noter que l'île possède des installations capables d'abriter des sous-marins. Chaque année quatre et six bâtiments soviétiques de ce type font escale à Cuba.

En ce qui concerne l'aviation (la DAAFAR : défense anti-aérienne et force aérienne révolutionnaire), elle est équipée d'avions subsoniques et supersoniques pour la chasse et les bombardements à courte et moyenne distance (MIG 17 et 21 de fabrication soviétique). En dehors des missiles air-air et air-terre, l'aviation possède des bombes conventionnelles et de nouvelles armes anti-aériennes disposées de nouvelles longue distance (pendant la crise de 1962, un U-2 américain fut abattu de cette manière), qui constituent l'essentiel du système de défense des villes. Apparemment, l'aviation militaire ne dispose pas de bombardiers.

Selection et professionnalisation

SEIZE années après le triomphe de la révolution, les forces armées cubaines identifient le rôle du commandant de division Raúl Castro, n'est autre que le propre frère de Fidel Castro — qui reste le commandant en chef) se sont définitivement professionnalisés. Certains grades disparus existent à nouveau. Les uniformes et les casquettes à galons remplacent souvent pour les officiers le traditionnel

costume vert olive porté longtemps sans distinction par tous. Les officiers sont sélectionnés de plus en plus rigoureusement selon des critères politiques, militaires, techniques, culturels et moraux. Une large place est faite aux avant-gardes choisies parmi les meilleurs soldats.

De fait de leur entraînement, de leur spécialisation, de leur préparation, les forces armées cubaines sont remarquablement conscientes à tous les niveaux de la vie quotidienne. En effet, elles n'assument pas seulement les fonctions traditionnelles de défense ou de sécurité mais, on le voit aisément, elles participent très activement à la production et surtout elles jouent en rôle politique — la plupart des responsables sont des militaires — du fait du lien qui les unit au parti communiste cubain (85 % à 90 % des officiers appartiennent au parti ou à la Jeunesse communiste).

Cette orientation se reflète dans le plénum des articles publiés dans Varda Olivo, organe des forces armées cubaines, et dans les discours de Raúl Castro : « Ces nouveaux cadres de commandement, ces techniciens et ces ingénieurs préparés solidement dans les différentes disciplines scientifiques exigées par la profession militaire n'ont pas été uniquement formés comme spécialistes militaires dans le sens traditionnel, mais aussi en tant que cadres révolutionnaires du point de vue moral, politique et idéologique, fidèles au socialisme, à la patrie, au peuple et à la classe ouvrière. C'est dans le même sens qu'il faut entendre l'adresse de ministre des forces armées aux jeunes communistes en avril 1974 : « Faire de chaque jeune un étudiant, de chaque étudiant un communiste, et de chaque communiste un soldat de la patrie. »

JOSE GABRIEL ROSI.

BIBLIOGRAPHIE

- La Révolution cubaine, Claude Julien, Julliard 1961.
- La Guerre de guérilla, E. Che Guevara, Maspéro 1962.
- Les Guérilleros au pouvoir, K.S. Karol, Laffont 1970.
- The Military Balance 1974-1975, Statistiques publiées par Institute for Strategic Studies, Londres.
- Verde Olivo, organe des Forces armées, 1974-1975.
- Gramma, Cuba, 1974-1975.

POUR COMPLÉTER CE DOSSIER

Articles déjà publiés :

- ARGENTINE**
Du péronisme à l'apparition de la gauche (Claude Kléman), MARS 1974.
- BRESIL**
Le nouveau visage de la révolution (Claude Kléman), AOUT 1974.
- CHILI**
Les stunts de la droite contre le régime Allende (Jean-Claude Bührer), MARS 1974.
- PANAMA**
Les militaires face aux États-Unis (Claude Kléman), JANVIER 1975.
- PARAGUAY**
Le miracle économique de la gauche (Claude Kléman), MARS 1974.
- PEROU**
Le troisième volet de la révolution (Claude Kléman), MARS 1975.



DES ETUDES A 1300 m.

LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Vue aérienne du collège Beau-Soleil - Gargons et filles de 5 à 18 ans - Programme officiel des lycées français - Préparation au baccalauréat - Etudes dirigées - Classes à effectif réduit - Tous les sports d'été et d'hiver dans un parc de 15.000 m2 : natation, tennis, patinage, ski, football, etc. - Surveillance médicale des élèves - Alimentation très soignée - Internat réservé aux jeunes filles de 13 à 18 ans à la Maison de la Harpe - Pour envoi d'une documentation ornée scolaire 1975-1976, écrire à :

COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) - TEL. : 19.41.25.321.54

méthode nouvelle de psychologie Self Création Institut

30 minutes de l'Étoile
vaincre : • Peur, timidité, dyslexie, oisiveté, retard ; toutes difficultés d'attention, de concentration, de mémorisation dans toutes matières.
acquérir : • Dynamisme, méthode de travail, sens des responsabilités, réussite.
A TOUS NIVEAUX
pension - week-end - consultations - conseils
consultation à Paris sur rendez-vous
Documentation sur demande :
SELF CREATION INSTITUT, 47-49, rue de Paris, 95150 Taverny
Téléph. : 960-18-05 et 960-06-25
Ouvert tout l'été

Une opération de force et ses versions contradictoires

LES MYSTÈRES DU "MAYAGUEZ"

Par JACQUES DECORNOY

L'AFFAIRE du Mayaguez, en mai dernier, peut se résumer ainsi : un cargo américain ayant été arraisonné par les Khmers, Washington s'est efforcé de le libérer...

Après la quasi-totalité de la classe politique américaine, elle a donné lieu à des commentaires cocardiers critiqués par quelques éditorialistes de la côte atlantique...

demanda les services de la Sea Land. Quelle est la nature exacte des liens entre le gouvernement américain et la compagnie ?

3. POURQUOI LA MAISON BLANCHE A-T-ELLE DÉCIDÉ DE LANCER DES ATTAQUES ALORS QUE LES MOYENS DIPLOMATIQUES N'ÉTAIENT PAS ÉPUISES ?

Un équipage américain

1. POURQUOI LE "MAYAGUEZ" A-T-IL APPROCHÉ AUSSI PRÈS DU TERRITOIRE KHMER ?

Pendant la guerre du Vietnam, le Mayaguez a souvent transporté du matériel destiné à l'armée américaine. On notera aussi que les trente-neuf membres de l'équipage étaient tous américains...

Or, l'aire apparaitre le drapier américain dans ces parages le 12 mai pouvait présenter quelques risques. Le conflit, qui a toujours été considéré par le GRUNC comme une guerre à caractère a-n-o-cambodgienne...

L'arraisonnement du Mayaguez n'était d'ailleurs pas une « première » : début mai, plusieurs embarcations ont été arraisonnées par les Khmers...

Le commandant du Mayaguez, le capitaine Miller, devait ensuite déclarer lors d'une conférence de presse à Manila, qu'il n'avait reçu aucun conseil de la part du gouvernement américain...

Le commandant a déclaré que le Mayaguez ne transportait ni armes ni munitions, mais simplement du matériel qui serait livré à l'armée américaine. Il a nié que son bateau ait pu se livrer à une quelconque mission d'espionnage...

Lorsque, plus de dix jours après l'incident, les conteurs ont été invités à se présenter devant le Congrès, les journalistes n'ont rien découvert d'autre que du banal matériel. Mais cela ne prouve rien : les Américains avaient en ce temps de retour de ce qui pouvait avoir été éventuellement compromettant à bord...

Le 19 mai, M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, déclarait qu'il avait été saisi de l'affaire deux heures après l'attaque des bateaux khmers ; dans ces conditions, toute intervention de son pays était impossible. Le même jour, Newsweek, citant une personnalité ayant participé à la réunion du Conseil national de sécurité, déclarait, sans être démenti, que, dès le début de la crise, M. Kissinger avait opté en faveur de l'usage de la force...

Le fait que Washington n'entendait pas résoudre l'incident de façon pacifique avait, en fait, été démontré le 14 mai. Radio-Phnom-Penh annonça que le Mayaguez allait être libéré ; Washington demanda aussitôt que l'équipage soit libéré. Peu de temps après, les officiers du bateau de guerre américain Wilson firent savoir qu'ils avaient repéré, sur une embarcation khmère, les membres de l'équipage du Mayaguez à bord du navire. C'est ensuite seulement que l'aviation attaqua l'aéroport de Sihanoukville. Comme il en avait pris l'engagement lorsqu'il était aux commandes des Cambodgiens, le commandant du Mayaguez entra en contact radio avec les autorités américaines, demandant la fin des raids aériens. Le président des États-Unis à Saigon, reconnut le porte-parole de la Maison Blanche, qui avait, auparavant, consulté le directeur de la C.I.A. L'administration

Anom malin n'avait été maltraité ; tous membres de l'équipage avaient été remis en liberté. L'affaire pouvait être considérée comme classée. Mais MM. Ford et Kissinger avaient sans doute une revanche à prendre : pour eux, depuis le coup d'État de mars 1970 contre Sihanouk, les événements avaient mal tourné au Cambodge.

5. POURQUOI LE PENTAGONE A-T-IL, PENDANT LONGTEMPS, CACHÉ LE JOURD HILLAN DE L'OPÉRATION ?

Les moyens de communications de l'armée américaine étant perfectionnés, il est impossible de croire que Washington n'était pas au courant des pertes exactes tout de suite après le dénouement de l'affaire. Chacun savait, dans les états-majors, qu'un

hélicoptère s'était écrasé en Thaïlande en participant indirectement à l'opération de récupération du Mayaguez. Et le nombre des tués sur l'île de Tang ne pouvait, lui non plus, être chiffré. Mais, dans les services de renseignements n'avaient, en aucune façon, laissé prévoir aux « marines » qu'ils auraient à affronter un ennemi coriace et bien armé ; c'est, assurément, ce qui leur aurait permis de comprendre pourquoi ils devaient s'emparer de quelque chose qui n'avait pas de valeur. En fait, quelques instants après que l'hélicoptère a bord duquel se trouvait le Mayaguez gagnait le Wilson. L'opération contre Tang était donc sans objet.

La C.I.A. et les bateaux thaïlandais

NOUS nous sommes, jusqu'à présent, contentés de nous en tenir à partir des versions américaines de l'incident. Ces versions, les Khmers les ont contestées. Ils ont, en particulier, affirmé que le Mayaguez et d'autres bateaux - thaïlandais en particulier - se livraient à des activités d'espionnage et que les Américains introduisaient au Cambodge des agents et des saboteurs. Dans sa réponse du 19 juin aux élus démocrates, le département d'État a affirmé que les Américains n'espionnaient pas les Khmers, et se contentaient de faire survoler leur pays par des avions de reconnaissance.

La thèse du GRUNC est, dans les conditions actuelles, impossible à prouver. Elle mériterait, cependant, d'être prise en considération. Dans un article du Los Angeles Times, repris par l'International Herald Tribune (14-15 juin), Oswald Johnston, citant les services secrets américains, a fait état de la lutte qui opposait Khmers et Vietnams du golfe de Thaïlande, en particulier les deux îles de Wal, proches de Tang. Il ajoute : « Selon un récit qui croit-on, fut fait par un officier américain qui avait été détaché pour les services américains, au moins deux cents soldats repêchés nord-vietnamiens ont pris position sur l'île de Wal. L'information du journal américain n'a pas été démentie par Washington. Elle contredit la réponse du département d'État aux démocrates.

L'affaire du Mayaguez, quelles qu'en soient les motivations du côté américain, est un cas qui agit comme un révélateur en Asie du Sud-Est. Les dirigeants de Bangkok ont, en insistant, vu compromettre leurs efforts de rapprochement avec les révolutionnaires indochinois en raison de l'utilisation - sans préavis, sans autorisation - de leur territoire par l'armée

américaine (débarquement de mille « marines » et décollage d'avions, etc.) aux fins d'attaquer le Cambodge. C'est aussi en mai que se sont réunis à Kuala-Lumpur les ministres des affaires étrangères thaïlandaises, malaisiennes, indonésiennes et philippines pour examiner la situation créée par la victoire des révolutionnaires. Les seules capitales asiatiques où l'action américaine fut approuvée sans réserves furent Taipei et Séoul. M. Habib, adjoint de M. Kissinger, fit donc une tournée dans la région, répétant à chacune de ses étapes que son pays avait toujours des intérêts à défendre en Asie du Sud-Est.

Pendant l'été de 1964, l'affaire du golfe du Tonkin avait été présentée à Washington comme une intolérable attaque nord-vietnamienne ; on put plus tard qu'il s'agissait d'une provocation américaine destinée à attirer la R.D.V. dans un guêpier et à justifier les premiers bombardements du Nord. Cet « incident » marqua le début d'une nouvelle phase de la guerre. L'affaire du Mayaguez marque, apparemment, la fin d'une autre guerre - ou d'une autre facette d'un même conflit. Elle mériterait cependant d'être tirée au clair ; ceux des élus américains qui ne se satisfont pas des réponses du département d'État ont déclaré que la seule manière pour eux d'en savoir plus consisterait à interroger les personnalités ayant, en mai, participé aux réunions du Conseil national de sécurité. Cette enquête, si elle a lieu, pourrait en apprendre long sur ce que Washington a retenu et n'a pas appris, de la débâcle indochinoise. Il est un jour pourvu par une commission indépendante que les quarante et un soldats américains sont morts pour rien - tout comme, bien sûr, les Khmers tués lors des bombardements et des combats - l'échange historique du petit cargo pourrait provoquer des remous politiques aux États-Unis.

Correspondance

Les multiples aspects du racisme

M. André Le Hénaff, du Havre, nous adresse les remarques suivantes à propos de l'ouvrage d'André Le Hénaff, Les multiples aspects du racisme (Le Monde diplomatique, juin 1975) :

On peut trouver au sein de l'article de Maurice T. Machinno un entrelacs de faits et d'opinions qui méritent d'être lus. On y voit trois organisations dont deux (la LICRA et la M.R.A.P.) sont d'essence raciste postérieurement à la naissance tout-venant de l'antisémitisme, c'est-à-dire du racisme appliqué à une race particulière (les Juifs). Y aurait-il plusieurs sortes de racisme ? Ce n'est pas ce que pense M. T. Machinno qui écrit : « Il n'est pas plus sévère d'établir une quelconque hiérarchie entre les races », et se méfiance qu'il n'ait pas noté un paradoxe si énorme.

Il est certain que la distinction entre « racisme » et « antisémitisme » se justifie. Le racisme, répondent les organisations antisémites, est d'ordre biologique. La LICRA fut fondée en 1939, dans une Europe où prédominait le racisme antijuif ; d'où son appellation qui n'a rien de complet quand d'autres formes de racisme se manifestent activement. Devant la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, la LICRA prend aujourd'hui la défense de toutes les victimes de la ségrégation raciale, qu'il s'agisse de Juifs, d'Arabes ou d'Asiatiques. Il suffit de parcourir sa publication mensuelle, à lire tout ce qu'il y a pour constater la diversité de ses démarches. Il en est de même du M.R.A.P. Ce qui troublait l'époque dans les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, explique Albert Lévy, c'était le manque de distinction entre les victimes du racisme, personne ne parlait ; si bien qu'en insistant notre organisation « M.R.A.P. » contre le racisme et l'antisémitisme et pour la paix, nous entendions mettre les points sur les I, et signifier notre volonté de combattre sans distinction - toutes les formes de racisme. « N'est-ce pas, au-delà des stigmas, l'essentiel ? - M. T. M. »

D'autre part, M. Marcoux Lelu, de Jeumont, nous écrit sur le même sujet : « Les quelques articles rédigés concernant le racisme ne sont pas exempts de contradictions. Le but recherché par les

auteurs est de démontrer l'injustice des lois raciales, mais il n'est pas besoin de le démontrer. Le seul article objectif, réaliste, est celui de Jacques Decornoy. En fait, le fait pas beaucoup de courage aux intellectuels pour se faire les avocats des victimes du racisme. Si les gouvernements français ont favorisé l'immigration, ce n'est pas par altruisme, mais pour avoir une main-d'œuvre bon marché, pesant sur le marché du travail.

C'est une absurdité d'exclure que les immigrés ne font que des travaux insalubres que les Français ne veulent pas faire. Mais il y a des dizaines de millions de jeunes Français chômeurs qui seraient heureux d'être embauchés comme O.S. Je ne puis dire toute la vérité, c'est donner des arguments au fascisme, toujours à l'égard de la moindre erreur.

De son côté, M. Paul Florian Valet, de Paris, conteste le caractère « scientifique » de l'article de M. Arthur R. Jensen :

Je me suis demandé si l'article de M. Arthur R. Jensen était l'œuvre d'une mauvaise traduction ou bien d'une bêtise irréparable. En effet, pour un article intitulé « Les fondements scientifiques de l'inégalité ethnique », il n'y a rien de scientifique, ou alors c'est que la science en question se passe d'objectivité et de logique, ce qui serait alors nouveau en matière scientifique.

Ainsi, quand on parle de « l'hérédité », on manifeste l'ignorance et ce qu'on s'attache à démontrer cette « hérédité », on doit perdre son temps puisqu'elle est « héritée ».

Quand on précise : « je ne connais pas un généticien qui résume cette évidence », on donne à penser qu'en peut être généticien et ne pas résumer une évidence - merci pour les généticiens !

Quand on ajoute que « les facteurs génétiques ont deux fois plus d'importance que les facteurs environnementaux sur les différences de Q.I. entre individus », sans plus de détail, on se dit que l'absence quantitative de cette science doit faire pâlir d'envie la machémathématique elle-même !

Et puis l'auteur continue dans l'apropos et le subjectif ; à il est donc vraisemblable, sinon prouvé, que « la conscience humaine est un produit de la culture ».

Enfin, M. Albert Lévy, secrétaire général du M.R.A.P., nous apporte les précisions suivantes :

L'excellent dossier consacré au racisme que nous avons publié dans le numéro de plus en plus utile des manifestations actuelles - trop souvent ignorées - de ce fléau du monde, nous a été remis à temps. Les journalistes n'ont rien découvert d'autre que du banal matériel. Mais cela ne prouve rien : les Américains avaient en ce temps de retour de ce qui pouvait avoir été éventuellement compromettant à bord. Un fait troublant doit cependant être souligné, et il montre que les informations de Stern étaient, au moins en partie, fausses. Les sources : le Mayaguez avait bien, en avril, transporté entre Vung-Tan et Hongkong « certains documents administratifs » provenant de l'ambassade des États-Unis à Saigon, reconnut le porte-parole de la Maison Blanche, qui avait, auparavant, consulté le directeur de la C.I.A. L'administration

En complément de l'article consacré à la loi du 1er juillet 1974, je me permets de vous signaler quelques décisions de justice survenues dans la dernière période. Elles sont de nature à rassurer les personnes au racisme et les lésures raciales, la cour d'appel a reconnu la culpabilité de l'organisateur d'Odre nouveau, tout d'abord, et des délégués de la cour de cassation. D'autre part, le Méridional et Minute ont été condamnés à des amendes (appréhensives en appel pour le second journal) pour des articles publiés lors des événements d'août-septembre 1973 à Marseille. Le M.R.A.P. a obtenu aussi les francs de dommages-intérêts qu'il réclamait.

Plusieurs personnes engagées à notre dossier ont été condamnées à des dommages-intérêts envers des Africains noirs et des Maghrébins ont abouti à des condamnations pécuniaires, dommages et intérêts, publication de jugement. Diverses peines ont ainsi été infligées, pour refus de servir, à des propriétaires de cafés à Rouen, Strasbourg et Nancy ; et, pour refus de loger, à deux propriétaires d'hôtels à Dunkerque qui refusaient d'accueillir des étudiants de Boulogne-sur-Mer, une agence immobilière à Cholet.

Certes, ces résultats ne peuvent nullement nous donner l'impression que nous sommes dans votre dossier, particulièrement dans l'étude de M. Machinno. Il reste encore beaucoup à faire pour que la loi de 1972 soit systématiquement appliquée ; de plus, certains actes racistes restent impunis, en dehors de son champ d'application, notamment les agressions et attentats, dans les auteurs ou sont généralement pas arrêtés.

Par ailleurs, cette récente jurisprudence prouve que, dans certaines conditions, les victimes de discriminations et de provocations racistes peuvent être efficacement défendues. On ne saurait trop les inciter à ne pas laisser passer. Outre qu'il s'agit d'abusés quelconques au juste établissement de la loi, de tels procès ont un effet de dissuasion qu'on ne saurait négliger.

Littérature de la contestation en Afrique

L'écrivain africain Mongo Béti adresse à notre collaborateur Jacques Chevrier, auteur d'une page « Littérature » dans le numéro de la contestation en Afrique (numéro de mai 1974) :

Comment avez-vous eu l'audace de prendre trait de « la contestation en Afrique » dans votre numéro de mai ? sans citer mon livre sans doute le plus significatif. Mais laissez-moi vous dire que cet ouvrage a été interdit en France et saisi sur ordre du gouvernement français ? A la demande, sans doute d'Abel, le plus probablement du vrai président du Cameroun, Foucault ? Et si

l'écrivain est aussi coupé de l'Afrique que vous dites, et s'il entretient avec son public un dialogue de sourds, pourquoi ne se livre-t-il pas à la littérature ?

Mongo Béti a été l'un des premiers à poser le problème de la littérature africaine en termes politiques, et l'œuvre dont il fait actuellement l'objet lui confère, en sa qualité d'écrivain camerounais en exil, une valeur en quelque sorte exemplaire. Traitant de la littérature africaine, je me suis volontairement limité aux œuvres politiques et aux romans, mais je pense qu'un lecteur un peu averti ne saurait se passer de lire le roman Remember Babou en deux parties, qui n'est pas un roman, mais un recueil de nouvelles romanesques. Je vous prie de lui adresser un exemplaire de son pamphlet Main basse sur le Cameroun. - J.O.

L'analphabétisme en Arabie Saoudite

Le Dr Dureid Mufti, de Beyrouth, conteste le taux d'analphabétisme en Arabie Saoudite cité par Frédéric Lenger dans son article sur l'intégration des Bédouins au secteur moderne de l'économie paru en mai dernier :

Vous avancez le pourcentage de 85 % d'analphabètes en total, mais cette statistique ne tient pas compte de l'évolution rapide que connaît l'Arabie Saoudite dans tous les domaines, et surtout dans celui de l'éducation. Au nombre de 5 millions d'habitants, la population entre chaque année un million cinquante mille élèves dans les divers établissements pédagogiques du pays et de l'étranger. Si on y ajoute les cent cinquante mille fonctionnaires d'État, qui sont tous instruits, et toute la génération de ceux qui n'ayant pas eu la chance de recevoir une instruction moderne, ont bel et bien celle de recevoir une instruction religieuse (coranique) dans les écoles religieuses qui enseignent le Coran, le nombre des instruits se révèle beaucoup plus important. Car il ne faut pas oublier que l'islamisme est une civilisation ; chaque musulman pratiquant une certaine culture et peut par conséquent être considéré comme demi-instruit. Or il est très rare de trouver un Saoudite qui n'a

pas son Coran et qui ne le lit pas chaque jour.

Le taux d'analphabétisme cité dans votre article est extrait du dernier rapport de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Economique (CNUCED) de l'année 1972. Or, l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Economique (CNUCED) a publié en 1972, l'Instruction d'État par l'Arabie Saoudite. L'Arabie Saoudite n'est alphabète puisque tous les enfants de 6 ans et au-dessus sont inscrits dans son édition 1972, chiffre la population scolaire de l'Arabie Saoudite pour l'année 1972-1973 à sept cent dix mille élèves environ (toutes écoles confondues). - F. L.

Decouvrez un grand CHATEAUNEUF-DU-PAPE VIEUX A UN PRIX JEUNE en écrivant directement ou DOMAINE DE BEAUCASTEL 84350 COURTHEZON (réf. « Monde diplomatique » n° 254)

AVERTI IDEOLOGIQUE CONFRONTAT INDIVIDUELLE ASIE

سكزامن زامل

LA YAGUE

CONFLIT IDÉOLOGIQUE ET CONFRONTATION SINO-INDIENNE EN ASIE

Par MOHAN RAM *

L'INTEGRATION du Sikkim à l'Union indienne en avril dernier a fait reculer l'espoir d'une prochaine détente entre l'Inde et la Chine. Le 1^{er} mai 1975, pour la première fois depuis des années, New-Delhi a accusé Pékin de vouloir perturber la stabilité et la paix dans la région et d'encourager, pour ce faire, le désaccord et la suspicion entre les pays de la région. L'Inde répondait ainsi aux attaques répétées de la Chine qui dénonçait l'« annexion illégale du Sikkim » et assurait de son soutien indéfectible « le peuple du Sikkim dans sa juste lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationale contre les expansionnistes indiens ».

La faillite de la politique chinoise de New-Delhi remonte à la révolte des lamas du Tibet en 1959 qui, exacerbant le conflit frontalier entre les deux voisins les plus peuplés d'Asie, devait se traduire par la guerre d'octobre 1962 dans l'Himalaya. Toutefois, le différend frontalier est devenu très secondaire aujourd'hui dans les relations sino-indiennes. C'est le conflit idéologique divisant le mouvement communiste mondial depuis plus de dix ans qui a entretenu la confrontation entre la Chine et l'Inde, et cette dernière y joue un rôle central.

Le bref affrontement de 1962 imposa sur le terrain une ligne frontalière sans doute très acceptable pour la Chine. Celle-ci, selon New-Delhi, occupait déjà avant le conflit 12 000 miles carrés d'une zone revendiquée par l'Inde dans le plateau d'Aksai-Chin du Ladakh ; la guerre lui permit d'étendre son occupation à 2 500 autres miles carrés. Hormis

ce plateau, il n'existe pas de zone sous occupation chinoise qui soit revendiquée par les Indiens. Pas un pouce de terrain n'a changé de main depuis la guerre ; le *status quo* est toujours jusqu'à maintenant l'in'y a eu que deux incidents mineurs en treize ans.

La région d'Aksai-Chin, que traverse la route stratégique reliant Pékin à Sinkiang, présente incontestablement un intérêt vital pour les Chinois. Peut-être est-ce pour renforcer sa marge de manoeuvre dans l'Aksai-Chin, dans le secteur occidental de la frontière sino-indienne, que Pékin a fait valoir ses prétentions sur la frontière nord-est, où New-Delhi a toujours maintenu que la ligne MacMahon était la seule ligne de partage valable. Jusque'en juillet 1961 — date à laquelle le conflit frontalier parut avoir atteint le point de non-retour — Pékin restait prêt à renoncer à ces prétentions et à reconnaître la souveraineté de la Chine sur l'Aksai-Chin. Toutefois, le premier ministre Nehru, soumis à de fortes pressions intérieures, fit du retrait chinois de l'Aksai-Chin le préalable formel à toute négociation concernant le litige frontalier. La Chine fit savoir qu'elle n'y était pas disposée tant que l'Inde ne se serait retirée de territoires disputés qu'elle occupait. Le différend n'est toujours pas réglé. Des deux côtés, on accélère les préparatifs militaires. Après avoir infligé à l'Inde une cuisante défaite, la Chine mit un terme à l'affrontement par une offre unilatérale de cessez-le-feu. Ce qui n'était au départ qu'un conflit frontalier allait prendre une tournure idéologique.

Non-alignement et anti-impérialisme

LORS de son accession à l'indépendance en 1947, l'Inde fut formellement non-alignée. Elle fut le second pays d'Asie (après la Birmanie) à reconnaître la République populaire de Chine. A mesure qu'elle entreprit d'affirmer son indépendance par rapport au camp occidental, les relations sino-indiennes se réchauffèrent. On était en pleine « guerre froide ». Les Etats-Unis se battaient en Corée, décidèrent de protéger Taïwan et se désolidarisèrent de la Chine l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE). La déclaration conjointe Nehru-Chou En-lai de 1954 sur les cinq principes de la coexistence pacifique allait prendre valeur de défi lancé par l'Asie à l'impérialisme lors de la conférence afro-asiatique de Bandung l'année suivante. Les cinq principes définissaient une nouvelle forme de non-alignement pour les pays du tiers-monde. La Chine, remettant en question sa dépendance vis-à-vis de l'Union soviétique, commença à s'identifier au tiers-monde. Elle quitta le bloc soviétique pour apparaître comme une puissance non-alignée. Entre 1955 et 1958, elle battit le rappel, contre l'impérialisme, des nations nouvellement indépendantes et non-alignées.

Alarmée par cette initiative chinoise, l'U.R.S.S. s'efforça d'acquiescer quelque influence au sein du bloc des non-alignés. Moscou, qui cherchait la détente avec Washington, assigna un nouveau rôle aux bourgeoisies nationales dans la zone « pacifique ». Inventant la thèse de la coexistence pacifique entre systèmes socialistes et systèmes capitalistes, elle développa en corollaire la théorie de la transition pacifique au socialisme dans les pays nouvellement indépendants : ceux-ci devaient parvenir au socialisme par une phase de transition appelée « démocratie nationale », sous l'hégémonie de la bourgeoisie nationale.

Or, dès 1959 — à la suite de la révolte des lamas au Tibet, où l'attitude de l'Inde fut pour le moins belliqueuse — la Chine était convaincue que la bourgeoisie nationale des pays nouvellement indépendants n'était pas capable de jouer un rôle efficacement anti-impérialiste. Elle estimait qu'étant donnée la faiblesse du capitalisme dans ces pays la bourgeoisie nationale pactisait avec l'impérialisme dans l'espoir d'obtenir une aide des deux camps.

Ces divergences idéologiques entre Moscou et Pékin conditionnèrent l'attitude de chacun vis-à-vis de l'Inde. Les dirigeants soviétiques voyaient en cette dernière le modèle même du pays de la zone de paix capable d'une transition pacifique au socialisme. L'Inde commença à obtenir de l'U.R.S.S. une aide écono-

mique importante en 1955, tandis que l'aide soviétique à la Chine se raréfiait.

Compte tenu des efforts de Khrouchchev en faveur de la détente, les intérêts soviétiques et américains à propos de l'Inde commencent à coincider à la fin des années 50. Consciente des divergences sino-soviétiques (qui n'avaient pas encore atteint le stade du conflit ouvert) et de la volonté des Etats-Unis de la soutenir, l'Inde put se permettre de diriger son attention dans le conflit frontalier. L'appui qu'elle obtint de Moscou dans ce domaine compliqua à son tour le différend idéologique entre Moscou et Pékin.

Lorsque l'Inde, après sa défaite de 1962, accepta l'aide militaire des Américains et des Soviétiques, son non-alignement devint de fait un double alignement. Aucun des deux camps n'avait d'objection sérieuse à ce que l'autre apportât sa contribution militaire. La détente entre les super-puissances aligna le conflit sino-soviétique. Celui-ci devint très vif en 1963, à propos notamment de la question des mouvements de libération nationale : pour les Soviétiques, la seule contradiction globale était entre camp socialiste et camp impérialiste tandis que pour les Chinois elle résidait dans l'opposition entre nations opprimées et impérialisme.

La ligne de la « guerre du peuple » prônée par Lin Biao, d'abord sujette à controverse en 1965, fut acceptée par le parti communiste chinois en 1967. Elle fut appliquée en juillet 1967 quand la Chine en appela au renversement par les armes des gouvernements de l'Inde, de la Birmanie et de l'Indonésie et accrut son soutien aux mouvements révolutionnaires du tiers-monde. En transférant la lutte contre l'impérialisme au tiers-monde, les Chinois définirent une nouvelle fois, à un niveau supérieur, les positions idéologiques soviétiques, axées sur la coexistence pacifique, la coexistence pacifique et la transition pacifique au socialisme.

La phase de la révolution culturelle (1966-1968) correspondit à un ralentissement de l'activité diplomatique chinoise. Les événements de Tchécoslovaquie en 1968 portèrent au vif le conflit sino-soviétique. La Chine qualifiant l'U.R.S.S. de puissance « social-impérialiste », vint alors la confrontation aux frontières, qui culmina avec les affrontements sur l'Oussouri au début de 1969. Après la révolution culturelle, deux facteurs intervinrent dans la redéfinition de la politique étrangère chinoise : le danger potentiel que représentait le « social-impérialisme » et les signes de la volonté de plusieurs pays occidentaux de normaliser leurs relations avec la Chine. Celle-ci lança une offensive pacifique sur la base des cinq principes afin de forger un nouveau front des pays du tiers-monde contre les deux « super-puissances ». Les résultats, on le sait, furent spectaculaires, à commencer par l'entrée de la Chine à l'ONU grâce à un vote massif des pays du tiers-monde.

A l'époque, le Pakistan était menacé de désintégration, du fait du mouvement sécessionniste dans sa partie orientale. Ce pays, qui avait reçu des Etats-Unis une aide en armement dans le cadre du plan de refolement du commandement en Asie, avait manœuvré depuis 1962

pour obtenir aussi des armes de la Chine. En 1965, l'Inde et le Pakistan s'affrontèrent à propos du Cachemire ; les Etats-Unis interdirent les ventes d'armes aux deux pays. Le Pakistan fit alors appel à la Chine ; les Soviétiques en profitèrent pour lui offrir leurs services, ostensiblement dans le but de le détacher de Pékin. La décision soviétique, à la mi-1968, de fournir des armes au Pakistan (alors que l'embargo américain se poursuivait) en ignorant les protestations indiennes souligna l'insipidité de l'Inde à se faire entendre des Super-Grands à l'heure de la détente. A la mi-1968, le premier ministre indien, Mme Indira Gandhi, laissa entendre qu'elle allait assouplir sa politique étrangère, elle fit savoir en janvier 1969 qu'elle était prête à dialoguer avec la Chine.

Les relations entre l'Inde et l'Union soviétique s'étaient agitées à la suite des fournitures d'armes au Pakistan et de retards inexplicables dans la livraison de l'équipement soviétique destiné aux projets industriels indiens. La frontière sino-soviétique commença à s'échauffer et l'U.R.S.S. avait plus besoin de l'Inde que jamais. Ainsi, dès le début de 1968, intervint une série de gestes soviétiques visant à rassurer l'appui de l'Inde. Moscou promit un accroissement des fournitures militaires et une plus prompt livraison du matériel destiné aux projets industriels. En même temps, il proposait la signature d'un traité d'amitié — avant même que M. Leonid Brejnev ne formât, en été 1969, son projet de sécurité collective en Asie. L'effort fut payant. Quand les troupes soviétiques et chinoises s'affrontèrent sur l'Oussouri, l'Inde soutint les prétentions frontalières soviétiques sans même en examiner les fondements. Les fournitures d'armes soviétiques à l'Inde et au Pakistan se poursuivirent. Ainsi fut relancée la course aux armements.

Mme Gandhi dut retarder sa décision concernant le traité proposé par les Soviétiques à cause de la scission intervenue au sein du parti du Congrès, scission qui la priva de sa majorité parlementaire, qu'elle ne retrouva qu'après les élections de mars 1971. A ce moment-là, un mouvement sécessionniste au Pakistan était imminent. New-Delhi soutenait le mouvement sécessionniste de la partie orientale du Pakistan.

Dés que le gouvernement pakistanais se mit à réprimer les sécessionnistes du Bangladesh en 1971, Washington réimposa l'embargo (levé en 1968) sur les fournitures d'armes au Pakistan. Mais le matériel militaire américain continuait d'arriver clandestinement au Pakistan, en dépit des protestations de l'Inde. En juillet 1971, M. Henry Kissinger se rendit à New-Delhi, ostensiblement pour prendre note des doléances indiennes. De là, il prépara la visite de M. Nixon qui eut lieu en février 1972.

La mission de M. Kissinger à Pékin signifiait que la Chine et les Etats-Unis étaient en train de réviser leurs relations, ce qui ouvrait à

l'Inde de nouvelles possibilités. D'abord celle de retrouver sa marge de manoeuvre vis-à-vis des deux « super-puissances » en prenant l'initiative de la normalisation de ses relations avec la Chine. Au contraire, la mission de M. Kissinger irrita New-Delhi, qui, tout en faisant officiellement bon accueil au rapprochement sino-américain, y vit surtout une menace pour ses propres intérêts. La perspective d'une guerre imminente avec le Pakistan et la crainte d'une éventuelle intervention chinoise poussèrent l'Inde à signer avec l'U.R.S.S. un traité de vingt ans. Bien qu'on nie des deux côtés qu'il s'agisse d'un pacte de défense, cet accord prévoit des consultations mutuelles en cas de menace contre l'un ou l'autre pays et des mesures pour y faire face.

La Chine vit dans ce traité l'esquisse d'une alliance antichinoise en Asie sous l'égide de l'Union soviétique. L'accord associait en effet un pays du tiers-monde à une super-puissance qui avait affronté la Chine militairement. Cela, joint à la crise du Bangladesh, contribua à repousser tout espoir d'une normalisation des relations sino-indiennes. Dénonçant les tentatives indiennes et soviétiques d'ingérence dans les affaires du Pakistan, la Chine voyait dans cette crise autant d'indices d'un dessein soviétique d'hégémonie dans le sous-continent et dans la zone de l'océan Indien.

Quand M. Nixon se rendit à Pékin en 1972, deux mois après la guerre

indo-pakistanaise, la position chinoise dans la question du Bangladesh était la suivante : a) l'unité territoriale d'un Etat doit être inviolable de l'extérieur ; b) l'Inde a donc commis une agression contre le Pakistan en envoyant ses troupes dans l'Inde orientale du pays ; c) le Pakistan et le Bangladesh devraient résoudre leurs problèmes de façon bilatérale ; d) les forces indiennes doivent se retirer du Bangladesh ; e) l'Inde doit renoncer à son « agression » au Pakistan, et l'ancienne ligne de cessez-le-feu doit être rétablie. La Chine continuait d'autre part de soutenir le droit du peuple cachemir à l'autodétermination.

Depuis 1972, la situation dans le sous-continent tend à se normaliser. L'obstacle que représentaient les quatre-vingt-dix mille prisonniers de guerre pakistanaise capturés au Bangladesh a été surmonté. Le Pakistan a reconnu le Bangladesh. La Chine, qui avait d'abord mis son veto à l'accession de ce pays aux Nations unies, ne s'y est pas opposée en 1974, et il est vraisemblable qu'elle reconnaîtra le Bangladesh en temps voulu. On pourrait donc s'attendre à une amélioration des relations sino-indiennes.

L'Inde maintient une mission diplomatique à Pékin et la Chine à New-Delhi. Toutefois, les ambassadeurs, rappelés en 1961 à l'initiative de l'Inde, n'ont pas été remplacés. Depuis cette date, les liens diplomatiques demeurent purement formels.

Nouvel obstacle à la normalisation

L'INDE ne fait plus de la solution du litige frontalier un préalable absolu à un dialogue ou à la normalisation des relations bilatérales. Pourtant, l'évolution de la situation au Sikkim l'an dernier devait couper court encore une fois à tout espoir d'une reprise de ce dialogue.

A la suite d'un soulèvement populaire, le souverain de ce petit royaume himalayen, le *chogyal*, ou *chogyel*, chercha l'appui militaire de l'Inde. L'administration du pays fut confiée à un fonctionnaire indien résidant sur place. Un responsable indien mit au point un projet de constitution pour le Sikkim. Les élections se déroulèrent conformément à cette Constitution, et trente et un des trente-deux sièges de l'Assemblée allèrent au parti du Congrès du Sikkim, pro-indien. Cette Assemblée ayant demandé à l'Inde de prendre des mesures en faveur de « la participation (du Sikkim) aux institutions politiques et économiques de l'Inde », le Parlement indien vota une loi autorisant le Sikkim à être représenté en son sein. La Chine accusa alors l'Inde d'« expansionnisme ». Le 11 septembre 1975, elle déclara qu'elle ne reconnaît absolument pas l'annexion illégale du Sikkim par l'Inde et soutient fermement le peuple du Sikkim dans sa juste lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationale contre les expansionnistes indiens.

En avril 1975, l'Assemblée du Sikkim se prononçait en faveur de l'intégration complète à l'Inde.

En même temps qu'elle condamnait l'Inde, la Chine laissait la porte ouverte à une éventuelle négociation en mettant son comportement au compte de l'influence néfaste des Soviétiques. Le principal responsable de la nouvelle instabilité en Asie du Sud, selon les Chinois, serait le « social-impérialisme » — et non l'« expansionnisme » indien.

L'émergence du Bangladesh, la conclusion du traité indo-soviétique, l'essai nucléaire indien de mai 1974 et les récents événements au Sikkim montrent qu'au moins depuis 1971 c'est à l'Inde qu'il est revenu de prendre des initiatives suscitant une réaction de la Chine et non l'inverse. La Chine est gênée par toute une série de facteurs : ses conflits frontaliers avec l'Union soviétique et avec l'Inde, ses relations avec le Pakistan, inacceptables pour l'Inde, son opposition au rôle soviétique dans le sous-continent, etc. Objectivement, il semblerait donc logique que ce soit New-Delhi qui fasse les premiers pas pour débouquer la situation actuelle. Cela ne sera possible que si l'Inde affirme son indépendance vis-à-vis des super-puissances, surtout envers l'Union soviétique, avec laquelle elle a une relation particulière sanctionnée par un traité.

Une Simca-Chrysler neuve pour 50 FF* par jour.

Incroyable? Pas du tout. C'est simple: Chrysler-France vous propose une voiture pour la durée de votre séjour en Europe. En d'autres termes, nous mettons à votre disposition une voiture, avec assurance tous risques et garantie totale, pièces et main-d'œuvre. Cette voiture, vous vous en servez de un à six mois, avec un kilométrage illimité, et, à la fin de votre séjour, nous vous la reprenons. Le prix que vous paierez aura été fixé à l'avance et représentera uniquement l'utilisation du véhicule. Ainsi, pendant votre séjour en Europe, vous aurez une voiture neuve, pour un prix imbattable. Voyagez à travers l'Europe pour une somme minime. Avec Chrysler, cela ne pose aucun problème. Il vous suffit de nous appeler, nous pouvons vous livrer votre voiture immédiatement.

*Prix par jour pour une 1100 GLS sur la base de 62 jours.



Locasim. Division des Ventes à l'Exportation. 74 bis, rue Lauriston, 75116 Paris - France. Tél. 553.31.89.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot. Imprimé en France par les Ateliers de la Presse, Paris-12^e. Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.



(Photo: Henri Bureau-Garnon.)

La machine à penser s'est-elle détraquée ?

La liberté de l'esprit a-t-elle été stérilisée par la volonté de puissance et l'esprit de chapelle ?

Enquête de MAURICE T. MASCHINO

« Papa, la lune, elle est là pour faire quelle sorte de réclame ? » Cette réflexion d'enfant, que rapporte le philosophe allemand Max Horkheimer, n'éclaire-t-elle pas de façon tragique l'orientation qu'a prise la pensée occidentale depuis trois siècles au moins ? Il semble que le raison, dont Descartes disoit avec un trop bel optimisme qu'elle est « la chose du monde la mieux partagée », soit devenue « une machine à calculer » : peu à peu, la nature, les produits de l'activité humaine, les hommes eux-mêmes ont été mis en coupe réglée, en comptes réglés. Mais la machine s'est emballée : elle tourne à perte ; offolé, le marchand fait ses comptes, et

ses mécomptes : c'est la crise. Mais si, par-delà les péripéties de l'économique, une autre se profilait, plus grave ? Celle d'une pensée qui poroit incapable non seulement de maîtriser les éléments d'une situation qu'elle a contribué à créer mais d'imaginer une autre situation, déterminée qu'elle est à se soumettre aux exigences de la production à tout prix, à satisfaire son irrépressible volonté de puissance sur la nature et sur les hommes ? « Fille de la cité », la pensée rationnelle n'est-elle pas atteinte, à son tour, par la crise générale qui semble corroder toutes les institutions de la société occidentale ?

UNE crise de la pensée ? « Ce n'est pas mon problème, je ne sais pas ce qu'on entend par là », s'excuse Claude Lévi-Strauss. « Ça ne me dit rien, ça ne veut rien dire », déclare Michel Foucault, qui nous joue, avec son brio habituel, une crise d'apparente méchante humeur, tandis que Jean-François Lyotard est pris, lui, d'une crise de fou rire. « Je tenais assez de l'avis de Michel Foucault », enchaîne, perplexe, Maxime Rodinson.

Question de mots, plus que de choses : il est certain qu'à trop parler de crise — crise du pétrole, de l'emploi, crise des voleurs, sur le marché des changes et des monnaies démonétisées, crise du téléphone et du bigophone, de l'Église ou de la culture — on ne dit plus rien. La crise peut désigner, par exemple, une remise en cause des idées reçues, en science notamment — et c'est alors un progrès : la pensée scientifique se constitue à travers une série de conflits (fixisme/transformationisme, théories corpusculaire / ondulatoire / mécanique-ondulatoire de la lumière, finalisme / déterminisme). « Il y a sans cesse, dans cette théorie d'allée et venue entre le réel et les cadres conceptuels qui constituent l'expérience sur le plan de la réalité, des moments où ça ne colle pas ; et c'est quand ça ne colle pas que ça avance. » (Jean-Pierre Vernant.) Mais il arrive, à l'inverse, que ça recule : ou lieu de traduire un affinement des notions ou un renouvellement de l'appareil conceptuel, la crise peut exprimer leur incapacité à comprendre la réalité ; signe d'un décalage entre la théorie et la pratique, qui le déborde de toutes parts, elle devient alors un constat d'impuissance. Progrès du savoir ou blocage (provisoire) de la pensée, la crise est, assurément, l'un de ces concepts fourre-tout qui n'explique plus grand-chose. Et peut-être brouille-t-elle tout (comme l'on songe aux débats économiques actuels) dans l'intérêt, d'abord, de ceux qui, à longueur de déclarations, dramatisent et emphatisent.

Mais, s'il convient de se mêler de la crise et de lui retirer ce son monochromisme, le fait qu'elle nous rejette dans un univers où il faut opter entre

le passé et le présent » (R. Barthes), n'est-il pas excessif de lui dénier toute réalité et de crier haro sur l'intellectuel, coupable de se donner une mythologie de la crise (une crise mythique) pour exister comme intellectuel ? « Les intellectuels se sont toujours crus en crise, estime Michel Foucault. A partir du moment où est apparu en

Occident un homme de réflexion, un homme de pensée, un homme qui disoit quelle devoit être la meilleure forme de gouvernement, si Dieu existoit, ce qu'il falloit faire dans la vie, ce qu'était le bonheur ou la transcendance, à partir de moment où des penseurs de ce genre-là sont apparus et qu'ils ont cessé d'appartenir à cette

institution de pouvoir qu'était l'Église, ils ont été amenés à forger, pour se donner statut et comme une espèce de légitimation dans l'actualité de discours éternel qu'ils attendaient tenir, le notou de crise. On ne peut pas dissocier la notion de crise de l'existence et du statut historique de l'intellectuel, du philosophe et du penseur. »



Il est certain qu'à dramatiser l'actualité, le dramaturge tire profit. Mais est-ce lui qui crée le drame ou, à la façon, par exemple, de la marchandise le marchand, n'est-ce pas le drame objectif — la crise — qui fabrique le dramaturge ? Ne voit-on dans la crise qu'une illusion d'intellectuel, n'est-ce pas dissocier son activité du contexte social dans lequel elle se déploie ? N'est-ce pas considérer que, quelles que soient les vicissitudes de l'histoire et la singularité des situations, la pensée opère toujours de la même façon, qu'elle jure, par conséquent, d'une indépendance radicale à l'égard du temps ?

Or il ne semble pas qu'il en soit ainsi : les intellectuels arabes, hindous, chinois, l'intellectuel français lui-même, ne se sont pas toujours crus en crise ; à l'opposé d'une civilisation, à l'aube d'une société nouvelle (féodale ou capitaliste, par exemple), la pensée se veut, ou se croit, conquérante, elle ne doute pas d'elle-même, même si c'est par une série de doutes et de mises en question, comme chez Descartes, qu'elle parvient à des « évidences », provisoirement indubitables. De quelle crise, de quel mal secret se

Une production sociale

jugaient atteints les idéologues, souvent triomphalistes, du dix-huitième siècle — un Voltaire (« Oh ! l'heureux siècle que ce siècle du fer ! ») ou un Diderot ?

C'est que la pensée suit le dessin, et le destin, de l'histoire : elle en connaît les enthousiasmes, elle en subit les dépressions. L'oublier, c'est faire bon compte de la spécificité des conditions matérielles de vie dans lesquelles on « pense » — dans lesquelles les hommes produisent des connaissances — et qui déterminent, précisément, la qualité de cette production. Car, à moins de considérer la pensée comme une sorte d'activité intemporelle, on ne voit pas par quel miracle elle échapperait aux contradictions de la pratique.

Constituée en un temps où l'Europe, dans l'euphorie des commencements de la société bourgeoise, se proposoit de « se rendre maître et possesseur de la nature » (Descartes), où toutes choses — les usines, les ouvriers dans les usines, les femmes dans les foyers et les maternités, les fous à l'asile et les colonisés dans leur dépendance — s'ordonnaient selon une harmonie si parfaite que d'aucuns l'estimaient préalable par la divinité, comment la pensée, au moment où cet ordre-là se désagrège, ne serait-elle pas en crise, prisonnière de schèmes révolus et contrainte d'en inventer d'autres ? Beaucoup l'admettent, tels le philosophe Henri Lefebvre, pour qui « il y a une crise générale qui attaque et corrode toutes

les œuvres de l'Occident », l'économiste Jacques Attali, d'après qui « on est dans une période de remise en cause profonde, d'instabilité des concepts et d'inséparabilité des théories existantes à comprendre les phénomènes », ou l'historien Georges Haupt : « Si « crise » signifie impossibilité de répondre à des problèmes aigus contemporains, ou incapacité d'envisager d'aller au-delà d'une certaine description, je pense qu'on peut parler de crise. »

Ce qui frappe, en effet, c'est tout d'abord l'impuissance de la pensée à se donner une image globale et cohérente de notre temps. L'époque des grands systèmes est morte : dernier en date d'une série de totalisations toujours imparfaites, sans cesse reprises, l'existentialisme a rejoint le bergsonisme ou l'hégélianisme dans l'oubli embaumé où dorment les grands morts ; seuls quelques fidèles lui rendent encore hommage ; mais qui cherche dans l'Être et le Néant une réponse aux problèmes de ce temps ? Excepté les théoriciens ou les agrégatifs, et autres damnés de l'Église universitaire, qui se nourrit de Kant ou de Hegel ?

De simples réclames

SANS doute aucun de ces systèmes n'a-t-il jamais reflété, dans toute sa plénitude et sa richesse, la complexité de la réalité historique, et l'on sait désormais que le réel n'est pas le rationnel. Du moins, et par une approximation toujours plus fine, ont-ils permis de l'appréhender partiellement : par elle-même, la pratique (ce concret dont on nous rabat les oreilles) est muette — elle ne dit rien, n'apprend rien, — seul le travail théorique des médiateurs (des philosophes) est susceptible de l'éclaircir.

N'est-ce pas, entre autres, chez Descartes et Spinoza que le concept de liberté tel que nous le comprenons aujourd'hui s'est peu à peu élaboré et enrichi ? N'est-ce pas chez Hegel que Marx a trouvé, quitte à le transformer en le remettant à l'endroit, le concept d'aliénation ? Par leurs apports comme par leurs insuffisances (qui faisoient problème pour d'autres penseurs et les provoquaient ainsi à la réflexion), les grands systèmes du passé ont contribué à former la pensée moderne : théorie, expérience, classe, liberté, justice, démocratie, nous leur devons la plupart des concepts que nous utilisons tous les jours.

Mais, justement, nous les utilisons en les extrayant du contexte qui les a rendus significatifs, dans l'ignorance de la méthode qui les a produits et dont ils ne représentent qu'un moment, si bien qu'ils sont beaucoup moins opératoires que jadis. Parfois ils disent le contraire de ce qu'ils expriment (ainsi, la démocratie peut-elle connoter la dictature ; ou la dictature du prolétariat, la dictature sur le prolétariat), parfois ils transigent d'une région à l'autre du savoir, se sophistiquent, ou passent, d'un peu de fraudisme ou de marxisme (l'économie libidinale) et s'explicitent au minimum : qu'est-ce que la démocratie avancée ? de que socialisme parle-t-on ? qu'est-ce que le désir, dont Roland Barthes nous dit que « les gens se savent pas où il est » ?

À la limite, les concepts signifient n'importe quoi ; envolée l'idée, reste le mot, qu'on colle, sans s'inquiéter si ça colle, sur tout et rien. Comme l'écrivait en son temps Max Horkheimer

entre Nantes et La Baule,

à la lisière de la forêt domaniale du gâvre, votre future maison de campagne, dans le plus beau domaine boisé de l'ouest (200ha) en bordure de la rivière l'Isac

c'est aussi cela,

- Terrains boisés de 2500 m² à 6500 m² viabilisés, de 44000 à 65000 f.
- Construction par vous ou par nous.
- Grill-Club / Club Hippique = 14 km d'allées cavalières Antiquités (OUVERTS)
- Tennis, piscine, salle culture physique, boutique campagnarde, pêche en rivière, club-hôtel.

Bureau de vente à LA BAULE :
72 Boulevard de l'océan
Tél. : (40) 60.20.12 - (40) 60.07.61

Au domaine de CARHEIL à PLESSÉ
Tél. : 7 à PLESSÉ par le (40) 79.91.11

A PARIS: AGENCE METAYER
200 bis, Av. Jean-Jaurès 92140 CLAMART
Téléphone : 644-70-00

20, Grande Rue 92210 SEVRES
Téléphone : 027-00-24

Le dossier recevra sans engagement de ma part votre documentation sur le "Domaine de Carheil".

Nom _____

Adresse _____

Tel. _____

سكزا من زابل

Il faut quelques années avant la montée du nazisme, les idées sont devenues des « réclames », qui s'agitent au vent de la dernière mode ; ce n'est plus l'esprit qui soufflé, mais la publicité. Aucune vision d'ensemble ne les relie, aucune cohérence interne ne les ordonne, et l'on attend toujours, faite de mieux, cette synthèse qu'on nous promet régulièrement entre le marxisme et l'existentialisme, le marxisme et le freudisme.

... là, la voit-on s'ébaucher ? Son absence n'est-elle pas signe de crise ? Lucien Sève n'en doute pas : « L'insécurité à son pensée globale est en soi une maladie très profonde. Le grand système de pensée — avec ses limites, bien sûr — son côté dogmatique, son raisonnement profond, bien qu'inductif, avec une domination de classe — représenterait une capacité de la classe qui permet d'appréhender la diversité mouvante des aspects de la connaissance et de l'histoire. Cette capacité a profondément disparu du côté du grand capital ; les miettes d'idéologie qu'on a pu en exciper de leur qualité de miettes pour dire : justement, nous réfléchissons de façon polysémique au monde qui se compléxifie. Mais, ce n'est pas vrai. »

autant, de toute « philosophie ». Mais, alors que la pensée philosophique transcende la réalité sociale qui lui sert d'assise et lui donne ses fondements (ainsi le cartésianisme n'est-il pas simplement le reflet idéologique de la bourgeoisie montante), la pensée désintéressée d'aujourd'hui ne transcende plus rien : elle subit, dans une inconséquence quasi générale, les coups et les contre-coups de l'histoire, elle se reflète dans la réflexion et, tels ces boxeurs vaincus qui ne réagissent plus aux coups boursois de l'adversaire, elle incorpore, sans réaction critique, les ingrédients du siècle. Plus nettement que jamais, elle apparaît comme le produit d'une certaine histoire — un produit qui se désagrège avec la désagrégation même de la formation socio-économique qui la supporte ; et, à la considérer dans ses diverses caractéristiques, on s'aperçoit qu'il en est d'elle comme de la nature : le capitalisme l'a radicalement polluée.

chose », on l'interviewe ; trois jours de magnétophone et l'affaire est dans le sac. « Je ne vois pas pourquoi on ne consulte pas la Bastille en la signant Zitrova, se demande B. Polrat-Delpech ; ça se vendrait automatiquement. »



Comment peut-on être Persan ?

Formée dans le contexte d'une société divisée en classes (elles-mêmes subdivisées en fractions de classes), castes et multiples sous-groupes), strictement hiérarchisée et catégorisée, à une époque, de surcroît, où les notions européennes se partageaient (se divisaient, justement) les trois quarts de la planète, la pensée actuelle semble incapable de comprendre, d'accepter, et au besoin de valoriser, les différences.

Les trois à quatre cents physiciens proprement dits, quatre à cinq cents ingénieurs et techniciens, plus d'un millier de secrétaires et d'ouvriers qualifiés, — la pensée scientifique, dans le processus même de sa formation, échappe à ceux qui la produisent, exactement comme le sens de son travail échappe à l'ouvrier. La scientifique moyen d'aujourd'hui est à l'artisan : il pense sur un boulot (sur cette rondelle d'organe qu'il pèse pour la millième fois, sur cette cellule, toujours la même, qu'il colore du matin au soir) ; mais la pensée d'un boulot est-elle encore une pensée ?

sur elle-même, elle ne s'altère qu'à elle-même — à la connaissance produite — et, proportionnellement, les applications technologiques sont de moins en moins nombreuses. La majorité des recherches ne servent à rien. (Lévy-Leblond).

La production scientifique n'est pas la seule à se soumettre au critère de la rentabilité et du profit. La production la plus gratuite qui soit, en apparence, celle qui se semble soumise à un principe de plaisir (ou d'agrément), obéit elle aussi aux mêmes exigences.

Une culture de ruissellement

L'ACTIVITE littéraire, pourtant, paraît extrêmement diversifiée, et l'on n'a jamais publié autant de livres. Mais pas n'importe lesquels, et là encore, en y regardant de plus près, on découvre la même corrosion qu'ailleurs. On ne publie en effet — et, par conséquent, on n'écrit — que ce qui se vend, ou est susceptible de se vendre : « Bien sûr, bon nombre de livres ne paraissent plus s'écrire de tout, estime Bertrand Polrat-Delpech. Ma conviction est qu'aujourd'hui la Nouvelle, l'imaginaire, au que Valéry dans son entier s'aurait eu chance de voir le jour qu'à compte d'auteur. Il faut que l'écrivain ait un violent désir de voir, au lieu de la vie publique un peu frivole, qu'il ait parlé trois minutes avec de Gaulle au Mans, il lui faut un argument de vente éminemment concret, ce qui ne fait plus attention à son mensonge, qui cherche à la vie de l'édition, c'est la loterie et la chiasse du mercantilisme. »

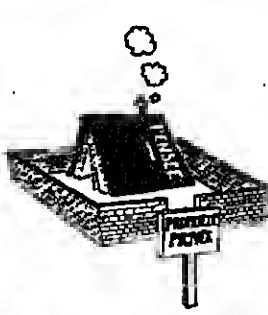
À la limite, si l'on pouvait évaluer le temps d'écriture, pour vendre plus vite... Mais l'on y vient ; les éditeurs prospectent, comme les industriels, et, trouve-t-on le phénomène qui a vécu « quelques

sont mortes, mais la pensée colonise toujours : qu'elle le méprise ou l'ignore, elle nie l'autre. Au niveau du sens commun, bien sûr, mais aussi chez les intellectuels de profession ; ainsi, de cette sorte de Somme en trois volumes, faire l'histoire, récemment parue aux éditions Gallimard, les peuples qui recouvrent, précisément, à faire l'histoire sont absents : « Il n'y a que deux études consacrées au tiers-monde, remarque Pierre Vidal-Naquet. De l'Inde, de la Chine, des deux tiers de l'humanité, on ne dit mot. » C'est qu'on ne les voit pas, habitués que nous sommes à « juger toute chose selon notre histoire, nos catégories, notre définition de l'homme. Cette façon de tout rapporter à soi, à un certain univers intellectuel, à un certain système d'interprétation du monde, est proprement occidentale » (Georges Bolandier).

La plupart des chercheurs ne savent pas ce qu'ils cherchent, leur activité ignore ses tenants et ses aboutissements, leur pensée n'est qu'un fragment ou une miette de pensée, et — dans la mesure où penser, c'est relier — une absence de pensée. Comme le travail de l'ouvrier spécialisé est, d'une certaine façon, la négation du travail : « La production des connaissances, comme celle des biens matériels, est parcelarisée, constate Jean-Marc Lévy-Leblond. La scientifique moyenne ne contrôle même plus la signification de son travail. Souvent absurde tâche de calcul théorique au de l'expérimentation, il n'a qu'une vaine très limitée de procès global où s'inscrit son travail. Il s'agit là d'une sorte de prolétariat intellectuel. »

A s'ordonner, comme les autres, sur la recherche exclusive du profit, l'activité scientifique, elle aussi, est en crise ; si elle produit de plus en plus, elle écoute de moins en moins ; devenue « une connaissance de plus en plus approfondie d'objets de plus en plus lointains » (Lévy-Leblond), condamnée, comme toute marchandise, à se renouveler, elle provient de plus en plus difficilement à s'insérer dans le circuit marchand : « La science s'enfonce dans l'écritisme. La recherche fondamentale tourne de plus en plus

Les circonstances aidant, paraît étonnamment — aussi décentré à l'égard des réalités du monde contemporain que le géocentrisme de Ptolémée à l'égard de l'univers — conduit aisément au racisme. De Dunkerque à Marseille, la pratique en donne des exemples quotidiens : « Il y a un profond racisme de la pensée française, constate Claude Bourdieu ; totalement inconscient, il est d'autant plus dangereux qu'il se colore des aspects de la bonne conscience. Les Français sont universalistes, dans la mesure où le monde entier serait français. Si on torture des Français, c'est très grave, si on torture d'autres nationaux, ce n'est pas grave, si on torture des Algériens, ce n'est pas grave, si on torture des Algériens, ce n'est pas grave, si on torture des Algériens, ce n'est pas grave. »



Sous l'œil des marchands et des "patrons"

Seuls les lettrés, ou les idéologues du système, les premiers aliénés à leur discours idéologique, peuvent se croire libres de penser. Mais la pensée n'est pas libre, non seulement parce que ceux qui pensent sont conditionnés par la culture de leur milieu — il est possible, jusqu'à un certain point, de se défaire de son éducation — mais parce que la pensée n'a d'existence qu'à partir du moment où, par la parole et l'écrit, elle se formule et, en se formulant, se constitue comme pensée.

Elle ne préexiste pas à cette expression, sinon comme vague aspiration ou rêverie informée — et les moyens de cette expression sont propriété privée ou d'Etat. C'est des autres — de l'éditeur qui accepte ou renvoie le manuscrit, du directeur de journal, à qui sourit ou déçoit un projet de reportage, du « patron » qui agréé ou refuse un sujet de thèse, du ministre, qui bloque ou débloque les crédits — que l'intellectuel reçoit la possibilité de dire et, par là même, de penser.

Pareilles contraintes constituent autant de censures, extérieures et intérieures à la fois ; elles interviennent dans tous les secteurs de la production intellectuelle. En littérature, par exemple, où, d'après B. Polrat-Delpech, « la liberté d'expression est d'ores et déjà complètement bloquée, l'urgence de rentabilité représente une censure aussi grave que toutes les censures bureaucratiques qui existent à l'est » ; certaines maisons d'édition ne font-elles pas attendre des auteurs consoeurs, mais à la valeur marchande actuellement incertaine ? Il en est de même en science où toute de crédits certains disciplines végètent (l'acoustique, la thermodynamique), tandis que les laboratoires, ou les organismes d'Etat, condamnent ou châtiment un certain nombre de chercheurs.

Mais les pressions économiques ne sont pas les seules à limiter la liberté de la pensée ; d'autres s'y surajoutent, plus sociologiques que financières, qui tiennent au mode d'insertion de l'intellectuel français dans le contexte social.

Les penseurs-universitaires fonctionnent d'abord de façon verticale, en ce sens qu'ils dépendent tous de l'Etat et, à des degrés divers, les uns des autres ; l'assistant du maître assistant, le maître-assistant du maître de conférences, le directeur de l'U.E.R. du président de l'université ; intériorisée, cette hiérarchie détermine déjà les modalités de la réflexion, ses dimensions (théorique, ou à ras d'expérience), sa qualité (une pensée d'assistant peut-elle être davantage qu'une pensée assistée ?), son envergure — pensée prudente, audacieuse, hypothétique ou catégorique, pensée de maître, comme on disait d'une villa, aux « colonnes ».

Mais les universitaires fonctionnent encore selon un ordre horizontal, dans la mesure où leur discipline peut être en position de rivalité ou (plus rarement) de complémentarité avec d'autres, où elle-même s'enseigne également dans d'autres universités (d'où un certain nombre, et un certain type de relations à établir), dans la mesure enfin où il peut être utile de lui adjoindre d'autres supports qu'universitaires — journalistiques, par exemple, ou d'édition.

Ainsi sa crée un réseau serré de liens multiples, d'obligations et d'allégeances, de services échangés ou de coups fourrés à rendre, de pièces fortes

à conserver ou de bastions à conquérir, de rivalités à justifier théoriquement, ou d'oppositions idéologiques à tempérer. On entrevoit quelles conséquences peuvent résulter, pour l'activité intellectuelle elle-même, de ce que certains n'hésitent pas à appeler du « Moffatage ».

C'est ainsi que le penseur-patron, qui a besoin de crédits, de postes, ou simplement d'honorabilité statutaire, ne peut accepter que sa discipline soit controversée, que sa centralité (réelle ou imaginaire) soit contestée — sans remettre en cause, du même coup, son substrat économique et social ; il refuse donc — il ne conçoit même pas — qu'on le conteste, et sa pensée ne fonctionne qu'à seule fin de la justifier : soit par les articles qu'il donne de ses revues spécialisées (en physique, estime J.-M. Lévy-Leblond, cette production-là, à 90 %, n'est jamais citée ni utilisée, parce que théoriquement insignifiante), soit par les ouvrages qu'il publie régulièrement, et dont la plupart ne seront lus que par ses étudiants qui, plus tard, à leur tour, se feront les compagnons de son entreprise, dès qu'un ministre projette quelques retouches — il proteste, motionne, pétitionne, crie à la barbarie — c'est à la vie de l'esprit qu'on ose tenter.

Ainsi a-t-on vu récemment les philosophes, toutes polémiques suspendues, se dresser comme un seul homme contre la réforme Haby ; les mandarins les mieux installés dans le système se découvraient, brusquement, une âme de contestataires. Mais, du haut de leurs barricades idéologiques, quels arguments lançaient-ils à l'adversaire ? Les arguments pérorés dans son principe même, les conclusions figuraient déjà dans les prémisses — et les prémisses, comme dit Pierre Vionssan-Ponté, « c'était la défense de la boutique. La plupart des lettres que le Monde a reçues sont d'un niveau très bas : " Monsieur, peut-on vivre sans philosophie ? ", " Et Plotin, qu'est-ce que vous en faites ? ". Il n'y avait aucun débat d'idées. »

Une pollution psychanalytique

STERILISES par la position même qu'ils doivent défendre, les penseurs-patrons stérilisent aussi les apprentis-patrons. Obtenir un poste, gagner des échelons, se concilier un directeur de thèse — autant de limitations ou dévoiements d'une pensée libre. Quel jeune chercheur n'a été obligé de réfléchir sur une question pour lui sans intérêt, mais importante pour le patron — lequel prépare justement un ouvrage sur cette question et a besoin de l'appartenance de ses étudiants, qu'il utilise parfois sans vergogne ? Quel intellectuel du bas de l'échelle n'a retrouvé, un jour, dans une étude « magistrale », des pages entières de sa thèse de troisième cycle ou de son diplôme d'études supérieures ? La pratique est plus courante qu'on ne le croit : « Les jeunes chercheurs au statut instable, à l'emploi et à salaire incertains sont contrôlés à la docteur pour avoir des chances de progresser » (J.-M. Lévy-Leblond).

« Il y a dans ce pays des fortunes incroyables, constate Jean-François Revel. Quand vous pensez que certains grands professeurs, à la Sorbonne ou au Collège de France, ont la haute main sur à peu près toutes les études qui se font dans leur

discipline sur toute l'étendue du territoire, que pas un seul sujet de thèse ne peut se passer sans leur approbation, qu'ils contrôlent la répartition des crédits du C.N.R.S., c'est-à-dire des moyens qui permettent à leurs disciples de faire ou non une carrière, qu'ils participent aux attributions de postes, et qu'ils bénéficient d'influences considérables dans de grandes maisons d'édition et de grands journaux... » Docilité des jeunes, teneur des anciens : la gérontocratie universitaire, par les limites qu'elle impose à la réflexion, contribue à son appauvrissement ; c'est ailleurs, aujourd'hui — aux Etats-Unis, en particulier, — que l'activité intellectuelle s'accomplit le plus librement. En France — pouvoir de l'argent, pouvoir des titres et des fonctions — elle connaît de multiples entraves.

Devenue, à la lettre, une marchandise, elle se trouve en concurrence avec les autres, et les diverses fabriques (sciences, écoles de pensée) ont entre elles les mêmes rapports que les entreprises industrielles.

Elles tendent toutes, par exemple, au monopole. Il n'est pas de pensée qui, à un moment ou à un autre, n'ait essayé de s'imposer, réduisant les autres modèles d'interprétation à de simples corollaires, quand elle ne les déclarait plus complètement dépassés ; en dernière instance, comme l'on dit depuis Engels (mois pourquoi y aurait-il une dernière instance ?), c'est l'économie, le langage, l'inconscient ou la biologie qui expliquerait le tout du phénomène humain.

C'est ainsi que, vers les années 50, l'intelligence française découvrit, avec quelque retard, l'œuvre de Freud ; mais, depuis, quel dévouement ! La psychanalyse a envahi peu à peu tous les domaines, jusqu'au marxisme qui ne la boude plus, et les complexes se portent désormais comme la Légion d'honneur.

Envent-il, les intellectuels donnent dans le même dévoiement : « J'ai lu, sur mon bureau, un exemple absolument stupéfiant, nous confie un professeur. Il s'agit d'un article destiné à une revue de haut niveau. On y trouve, d'abord, un immense appareillage mathématique et conceptuel l'est à la mode : pour « démontrer » des évidences, bien des scientifiques utilisent, sans le moindre nécessité, le plus lourd instrumentarium mathématique et logique. L'auteur explique calmement qu'intelligence veut dire : qui a un phallus ; à titre de preuve, il indique en note : voir Lacan, page... On a là un intellectuel qui, méthodologiquement, a l'air d'être d'une précision extrême, mais qui, en même temps, raisonne comme un astrologue ! »

Des recherches qui ne servent à rien

C'EST le cas, par exemple, de la pensée scientifique. Le temps n'est plus où quelque vieux savant, entouré de deux ou trois disciples, se livrait, dans un grenier transformé en laboratoire d'occasion, à des expériences parfois dangereuses : l'amour du savoir, la joie de comprendre, valaient bien tous les incantations. Fabriqués désormais de façon industrielle — il existe de véritables usines à science, telle l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, à Genève, où travail-

(Lire la suite page 20)

(suite de la page 19)

C'est à cet aspect-là de l'opération qu'est sensible Lucien Séve : si l'on veut tirer de certaines sciences plus qu'elles ne peuvent donner, si on les fait servir — comme on l'a fait — dit-il en substance, c'est parce que l'idéologie bourgeoise, incapable de se donner les instruments conceptuels adéquats qui permettraient une synthèse théorique de notre temps, a besoin de substituts — la psychanalyse, la biologie — qui ten-

nant lieu d'explication globale et masquent, en même temps, la réalité des rapports sociaux. « Là aussi, il y a un phénomène du type de la pollution ; cette classe en perdition est incapable de faire face aux problèmes de notre époque ; elle ne voit guère d'autre moyen que de détourner de manière sociétale un certain nombre de choses, pour les jeter dans le brasier de la crise de son idéologie. Les sciences bourgeoises ont avancé : « Tout fait vecteur », dit l'homme, on peut s'en emparer et concevoir avec elles une pseudo-explication qui permette d'éviter ce qui doit être évité. »

Quel que soit le bénéfice, économique ou idéologique, que les penseurs et l'Etat tirent de cette situation, l'activité intellectuelle ne peut, elle, qu'en pâtir ; car si la concurrence, dans le domaine économique, incite les entreprises à améliorer la qualité de leurs services ou de leur production, elle provoque, dans l'ordre de la pensée, des effets rigoureusement inverses : la surenchère, ici, conduit au sectarisme et au dogmatisme.

de l'Etat, le primat de la croissance économique, la distinction de l'économique et du politique, une certaine méfiance à l'égard de ce qui est « politique », l'affirmation de la nécessité de l'armée et de la neutralité de l'école, autant d'orientations communes aux pensées de gauche et de droite.

Récupération ? On le dit à gauche, mais un peu vite, car la récupération est une constante de l'histoire sociale et de l'histoire des idées : « La société est de sa nature récupératrice », constate G. Balandier, elle développe ses logiques de telle manière qu'elle cherche toujours à reprendre les valeurs sociales, individuelles ou collectives, selon ses propres normes. » Ce qui est vrai de la société l'est aussi des groupes qui la composent ; seule une approche idéologique les distingue véritablement, ou les conçoit comme radicalement antithétiques et s'excluant les uns les autres ; ils s'impliquent, au contraire, se présupposent, se modèrent réciproquement — et la gauche, tout autant que la droite, est « dans la système ». Les classes (et les pensées de classe) ne sont pas dans un rapport d'exclusion, tels des blocs de pierre jetés sur un champ, elles constituent un système d'équilibre, où les échanges, comme dans tout organisme, sont innombrables.

Si la droite récupère, la gauche récupère donc aussi (et souvent à son insu) ; tout au plus, la droite récupère-elle pour « désamorcer », la gauche, comme dit R. Barthes, pour « subvertir » — tel l'écritain Manchette, qui donne un contenu subversif à ses romans policiers (amorce d'une guérilla urbaine, rôle de la C.I.A. en Europe, policiers patronnés dans les usines). Mais, de toute façon, on « récupère » et, comme disait M. Foucault, ça va, ça vient, ça circule. La droite, par exemple, a « emprunté » à la gauche une certaine approche — économique — des réalités historiques : « Depuis vingt ans, note Maurice Duverger, on parle du pays développés et de pays sous-développés, c'est une approche marxiste pour la structure socio-économique. A la veille de la deuxième guerre mondiale, on posait autrement les problèmes, on s'en tenait à la politique seule, on négligeait les conditions socio-économiques de la démocratie. »

A son tour, la gauche accorde plus d'importance aux institutions politiques, dans lesquelles elle ne voit plus qu'une simple superstructure ; elle conçoit mieux que les seules transformations matérielles ne résolvent pas, comme mécaniquement, tous les problèmes sociaux et, par exemple, que la collectivisation des moyens de production ne supprime pas d'elle-même l'aliénation de la femme. Il n'est pas jusqu'à la forme du discours qui n'ait profondément changé : l'adversaire n'est plus un ennemi — un rot visqueux, une vipère lubrique ou un valef de l'impérialisme, on ne le rejette plus dans les ténébreux de la réaction, on discute, et les postulats de l'hébertisme se remplissent moins vite qu'autrefois : à gauche comme à droite, la « récupération » va bon train.

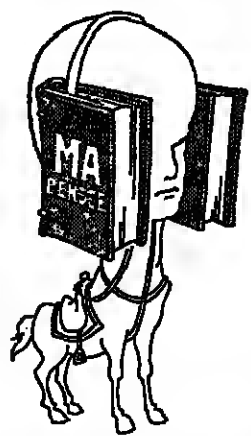
Une droite sans rides

MAIS récupérer, c'est aussi assimiler (faire sien) et transformer : d'être récupérément contagieuses ne conduit pas les pensées de gauche et de droite à devenir identiques. S'il est dans la logique d'un système social, quel qu'il soit, d'ajuster les uns aux autres les groupes qui le composent, le même système ne survit et ne se développe que s'il maintient, en même temps, des différences ; il les provoque et les contrôle à la fois. Assignant à chaque groupe son lieu et sa fonction, il crée les bases objectives d'une pensée différenciée ; incluses dans le système, la gauche et la droite n'y tiennent pas la même place, elles ne jouent pas le même rôle : elles produisent donc, chacune, leur pensée propre.

En principe, serait-on tenté d'ajouter aussitôt. Car, en ce qui concerne la droite, on a beau regarder, on ne voit rien venir. « Il n'y a pas de pensée politique de droite », constate M. Duverger ; le dernier penseur, c'est Ch. Maurras. Le gaullisme n'a forgé aucune pensée. Prenez, par exemple, le cas de Raymond Aron : c'est probablement l'un des hommes de droite les plus intelligents ; il analyse, critique — souvent avec une remarquable lucidité, mais il n'y a pas de pensée chez R. Aron, on ne peut pas définir une philosophie de R. Aron. » Est-ce, comme le dit H. Lefebvre, parce que « la droite est incapable de trouver une seule idée » ? Faute de réfléchir, elle polémiquait autrefois, elle avait ses pompheutaires ; elle n'a plus qu'un Jean Cau.

Il n'y a pas lieu de s'en réjouir ; la carence intellectuelle de la droite n'est que le négatif de la faiblesse de la gauche. « La pensée de droite est avant tout un système de défense, explique C. Bourdet ; en temps normal, elle ne se manifeste pas ; il n'y a pratiquement pas quand la droite se sent tranquille ; elle s'approprie qu'aux époques où l'on constate une montée des forces sociales adverses. A la fin du dix-neuvième siècle, au début du vingtième, on a vu se former une pensée politique de droite, avec Veillot, Le Taux de Pia, Maurras, cela correspondait à un moment où les forces et les idées démocratiques gagnaient du terrain et menaçaient. »

Main basse sur le sacré



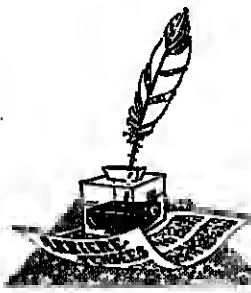
Ainsi en est-il aujourd'hui : « Ce qui caractérise notre époque, estime J.-P. Vernant, ce sont les divisions en sectes, des discussions sur des points de vocabulaire, des excommunications — les intellectuels donnent l'impression que ce qui importe, ce n'est pas de regarder le réel et d'essayer de le comprendre, mais de constituer des groupes parlant le même langage, se reconnaissant et se confortant de cette certitude commune — certitude qui a besoin, pour être reconnue, de se définir par opposition aux ignorants et à ceux qui sont les plus proches. »

Les sectes pullulent, en effet, chacune a son langage qui, à part les initiés, a une sorte de profondeur révérencieuse, ses formules, « qui vous ouvrent le paradis », ses dogmes, ses hérésies et ses schismatiques. Une sorte de « sacré sauvage » ou « diffus » pénètre tous les secteurs de l'activité sociale : « Chacun s'en est approprié un morceau », constate G. Balandier, et valide, en son nom, ses préférences, ses choix, ses essais. On fait moins baser sur le sacré ; on sacrilège son choix, en matière de sexualité, on sacrilège son expérience politique, on fait de ce groupe une communauté chaotique, qui va immédiatement produire sa liturgie, son rituel, ses codes, son langage, établir les lignes de frontières qui marquent ce qui est convenable et ce qui ne l'est pas, donner les règles du monachisme qui permettent de réporter les hommes commodément. On procède à la manière d'une Eglise combattante. Chaque école de pensée a tendance à se penser comme la seule et, de même coup, à se placer contre toutes les autres. »

Les prenant pour cibles, et comme principal objet d'observation, la pensée perd de vue la réalité ; et ce que H. Lefebvre appelle « sa fixation sur des positions idéologiques », l'empêche de suivre les transformations du monde ou d'entendre les problèmes des hommes.

Des pingouins et des hommes

MAIS y a-t-il des hommes encore ? A la suite de Nietzsche, qui proclama la mort de Dieu, d'intellectuels cédèrent, aujourd'hui, de l'homme ! Non pas qu'ils aient de certaines valeurs primordiales ils dénoncent, à la façon de Marx, cette sorte de mort lente que l'exploitation économique-politique impose à des millions d'individus ; mais reprenant à leur compte



On le dit, on le répète à juste titre : en 1975, c'est à l'échelle de la planète que les problèmes se posent. Qu'il s'agisse de la protection de la nature — l'usage aussi longtemps que le pays voisin continue de polluer ses eaux et son atmosphère, — de la croissance industrielle — à la merci des producteurs d'énergie, — de l'emploi et des salaires — qu'on ne peut assurer et protéger, dans une économie dominée par les sociétés multinationales, que par une action et une concertation syndicales de niveau international, — de la démocratie — probablement condamnée à rester « bourgeoise » aussi longtemps que les régimes qui se targuent de l'avoir « popularisée » constitueront, pour la majorité des Occidentaux, un épouvantail, ou un antidote, du socialisme, dont on commence à comprendre qu'il ne peut s'établir dans un seul pays — il n'est plus de problème qui puisse trouver de solution à l'échelle de la nation.

Mais toutes les nations n'ont pas le choix de leur échelle ; et de la même façon qu'un paysan du Massif Central ou des Asturies peut éprouver quelque difficulté à embrasser, dans toute leur étendue et leur complexité, les problèmes de l'Hexagone ou de la Péninsule, un Européen — qui, du monde, est moins le citoyen que le villageois — ne parvient pas sans peine à « déposer » ses conditions réelles — historiques — d'existence, à se décentrer, en quelque sorte, pour mieux accommoder et considérer d'un angle différent les questions de son temps. Il y a fait plus que de la bonne volonté ou de l'intelligence ; c'est la situation qui décide et infatigable le sens de la réflexion, lui ouvre de larges horizons, ou l'enclôt dans d'étroites limites ; comme le rappelle David Rousset, « Tout est lié : on réfléchit en fonction des problèmes auxquels on est confronté ; quand on est confronté avec les vrais problèmes mondiaux, on est parti à déployer une réflexion qui se situe à la dimension de ces problèmes. »

C'était, il y a un siècle, le cas de l'Europe ; depuis, l'effondrement de sa position mondiale l'a provincialisée : « A partir du moment où l'on n'est plus une unité réelle, active dans la politique mondiale, et précède à un moment où la politique mondiale détermine tout, alors on est dans un état objectif de provincialisme » (D. Rousset). Et cet état conditionne, à son tour, l'état de la pensée : quand on en est réduit à bricoler l'histoire, on acquiert une pensée de bricoleur ; et s'il est vrai que les hommes ne se posent jamais que les problèmes qu'ils peuvent résoudre, les Européens, qui subissent les décisions, et les contre-coups des décisions prises par d'autres, ne

les méthodes qui, en faisant du travailleur une marchandise, lui dénie toute humanité, ils portent sur l'homme un regard qui le dissout et l'égare parmi les choses ; pour beaucoup, l'essence de l'homme ne consiste plus dans les rapports sociaux qui le constituent, et les phénomènes humains requièrent un autre type d'explication, puisqu'ils se réduisent, assure-t-on, à du non-humain.

Ainsi voit-on se développer ce que l'historien Robert Bonnaud appelle le « monde sectariste ». Elle prend des formes très diverses ; aux Etats-Unis, par exemple, prédominent actuellement les théories biologistes de l'homme — qui conduisent, entre autres, au racisme : si l'on n'invoque plus la forme du crâne ou le poids du cerveau, comme au dix-neuvième siècle, on porte motus les chromosomes, le code génétique, et l'on explique, plus sérieusement du monde, que les Nègres et les Blancs ont, par nature, une intelligence différente (Chocley).

Du somatique, on passe aisément à l'animal — autre variante du naturalisme contemporain, qu'il faut lire les travaux de K. Lorenz ou de Hardrey. « On retrouve tout chez l'animal : la guerre, le territoire, la propriété (bien sûr !), pour finalement les déclarer éternels. On voit tel historien célèbre faire un article sur les pingouins en terre Adélie, où il prétend démontrer que les lois de la démographie animale et humaine sont identiques » (R. Bonnaud).

Mais pourquoi s'arrêter à l'animal et ne pas chercher, par exemple, du côté du climat ? J'ai réuni tout un dossier sur les explications climatiques en histoire, continue R. Bonnaud. Telles dépressions économiques du Moyen Age auraient été causées par un refroidissement. C'est l'idée du rythme primordial. On va à l'astrologie ; le gouvernement par les astres ! Un fait certain : travaux scientifiques, on découvre que c'est l'état du ciel qui a décidé des destinées humaines. On se retrouve un peu devant ces chroniques médiévales où l'on notait les signes du ciel, les pluies, les pluies de sang. »

Diluer l'humain dans le non-humain : n'est-ce pas, d'une certaine façon, la position de C. Lévi-Strauss, qui croit nécessaire de chercher ailleurs que dans l'homme la raison dernière de son histoire ? « Les grandes civilisations auxquelles Marx faisait appel étaient encore des civilisations historiques et humaines, nous dit-il ; s'étaient des rapports de production, des modes de production, c'est-à-dire tout un niveau de phénomènes où l'homme se trouve profondément engagé avec son histoire, son idéologie. J'ai le sentiment maintenant que le genre de marxisme auquel nous devrions nous pencher pour faire appel serait, si j'ose dire, un marxisme beaucoup plus dur, c'est-à-dire que par-delà ce qui est déjà des déterminations encore très imprégnées d'humanité auxquelles Marx se référait, nous sommes maintenant en prise directe, en quelque sorte, sur des contraintes beaucoup

plus impérieuses et beaucoup plus extérieures à l'homme : l'explosion démographique, la destruction de l'éco-système. »

L'âme d'un monde sans âme

HOMMES-MACHINES, hommes-pingouins, hommes-molécules : est-ce la froide désespérance de ce regard — et la défiance, défensive, qu'il entraîne — qui provoque, par réaction, le renouveau du sentiment religieux ? Car c'est un fait : qu'il s'agisse de l'aspiration à un au-delà ou à un plus tard meilleur, ou des formes dégradées de la croyance, l'esprit religieux renait. A l'étranger, l'islam n'a jamais été aussi vivant ; en Pologne, en U.R.S.S., la foi couve (et brûle) sous les cendres (parfois, elle rejillit, provocante : Soljénitsyne, Siniavski) ; en France, où l'on renonce, fait nouveau, tant de prêtres dans les mouvements d'extrême gauche, quel Guyot oserait écrire l'Intrépidité de l'avenir ?

Contrairement à ce qu'espèrent les libéraux du dix-septième siècle et les scientifiques du dix-neuvième, les évidences de la raison n'ont pas détruit les exigences de la foi ; simplement, la foi (l'espérance ?) a changé de lieu et de formes ; délaissant les institutions (les Eglises, les ports structurés comme des Eglises), elle se glisse dans ces utopies qu'on redécouvre ou qu'on invente — tels ces grands rêves qui nous livrent, dans un monde sans écoles, sans médecins, sans prisons, sans Etats, à une nouvelle « convivialité » —, elle transparaît dans cette recherche passionnée du juste qui, spontanément, mobilise jeunes et moins jeunes contre l'expulsion de squatters ou l'assassinat d'un immigré, elle inspire le volontarisme, qui anime tant de mouvements gauchistes ; il n'est pas jusqu'aux grands mythes eschatologiques — l'an 001, l'homme réconcilié, la Révolution — qui ne ressuscitent ; et dans la lignée des prophètes d'autrefois, dont elle retrouve, sinon le souffle, du moins l'inspiration, que de voix nous appellent à changer la vie !

Car il faut vivre. Et choisir. Et répondre, enfin, à tous ces problèmes existentiels — la qualité et le contenu du travail, les divers modes d'occupation du temps (qu'il ne s'agit pas seulement de perdre ou de passer), les rapports de pouvoirs, les relations avec autrui — qu'aucune théorie, jusqu'à présent, qu'aucun système n'a abordés de front et encore moins résolus. Mais en ce-on les moyens ? Les réflexions actuelles sont-elles à la dimension de nos rêves ? Modelés par quatre siècles d'économie marchande, et dans le cadre étroit des patries en formation puis en expansion, la pensée suit-elle, ou subit-elle dans le désordre, les transformations en cours ? A-t-elle encore assez d'envergure pour embrasser les problèmes de notre temps, assez d'imagination pour proposer des solutions, assez de générosité, somme toute, pour concevoir un monde humain ? Les politiques en sont convulsés ; mais leur discours o-t-il la qualité qu'ils lui prêtent ?

cadres, de séduire les moyennes et petites entreprises, de plaire aux gauchistes et de ne pas choquer les chrétiens, on donne dans l'a peu près et le clair-obscur.

Mais allons plus loin : il n'est pas sûr qu'au-delà des programmes il y ait une différence radicale, dans la pensée politique, entre la gauche et la droite. « Il est très difficile, en France, de savoir qui parle, constate G. Haupt. Très souvent, ce qui est écrit, ce qui est inscrit dans le discours de gauche ; à ce compte, Pégy devient un homme de gauche ; à l'inverse, ce qui est pour n'est pas forcément de droite : à ce compte, les partisans de la dénonciation du Goulag seraient tous des hommes de droite.

En réalité, pensée de gauche et pensée de droite ont un air de famille et, tels ces vieux époux qui finissent par se ressembler, elles présentent un certain nombre de traits communs : le nationalisme, par exemple — qui explique en partie la mollesse et les compromissions de la « gauche respectueuse », comme dit Sorte, dans le combat anticolonialiste ; le respect de la légalité, le sens

A l'heure de son clocher

conceptualisent qu'à grand-peine des questions qu'ils ne posent pas eux-mêmes, et dont les termes dans lesquels elles se posent, le moment et le lieu où elles surgissent, leur échappent.

D'où le caractère extrêmement provincial de la pensée politique européenne, toutes à la fois confuses. La crise de l'énergie en est un exemple probant : l'Europe pense à la petite semaine, et d'abord, prise de court, elle ne pense pas ; elle attend, hélas — « Est-ce sérieux ? », — se rassure : « Ça passera », calcule quelques économies de bouts de chandelle, découvre, enfin, que la crise est là ; dès lors, elle n'imagine, au mieux, que des remèdes à court terme (accords privilégiés bilatéraux) ; elle ratatole, bialise, argote sur le détail, elle ne se tente pas de poser le problème dans sa totalité — elle ne s'interroge pas sur les modalités et les finalités de la croissance dans les pays industriels.

Pareuse, illogique, la réflexion des dirigeants européens ne devance pas l'événement, elle le subit, et réagit au coup par coup. Si penser, comme gouverner, c'est prévoir, cette pensée-là ne pense pas.

On constate la même carence dans les centres éloignés du pouvoir, notamment à gauche. Ainsi, qui pose de manière cohérente, et au niveau planétaire, le problème de la révolution mondiale ? de sa possibilité éventuelle, de sa stratégie ? On parle d'un socialisme à la française : est-il réalisable dans un Occident capitaliste ? « Où en est le prix de conscience », demande D. Rousset. C'est à ce niveau-là qu'il faut juger le Programme commun. Comment peut-on imaginer un seul instant pouvoir faire une opération qui ne soit pas la gestion du capitalisme, mais l'amorce d'une transformation radicale, sans poser le problème dans ses termes mondiaux ? C'est une plaisanterie ! »

Des programmes au ras des urnes

C'EN est une autre de faire de la politique comme un fait de la cuisine. Même si c'est de la « cuisine politique ». Or dans la plupart des pays d'Europe, et en tout cas en France, la pensée politique, celle qui s'élabore, en particulier, dans les partis, vole au ras des urnes. Electoraliste avant toute chose, elle ne conçoit ses programmes, elle n'organise son action qu'à cette fin. C'est évident à droite, où l'on détiend le pouvoir, et où la préoccupation majeure est de le conserver ; et s'il est de penser utile, plutôt que de penser vrai. Mais ce n'est pas mieux à gauche, et le Programme commun abêti, lui aussi, aux règles du jeu électoral. Les problèmes de fond ne sont même pas formulés : c'est qu'il faut faire le plein des voix. S'efforçant de rassurer les

ONT PARTICIPÉ A CETTE ENQUÊTE :

- Jacques Attali, économiste, maître de conférence à l'Ecole polytechnique.
- Georges Balandier, anthropologue et sociologue, professeur à la Sorbonne.
- Roland Barthes, écrivain, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.
- Robert Bonnaud, historien, assistant à l'université de Paris VII.
- Claude Bourdieu, journaliste et essayiste.
- Pierre Bourdieu, sociologue, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.
- Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, socialiste.
- Maurice Duverger, professeur à la Sorbonne.
- Michel Foucault, philosophe, professeur au Collège de France.
- Max-Pol Fouchet, écrivain et journaliste.
- Georges Haupt, historien, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.
- Louis Joliet, ancien président du Syndicat de la magistrature.
- Henri Lefebvre, philosophe, professeur à l'université de Paris X.
- Claude Lévi-Strauss, ethnologue, professeur au Collège de France.
- Jean-Marx Levy-Leblond, physicien, professeur à l'université de Paris VII.
- Jean-François Lyotard, philosophe, professeur à l'université de Paris VIII.
- Serge Moscovici, anthropologue, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.
- Bertrand Poirot-Delpech, écrivain, critique littéraire.
- Jean-François Revel, essayiste et journaliste.
- Maxime Rodinson, orientaliste, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.
- David Rousset, essayiste et journaliste.
- Ambroise Roux, P.D.G. de la Compagnie générale d'électricité.
- Lucien Séve, philosophe, directeur des Editions sociales.
- Jean-Pierre Vernant, historien, professeur au Collège de France.
- Pierre Viannson-Ponté, journaliste et essayiste.
- Pierre Vidal-Naquet, historien, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

سكذامن رلاهم

Sans perspective théorique (le programme de progrès n'était-il pas un dérapage improvisé du programme commun ?), sans idées (est-ce avoir des idées que d'opposer au parti communiste prétendu « fascisant » les arguments les plus scabreux de la « guerre froide » ?), sceptique — elle ne croit plus à ses valeurs : « Même les bourgeois, quand ils entendent parler de liberté ou de dignité de l'homme, éclatent de rire » (J.-F. Lyotard) — la droite n'a même plus de pensée économique.

Certains de ses représentants ne le cochent pas, tel Ambroise Roux, président-directeur général de la Compagnie générale d'électricité, qui constate : « Les économistes ne sont pas capables d'expliquer comment le système fonctionne. Quand la crise de l'énergie est survenue, nous avons pu constater l'extrême indigence de la pensée économique mondiale. » On ne s'étonnera pas qu'à gauche on fasse le même constat : « Quand on en est réduit à

gouverner à la petite semaine, il y a crise, dit J. Attali. Les dirigeants sont incapables de comprendre pourquoi il y a à la fois inflation et chômage, ils raisonnent encore sur des extrapolations du passé, ils gèrent à très court terme, et quand on rétrécit le terme de sa vision, c'est qu'il y a crise dans cette vision d'avenir. »

Mais peut-il en être autrement ? L'irrationalité n'est-elle pas inhérente au capitalisme ? « C'est évident », admet A. Roux, qui s'en félicite : « Le capitalisme a un énorme avantage, il n'a pas de doctrine et, contrairement à la gauche, il n'a aucune affirmation à défendre. Au capitalisme volontiers le capitalisme à la vie, c'est simple, ça se fait à tout ; si on veut le faire vivre dans ce contexte imprévu, il souffre un peu, puis il s'adapte et fait ce qu'il faut pour affronter la nouvelle situation. »

Ce n'est pas sûr, car la pensée économique,

même si elle ne s'appuie sur aucun principe a priori, même si, comme c'est le cas à droite, elle ne cherche qu'à rentabiliser au maximum l'exploitation du travail humain, ne se contente pas d'intuitions » ni d'approximations empiriques. Comme l'explique J. Attali, « elle fonctionne par cycles : il y a une théorie, doctrine, modification ; la théorie est critiquée, la doctrine, qui s'appuie sur la critique de la société existante, explique comment gérer cette société quelque peu transformée par rapport aux crises que la théorie a traitées ; ce qui vient après n'est qu'une pseudo-théorie, on se propose simplement d'affiner des modalités de régulation. Donc, à l'intérieur d'un même système de pouvoir, la théorie est non seulement devenue doctrine, mais technique de régulation d'une société. Mais on sommes là aujourd'hui : la régulation est de moins en moins capable de gérer les problèmes qui émergent. »

attitude névrotique, si l'on entend par névrose la reprise inconsciente, dans un comportement actuel, d'une attitude passée. Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer les textes qui ont été écrits entre 1948 et 1953, lorsque D. Rousset dénonçait l'Union soviétique, et les débats actuels sur le Goulag : ce sont les mêmes arguments, parfois les mêmes mots, toujours la même attitude ; comme autrefois, les communistes dénonçant l'anticommunisme obsessionnel de l'adversaire et, au début sur le fond, préférent l'attaque ad hominem : si Soljenitsyne n'est pas, comme Khrushchev, un « agent de la C.I.A. », c'est un « mystique slavophile et réactionnaire » (peut-être, mais est-ce la question ?) ; gère, la gauche non communiste ne peut pas plus approuver (ce qui la rendrait « objectivement complice de la réaction ») que désapprouver (puisque les camps existent bel et bien) ; elle s'en tient donc à quelques déclarations humanistes et s'imaginant qu'il suffit de se taire pour effacer le passé, tourne la page. « C'est là qu'en France nous sommes très primitifs, dit J.-F. Revel ; nous sommes prisonniers de ces farces et attrapes qui consistent à ne pas admettre une vérité sous prétexte que c'est un réactionnaire qui l'a révélée. » N'est-ce pas rationnel, d'une autre façon, que la gauche est piégée par la droite (et toutes les deux, figées dans une situation et des rapports qui n'ont pas tellement changé depuis des décennies) ? Que sa pensée manque d'audace ? Elle aussi donne dans le pragmatisme et détermine son jugement moins en fonction de sa justice que de son efficacité ; elle cite Gramsci — « la vérité est révolutionnaire » — mais s'aligne sur W. James : « le vrai, c'est l'utile ».



Force et faiblesse du marxisme

De par la position qu'elle occupe dans l'ensemble social, les groupes qu'elle représente, le projet qui l'anime, la gauche est mieux à même de réfléchir : si l'on veut transformer une société, il faut d'abord la comprendre. Il ne semble pas, actuellement, que cet effort soit très soutenu.

Il y a une trentaine d'années, il était davantage ; et P. Vianson-Ponté, à qui sa longue expérience des hommes et des pensées politiques fournit moins éléments de comparaison, dit son désappointement : « J'ai été journaliste politique dans l'immédiat après-guerre, je lisais beaucoup d'ouvrages extrêmement solides ; à la même époque, je « couvrais » tous les débats des partis. Respectivement, je suis très frappé de l'appauvrissement que je constate aujourd'hui. Appauvrissement, d'abord, dans le domaine de la vie politique de fond ; s'il n'y a plus de tout de penser de droite, j'ai beaucoup de mal à trouver une pensée de gauche ; je vois bien des opérations techniques, d'ingénierie mises en forme de réflexions, de programmes, de projections vers l'avenir, mais je ne vois pas d'études vraiment sérieuses. »

able, mais incontestable, — incontestable non pas en tant que philosophie, mais d'une façon beaucoup plus stricte, en tant qu'il y a organisé historiquement un nouveau jeu de forces, et de nouvelles formes de lutte dans l'histoire. »

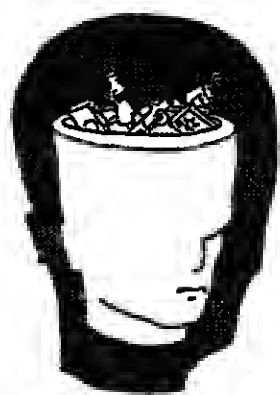
Réajuster ces formes aux exigences de notre temps, prolonger l'analyse historique et « réviser » bien des concepts paraît aujourd'hui nécessaire. La gauche s'y emploie-t-elle ? Jean-Pierre Chevènement le pense : « Le marxisme est un peu comme un glacier qui, vu de l'extérieur, semble

un peu gris, en pas sale, parce qu'il y a longtemps qu'il est là ; quand on le fend l'épave, on est étonné de découvrir, des ruisseaux, des sources ; il y a un travail qui se fait. »

En attendant qu'il avance, la gauche improvise beaucoup, cherche volontiers son inspiration chez les grands ancêtres — aujourd'hui Gramsci, Rosa Luxemburg, qu'on découvre avec la même ferveur et la même inimitié que naguère Lénine ou Staline — et affronte très timidement les problèmes de notre temps. Elle a trop souvent une

« Il y a également un énorme appauvrissement dans la production intellectuelle des partis. Tout récemment, j'ai lu cinq cents pages de documents préparés au fil de la campagne présidentielle par chacun des deux candidats : leur indigence est stupéfiante. Telle analyse d'un bon rapporteur du M.R.P., en 1950, réfléchissant sur un problème d'actualité politique mais allant très au-delà (je pense, par exemple, à une étude de P.-H. Teitgen sur l'évolution des rapports sociaux dans le monde du travail), c'était très sérieux. Des travaux de ce genre, on en avait sept, huit ou dix par an. Aujourd'hui, c'est le vide. »

Peut-être même faut-il remonter au premier tiers de ce siècle pour trouver une pensée de gauche vivante ; car cette pensée-là a besoin d'une relative santé du mouvement ouvrier — et ce mouvement se remet à peine du traumatisme le plus grand qu'il ait jamais subi : le stalinisme. En substituant une sophistique d'Etat à une réflexion théorique sérieuse, en métamorphosant une pensée critique en idéologie dominante, en détruisant les hommes et les livres, le stalinisme a sclérosé la pensée révolutionnaire. Sans doute assiste-t-on à un certain dégel ; mais la responsabilité actuelle de la pensée marxiste en souffre, du même coup, les limites.



Mais le propre d'une pensée authentiquement humaine, et de la gauche n'est-elle pas de se mesurer, au besoin, de l'utile, pour affirmer le vrai et défendre l'absolu de certaines valeurs ?

La question choque sans doute, car il est de bon ton, à gauche, d'ironiser sur la morale ; les « humanistes » font sourire : à défendre la veuve et l'orphelin, à pourfendre l'injustice et proclamer la dignité de l'homme, qu'ont-ils obtenu, ou empêché ? Pis : en gardant les mains propres, ces rêveurs idéalistes (et petits-bourgeois, bien sûr) n'ont-ils pas « objectivement » cautionné les entreprises de la droite ? Les sommets d'où ils jugent n'ont-ils pas perdu de vue les exigences de l'action ? A s'interdire certaines pratiques, ne retardent-elles pas la marche de l'histoire ? Peut-être ; mais si, en les utilisant, on se met à marcher dans le même sens que les autres, à quel bon marcher à gauche ? Il est vain de vouloir construire un « monde meilleur », si l'on se sert des mêmes matériaux, des mêmes techniques que les autres.

«Le vrai, c'est l'utile»

monde, celui, entre autres, que nous vivons ?

Il est évident que l'un des problèmes présents, l'un des difficiles, actuels, sous nos yeux, c'est que la société, et plus exactement nos grandes sociétés très complexes de l'Occident ne sont plus des objets de pensée. Elles ne sont plus pensables. Probablement parce que le nombre de variables impliquées devient énorme, parce que toute la pensée, toute la philosophie sociale et politique sur laquelle nous vivons et qui constitue notre fond s'est égarée à partir de sociétés qui étaient beaucoup plus petites et qui changeaient beaucoup moins vite que nos sociétés actuelles. Et cela, me semble-t-il, était vrai non seulement au dix-huitième siècle, mais même encore du temps de Marx. La société sur laquelle pensait Marx est incomparablement aux sociétés présentes et, de ce point de vue, une sorte de divorce, d'aliénation, dans ce sens que le sens habituel, s'est produit entre la réalité historique, la réalité sociale d'une part, et la pensée rationnelle de l'autre. »

Ce pessimisme n'est-il pas excessif, et lui-même, comme le croit H. Lefebvre, un « signe du crime » ? L'impression que le monde nous échappe ne vient-elle pas de ce qu'on a « de grandes ambitions intellectuelles » que nos sociétés actuelles. Et cela, me semble-t-il, était vrai non seulement au dix-huitième siècle, mais même encore du temps de Marx. La société sur laquelle pensait Marx est incomparablement aux sociétés présentes et, de ce point de vue, une sorte de divorce, d'aliénation, dans ce sens que le sens habituel, s'est produit entre la réalité historique, la réalité sociale d'une part, et la pensée rationnelle de l'autre. »

limites de l'autocontestation : « On s'est rendu compte que la critique, toute institution par ceux qui le composent produit des effets rétroactifs dans un premier temps — cela ébranle la société bourgeoise, dont nous sommes, avec l'Eglise et l'armée, l'un des piliers — mais que, fondamentalement, on prend la place de ceux qui précèdent ont à lutter pour conquérir un certain nombre de pouvoirs, explique Louis Joliet, membre du Syndicat de la magistrature. Le problème devient sérieux quand ce sont les victimes de l'histoire qui se remettent en cause. C'est le phase que nous vivons actuellement. Nos travaux beaucoup avec le CAP (Comité d'action des prisonniers). »

On trouverait ailleurs — dans l'enseignement, les syndicats, les Eglises, les partis — d'autres exemples du même genre : « Partout une sorte d'initiative prend forme, note S. Moscovici ; les gens osent faire, ils osent parler ; nos capacités créatives se manifestent. »

La gauche a tendance à l'oublier : « Contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, estime C. Bourdieu, la gauche française est infectée par le réalisme. On ne dit pas : c'est ignoble, ça ne se fait pas parce que c'est mal, on dit : c'est malséant, ce n'est pas apprécié. » Par elle dévotion de la morale ou par elle prévisionnisme s'inspire, la gauche d'un monde, elle se contente d'être portée à l'absolu, et dégoût du contenu où il s'est égaré — une société où la morale, en effet, n'était principalement qu'un instrument du maintien de l'ordre, comme la police et l'armée ; la critique de cette morale-là (en partie inspirée, d'ailleurs, par le matérialisme scientifique qui prédominait à l'époque) s'est peu à peu transformée en rejet de toute morale. Ce faisant, on rejoignait ceux qu'on condamne, puisqu'en décrétant adouque ou relatives les normes morales on s'interdisait toute dénonciation sérieuse, des comportements qui les baloutent : s'il n'y a pas de mal absolu, la torture ou l'arrestation arbitraire, ou l'internement dans un camp n'est pas toujours un mal, elle peut donc, dans certains cas, se justifier.

« On doit donc réhabiliter les inventeurs, continue C. Bourdieu, qu'en leur donne une valeur d'origine révélée, ce purement pragmatique, en disant que l'humanité ne peut progresser que s'il y a un bien et un mal. A partir de moment où vous apprimez les inventeurs, vous supprimez la possibilité pour l'individu d'avoir ses propres appréciations ; la gauche d'un monde, elle se contente d'être portée à l'absolu, et dégoût du contenu où il s'est égaré — une société où la morale, en effet, n'était principalement qu'un instrument du maintien de l'ordre, comme la police et l'armée ; la critique de cette morale-là (en partie inspirée, d'ailleurs, par le matérialisme scientifique qui prédominait à l'époque) s'est peu à peu transformée en rejet de toute morale. Ce faisant, on rejoignait ceux qu'on condamne, puisqu'en décrétant adouque ou relatives les normes morales on s'interdisait toute dénonciation sérieuse, des comportements qui les baloutent : s'il n'y a pas de mal absolu, la torture ou l'arrestation arbitraire, ou l'internement dans un camp n'est pas toujours un mal, elle peut donc, dans certains cas, se justifier.

« On doit donc réhabiliter les inventeurs, continue C. Bourdieu, qu'en leur donne une valeur d'origine révélée, ce purement pragmatique, en disant que l'humanité ne peut progresser que s'il y a un bien et un mal. A partir de moment où vous apprimez les inventeurs, vous supprimez la possibilité pour l'individu d'avoir ses propres appréciations ; la gauche d'un monde, elle se contente d'être portée à l'absolu, et dégoût du contenu où il s'est égaré — une société où la morale, en effet, n'était principalement qu'un instrument du maintien de l'ordre, comme la police et l'armée ; la critique de cette morale-là (en partie inspirée, d'ailleurs, par le matérialisme scientifique qui prédominait à l'époque) s'est peu à peu transformée en rejet de toute morale. Ce faisant, on rejoignait ceux qu'on condamne, puisqu'en décrétant adouque ou relatives les normes morales on s'interdisait toute dénonciation sérieuse, des comportements qui les baloutent : s'il n'y a pas de mal absolu, la torture ou l'arrestation arbitraire, ou l'internement dans un camp n'est pas toujours un mal, elle peut donc, dans certains cas, se justifier.

Capable de déchiffrer (partiellement) l'histoire, la gauche pourrait donc également la modifier ; « On peut très certainement parvenir ce but qu'on s'est fixé, dit Maxime Rodinson, mais il existe une tendance idéologique à maximiser toujours l'objectif recherché, à la poursuite d'un certain nombre de vertus qui s'y sont pas et départ ; à l'arrivée, on réalise dans l'étrange dégoût, mais l'on a fait, parce qu'on a quand même pris sur la réalité. »

Que cette réalité, en retour, ait une prise certaine sur la pensée, qu'elle la contraigne, par ses imprévus, à réviser ses schémas d'interprétation ne contredit pas l'optimisme relatif d'un Bourdieu ou d'un Rodinson, elle le justifie, ou contraire ; car c'est dans la mesure où la réalité change qu'elle prépare les conditions d'une réflexion nouvelle.

« Sans doute n'apparaît-elle encore qu'en pointillé ; d'autres ébranlements sont nécessaires pour qu'elle s'affirme ; mais il n'est pas invraisemblable de supposer qu'ils se produiront, et que les contradictions actuelles du système iront en s'accroissant. Déjà, lorsqu'on doit payer plus cher l'énergie, plus cher le travail dans le tiers-monde, plus cher le travail des immigrés et des autochtones, on ne peut pas produire autant, on doit commencer à produire différemment. »

« On trouve ailleurs — dans l'enseignement, les syndicats, les Eglises, les partis — d'autres exemples du même genre : « Partout une sorte d'initiative prend forme, note S. Moscovici ; les gens osent faire, ils osent parler ; nos capacités créatives se manifestent. »

Une gauche névrotique

Mais les difficultés d'Althusser ne sont-elles pas inévitables, dans la mesure où son projet — renouveler le marxisme comme théorie — renvoie à une pratique sociale que la morale, comme totalité constituée/constituante, n'informer plus ? N'est-ce pas la pratique qui, en se transformant, est la condition première du renouvellement de la théorie ? Or l'on ne voit pas que la pratique politique, dans les pays de l'Est ou les partis communistes, ait radicalement changé ; si le marxisme n'a donc plus qu'une existence théorique, s'il ne suscite plus que des approches théoriques, ne peut-on émettre l'hypothèse qu'il s'est désintégré — qu'il n'existe plus comme synthèse dialectique de la théorie et de la pratique ? « Le marxisme, estime J.-F. Revel, en est venu à ce stade qu'il n'est plus qu'un objet philosophique ; devenu objet, non instrument de réflexion, connaître la pile servie en cuisine, où personne ne se demande plus ce qu'une doctrine explique, mais où l'on se borne à chercher en quoi elle consiste. Avant d'atteindre ce stade, une philosophie force les esprits, désormais ce sont les esprits qui la forcent, l'envahissent, tout le monde y vient faire son dépôt sur l'autel. »

Ses concepts eux-mêmes, tels que Marx les a définis en son temps, sont souvent inadéquats et ne résistent qu'imparfaitement à la réalité sociale. Ainsi, dans quelle mesure le concept global de classe ouvrière est-il opératoire ? Cette classe recouvre toutes sortes de stratifications que le concept n'explique pas ; pas davantage il ne donne une image exacte de la variété des groupes sociaux en tant que tel qu'il a dressés les barrières, comme il le signale pas la quasi-disparition de la frontière idéologique qui séparait, autrefois, la petite bourgeoisie de la classe ouvrière. Utilisées telles quelles, les catégories marxistes ne sont trop souvent que des instruments idéologiques commandés, ou des professions de foi qui masquent, plus qu'elles n'éclaircissent, la réalité qu'elles se proposent de dévoiler.

Il n'en résulte pas, comme on le dit un peu vite à droite, que le marxisme soit « dépassé », et hors d'usage sa méthode. Ce qui appartient déjà au passé, c'est la philosophie marxiste, renomme M. Foucault ; mais « comme analyse de forme d'organisation, point de cristallisation de forces sociales réelles, le marxisme est devenu réalité historique, mais vraisemblablement contournable mais tout du moins de siècles ? Actuellement, le marxisme est non pas indépas-

« On doit donc réhabiliter les inventeurs, continue C. Bourdieu, qu'en leur donne une valeur d'origine révélée, ce purement pragmatique, en disant que l'humanité ne peut progresser que s'il y a un bien et un mal. A partir de moment où vous apprimez les inventeurs, vous supprimez la possibilité pour l'individu d'avoir ses propres appréciations ; la gauche d'un monde, elle se contente d'être portée à l'absolu, et dégoût du contenu où il s'est égaré — une société où la morale, en effet, n'était principalement qu'un instrument du maintien de l'ordre, comme la police et l'armée ; la critique de cette morale-là (en partie inspirée, d'ailleurs, par le matérialisme scientifique qui prédominait à l'époque) s'est peu à peu transformée en rejet de toute morale. Ce faisant, on rejoignait ceux qu'on condamne, puisqu'en décrétant adouque ou relatives les normes morales on s'interdisait toute dénonciation sérieuse, des comportements qui les baloutent : s'il n'y a pas de mal absolu, la torture ou l'arrestation arbitraire, ou l'internement dans un camp n'est pas toujours un mal, elle peut donc, dans certains cas, se justifier.

N'est-ce pas cette période-là que nous vivons ? Les contradictions du système capitaliste s'aggravent, ses acquis — progrès économique, élévation du niveau de vie — révèlent leur fragilité et, à l'intérieur de classes qui, jusqu'à présent, étaient assez homogènes, des cassures s'opèrent, des croquelements ; parfois, de l'une à l'autre, des recouplements s'établissent ; au des conjonctions prévisibles : « La lutte de classes existe toujours, constate Serge Moscovici, mais l'ou assiste également à la lutte commune de fragments de classes qui se réinsèrent autour d'un objectif ponctuel. C'est très encourageant — et Victor Hego l'avait compris : il y a révolution quand ce se bat à l'intérieur d'une même famille. »

On découvre de plus en plus, comme dit J.-F. Lyotard, qu'il n'y a pas de « corps social », que « cette espèce d'énorme truc, plein de gens, plein de choses qui s'échouent sous cette » (et que la gauche comme la droite voudraient nous faire prendre pour un corps — malade, soit en mutation) n'existe pas. « On fait aujourd'hui l'approximation d'une espèce d'absence de corps. On assiste à une merveilleuse dissolution. » Dissolution ? Eclatement, en tout cas, d'une société qui ne paraît plus capable de fonctionner comme autrefois, et qui, dans les secteurs les plus variés, connaît des ratés, des à-coups, des blocages. La crise économique n'est que la manifestation la plus visible d'une crise générale ; les messages les plus solides de l'Etat grippent, ses « appareils répressifs » (L. Althusser) se détachent, ses « appareils idéologiques » tournent à vide : soldats, policiers, enseignants éprouvent « malaise sur malaise », tandis que les objets traditionnels du décor social — femmes, fous, détenus — se découvrent une drme et commencent à fonctionner comme sujets. Autant de signes d'une désarticulation de l'ensemble social, qui dessinent la possibilité objective d'une pensée nouvelle ; les mouvements sociaux qui secouent les grands corps constitués préparent l'émergence, dans les interstices des systèmes idéologiques établis (et qui sont des systèmes d'ordre), de nouvelles interrogations, de nouvelles réponses.

On le constate déjà, par exemple, dans le domaine de la justice. Groupés autour du Syndicat de la magistrature, un certain nombre de juges discutent, doutent, réfléchissent ; ils appliquent la loi, mais quelle est la nature de cette loi ? Quels intérêts défend-elle ? N'est-elle pas légitime, parfois, d'entreprendre la légalité ? Jugés, ils se remettent en question, et découvrent bientôt les

« Sans doute n'apparaît-elle encore qu'en pointillé ; d'autres ébranlements sont nécessaires pour qu'elle s'affirme ; mais il n'est pas invraisemblable de supposer qu'ils se produiront, et que les contradictions actuelles du système iront en s'accroissant. Déjà, lorsqu'on doit payer plus cher l'énergie, plus cher le travail dans le tiers-monde, plus cher le travail des immigrés et des autochtones, on ne peut pas produire autant, on doit commencer à produire différemment. »

« On trouve ailleurs — dans l'enseignement, les syndicats, les Eglises, les partis — d'autres exemples du même genre : « Partout une sorte d'initiative prend forme, note S. Moscovici ; les gens osent faire, ils osent parler ; nos capacités créatives se manifestent. »

Un texte indéchiffrable

SANS repères, la pensée a-t-elle donc perdu le nord ? Ballottée au gré des vents, repoussée les vagues de l'histoire à la façon d'un bateau ivre ? Est-elle condamnée à subir les bourrasques et, peut-être, à sombrer ?

Il est certain que l'optimisme des derniers siècles a fait naufrage, qu'on ne croit plus qu'il suffit du bien juger pour bien faire » (Descartes), et qu'on n'accorde plus à la raison ce pouvoir souverain de comprendre le monde pour le transformer, que les anciens lui reconnaissaient. On sait aujourd'hui que c'est le monde — la pratique — qui transforme la pensée, en détermine les modalités, en favorise l'essor ou, au contraire, le limite. Mais doit-on en déduire, comme C. Lévi-Strauss, que la pensée est incapable de penser le

« Sans doute n'apparaît-elle encore qu'en pointillé ; d'autres ébranlements sont nécessaires pour qu'elle s'affirme ; mais il n'est pas invraisemblable de supposer qu'ils se produiront, et que les contradictions actuelles du système iront en s'accroissant. Déjà, lorsqu'on doit payer plus cher l'énergie, plus cher le travail dans le tiers-monde, plus cher le travail des immigrés et des autochtones, on ne peut pas produire autant, on doit commencer à produire différemment. »

« On trouve ailleurs — dans l'enseignement, les syndicats, les Eglises, les partis — d'autres exemples du même genre : « Partout une sorte d'initiative prend forme, note S. Moscovici ; les gens osent faire, ils osent parler ; nos capacités créatives se manifestent. »

(Copyright Maurice T. Maschno et le Monde diplomatique.)
(Deuxième de PLANTU.)

BIBLIOGRAPHIE

- J. Attali, la Parole et l'Outil. P.U.F., Paris.
 - G. Boleaquier, Anthropologiques. P.U.F., Paris.
 - G. Haupt, les Marxistes et la Question nationale. Maspéro, Paris. — Le IP International, id.
 - M. Horkheimer, L'Éclipse de la raison. Payot, Paris.
 - J.M. Lévy-Leblond (Auto) Critique de la Science. Le Seuil, Paris. — L'Idéologie dans la physique contemporaine. Les Temps modernes, août-septembre 1974.
 - S. Moscovici, la Société contre nature, 10/18, Paris. — Hommes sauvages, Hommes domestiques, id.
 - L. Mumford, le Mythe de la machine, Fayard, Paris.
 - J.F. Revel, Pourquoi des philosophes et la Cabale des dévots, nouvelle édition complétée, Julliard, Paris.
 - D. Rousset, la Société éclatée, Grasset, Paris.
 - M. Babel, Marx critique du marxisme, Payot, Paris.
 - Syndicat de la magistrature, Au nom du peuple français, Stock/2, Paris.
- On suivra également avec intérêt deux nouvelles revues « critiques » : Impascienco (1, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris), animée, entre autres, par J.-M. Lévy-Leblond, et Actes (14, boulevard Raspail, Paris), dirigée par P. Bourdieu.

POUSSÉE DE LA GAUCHE, TENTATIONS DE DROITE

LE PIÈGE ITALIEN

(Suite de la première page.)

Dépendant, le parti catholique avait, dès le début, conçu cette alliance comme un moyen de diviser la gauche et d'évincer les communistes.

Il restait encore à analyser de près dans quelle mesure la démocratie chrétienne elle-même s'est trouvée transformée par le vote.

Les démocrates-chrétiens, en réalité, n'ont pas compris grand-chose à ces transformations, et M. Fanfani le leur a fait sentir.

Les élections ont été considérées sans appel comme stratégiques. Ce qui s'est passé, en fait, au-delà de la baisse — somme toute marginale — du nombre des voix obtenues par la démocratie chrétienne.

et politiquement, toute solution de rechange de centre-droite, qui ne pourrait qu'aboutir à l'aventure fasciste.

Il restait encore à analyser de près dans quelle mesure la démocratie chrétienne elle-même s'est trouvée transformée par le vote.

La participation au pouvoir d'un parti communiste puissant comme le P.C.I. constituerait effectivement pour ce qui est de la situation géo-politique particulière de l'Italie, un facteur de première importance dans la construction d'une Europe nouvelle.

La participation au pouvoir d'un parti communiste puissant comme le P.C.I. constituerait effectivement pour ce qui est de la situation géo-politique particulière de l'Italie, un facteur de première importance dans la construction d'une Europe nouvelle.

La participation au pouvoir d'un parti communiste puissant comme le P.C.I. constituerait effectivement pour ce qui est de la situation géo-politique particulière de l'Italie, un facteur de première importance dans la construction d'une Europe nouvelle.

Les élections ont été considérées sans appel comme stratégiques. Ce qui s'est passé, en fait, au-delà de la baisse — somme toute marginale — du nombre des voix obtenues par la démocratie chrétienne.

Le donatari à penser l'ampleur du succès communiste, la démocratie chrétienne se verra transformée toujours plus nettement en parti de droite et perdrait une bonne part de l'image de regroupement « interclasses » que lui confèrent le fait de se réclamer de l'écologie catholique.

Les revers d'une victoire

On peut déduire de cette analyse que, paradoxalement, les élections qui ont ébranlé une Italie apparemment condamnée à l'immobilisme électoral risquent d'occulter le pays à l'impasse politique la plus délicate de son histoire récente.

La démocratie chrétienne, en réalité, cherche à relancer la balle aux socialistes en les invitant à reconstruire un gouvernement de centre-gauche, afin de rejeter sur eux la responsabilité d'un éventuel refus.

Les élections ont été considérées sans appel comme stratégiques. Ce qui s'est passé, en fait, au-delà de la baisse — somme toute marginale — du nombre des voix obtenues par la démocratie chrétienne.

gissement vers la gauche. On s'en rend parfaitement compte en se reportant aux commentaires de M. Kissinger après les résultats des élections italiennes: il ne faut s'attendre de la part des Américains à aucune bienveillance à l'égard du « compromis historique ».

Le thème de ce choix a, nous semble-t-il, été esquissé par l'ancien président de la République, le social-démocrate Saragat, qui, ainsi que son parti, s'est toujours tenu très proche des États-Unis.

Le thème de ce choix a, nous semble-t-il, été esquissé par l'ancien président de la République, le social-démocrate Saragat, qui, ainsi que son parti, s'est toujours tenu très proche des États-Unis.

du reste tous les gouvernements européens) doit, pour pouvoir tirer son épingle du jeu lors des prochaines élections politiques, relancer l'économie. Mais cette exigence va à l'encontre de celles, à la fois identiques et contraires, des dirigeants américains qui doivent eux aussi faire face à des échéances électorales et entendent faire payer à l'Europe, comme ils le font déjà, une partie de leur propre relance et de limitation qui en découle momentanément la dévaluation continue du dollar.

La grande ressource de la classe dirigeante italienne, qui consiste à ne rien entreprendre pour valoir les difficultés, ne semble pas pouvoir être utilisée bien longtemps maintenant.

Le thème de ce choix a, nous semble-t-il, été esquissé par l'ancien président de la République, le social-démocrate Saragat, qui, ainsi que son parti, s'est toujours tenu très proche des États-Unis.

La solution pourrait consister à se servir de la crise économique pour parvenir, en plein chaos politique et social, à des élections présentées comme une alternative de régime: communistes ou démocrates.

Les élections ont été considérées sans appel comme stratégiques. Ce qui s'est passé, en fait, au-delà de la baisse — somme toute marginale — du nombre des voix obtenues par la démocratie chrétienne.

Dans les revues...

LA REVUE NOUVELLE, éditée en Belgique, consacre un numéro spécial à l'O.R.S.S. et à la société soviétique.

Un dialogue entre partisans de la non-violence et représentants du courant autogestionnaire peut-il déboucher sur une action politique alternative?

Le BULLETIN DU CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHE EN LINGUISTIQUE, propose à partir de la langue du Sud-Sud et de l'Innu-Itte: littérature et ethnographie.

Le BULLETIN DU CENTRE EUROPEEN DE LA CULTURE publie de nouveaux textes de la revue d'un Journal d'un Européen de Danis de Rougemont.

FRANCE-FORUM consacre un numéro double (131-132) illustré à Machiavelli et à son actualité.

(PUBLICITÉ) COUP DOUBLE POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE

La 51^e Foire de Marseille, première Foire internationale de France, sera aussi l'une des plus importantes manifestations du tiers-monde en Europe

Les résultats de la 50^e Foire sont là qui le prouvent: tous les records de participation en matière de participation en matière de participation en matière de participation.

CEs NOUVEAUX DÉCIDEURS, MAIS QUI SONT-ILS? Quelque 30 000 visiteurs professionnels ont été recensés lors de la 50^e Foire, venus de 61 pays du monde.

Un visiteur sur deux est un jeune cadre d'entreprise: 27 % ont un âge compris entre 25 et 34 ans.

La conclusion s'impose d'elle-même. Etre présent à Marseille comme exposant, bien sûr, mais même comme visiteur, est l'acte le plus profitable qui puisse être actuellement proposé à un responsable d'entreprise.

Marseille, europort de demain. Au moment même où de récentes réalisations industrielles (importante usine de chimie, dans la région de Fos, construction d'une usine d'hydroélectricité d'uranium pour EURODIS, au sud de Pierrelatte, etc.) témoignent de la vitalité sans cesse croissante du Sud-Est français.

Le plus fructueux sur le plan des infrastructures, le canal Rhin-Rhône, feront de Marseille l'aboutissement naturel et privilégié du trafic en provenance des grands ensembles industriels de l'Europe du Nord.

Un visiteur sur deux est un jeune cadre d'entreprise: 27 % ont un âge compris entre 25 et 34 ans.

Un marché régional en pleine expansion. Associé à tout le développement économique du Sud-Est français, la Foire Internationale de Marseille a déjà profondément modifié les habitudes d'achat dans le Sud de la France.

Tableau des fêtes nationales: 13 ESPAGNE, 14 COLOMBIE, 15 BELGIQUE, 16 ALGERIE, 17 SUISE, 18 BOLIVIE, 19 COTE D'IVOIRE, 20 MALDIVES, 21 SINGAPOUR, 22 EQUATEUR, 23 REPUBLICA DU CONGO, 24 REPUBLICA DE CORÉE.

FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE. 13266 Marseille - Cedex 2. Tél.: (91) 54-15-60 - Télex 41021 F

LISEZ Le Monde des Philatélistes. L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE. Spécimen sur simple demande. 11 bis, bd Haussmann, 75009 PARIS.

CHECOSLOVAQUE Jeu d

ÉCHANGES

Handwritten text in Arabic script: 553 4000 1000

Les subtilités de la politique de normalisation

Jeu d'équilibre à la direction du pays

Par BERNARD FERON

L'ÉLECTION le 28 mai de M. Husak à la présidence de la République tchécoslovaque est apparemment un acte sans importance. Dans les pays socialistes, pas plus que dans les autres, les élections ne sont que des cérémonies de façade. C'est ainsi que, pendant des mois, la magistrature suprême est restée vacante. Gravement malade, le président Svoboda aurait dû normalement se retirer à l'expiration de son premier mandat en 1973. Mais le choix de son successeur émanait de mesure en péril l'équilibre précaire établi à la faveur de la « normalisation ».

ON peut distinguer à la direction de la Tchécoslovaquie deux courants principaux. L'un est constitué par les hommes qui, au fond, n'avaient jamais rien accepté de la « normalisation ». Ils ont imposé des mesures draconiennes, telle la loi du 1^{er} juillet 1974 qui renforce les pouvoirs de la police et qui prévoit la « justification par l'expérience des années de crise 1958-1969, le corps de la sécurité nationale et ses membres peuvent porter atteinte aux droits et aux libertés des citoyens et la protection de l'ordre public, la sécurité des personnes et des biens exigent ». Le texte précise que, pour renforcer la sécurité des États de la communauté socialiste mondiale, la police a coopéré avec les services de sécurité de ces États.

M. Husak a d'ailleurs l'art de trouver des moyens pour éliminer les hommes dont il veut se débarrasser. Ainsi, en 1969, les Soviétiques avaient décidé de chasser du pouvoir Joseph Smrkovsky, alors président du Parlement. M. Husak, qui n'était pas encore le maître du parti, se chargea d'exécuter leur désir. Il se garda d'insister sur les raisons véritables — l'hostilité du Kremlin — mais il exigea que Tchécoslovaquie fût traitée à égalité dans les principaux postes du parti et de l'État. M. Smrkovsky, tchèque, devait donc céder sa place à un Slovaque.

Les doctrines dictées par les cir-

constances ont l'inconvénient de lier ceux qui les ont formulées, même lorsque les circonstances changent. C'est ainsi que, pendant des mois, la magistrature suprême est restée vacante. Gravement malade, le président Svoboda aurait dû normalement se retirer à l'expiration de son premier mandat en 1973. Mais le choix de son successeur émanait de mesure en péril l'équilibre précaire établi à la faveur de la « normalisation ».

ON peut distinguer à la direction de la Tchécoslovaquie deux courants principaux. L'un est constitué par les hommes qui, au fond, n'avaient jamais rien accepté de la « normalisation ». Ils ont imposé des mesures draconiennes, telle la loi du 1^{er} juillet 1974 qui renforce les pouvoirs de la police et qui prévoit la « justification par l'expérience des années de crise 1958-1969, le corps de la sécurité nationale et ses membres peuvent porter atteinte aux droits et aux libertés des citoyens et la protection de l'ordre public, la sécurité des personnes et des biens exigent ». Le texte précise que, pour renforcer la sécurité des États de la communauté socialiste mondiale, la police a coopéré avec les services de sécurité de ces États.

M. Husak lui-même est plutôt représentatif de l'autre tendance, celle qui, dès le début, a accepté la « normalisation » comme une nécessité mais qui rechignait à désavouer totalement la période du « printemps de Prague ». L'ancien secrétaire général ne fut-il pas, il y a sept ans, un avocat, mais un avocat tout de même, de la « démocratisation » ? N'accéda-t-il pas, en avril 1969, à la responsabilité suprême en promettant de sauvegarder de cette période ce qui pouvait et devait l'être ? Sur quelles forces comptait-il s'appuyer pour réaliser le programme qu'il annonçait ?

Pendant quelques mois, le nouveau secrétaire général du parti donna l'impression de vouloir mener une politique dite de « normalisation ». Comme son collègue hongrois, après avoir remis de l'ordre, il aurait fait appel au concours de tous ceux qui acceptaient son pouvoir et qui s'y résignaient. Il tenta même de reprendre à son compte le fameux mot d'ordre de M. Kadar : « Celui qui s'est pas contre nous est avec nous ». Encore fallait-il pour cela obtenir la confiance des « libéraux modérés » et empêcher les nostalgiques des périodes stalinienne et néostalinienne de faire un retour foudroyant.

M. Husak ne put, en ce sens, créer les conditions du succès d'une telle politique. Il laissa ses nouveaux collaborateurs mener une épreuve implacable, organiser ce « *Střezba de l'après* » qui allait radicaliser l'opposition. D'ailleurs, l'appareil du parti a poussé son secrétaire général au-delà du point où il souhaitait aller. Jusqu'en 1970, M. Husak s'est présenté comme un conservateur qui refusait la « normalisation ». Il se gardait — et pour cause — de rejeter ceux qui avaient regretté ou même condamné l'occupation. Or, en juin 1970, le comité central imposa une nouvelle version : les vrais communistes étaient ceux qui, en 1968, avaient réclamé l'« ordre interne » dans le pays du pacte de Varsovie. Obligé de constater de son autorité une ligne qui lui avait été imposée, il passa définitivement pour un « traître » aux yeux de ceux qui étaient prêts à l'accepter comme un moindre mal.

Alors l'« opposition communiste » de l'intérieur, relayée par les militants qui ont émigré, releva la tête. Non contents de refuser l'autocritique attendue d'eux, J. Smrkovsky et M. Dubček mirent leurs succès en accusation dans des documents diffusés clandestinement. Ainsi, dans une longue lettre adressée le 28 octo-

bre 1974 à l'Assemblée fédérale, M. Dubček dénonçait la surveillance dont il était l'objet : « La démocratie socialiste et la légalité sont foulées aux pieds », écrit-il. La direction du parti demande « à juste titre la liberté pour les patriotes obéissants », mais elle bien placée pour le faire alors que s'est créé dans ce pays « un climat terroriste » ? L'homme que l'on croyait à jamais condamné au silence, dont on avait apprécié la sincérité plus que la force, jette un défi au pouvoir. Il se fait le porte-parole de tous ceux qui exigent le respect des droits de l'homme dans une société socialiste (1). Quelle menace représente-t-il alors pour les dirigeants qui partagent actuellement le pouvoir ? Les démocraties populaires ne pratiquent pas l'alternance à la manière de certaines démocraties occidentales. Il fallut des circonstances tragiques et exceptionnelles pour que M. Gomulka, ou à un moindre degré, M. Kadar et Husak, prennent ou reprennent la barre après avoir été ignominieusement traités. Encore avaient-ils été justifiés par ce qu'il fut bon pour les forces de faire intervenir les troupes soviétiques. La rentrée en scène de M. Dubček constituerait pour l'U.R.S.S. un caractère qu'il est inconcevable dans la situation présente.

Mais l'ancien dirigeant pose un problème en ce sens que sa tranquille fermeté cristallise une sorte de résistance. Comment lui répondre ? M. Husak l'a invité à quitter le pays s'il n'était pas content de son sort. D'autres, notamment ceux qui ont écrit les articles de Zuzana Prágo, ont réclamé un châtiment plus sévère et ont tenté de se plaindre de la clemence dont ferait preuve l'autorité suprême.

UNE fois encore, M. Husak devra-t-il s'incliner devant ses ultras ? Compte tenu du climat à l'intérieur du parti, il paraît lui-même parfois hésitant. Cependant, le pouvoir devrait revenir aux cadres déclinés à appliquer de façon implacable la normalisation. Mais l'Union soviétique ne

peut de gaieté de cœur susciter ou accepter de nouvelles crises à propos de la Tchécoslovaquie.

La conférence sur la sécurité et la coopération en Europe doit se conclure au plus haut niveau, et les communistes de ce continent comptent tenir une réunion cette année. Or plusieurs partis, notamment le P.C. italien, n'ont toujours pas accepté ce qui s'est passé à Prague après août 1968. Ils ont émis les témoignages de personnalités évincées après l'occupation et font parfois écho à leurs protestations. Lors de la conférence mondiale du mouvement, en 1969, M. Husak avait réussi à détourner l'orage ; il avait prié les communistes étrangers de ne pas se mêler de ses affaires. L'Union soviétique a tout intérêt à ce que la question tchécoslovaque tombe dans l'oubli.

Ainsi s'explique que, sans avoir à l'intérieur des appels très solides, M. Husak soit devenu président de la République. Le choix d'une autre personnalité risquait de déséquilibrer à son détriment les forces au « sommet ». Une solution encore plus fâcheuse pour lui semblait parfois envisagée : il serait porté à la magistrature suprême, mais, pour s'en venir aux principes, il aurait été déposé, il renoncera à la direction quotidienne du parti. Les « ultras » auraient ainsi remporté une victoire décisive.

Il est vraisemblable que le débat a été tranché le 3 mars dernier lorsque M. Husak est allé s'entretenir à Moscou avec M. Brejnev. Les deux hommes d'État ont échangé, selon l'agence Tass, des informations sur la marche de la construction socialiste et communiste. Le Kremlin souhaite visiblement que le secrétaire général du P.C. tchécoslovaque reste à la barre. Mais pour quel faire ? Depuis le numéro 1, un mois son habileté à éviter les récifs sur sa route et non à réaliser le programme relativement modéré qui, à tort ou à raison, lui était prêt.

(1) Le Monde du 17 avril 1975 a publié de larges extraits de ce document.

LES ÉCHANGES ENTRE L'U.R.S.S. ET LA FRANCE

(Suite de la première page)

La conclusion, en 1957, du premier accord commercial à long terme, étendant il est vrai sur une période de trois ans, ouvrir la phase suivante. Il fut suivi de deux accords triennaux semblables.

La conclusion, à la fin de 1964, d'un accord commercial, cette fois d'une validité de cinq ans, constitua un pas extrêmement important. Durant la période couverte par cet accord, le courant d'échanges fut multiplié par 2,5 et atteignit, en cinq ans, la somme déjà considérable de 9,9 milliards de francs.

Une nouvelle phase fut ouverte en 1969 par la conclusion d'un second accord quinquennal. Il convient de s'y arrêter, car il comportait de nombreux éléments fondamentaux nouveaux : premièrement, ce ne fut pas simplement un accord portant sur des échanges commerciaux, mais sur une coopération économique ; deuxièmement, l'ancienne pratique consistant à établir des listes de marchandises devant faire l'objet d'échanges mutuels fut supprimée. Enfin, l'engagement pris par la partie française d'abroger, au cours de cette période, les contingents discriminatoires à l'importation de marchandises soviétiques était également tout à fait nouveau.

Depuis cinq ans, le volume du commerce mutuel s'est considérablement accru. Le doublement du courant d'échanges a été atteint, puisque les échanges se sont élevés à 18 milliards de francs dont 5,5 milliards en 1974. Ainsi, les liens économiques ont progressé selon une courbe ascendante. En vingt ans, notre commerce mutuel a augmenté de près de trente fois !

L'adoption, le 10 juillet 1973, du programme d'approfondissement de la coopération dans le domaine de l'économie et de l'industrie pour une période décennale a été d'une importance exceptionnelle pour le développement des relations commerciales et économiques soviéto-françaises. Il a été signé du côté français par M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances.

Le programme décennal prévoit cinq orientations fondamentales :

- 1) Coopération à la construction de complexes industriels en U.R.S.S. et en France. Les opérations entrant dans ce cadre doivent généralement faire l'objet de crédits bancaires à long terme. L'usine de canions de la Kama, le complexe sidérurgique de Fos-sur-Mer, font partie de ces objectifs ;
- 2) Coopération dans le domaine de la construction en U.R.S.S. d'entreprises dont les équipements sont payés par des produits de ces entreprises. Fort notamment partie de cette forme de coopération la construction du complexe de l'industrie du bois d'Oust-Ilm qui sera payé par des livraisons de cellulose ; le fournil de la France de gaz naturel soviétique servira à payer les livraisons françaises de tubes, d'équipements et de matériaux pour l'industrie du gaz et d'autres objectifs ;
- 3) Production commune et développement de la coopération industrielle entre organisations soviétiques et sociétés françaises ;
- 4) La réalisation du programme de coopération économique ouvre des pers-

pectives pour assurer le développement des échanges équilibrés. Le développement des exportations de machines et d'équipements soviétiques en France demeure un problème sérieux. Jusqu'à présent, le poids spécifique de cette catégorie dans les exportations soviétiques en France demeure peu important. Alors qu'au cours des cinq dernières années l'U.R.S.S. a acheté en France pour environ 5,5 milliards de francs de machines-outils et d'équipements, les achats français en produits de cette catégorie ne représentent que 400 millions de francs. Et ce n'est pas parce que nous n'avons rien à échanger ou que nous n'avons pas de machines susceptibles d'intéresser les entreprises françaises. De nombreux types d'équipements soviétiques, que nous avons eu de la difficulté à vendre en France, par exemple, pour la construction de Fos-sur-Mer, ont fait la démonstration de leur qualité. D'autres types de machines et d'équipements soviétiques ont également fait l'objet d'appréciations élogieuses. Notre pays produit une gamme très étendue de machines répondant aux normes

internationales les plus élevées. Pourtant, leur percée sur le marché français se heurte à des difficultés. La cause en est, parfois, la manque de dynamisme de certaines sociétés françaises. Il peut y avoir aussi d'autres causes. Nous avons l'intention de faire en sorte que, tout en augmentant les exportations de marchandises soviétiques, les initiatives visant à accroître les livraisons de machines, d'équipements et d'autres articles industriels français soient encouragées. A cette fin, la conclusion de contrats à long terme est prévue ;

— 5) La coopération doit permettre d'augmenter les importations en U.R.S.S. de biens d'équipements français. Nous prévoyons d'échanger en France, sur la base de crédits bancaires à long terme, des équipements et de la documentation technique pour la chimie et la pétrochimie, l'industrie légère, les constructions mécaniques, le sidérurgie, l'électrotechnique et les constructions navales. Nous envisageons également d'augmenter les achats en France de produits sidérurgiques et de biens de consommation.

Des projets de grande envergure

LA rencontre de Rambouillet entre M. L. Brejnev, secrétaire général du comité central du P.C.U.S., et V. Giscard d'Estaing, président de la République française, a été échec par la signature de l'Accord de coopération économique pour la période de 1971-1973.

La France nous a consenti un nouveau crédit qui contribuera à l'achat d'équipement et de certains matériaux. Ce nouveau crédit se monte à 12,5 milliards de francs. Tenant compte des 20% de paiement en espèces, la France pourra exporter pendant cinq ans des biens d'équipement et certains matériaux pour une somme de près de 16 milliards de francs.

A Rambouillet, le programme décennal a été complété par une série de nouveaux projets importants et notamment de caractère compensatoire, dont le montant est d'environ 15 milliards de francs.

Au cours de la visite officielle en U.R.S.S. du premier ministre français, M. Jacques Chirac, on a accordé une très grande attention aux problèmes économiques. La presse française a noté ce sujet qu'il est envisagé de conclure, avant la fin de l'année, des contrats d'un montant de 13 milliards de francs rien que pour les grands projets, et, en y incluant les projets moldaves, de 20 milliards de francs. Cela, sans compter les contrats déjà conclus.

On prévoit de réaliser d'importants projets à long terme de grande envergure, comme la construction de grands complexes industriels, en particulier pour la production d'alumine d'aluminium, de centrales nucléaires, de la troisième tranche du complexe de l'industrie du gaz d'Orenbourg, ainsi que d'un certain nombre d'entreprises de l'industrie légère et alimentaire. Dans ce cadre, des ententes ont lieu au vue d'imposer la coopération à long terme dans le domaine de l'information, notamment pour la fabrication de composants électroniques, d'équipements pour la fabrication d'appareils

pour les centraux téléphoniques, de certains types d'équipements de commande automatique. Des ententes sont également antérieures sur la coopération dans la prospection et l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz sur le plateau continental, avec l'utilisation de la technologie française.

Si des relations commerciales et économiques avec la France et les autres pays occidentaux se sont établies pratiquement dès les premières années de l'existence de l'U.R.S.S., les liens scientifiques et techniques n'ont commencé à se développer qu'au cours des dix ou quinze dernières années. A l'heure actuelle, la coopération dans ces domaines existe d'une façon permanente avec seize pays (France, Italie, Finlande, Autriche, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Canada, Japon, Belgique, Hollande, Suède, Danemark, Norvège, Australie, R.F.A. et Suisse), c'est-à-dire pratiquement avec l'écrasante majorité des pays capitalistes hautement développés. Notons que la France est le premier des grandes puissances occidentales avec laquelle l'Union soviétique ait établi de telles relations.

L'extension des domaines de cette coopération a rendu nécessaire la conclusion d'accords sectoriels. Parmi ces accords figurent, par exemple, le conclusion en mars, pendant la visite du premier ministre français, d'accords sur la protection de l'environnement et l'agriculture.

Pour mettre cette coopération en pratique, une structure a été créée et fonctionne avec succès : le « petit » et la « grande » commission mixte pour la coopération scientifique, technique et économique. En outre, seize groupes sectoriels mixtes, dont le tâche est de rechercher les conditions les plus favorables à l'examen des problèmes choisis en commun, ont été constitués. La prochaine session de la « grande commission » aura lieu fin juillet à Moscou.

De nombreuses études scientifiques et techniques soviétiques servent de base à de nouveaux travaux de recherche et à

des études et des projets communs et sont également utilisés dans la production industrielle à l'étranger. Par exemple, à la suite des travaux communs du ministère de la géologie de l'U.R.S.S. et de la société française Serselle, un système d'enregistrement sismique multicanaux a été créé. Ce faisant, un certain nombre d'ensembles soviétiques ont été utilisés, en particulier, un système de régulation automatique d'amplification à action instantanée. Ce nouveau système est actuellement fabriqué par l'industrie française et largement utilisé en Union soviétique et en France dans les études géophysiques et exporté dans des pays tiers.

Les industriels français manifestent également de l'intérêt pour l'utilisation d'un certain nombre de travaux soviétiques dans les constructions électriques, le métallurgie et les constructions mécaniques lourdes. Alstom, notamment, a mis en point, conjointement avec l'usine Metalitchevski de Leningrad, des turbines hydrauliques qui sont exportées vers des pays tiers. Intéressant a également en U.R.S.S. une presse hydraulique d'une puissance de 65 000 tonnes, dont le livrable et le montage commenceront prochainement. On pourrait citer d'autres exemples.

La coopération franco-soviétique scientifique et technique se concentre sur les problèmes majeurs de l'heure, sur les études décisives pour la solution prédictive des tâches immédiates, mais aussi d'avenir.

La coopération entre savants français et soviétiques a pris une grande ampleur dans les sciences fondamentales et appliquées, y compris dans la prospection des ressources des océans, la protection de l'environnement, l'application des méthodes mathématiques et de l'informatique à la planification et à la gestion, les recherches sur la protection de la santé et la médecine, l'urbanisme, la science agricole, etc. Les formes de coopération sont diverses. Souvent elles aboutissent à des publications communes. En voici un exemple : en juin-août 1974, un symposium Alpes-Caucase *in situ* a été organisé. Sur la base des matériaux recueillis et des discussions auxquelles ils ont donné lieu, un ouvrage commun consacré aux questions de l'utilisation des ressources naturelles pour le développement de l'énergie, de la production agricole, de l'organisation du rapet et des activités sportives et touristiques, ainsi qu'à la protection du milieu naturel des régions de haute montagne est en préparation.

Parmi les expériences communes, on peut citer le dépôt sur le sol lunaire des Lunokhods mobiles soviétiques 1 et 2 équipés de récepteurs taser français, l'étude des propriétés de l'atmosphère, de l'ionosphère et de la magnétosphère terrestres, l'établissement, grâce au satellite soviétique Molnya-1, d'une communication scientifique et téléphonique fiable entre Moscou et Paris. Une coopération étroite est également prévue pour l'application pratique des résultats des recherches de télédétection spatiale des ressources naturelles terrestres.

Depuis plusieurs années, Soviétiques et Français réalisent des expériences communes en physique des hautes énergies sur le gigantesque accélérateur soviétique

de 70 GeV construit à Serpoukhov et doté de la chambre à bulles à hydrogène liquide française Mirabelle.

Toutefois, on ne peut dissimuler qu'une certaine lenteur se manifeste dans la réalisation pratique des décisions et des accords. La responsabilité en revient non seulement à certains services et à certaines sociétés françaises, mais aussi à des organismes soviétiques qui, parfois, ont mis du temps à examiner les propositions françaises. Les deux parties font preuve de lenteur lors de la signature de contrats, surtout de contrats importants, et, à notre siècle où le technologie se développe à des rythmes extrêmement rapides, cela risque d'entraîner un vieillissement moral de certains objectifs.

Il importe d'attirer l'attention sur le fait que, bien que ces dernières années les liens économiques entre nos pays aient considérablement progressé, l'importance de la France dans le commerce extérieur de l'U.R.S.S. et celle de l'U.R.S.S. dans le commerce extérieur de la France ne sont pas en mesure de dépasser respectivement 2,4% et 1,2%. Pourtant, les possibilités de coopération sont infinies, sans limites. En effet, un élément important manque en faveur de cette information : le développement de l'économie soviétique est caractérisé par des rythmes élevés et stables. Par exemple, depuis dix ans les livraisons de production de base ont augmenté de 2,3 fois. Cela signifie que l'on a énoncé un nouveau rythme de production, dépassant de beaucoup celui qui avait été accumulé durant toute l'histoire antérieure de la société soviétique.

En 1974, l'U.R.S.S. a atteint la croissance industrielle la plus élevée de tout le quinquennat (8% contre 6,9% prévu). En dépit de conditions climatiques difficiles, on a obtenu la deuxième récolte de céréales la plus importante de toute l'histoire du pays (195,6 millions de tonnes), une récolte de coton (8,4 millions de tonnes) ; le plein d'achats de produits de l'élevage est dépassé.

Concernant plusieurs indices économiques importants, notre pays a déjà dépassé les Etats-Unis d'Amérique.

Au début de l'année prochaine, le XXV^e Congrès du P.C.U.S. examinera le dixième plan quinquennal, qui permettra de faire un nouveau pas en avant dans la création de la base matérielle et technique du communisme grâce à une combinaison toujours plus organique des réalisations de la révolution scientifique et technique avec les avantages du socialisme.

Nous sommes convaincus que l'Union soviétique et la France, qui se sont prononcées pour une politique de détente, d'entente et de coopération, et qui ont beaucoup fait pour qu'elle devienne un processus irréversible, seront au premier rang de ceux qui déploieront de nouveaux efforts vers la réorganisation de relations internationales, y compris économiques et techniques, sur la base d'une coopération mutuellement avantageuse, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de la création d'une atmosphère de bonne volonté et d'amitié entre les peuples, dans l'intérêt national et de la paix et de l'Europe pacifique et du monde entier.

STEFAN TCHERVENENKO.

POUR ATTÉNUER LES EFFETS DE LA CRISE DU MONDE INDUSTRIALISÉ

L'Amérique latine renforce sa solidarité économique

Par PHILIPPE LABREVEUX

L'ACCELERATION de la croissance économique de l'Amérique latine et de l'augmentation considérable de ses échanges commerciaux en 1975 et en 1974 ne suffisent pas à satisfaire le CEPAL (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine), qui a tenu sa quinzième session en mai à Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago). D'abord parce que les pays de la région ne sont développés à des rythmes inégaux, mais surtout parce que l'élevation du taux de croissance du produit intérieur brut n'a pas contribué à améliorer les conditions de vie de la grande majorité des habitants. La conjoncture internationale a pourtant été transitoirement favorable et le Comité directeur du CEPAL a pu constater que les gouvernements n'ont pas su en profiter.

Une nouvelle occasion perdue ? On est tenté de le croire en lisant le texte approuvé à Port-of-Spain par les représentants des pays membres, un bilan qui n'est pas plus optimiste que le précédent dressé il y a deux ans à Quito : « S'il est vrai que l'économie de l'Amérique latine dans son ensemble s'est développée à un rythme relativement rapide - 7% et 4% par tête - cette croissance tient à certaines tendances positives de l'économie internationale, en particulier à l'évolution des prix des matières premières (...). Les problèmes sociaux les plus graves subsistent : création insuffisante d'emplois dans le secteur moderne ; existence de secteurs considérables de la population vivant dans un état de pauvreté critique ; inégalité de la distribution des revenus (...). renforcement, au bénéfice de minorités urbaines, d'habitudes de consommation qui sont en contradiction avec les objectifs d'investissement et d'amélioration du bien-être des masses majoritaires. »

Certes, des réformes institutionnelles ont été entreprises tendant à moderniser l'Etat et à nationaliser les ressources naturelles, mais les gouvernements, dans leur grande majorité, se refusent à prendre les mesures qu'imposent pour modifier la répartition des fruits de la production.

Le CEPAL reconnaît que des progrès ont eu lieu dans le domaine de l'éducation et de la santé, mais signale qu'il n'y a pas d'amélioration sensible en ce qui concerne l'alimentation et le logement. L'inégalité de la répartition des revenus tend à s'accroître et, si l'on constate dans certains pays un gonflement des classes moyennes, la participation relative des secteurs les plus dévalorisés tend à diminuer. Pour la Commission, qui, sur ce point, semble avoir changé d'avis au fil des ans, le problème du chômage n'est pas aussi grave que celui de la faiblesse des rémunérations d'une grande partie de la population. « On a trop longtemps ignoré le phénomène de la plus-value », a déclaré M. Raul Prebisch, secrétaire général adjoint des Nations unies et conseiller de la CEPAL ; ceux qui possèdent les moyens de production possèdent aussi le pouvoir de s'approprier les bénéfices de l'amélioration de la productivité. Seuls les syndicats sont en mesure de limiter la capacité d'absorption de la plus-value par les secteurs supérieurs. »

Les représentants des gouvernements latino-américains ont vivement appelé le vice-président de la Commission et les autres experts de la Commission et les ont encouragés à poursuivre leurs travaux. En tirant le compte dans la formulation de leurs politiques ? Les responsables de la CEPAL ne se font guère d'illusions à ce sujet. Plus que dans la force de leurs idées, ils fondent leurs espoirs sur celle des faits : la saturation du marché des produits manufacturés et surtout des biens de consommation durables, qui contraignent les gouvernements à redistribuer les revenus pour relancer la demande ; la crise dans les pays industrialisés et la réduction consécutive des échanges commerciaux et des flux de capitaux, qui contraindra à revitaliser les projets d'intégration régionale.

La CEPAL a insisté sur la crise des pays industrialisés et sur la gravité de ses répercussions. Car elle accé-

lution de la croissance en 1973 et en 1974 comme le réajustement constaté à partir de la fin de l'année passée mettant en relief le même phénomène de dépendance à l'égard des économies « centrales », c'est la crise de ces dernières et ses conséquences sur les économies de la « périphérie » qui entraînent des réactions de défense pouvant être salutaires à long terme.

La Banque Interaméricaine de développement (BID), qui vient de tenir ses assemblées annuelles à la Jamaïque, formule un diagnostic moins pessimiste. Mais la CEPAL et la BID ont lieu de craindre que la récession dans les pays industrialisés et des répercussions dévalorisantes sur le commerce de l'Amérique latine. Si les exportations de la région ont progressé à un rythme rapide (passant de 15 milliards de dollars en 1974 à plus de 44 milliards en 1975), c'est dans une très large mesure au raison de la hausse des cours des produits de base et des matières premières. Or depuis l'année dernière, la tendance pour l'ensemble des produits intéressant la région est à la baisse. La crise des pays développés a aussi entraîné un renchérissement des prix des produits manufacturés, une réduction de l'assistance financière et des investissements privés. Venant s'ajouter aux problèmes permanents que posent le service d'une lourde dette et les transferts de bénéfices des compagnies étrangères, le situation nouvelle risque de causer de sérieux déséquilibres de balance de paiements.

En fait, les pays non exportateurs de pétrole ont d'ores et déjà été affectés par la crise. Le déficit de leur balance des paiements, qui était de 640 millions de dollars en 1974, est passé à 87 milliards en 1975 et atteindra cette année 13 milliards. Trois pays (Brésil, Chili, Uruguay) ont particulièrement souffert. Quels que soit l'évolution des prix des matières pre-

mères et des produits de base, la position de ces trois pays n'est pas près de s'améliorer. C'est pourquoi le CEPAL a lancé l'idée d'une opération permanente de sauvetage qui a reçu l'approbation unanime des gouvernements : il s'agit de créer un fonds de sécurité de 4 milliards de dollars (le tiers environ du déficit moyen des pays non exportateurs de pétrole en 1974, 1975 et 1976) pour relayer ou compléter l'aide des organismes internationaux. Principal producteur de la zone et troisième exportateur mondial de pétrole, le Venezuela a donné son accord de principe pour une contribution substantielle.

Après avoir longtemps prôné un modèle de développement « tourné vers l'extérieur », le CEPAL ne peut que se féliciter du bon comportement du commerce extérieur latino-américain. Sans doute n'a-t-il été que le reflet d'une tendance mondiale. Sans doute aussi la participation de l'Amérique latine dans le commerce mondial eût-elle diminué en termes relatifs. Mais le développement des échanges commerciaux de la région, « minuscules » au gré de M. Enrique Iglesias, secrétaire général de la CEPAL, a été au-delà des espoirs des experts de la Commission.

La CEPAL a trouvé dans la crise des pays industrialisés un nouveau motif pour encourager les pays membres à renforcer leurs liens sur le plan commercial et économique. Les efforts d'intégration entrepris au début des années 60 sont loin d'avoir produit des fruits spectaculaires. Le Groupe andin, plus ambitieux, n'en est qu'à ses débuts. Le seul sujet réel de collaboration entre la Grande-Bretagne et les exportateurs de produits manufacturés régionaux est passé de 9,5% en 1965 à 18% en 1974. L'Amérique latine est dans ce domaine devant son premier fournisseur, avant même les Etats-Unis. L'essentiel des importations latino-amé-

ricaines concerne des biens de capitaux et des produits intermédiaires, que la région ne produit pas. Le développement de ces industries eût été retardé par rapport à d'autres secteurs, car elles ont des économies d'échelle qui exigent des efforts techniques et financiers hors de portée des pays de la zone, même les plus grands. C'est pourquoi la CEPAL qui appuie les tentatives de programmation industrielle du Groupe andin, défend également l'idée de coopérer à l'échelon régional des politiques de développement dans les secteurs qu'individuellement les pays ne peuvent aborder et de mettre sur pied des entreprises multinationales latino-américaines. Parallèlement le Mexique et le Venezuela, le SELA aurait pour objectif principal de promouvoir de telles entreprises.

En attendant qu'elles voient le jour et que la région subvienne à ses besoins ou du moins réduise sa dépendance à l'égard des pays développés, l'Amérique latine devra continuer de s'accommoder de cette réalité que la CEPAL préfère appeler interdépendance. C'est une façon de souligner que, si le comportement économique de la région dépend de celui des pays développés, ceux-ci ont de leur côté tout intérêt à prendre l'Amérique latine en considération.

La région e, en effet, acquies depuis le fin de la deuxième guerre mondiale une dimension nouvelle : son produit intérieur brut est égal à celui de l'Europe en 1950 et, au rythme actuel de croissance, devrait atteindre en 1985 celui de l'Europe d'aujourd'hui. L'Amérique latine, qui importe pour 30 milliards de dollars par an, représente pour les Etats-Unis un marché presque égal à celui de la C.E.E. et, pour le Communauté, un marché égal aux trois quarts de celui des Etats-Unis. Cela donne du poids à la région qui, dans la mesure où elle est capable de former des demandes conjuguées, dispose d'un pouvoir de négociation accru face à ses partenaires industrialisés.

Le Commonwealth, la Grande-Bretagne et le tiers-monde

Par MARIE-CLAUDE CELESTE

« Q'EST-CE que trois pays comme le Canada, la Sierra-Leone et le Pakistan peuvent bien avoir en commun ? » A un sceptique qui s'interrogeait ainsi il y a quelques jours sur la raison d'être du Commonwealth, M. Arnold Smith, ancien secrétaire général du « club », avait répondu que les hommes ont besoin d'apprendre, de se connaître, de s'apprécier, et que le Commonwealth peut aider à y parvenir.

C'est ce qu'ont tenté de prouver les représentants des trois pays membres réunis du 26 avril au 6 mai dernier à Kingston. Pour la première fois, en effet, ce n'était pas des questions particulières aux Etats membres ou à l'ensemble du « club » qui consti-

tuèrent le point essentiel de leur ordre du jour.

La priorité fut accordée, au cours de ce vingtième « sommet », aux moyens de restructurer l'ordre économique international, et le Commonwealth envisage maintenant de soumettre à la communauté internationale un projet de solution sur lequel un comité d'experts a été chargé de préparer un rapport.

Sans doute les chefs de gouvernement du Commonwealth avaient-ils espéré que ce plan viendrait le jour à Kingston. D'autant qu'une récente décision du secrétariat de l'association semblait constituer, selon les propres termes du premier ministre britannique, M. Harold Wilson, une base « encourageante » de discussion.

son soutien aux combattants de la liberté en cas d'échec d'une éventuelle réforme internationale, ou si les sanctions économiques devaient se révéler inefficaces. Le gouvernement de Londres a vraisemblablement émis des réserves sur ce point, puisque le communiqué final de Kingston se borne à reconnaître « l'ineffectivité d'une intensification de la lutte armée si le régime illégal et raciste de Salisbury bloque toute possibilité de règlement pacifique » du problème rhodésien.

De moins les pays membres ont-ils montré que leur « club » avait succombé à la tentation de l'élitisme ? Comme l'a souligné le nouveau secrétaire général de l'association, le Gyananai M. S. Ramphal, avec un

sens très britannique de la mesure, la conscience des possibilités du Commonwealth doit être « tempérée » par la connaissance de ses « limites », et on ne doit pas fonder sur lui d'« espoirs irréalistes ». Le temps n'est plus où, comme le préconisaient certains pays membres il y a quelques années, l'on songeait à « enclore la Grande-Bretagne en raison de certains aspects de sa politique » de sa politique au sud du continent.

En s'accommodant des faiblesses de l'association, ses membres confirment la thèse selon laquelle le Commonwealth est entré dans son « troisième âge ». Après avoir été un « club de gentlemen blancs », puis un champ de confrontation entre la Grande-Bretagne et ses anciennes possessions, le Commonwealth ne veut désormais avoir d'autre raison d'être que « la

consultation et la coopération dans le but de promouvoir la coopération internationale ».

Comme l'a un jour remarqué un spécialiste britannique des problèmes de cette association, l'émergence du « troisième Commonwealth » date du jour où - c'était à Singapour en 1971 - M. Edward Heath, premier ministre britannique de l'époque, avait indiqué que son pays « se refusait désormais à payer le prix de son leadership en subordonnant ses propres intérêts à ceux du groupe ».

Mais ces problèmes sont aujourd'hui dépassés. Le Commonwealth a prouvé que le leadership de la Grande-Bretagne n'était pas pour lui une condition de survie.

(1) Cf. Le Monde diplomatique d'avril 1975.

Le prix des matières premières

M AIS le compromis entre le projet britannique et le plan Wilson, de la zone caribbe présentée par le chef du gouvernement de la Guyana, M. Forbes Burnham, s'est révélé impossible à Kingston. Dans un mémorandum soumis à la conférence, la délégation britannique a expliqué les raisons de ses réticences envers l'indication du prix des matières premières sur celui des produits manufacturés, qui constitue le cœur du système du tiers-monde. « Un tel système, y lit-on notamment, serait inefficace et ne saurait constituer à lui seul une garantie d'accroissement des recettes des pays producteurs. Il nécessiterait en outre des accords très élaborés entre les plus importants d'entre eux et les principaux pays consommateurs. S'il était tout à fait efficace, un tel système renforcerait les pressions inflationnistes en cas de forte demande et accentuerait les difficultés des pays en voie de développement », par gonflement du montant de leurs importations.

Le premier ministre guyanais a estimé pour sa part que le plan Wilson, « limité à des accords commerciaux » et qui propose des « repêchages quand nous avons besoin d'une restructuration des courants d'échanges actuels », ne saurait satisfaire les besoins des pays en voie de développement. Rejetant l'idée d'associations communes de producteurs et de consommateurs, M. Burnham devait préciser : « Les groupements de producteurs devraient rester ce qu'ils sont. Si les pays consommateurs veulent constituer leurs propres associations, ils sont libres d'en prendre l'initiative. »

A Kingston, c'est donc moins le clivage habituel entre pays riches et pays pauvres qui a prévalu que celui entre producteurs et consommateurs de matières premières. L'Australie, par exemple, qui est membre de l'Association des pays exportateurs de bande aux côtés de la Jamaïque et de la Guyana, et le Canada, producteur de matières premières, n'étaient pas opposés au plan Burnham.

Le comité d'experts constitué le 6 mai à Kingston s'attache depuis lors à rapprocher les points de vue, dans le but de soumettre à l'Assemblée générale des Nations unies, en septembre prochain, un plan du Commonwealth pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Ainsi se confirme l'orientation définie dans la « déclaration de principes » du club, élaborée à la conférence de Singapour en 1971, et définitivement adoptée lors du « sommet » d'Ottawa en 1973. Après être interrogé sur sa raison d'être durant toutes

les années 60, le Commonwealth s'était fixé pour but de contribuer à réduire l'écart entre pays riches et pauvres dans le monde. Conscient toutefois des limites inhérentes à une « association volontaire », sans pouvoir contraignant, il s'est donné pour rôle principal de servir de secrétariat de l'humanité qu'il représente, au sein d'autres instances internationales.

Ainsi s'explique le changement fondamental d'attitude des pays du Commonwealth, confirmé à Kingston à propos de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne. Depuis les négociations avec la C.E.E. et les quarante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.F.) signataires de la convention de Lomé en février dernier (1), le Commonwealth estime en effet que la Communauté peut avoir une vue moins restrictive des problèmes du monde, grâce à la présence de la Grande-Bretagne, qui y plaide certaines des causes de l'humanité.

Ainsi, après avoir exprimé les plus vives inquiétudes sur les conséquences pour eux de l'adhésion britannique à la C.E.E., les autres membres du Commonwealth ont estimé dans une note publiée à la fin du vingtième « sommet », que leurs intérêts n'avaient nullement été affectés par cet événement.

Si important que soit, pour les pays réunis à Kingston, leur effort nouveau pour contribuer au règlement des grands problèmes économiques du monde, il n'a pas supplanté leur préoccupation plus ancienne de lutter contre la domination coloniale et l'oppression raciale. A propos de la situation en Afrique australe, qui intéresse plus ou moins directement plusieurs membres du Commonwealth, on discute aussi une certaine évolution du Commonwealth. Après avoir vainement efforcés, au cours des précédentes réunions « eu sommet », d'obliger la Grande-Bretagne à une intervention directe en Rhodésie, les membres du Commonwealth ont, cette fois, opté pour la solution plus réaliste, dans le cadre du « club », d'un renforcement des sanctions économiques contre le régime de M. Ian Smith. La décision prise à Kingston d'aider le Mozambique, qui allait accéder à l'indépendance, et surmonter les difficultés qu'entraînerait pour son économie la fermeture de ses principaux ports au commerce extérieur rhodésien sera sans doute appuyée par d'autres membres de l'ONU.

Convaincus que les seuls moyens pacifiques ne suffiraient pas à assurer l'arrivée au pouvoir de la majorité noire en Rhodésie, certains membres du Commonwealth ont essayé d'amener la Grande-Bretagne à apporter

Le carnet des ambassades

● M. Cesare Gnoli, consul général d'Italie, a donné une réception le 1^{er} juin à l'occasion de la fête nationale et en présence de l'ambassadeur d'Italie de France, M. Malati.

● M. Saleh Mehdi Amah, ambassadeur d'Irak, a offert une réception le 3 juin en l'honneur de M. Pierre Carles, ancien ambassadeur de France à Bagdad, nommé directeur du département Afrique-levant au ministère des affaires étrangères.

● A l'occasion de la pose de la première pierre d'un mémorial des Polonais qui ont combattu pour la libération de la France, et de la visite en France de M. Mikoyan, ministre polonais des affaires étrangères, Emil Wojasak, ambassadeur de la République populaire de Pologne, a donné une réception le 10 juin.

● Le premier conseiller près l'ambassade de Chypre et Mme Georges Lycourgos ont offert une réception le 11 juin.

● L'ambassadeur de Grande-Bretagne et Lady Tomkins ont donné le 12 juin une garden-party à l'oc-

cas de l'anniversaire de la reine Elisabeth.

● A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur des Philippines et Mme Luis Morano-Salcedo ont offert une réception le 15 juin.

● M. André Guillaumont, ambassadeur du Sénégal, a donné une réception le 17 juin dans les salons de l'ambassade.

● A l'occasion de la célébration du dixième anniversaire du redressement historique (19 juin 1965-19 juin 1975), l'ambassade des Algériens en Europe a donné le 19 juin une projection du film de Lakhdar Hamina « Chronique des années de brasse » qui a obtenu l'Oscar de la Palme d'or au festival de Cannes 1975.

● A l'occasion de son départ, M. Pham Van Ba, ambassadeur de la mission permanente du gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Vietnam du Sud en France, a offert un cocktail le 19 juin.

● L'ambassadeur de Cuba et Mme Gregorio Ortega Suarez ont donné une réception le 23 juin en l'honneur de M. Alain Carpentier, ministre conseiller pour les affaires

culturelles près l'ambassade, lauréat du prix Cino del Duca.

● M. Mirko Zadic, conseiller de presse près l'ambassade de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, a offert un cocktail le 23 juin.

● M. Rodrigo Botero, ministre des finances de Colombie, a donné une réception le 24 juin à l'ambassade de Colombie en l'honneur des membres du groupe consultatif pour la Colombie.

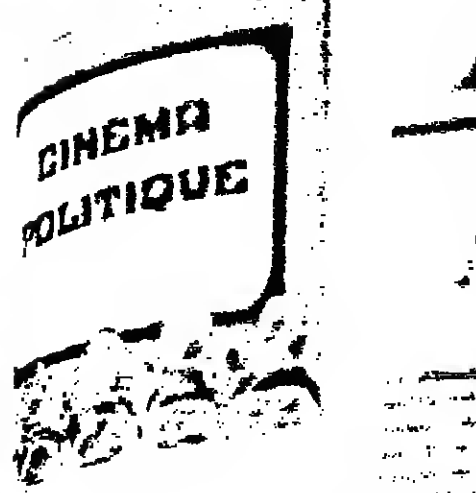
● Le groupe d'amitié France-Japon du Sénat, présidé par M. Louis Gires, vice-président du Sénat, a donné une réception le 27 juin dans les salons de l'hôtel de la présidence du Sénat en l'honneur de M. Hideo Kishihara, nouvel ambassadeur du Japon en France.

● M. S.K. Kathpala, conseiller près l'ambassade de l'Inde, a offert une réception le 30 juin.

NECROLOGIE

● M. Alioune Sissoko, ambassadeur du Mali en Belgique, est décédé le 18 juin 1975 à Bruxelles.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, 8/10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Filiale de Ventes directes de la S.A. Automobiles Citroën créé, particulièrement, à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir. CITROËN CHAMP-DE-MARS S.A. Tél.: TT CITRO-24833 - Tél. 567.98.20 - 783.52.76



timidités

PLE ET GORIL

مركز من زواجل

CINEMA POLITIQUE

L'antimilitarisme à l'écran

ARMÉE, DÉMOCRATIE, RÉVOLUTION

Le discours antimilitariste ou même sa fondation sur le projet politique de démantèlement de la différence radicale qui existe entre la société militaire et la société civile...

Les cinéastes progressistes américains ont été les premiers et les plus attentifs à dénoncer les prérogatives antidémocratiques et les contre-valeurs dont se servent cette société militaire qui possède, en marge de la société civile...

Lossy, 1965), ses propres bogues (la Colline des hommes perdus, de S. Lumet, 1965), toutes institutions tendues vers la défense d'un but suprême, de l'héroïsme et du patriotisme...

En France, les millions de morts de la première guerre, gérés avec susceptibilité par une armée à la conscience peu tranquille, ont longtemps empêché qu'un cinéma véritablement antimilitariste dénonce les aberrations structurelles de la société militaire...

Français ou américains, ces films critiquent le militarisme d'un point de vue démocratique et, ce faisant, ils expriment la crainte, fort légitime, de voir l'armée militariser une société industrielle...

En Amérique latine, le problème est tout autre : l'armée se présente encore comme un élément de cohésion nationale, mais est fréquemment au service des bourgeois locaux...

IGNACIO RAMONET.

Timidités françaises

DANS les circonstances actuelles, nous voyons mal un film français appréhender la réalité historique sous l'angle des fusillés pour l'exemple de Verdun et autres lieux ou sous celui de la panache galonnée faisant tirer sur ses propres troupes...

En outre, avant 1945 tout s'est passé comme si les réalisateurs français n'avaient pas ressenti la nécessité de s'intégrer dans l'évolution historique derrière laquelle ils se trouvaient avec de bonnes vieilles histoires de légionnaires, de mauvais garçons, ou avec des drames d'atmosphère aussi sombres que le ciel crépusculaire des armées à venir...

Le cinéma français contemporain nous offre de substantielles compensations, même si les réalisateurs réalisent souvent être obligés à balancer à traiter incidemment d'un thème brûlant (la guerre d'Algérie, par exemple) parmi d'autres sujets, à jeter

un regard occasionnel sur la guerre au détour de telle ou telle intrigue ou encore à la décrire par sujet interposé : Hôtel des Invalides, de Georges Franju, commandité par le ministère des armées, réussit le tour de force d'être le seul pamphlet antimilitariste du cinéma français!

Éternel franco-tueur, Claude Autant-Lara établit quant à lui une sorte de jonction entre les « anciens » et les « modernes ». Parfois chassé de ses gros sabots, il n'en est pas moins le mérite de passer du pacifisme béni au pacifisme agressif avec deux films remarquables : la Traversée de Paris et le Diable au corps. Même si ses autres tentatives furent moins heureuses (Tu ne tueras point), tout au moins le serons-nous profondément concernés autant par la morale militaire que par la manière dont se comporte l'homme ordinaire durant la guerre...

Le traumatisme de la guerre d'Algérie

QUANT à la guerre d'Algérie, elle a été rarement évoquée, si ce n'est dans des films condamnés au circuit parallèle tels ceux de René Vautier, ou en filigrane dans la Belle Vie, de Robert Enrico, qui met l'accent sur les difficultés de la réadaptation de son personnage, le Combat dans l'île, d'Alain Cavalier, et surtout Adieu Philippe, de Jacques Rivette, avec ses jeunes personnages pour qui le service militaire signifie la perte définitive de temps heureux de l'adolescence.

Muriel demeure finalement plus explicite avec un complot et un talent rares de la part de son réalisateur (A. Resnais), mettant en scène un jeune homme tellement traumatisé par ce qu'il a vu et a été obligé de faire en Algérie qu'il en arrivera à commettre un meurtre par lucidité, par dégoût et, en quelque sorte, pour se racheter d'avoir participé à la torture de cette Muriel morte bien avant que ne débute le film. Ce personnage, incarné par Jean-Claude Bouillaud, est une victime exemplaire en même temps qu'un coupable honteux.

Parmi les œuvres franchement antimilitaristes nous pouvons rappeler encore le très honnête Biribi, de Daniel Moosmann, dont l'action se situe malheureusement en 1883, le nihiliste et féroce Les Carabinières, de Jean-Luc Godard, et Les Honneurs de la guerre, d'un Jean Dewever lucide et sans illusion de même que Roi de Cœur, de Philippe de Broca, qui fait des pensionnaires d'un asile d'aliénés des êtres charmants, sensibles et profondément sains par rapport aux militaires en action.

Nous n'avons pu tout citer, mais cet échantillonnage prouve à tout le moins la présence d'un antimilitarisme constant dans la coulée historique du cinéma français, qui n'atteint pas toutefois à la virulence manifestée par plusieurs films étrangers.

JACQUES BELMANS (auteur de Le Cinéma et l'homme en état de guerre, Edil, André Deruche, Bruxelles, 1975).

MAUVAIS SOLDAT OU MAUVAISE ARMÉE ?

L'Écran de guerre, dans le cinéma américain en particulier, s'est très tôt constitué en genre. Très tôt également, des films de guerre ont adopté une position critique ou contestatrice. Soit par le biais de la comédie destructrice (de Charlie Chaplin, tourné avant le fin de la première guerre mondiale avec un réalisme qui nous stupéfie aujourd'hui, le M.A.S.H. ou Catch 22, soit en mettant en évidence les contradictions superstitieuses de l'institution.

Ce cinéma vite étagé - antimilitariste - portait en fait les qualités et les limites du libéralisme américain. Certes on pouvait être qu'il y avait dans l'armée américaine (ou dans l'armée française vue par les Américains) des généraux carriéristes, des officiers supérieurs pieux ou azadiques ou simplement stupides. Certes c'était beaucoup, à l'époque de nos guerres coloniales, quand la censure française exigeait de Claude Bernard-Aubert que sa Patrouille sans espoir devienne une Patrouille de choc... Mais ce cinéma baraté de bons sentiments portait en lui son propre démenti : l'institution (l'armée) n'était jamais envisagée comme telle, mais atomisée en un ensemble d'individus singuliers : les soldats-victimes, le colonel, les généraux, s'affrontant dans un spectacle (brillamment) qui laissait intacte la société militaire.

Le courant libéral s'estompe après 1960, sous la pression d'une réalité qui alerte

quelques journalistes, quelques intellectuels. Depuis 1961, Robert McNamara, ancien président de Ford, est secrétaire à la défense, nommé par Kennedy, maintien pour Johnson. C'est le temps où les États-Unis découvrent à la fois le formidable pouvoir de leur arsenal, la collusion entre l'armée et l'industrie, et la menace atomique permanente. Pour paniquer ou crainte raisonnée, cautionnée par John Kennedy lui-même : « Tout homme, toute femme, tout enfant, vit sous une épée de Damocès de type nucléaire qui est maintenue par les fils les plus ténus et qui peuvent casser à tout moment par accident, maladresse ou folie... »

Le cinéma prend à son compte cette inquiétude. Docteur Folamour, de Kubrick, et Aux postes de combat, de J.B. Harris, sont construits sur l'hypothèse de la folie : un chef responsable « perd les pédales » et précipite le mécanisme irréversible de la guerre atomique. Dans l'un et l'autre cas, le folle n'est point innocent : c'est une explosion délirante de l'anticommunisme.

Dans Point Limbe, de S. Lumet, c'est l'accident qui déclenche la catastrophe. Des B-52 en manœuvre font sauter l'U.R.S.S., quelque chose se brise. Il n'est plus possible de les repeller. Le président des États-Unis prévient son homologue soviétique, tente l'impossible pour détruire ses propres avions, et finalement fait atomiser New-York en même temps que Moscou pour prouver sa bonne foi à l'adversaire. Logique absurde...

Dans Sept jours en mai, de Frankenstein, enfin, c'est une volonté politique cohérente qui pousse un quateron de généraux techniciens à fomenter un complot qui vise simplement à restaurer le pouvoir civil. La machine s'arrête par le fait du hasard et du civisme inébranlable d'un colonel pur et dur (incarné par le même Kirk Douglas qui était déjà l'officier positif des Sanfiers de la gloire).

Ces quatre films, nés de l'ère kennedienne, fonctionnent, par le biais de la politique-fiction, comme des onnettes d'alarme. L'armée y est perçue et montrée comme un corps dangereux par son excès de puissance technologique et économique.

L'extension, sous Johnson et Nixon, de la guerre au Vietnam justifie ensuite d'autres soucis. La guerre lui, démocrate, détruit des hommes. Des hommes s'opposent à la guerre. Le cinéma prend à son compte une ligne d'opposition de plus en plus délibérée, de plus en plus politique. Des films militants soutiennent la lutte de ceux qui refusent : le plus beau jour de notre vie ou Winter Soldier (tous deux en 1972), illustrent ce courant.

Deux ans plus tard, le Cœur et l'Espoir, de Peter Davis, dépasse la prise de position ponctuelle. Partant d'une description des ravages que la guerre fait dans le chair des hommes, le film élève la propos et pose la question de l'insertion de l'armée dans le corps social américain. Par un montage d'interviews de responsables civils (Johnson surtout) et militaires (Westmoreland, Patton III), et de séquences de reportage, Davis éclaircit le lien profond qui unit la société et son armée. Le Vietnam n'a pas été un accident, ni une tache ; la violence guerrière, c'est dans les parades de rue ou dans les vestiaires des stades que l'Amérique se prépare et l'entretient (déjà M.A.S.H. nous disait le lien qui unit le football et la talle anglaise, mais nous n'avions pas eu, alors, lire la propos d'Altman avec le bouffonnerie...).

Le Cœur et l'Espoir est sans doute le premier film qui, avec la rigueur d'un essai, démontre à quel point l'armée américaine est le produit de la civilisation américaine. Ce serait un film désespérant si son existence même ne prouvait que la même civilisation est capable de décrier les anticorps.

JEAN-PIERRE JEANCOLAS.

PEUPLE ET « GORILLES »

FORCÉS à se déshabiller avant d'être fusillés, des ouvriers déposent, silencieux et comme ébahis, leurs vêtements mouillés de sueur en petits tas soigneux puis vont s'aligner, nus, embarrassés, contre un vieux mur face au peloton de soldats boliviens séduits.

Cette séquence d'exécution réelle a coûté la vie à l'opérateur qui l'avait filmée clandestinement. Elle clôture un court-métrage militant, le Temps du général (1973), produit par un collectif bolivien pour analyser les circonstances qui permirent, en août 1971, le coup d'État du général Banzer. Elle présente, en outre, un caractère exemplaire puisqu'elle condense, en une forme paroxystique, les difficultés de la résistance populaire face à une armée dont les fonctions répressives voudraient également empêcher la constitution d'une archive des luttes du peuple. Déjà, le réalisateur bolien Jorge Sanjines, dans le Coeur de la patrie (1971), expliquait comment, après le premier massacre de Catavi, qui fit quatre cents morts en décembre 1942, l'armée dispersa les orphelins aux quatre coins du pays, enterra les corps dans des cimetières éloignés et interdit que figurât sur la croix le dote de la mort, afin de brouiller la reconstruction du crime.

Dans un tel contexte, un film qui se bornerait à illustrer simplement le thème de l'antimilitarisme lirait et réduirait la complexité de la situation politique. En fait, il existe un seul film qui corresponde aux règles de ce genre, le Sélébre sanglant (Soto, 1969) produit au Chili. Il illustre un épisode de la guerre (1879) entre le Chili d'une part, le Pérou et la Bolivie d'autre part, pour la possession des mines de salpêtre d'Atacama, dont les actionnaires étaient tous Européens : l'auteur met en accusation le corps des officiers chiliens qui exigèrent de leurs hommes des sacrifices absurdes.

En général, les cinéastes d'Amérique

latine ne s'en prennent pas à l'« essence perverse » de l'institution militaire, mais à sa fonction répressive et antipopulaire au service des oligarchies. C'est dans le contexte culturel du « cinema novo » que Rui Guerra, dans l'admirable Os Fuzis (1965), posait pour la première fois, de manière violente, le problème de l'armée de classe ; il présentait des militaires dans le Nordeste brésilien affamé, qui finissaient par tirer sur le peuple en quête de nourriture ; mais cette dénonciation du rôle de chien de garde de l'armée était accompagnée d'une sorte de fascination pour son efficacité et sa puissance (le personnage principal, Gaucho, est le seul à s'opposer au départ des vivres dont les paysans ont tant besoin. Il le fait en se servant d'un fusil qu'il soit utiliser parce que c'est un ancien soldat). Il y a chez Rui Guerra l'espoir de voir d'autres militaires imiter cet ex-soldat qui meurt pour la cause du peuple ; il y a aussi une illusion à des hommes comme Carlos Marighela, ancien officier de l'armée brésilienne, devenu le théoricien de la guérilla urbaine.

D'autres films révèlent comment les oligarchies, incapables de proposer une perspective de développement économique et de progrès social, utilisent l'armée qui pratique une terreur aveugle pour isoler les guérilleros des populations locales. Dans le Coeur de peuple, Sanjines montre le massacre des ouvriers de l'étoilé par une armée inquiète de développement de la guérilla du « Che » et voulait empêcher que s'effectue une jonction entre les mineurs et les guérilleros. Sanjines distingue toutefois le comportement des officiers de celui des simples soldats ; ceux-ci sont amenés de l'autre bout du pays, par train de nuit, pour éviter les scrupules des recrues à tirer sur leur propre ethnique.

Au service des nantis et protégeant les biens des grands propriétaires fonciers, mais également au service de l'impérialisme américain, c'est ainsi



« OS FUZIS » (1965), FILM BRÉSILIEN DE RUI GUERRA. L'armée latino-américaine dénoncée dans sa fonction répressive et antipopulaire.

qu'apparaît l'armée gonflée dans le dernier film de Sanjines, l'Ensemble principal, qui montre la nécessité pour le peuple de prendre le fusil et de s'organiser au sein d'une armée de libération.

L'armée qui massacre encore est celle que l'on voit, dans le Terre promise, de Miguel Littin (1974), ombriller une expérience collectiviste au sud du Chili ; c'est aussi celle qui, dans Opération Massacre, de Jorge Cedron, exécute sommairement un groupe d'ouvriers péronistes ; ou encore celle qui extermine les populations indiennes de Colombie et dont quelques survivants racontent le sauvagement dans Plans, témoignage sur un général, de J. Silva et M. Rodriguez (1974).

Les cinéastes latino-américains, tout en reconnaissant l'existence d'officiers patriotes à l'intérieur de l'armée et en souhaitant voir celle-ci défendre les intérêts populaires, dénoncent avec rage

et violence l'emploi des armées nationales par les oligarchies et l'impérialisme pour défendre et étendre leurs privilèges.

C'est la brutalité de la répression militaire que les cinéastes révèlent publiquement, avec l'objectif culturel de constituer une archive où le peuple pourra puiser pour rétablir sa mémoire estompée par les « gorilles » qui veillent de plus en plus à ne pas laisser de traces de leurs exactions ; ils n'hésitent plus à exécuter les caméramans trop obstinés comme, encore, cet opérateur argentin qui filme les soldats chiliens qui traitent sur lui et le tuent lors du soulèvement contre Salvador Allende, le 29 juin 1973, et dont les images viennent fermer la Bataille du Chili (1973), de Patricia Guzman, dernier en date des réquisitoires contre les armées « gorilles » latino-américaines.

I. R.

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Triple veto à l'issue du débat sur la Namibie

L'ISSUE du débat sur l'avenir de la Namibie qui s'est ouvert le 30 mai, trois membres permanents du Conseil de sécurité ont voté le 6 juin contre un projet de résolution qui demandait un embargo obligatoire sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. Ce projet, présenté au nom des non-alignés par la Guyane, l'Irak, la Mauritanie, le Cameroun et la Tanzanie, a recueilli dix voix. Deux pays se sont abstenus : le Japon et l'Italie, tandis que la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni faisaient usage de leur droit de veto. Le texte demandait en outre que des élections libres sous le contrôle des Nations unies soient organisées le 1^{er} juillet 1976 au plus tard en Namibie.

Prolongation du mandat de la Force à Chypre

Le 13 juin, le Conseil de sécurité a décidé une nouvelle fois de prolonger pour six mois (jusqu'au 15 décembre) le mandat de la force des Nations unies à Chypre (ONFICYP). Quarante pays ont voté en faveur de cette mesure, la Chine ne participant pas au scrutin. Au même temps, le Conseil invite le secrétaire général à poursuivre sa mission à bons offices et à lui faire un rapport intermédiaire le 15 septembre, puis un rapport définitif, au plus tard le 15 décembre, sur les progrès accomplis.

SAHARA OCCIDENTAL

Le secrétaire général a reçu le 23 mai un message du directeur de l'ambassadeur d'Espagne l'informant que son pays ne participerait pas à la conférence de l'Assemblée générale des Nations unies sur le Sahara occidental. Dans une déclaration publiée le 28 mai, le Maroc a pour sa part accusé l'Espagne de créer une situation ambiguë et un climat de confusion dans cette affaire. Le mois dernier, M. Kurt Waldheim s'est rendu en visite officielle en Espagne, en Mauritanie, au Maroc et en Algérie, où il s'est entretenu avec les responsables de ces pays de la question du Sahara occidental.

DECOUVERTE

Le 10 juin, M. Waldheim a lancé un appel urgent aux Etats membres pour qu'ils apportent leurs contributions au budget de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine et de la proche-Orient (U.N.R.W.O.). Un déficit de 30 millions de dollars compromet en effet la réalisation des programmes dans la seconde moitié de 1975.

CONSEIL DE TUTELLE

Le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

ACTIVITES EN AFRIQUE

Le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

PROCHAINE SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Le comité préparatoire de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies (qui aura lieu du 15 au 17 décembre 1975) a tenu sa sixième session à New-York du 16 au 17 juin. Il a examiné un rapport faisant le point de la situation économique mondiale au milieu de la Décennie et indiquant les obstacles politiques d'ordre général à l'application du programme d'action et de la Stratégie internationale de développement.

l'actualité sociale INTERNATIONALE

intersocial

vous apporte

- un dossier (l'Europe des Neuf face au chômage, humanisation du travail: une expérience américaine, les "Lip" en Europe, CEE: conditions de travail...)
- des informations, des analyses, des reportages, des interviews, des "brèves" (conditions de travail, emploi, multinationales, politique économique, relations du travail, salaires-revenus, syndicats...)
- des statistiques - inédites - commentées et un tableau de bord

75541 Paris Cedex 11
N. 805.91.05

Diffusé par abonnement seulement : 1 an 11 numéros 400 F
Pour les abonnements servis hors de France : 440 F

Numéro spécimen sur demande



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

Réfugiés

Le rapatriement des Indochinois réfugiés à l'étranger

Le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

Fonds des Nations unies pour l'enfance

Le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

Santé

Les travaux de la vingt-huitième assemblée mondiale

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

Fonds monétaire international

Deux réunions à Paris sur la réforme du système monétaire et l'aide au tiers-monde

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

P.O.M.S.

F.A.O.

Une première session peu encourageante du conseil mondial de l'alimentation

Le conseil mondial de l'alimentation, nouvel organisme des Nations unies créé lors de la conférence mondiale de l'alimentation à Rome en novembre dernier, a tenu sa première session à Rome du 22 au 27 juin. Les ministres et ambassadeurs des trente-trois pays qui y sont représentés se sont efforcés d'examiner à nouveau les mesures à prendre pour améliorer la situation alimentaire mondiale, toujours préoccupante, et des programmes d'aide internationale. Ils ont aussi fait le point des offres de contribution au futur fonds international pour le développement agricole, appelé à favoriser l'accroissement de la production alimentaire.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.



ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DEVELOPPEMENT

Fonds monétaire international

Deux réunions à Paris sur la réforme du système monétaire et l'aide au tiers-monde

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

TELECOMMUNICATIONS

Le 11 juin, le haut commissariat a annoncé d'autre part le 11 juin la conclusion d'un accord avec le G.R.P. sud-vietnamien portant sur l'action humanitaire menée actuellement. Le 11 juin, un accord avait été conclu avec le gouvernement de Phnom Penh pour l'ouverture d'un bureau du haut commissariat dans cette ville.

سازمان چاپ

Handwritten notes and signatures at the bottom right of the page.

nature à répondre aux besoins en matière de balance des paiements des pays en voie de développement...

Le comité de développement est convenu de créer un groupe de travail qui examinera les entraves à l'accès des pays en voie de développement aux marchés financiers.

Le prochain réunion du comité se tiendra au début septembre à Washington, lors de l'assemblée annuelle de la Banque mondiale et du F.M.I.

FINANCEMENT DU « MECANISME PETROLIER » — Le Fonds monétaire a annoncé le 10 juin qu'il a autorisé un crédit de 100 millions de dollars...

Le 10 juin, des accords ont été conclus entre le gouvernement allemand et la Deutsche Bundesbank...

En outre, le F.M.I. dispose de 2 880 millions de dollars en titre de « mécanisme pétrolier »...

CREDITS « STAND-BY » AUX PHILIPPINES ET A LA FINLANDE — Le 30 mai, le Fonds monétaire a accordé un crédit « stand-by » aux Philippines...

EMPRUNT DU GHANA AU TITRE DU « MECANISME PETROLIER » — Le 10 juin, le Fonds monétaire a autorisé un crédit de 100 millions de dollars...

Groupe de la Banque mondiale

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement a accordé durant le mois de juin une série de prêts en faveur des pays et organismes suivants :

— Bolivie, le 5 juin : 32 millions de dollars pour la réalisation d'un projet ferroviaire ;

— Grèce, le 5 juin : 40 millions de dollars qui financent un projet d'enseignement ;

— Tanzanie, le 5 juin : 15 millions de dollars affectés à l'accroissement de la production cotonnière ;

— Banque nationale d'investissement pour le développement industriel en Grèce, le 9 juin : 25 millions de dollars pour l'aider à poursuivre sa politique de développement des régions grecques les moins développées ;

— Yougoslavie, le 9 juin : deux prêts d'un montant total de 120 millions de dollars pour améliorer la production d'énergie électrique (70 millions de dollars) et développer les crédits à l'agriculture (50 millions de dollars) ;

— Brésil, le 10 juin : deux prêts d'un montant total de 118 millions de dollars, 95 millions de dollars financent l'extension de l'usine de Volta Redonda de la Société nationale sidérurgique ;

— Costa Rica, le 10 juin : 41 millions de dollars pour améliorer la production d'électricité ;

— Guatemala, le 10 juin : 22 millions de dollars pour l'amélioration des télécommunications ;

— Indonésie, le 10 juin : 41 millions de dollars affectés à un projet de production de l'énergie électrique dans la partie occidentale de Java ;

— Singapour, le 20 juin : 25 millions de dollars pour la protection de l'environnement.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT (IDA) — L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a annoncé une série de crédits en cours de réalisation...

— Institut Costaricien de Electricidad du Costa Rica, le 10 juin : 41 millions de dollars pour améliorer la production d'électricité ;

— Ghana, le 10 juin : 22 millions de dollars pour l'amélioration des télécommunications ;

— Indonésie, le 10 juin : 41 millions de dollars affectés à un projet de production de l'énergie électrique dans la partie occidentale de Java ;

— Singapour, le 20 juin : 25 millions de dollars pour la protection de l'environnement.

RENT CONJOINT DE LA BANQUE ET DE L'IDA AU GHANA — Le 10 juin, la Banque mondiale et l'IDA ont accordé un crédit de 100 millions de dollars...

INVESTISSEMENTS DE LA S.F.I. — La Société financière internationale (S.F.I.) a effectué le 11 juin, un investissement de 1 million de dollars dans la Société Century Packages de Zambie...

Deux autres opérations ont été réalisées le mois dernier : le 17 juin, un prêt de 12 millions de dollars, assorti d'une participation au capital d'un montant de 3,5 millions de dollars...

Banque africaine de développement

Onzième session du conseil des gouverneurs

Le conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement, réuni pour sa onzième assemblée annuelle à Dakar du 5 au 9 mai, a approuvé le rapport annuel qui lui était présenté par M. A. Ladiji, président de la Banque...

Après avoir pris acte de la décision de M. Ladiji de ne pas se représenter à la présidence de la Banque, les participants sont convenus de prolonger son mandat d'une année à partir du 1er septembre 1975...

Après avoir pris acte de la décision de M. Ladiji de ne pas se représenter à la présidence de la Banque, les participants sont convenus de prolonger son mandat d'une année à partir du 1er septembre 1975...

Après avoir pris acte de la décision de M. Ladiji de ne pas se représenter à la présidence de la Banque, les participants sont convenus de prolonger son mandat d'une année à partir du 1er septembre 1975...

Banque asiatique de développement

Prêts aux Philippines et à la République de Corée

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

La Banque asiatique de développement a accordé le 27 mai un prêt de 22,7 millions de dollars aux Philippines (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-deux ans à 3,75 %) pour la réalisation de la deuxième étape du programme de production d'énergie de Mindanao...

Banque européenne d'investissement

Au conseil des gouverneurs : un bilan de l'année 1974

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

L'ASSEMBLEE annuelle du conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), réunie le 18 juin à Bruxelles, a approuvé le rapport de la Banque pour l'année 1974...

fait le point de la situation économique et financière du monde occidental en 1974-1975. Elle constate le déséquilibre exceptionnel qui a marqué l'année passée, tant à l'intérieur des pays qu'à l'échelle internationale...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

Reuni à Bâle pour sa quarante-cinquième session, l'assemblée générale a pris acte de ce rapport. Elle a aussi approuvé le bilan au 31 mars 1975, qui fait apparaître un excédent net d'exploitation de 187 623 476 francs-or contre 103 512 086 francs-or pour l'exercice précédent...

LES FINANCIERS DEVELOPPEMENT

AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allée au prestige de ses monuments anciens l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dans un lieu sans relâche, construit son avenir.

ELLE VOUS OFFRE :

- LE PALAIS DES PAPES. LE PONT SAINT-BENNET. POPULAIRE à travers le monde par ses terrasses et sa animation ses nombreux salons civils et religieux. LES TERRAINS DE SKI MUSKES. DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS LA PROVENCE. SON FULGUREUX ISOLAIRE et toutes traditions. FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 15 août) Théâtre chorégraphique, cinéma musical. LES SALLES DE REUNION. DES SERVICES REGULIERS EN TRAINS à toute vitesse en liaison au départ de PARIS STAPLES (le Touquet) BULLOIGNES LIEGE BRUXELLES AMSTERDAM. UNE SATISFACTION A TRAVERSER SON IMPRIMENTAIRE MARCHE QUOTIDIEN DE FRUITS ET PRIMURIERS. DES SATISFACTIONS A TRAVERSER SON EQUIPEMENT pour toutes les manifestations et congrès, ses grandes et lumineuses salles de conférences, de restaurants, ses 120 salles de PARIS. VISITEZ AVIGNON « LA SOUSSE DE JOTE »

Banque des règlements internationaux

Quarante-cinquième session de l'Assemblée générale

DANS son quarante-cinquième rapport annuel, la Banque des règlements internationaux...

DANS son quarante-cinquième rapport annuel, la Banque des règlements internationaux...

DANS son quarante-cinquième rapport annuel, la Banque des règlements internationaux...

DANS son quarante-cinquième rapport annuel, la Banque des règlements internationaux...

DANS son quarante-cinquième rapport annuel, la Banque des règlements internationaux...

DANS son quarante-cinquième rapport annuel, la Banque des règlements internationaux...

DANS son quarante-cinquième rapport annuel, la Banque des règlements internationaux...

DANS son quarante-cinquième rapport annuel, la Banque des règlements internationaux...

DANS son quarante-cinquième rapport annuel, la Banque des règlements internationaux...

DANS son quarante-cinquième rapport annuel, la Banque des règlements internationaux...

DANS son quarante-cinquième rapport annuel, la Banque des règlements internationaux...

Fonds européen de développement

Quatre nouvelles décisions de financement

LA SUITE de l'avis favorable émis par le comité du Fonds européen de développement (FED) à l'issue de sa quarante-cinquième session, le 20 mai 1975, la Commission de la C.E.E. a approuvé le 3 juin quatre décisions de financement pour un montant de 2 355 millions d'écus sur les aides non remboursables du deuxième et du troisième FED...

1) République du Mali. — Reconstruction de deux ponts sur le Bagré et le Baïssa : 130 millions de F.M. équivalant à environ 224 000 u.e. (deuxième FED)

2) République démocratique de Somalie. — Système de télécommunications par faisceaux hertziens et équipement de deux centres téléphoniques urbains : 11 624 millions de Sh. So. soit environ 1 548 million d'écus (troisième FED) ;

3) République du Gabon. — Ponts Foron-Nova-Yoko-Fobé : 100 millions de F.C.F.A. soit environ 385 000 u.e. (troisième FED) ;

4) Antilles néerlandaises. — Appontement de Saint-Eustache : 1 845 millions de Fl. Ant. équivalant à environ 762 000 u.e. (troisième FED).

Enfin, l'organe directeur de la CAF a donné son autorisation pour une émission de titres CAF de 50 millions de dollars sur le marché de New York.

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Conclusion d'un nouvel accord international sur l'étain

La

tulation générale devant les forces du protectionnisme, et elles se sont engagées à ne pas tenter d'exporter leurs problèmes de balances des paiements en instituant des restrictions commerciales unilatérales.

Elles ont donné, ajoute le rapport, des preuves concrètes de leur désir de chercher à résoudre leurs problèmes commerciaux par la consultation et la négociation.

O.C.D.E.

Le conseil ministériel se préoccupe de l'ajournement de la reprise des négociations collectives

LES relations avec les pays en voie de développement, à propos des problèmes de l'énergie et des matières premières en général, ont occupé une grande partie des travaux du conseil ministériel de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), réuni les 28 et 29 mai dernier à Paris.

Après l'échec de la conférence préparatoire sur l'énergie en avril dernier, les ministres ont souhaité une reprise rapide du dialogue sur l'énergie et ils ont convenus qu'une coopération accrue entre pays producteurs et consommateurs était nécessaire.

Mais surtout, ils ont tenu à rappeler que des approvisionnements adéquats et productifs de base à des prix équitables et rémunérateurs sont essentiels pour l'économie mondiale. Une approche plus active et plus large devrait, à leur avis, permettre : 1) d'arriver à réduire l'insécurité des marchés, au moyen éventuellement d'accords par produits ; 2) d'assurer des niveaux d'investissements adéquats dans les secteurs de la production ; 3) d'améliorer et de développer les débouchés actuels de transformation sur le plan local. En outre, les ministres se sont dits prêts à considérer des mécanismes internationaux améliorés pour stabiliser les recettes d'exportation des pays en voie de développement producteurs.

Un groupe ad hoc à haut niveau a été institué au sein de l'O.C.D.E. avec mission de dégager les positions des pays membres sur les politiques en matière de produits de base aussi bien que sur les actions spécifiques visant des produits particuliers. Il devra remettre un rapport préliminaire avant la fin de ce mois.

D'une manière plus générale, le conseil est convenu de la nécessité de poursuivre le dialogue entre pays industrialisés et pays en voie de développement.

A l'issue du débat sur la situation économique dans la zone de l'O.C.D.E., les ministres se sont déclarés convaincus que les politiques adoptées conduiraient à un redressement de la demande et de l'emploi et que ce redressement ira de pair avec de nouvelles réductions du taux moyen d'inflation.

D'autre part, tous les pays membres, à l'exception du Portugal, ont décidé de proposer pour fin 1975 la déclaration commune « Trade Pledge », signée en mai 1974, dans laquelle ils s'engageaient à ne pas réduire leurs importations ni à stimuler artificiellement leurs exportations.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE. — Le conseil de direction de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a tenu sa première réunion au siège ministériel le 27 mai à Paris. Les ministres ont noté les progrès réalisés en vue de l'élaboration d'un mécanisme d'urgence destiné à réduire la consommation de pétrole et à répartir les approvisionnements en cas de pénurie ainsi que les progrès réalisés à la conservation de l'énergie et la préparation d'un programme de coopération à long terme. Ils ont par ailleurs discuté les priorités pour les travaux de l'Agence, en vue de l'élaboration d'objectifs pour 1976 dans le domaine de la conservation de l'énergie, mise en œuvre accélérée de sources d'énergie de substitution ; intensification de la coopération en matière de recherche et de développement ; projets de coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

LES ministres se sont déclarés disposés à poursuivre le dialogue avec les pays producteurs et à la date et dans le cadre d'un commun accord, y compris sous la forme de contacts bilatéraux.

RECENTES PUBLICATIONS

- L'économie recurrente : tendances et problèmes. 21 pages, 1974.
- Dans la série « Etudes économiques » : La Canada.

COMECON

Vingt-neuvième session à Budapest

Le Conseil d'entraide économique (COMECON) a tenu sa vingt-neuvième session à Budapest du 24 au 29 juin. Selon le communiqué publié à l'issue de la rencontre, les débats auraient porté principalement sur les moyens de renforcer l'intégration économique des pays membres en 1976-1980, en particulier dans le domaine de l'énergie et des matières premières. Les pays membres européens auraient aussi signé avec Cuba, qui fait partie du COMECON, un accord de coopération pour la fabrication des produits dérivés du nickel et du cobalt.

Les premiers ministres de l'U.R.S.S., de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie, de l'Allemagne de l'Est, de la Hongrie, de la Mongolie, de la Pologne et de la Roumanie ont pris part à la session. De leur côté, Cuba, membre de plein droit, et la Yougoslavie, membre associé, étaient représentés par un premier ministre adjoint. Les Vietnams du Nord y avait envoyé un observateur.

NICE capitale de la Côte d'Azur

centre mondial des congrès

met à votre disposition :



- Un Palais des congrès pouvant recevoir 20 000 personnes ;
 - Vingt salles de capacités diverses ;
 - Traduction simultanée ;
 - Trois cents hôtels totalisant plus de dix mille chambres ;
 - Incompréhensibles possibilités d'excursions et de distractions.
- Un centre de la Côte d'Azur, desservi par un aéroport international, des lignes ferroviaires, routières et maritimes le relie à toutes les capitales.
- EN TOUTES SAISONS
- NICE EST LA VILLE IDEALE DES CONGRES
- OFFICE DE TOURISME SYNDICAT D'INITIATIVE : 22, rue Eugène-Poisson, 06100 NICE - 22-23/24. Télés : 400 011 - 400 42.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Le prix du pétrole augmentera le 1^{er} octobre

LA quarante-quatrième conférence ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.), qui s'est tenue du 9 au 11 juin à Libreville (Gabon), a décidé de réajuster les prix du pétrole brut à partir du 1^{er} octobre prochain, mettant ainsi fin au « gel » des prix qui avait été instauré le 1^{er} janvier pour une période de neuf mois. La conférence a également décidé de remplacer le dollar par les D.T.S. (droits de tirage spéciaux) comme unité de compte pour le calcul des revenus des pays producteurs, comme la monnaie américaine l'est depuis plus d'un an. Le prix du pétrole libellé en D.T.S. sera donc réévalué en conséquence, ce qui entraînera une hausse du coût du brut pour les Etats importateurs. L'ampleur de la hausse prévue pour le 1^{er} octobre ainsi que les modalités d'application (dates de référence et d'entrée en vigueur) du remplacement du dollar par les D.T.S. seront définies au cours d'une réunion extraordinaire qui se tiendra à Vienne le 24 septembre.

En outre, les ministres ont décidé de coordonner les politiques de prix du gaz naturel dans les pays membres de l'Organisation, parallèlement à ce qui a été fait pour le pétrole ; ils se sont également mis d'accord pour promouvoir la coopération entre les compagnies pétrolières nationales de leurs pays, notamment dans le domaine de la recherche.

Au cours de cette conférence ministérielle, le Gabon, qui était membre associé de l'O.P.E.P. depuis novembre 1973, est devenu membre à part entière de l'Organisation.

Groupe andin

Un bilan à l'occasion du sixième anniversaire

LES représentants de la Bolivie, de la Colombie, du Chili, de l'Equateur, du Pérou et du Venezuela ont célébré le 26 mai à Lima le sixième anniversaire de la signature de l'accord de Cartagena, instituant le Groupe andin.

A cette occasion, le comité (la Junta) a évoqué les progrès des institutions et l'accroissement des échanges entre les six pays. Pour les exportations, ceux-ci ont en effet passé de 143 millions de dollars en 1964 à 317 millions de dollars en 1974. Il faut noter d'autre part que le commerce extérieur global du Groupe andin s'élève à 33 milliards de dollars et peut être comparé à celui des trois « Grands » de l'Amérique latine réunis : l'Argentine, le Brésil et le Mexique.

PRODUITS CHIMIQUES ET PHARMACEUTIQUES. — Dans le cadre de l'accord « Elipolito Umanu », soutenu par les ministres de la santé le 13 décembre 1971 en vue du développement de la coopération des six pays dans le domaine de la santé, une réunion d'experts consacrée aux problèmes des industries chimiques et pharmaceutiques s'est tenue à Lima les 15 et 16 mars. Ses travaux ont porté notamment sur l'examen des perspectives de ce marché et les moyens de le développer.

CONSEIL CONSULTATIF ECONOMIQUE ET SOCIAL. — La quatrième session ordinaire du Conseil consultatif économique et social (C.A.S.E.) s'est tenue dans la capitale péruvienne du 20 au 25 mai. Les participants ont pris connaissance de deux rapports du comité (la Junta), d'une série de propositions de coopération, de possibilités financières de la région, d'actes juridiques agricoles, ainsi que du programme approuvé par la troisième conférence des ministres du travail.

Communauté des Caraïbes

Conférence annuelle des ministres de la santé

LES ministres de la santé de la Communauté des Caraïbes (Caricom) ont tenu leur conférence annuelle à Kingston (Jamaïque) du 16 au 20 juin. Divers problèmes figurant à l'ordre du jour ont été débattus, sous la responsabilité du conseil de la recherche médicale des Caraïbes, d'unités de soins médicaux ; le « pool » de spécialistes en service des pays les moins développés de la région ; le renforcement des centres de soins de santé ; la mise en œuvre de l'enfant ; le programme régional pour l'amélioration de la qualité de l'eau de consommation, etc., etc.

ACCORD AVEC LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. — Le 4 juin le secrétariat de la Communauté des Caraïbes et le PNUD ont signé à Georgetown (Guyane) un accord de coopération en vertu duquel le PNUD accordera à la Communauté une aide financière d'un montant de 500 000 dollars destinée à financer la première étape d'un projet de formation d'experts médicaux.

LES NEGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATERALES. — Un séminaire réunissant des experts du secrétariat de la Communauté des Caraïbes et du secrétariat de la Commonwealth s'est tenu à Georgetown du 10 au 13 juin pour étudier les aspects techniques des négociations multilatérales engagées au sein du GATT.

Marché commun centraméricain

Le plan de restructuration de l'agriculture

UNE réunion ad hoc des secrétaires d'Etat à l'agriculture des pays membres du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) s'est tenue à San-José les 4 et 5 juin. Il s'agissait de déterminer la nature des travaux qui seront confiés aux services gouvernementaux et aux spécialistes du secrétariat de l'intégration (SIECA) en vue de l'élaboration d'un plan d'amélioration du cadre de vie et des conditions de travail des populations rurales centraméricaines. La transmission des conditions socio-économiques des agriculteurs constitue en effet l'un des aspects d'un vaste programme tendant à insérer l'agriculture centraméricaine dans le processus de restructuration de l'intégration régionale entreprise par le haut comité.

Les principaux points de cette transformation concernent, notamment, l'organisation d'un secteur public dans l'agriculture, le développement d'un marché de la viande, l'exploitation forestière, etc. Ce plan sera soumis aux ministres de l'agriculture pour adoption définitive, à l'occasion de leur quatrième réunion prévue pour octobre prochain à San Salvador.

VERS L'ADHESION DE L'AMERIQUE CENTRALE AU CONSEIL DE COOPERATION DOUANIERE. — Après avoir été, en mars dernier, un groupe d'experts chargé de l'étude de la possibilité d'adoption de la Nomenclature douanière de Bruxelles (N.D.B.), mis au point par les services spécialisés du secrétariat de l'intégration, les directeurs des douanes nationales des cinq pays membres, qui ont tenu leur cinquième réunion dans la capitale du Costa-Rica les 2 et 4 juin, ont à leur tour adopté ce texte, dont l'adoption marque un progrès certain dans la voie de modernisation de la législation douanière centraméricaine. Les directeurs des douanes ont, en outre, poursuivi l'analyse de l'avenant-projet de protocole centraméricain sur le valeur en douane des marchandises et ont confié ses services au SIECA l'étude des perspectives d'une éventuelle adhésion de l'Amérique centrale au Conseil de la coopération douanière de Bruxelles.

PREFERENCES GENERALISEES. — Le système des préférences généralisées a fait l'objet, les 2 et 3 mars dernier, à Guatemala, d'un nouveau séminaire réunissant une importante délégation de la commission des Communautés européennes et des représentants des cinq pays membres du Marché commun centraméricain.

Association latino-américaine de libre-commerce

Ajournement de la reprise des négociations collectives

LA reprise des négociations collectives, qui avait été fixée au mois de juin par la conférence de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) en décembre dernier, a été ajournée à la suite d'une décision unanime du comité exécutif permanent le 16 mai, lors de sa huit cent treizième séance ordinaire à Montevideo.

Ces négociations s'étaient tenues pour la première fois dans le courant de l'année passée ; ajournées à plusieurs reprises, elles se sont finalement déroulées en trois étapes : à Buenos-Aires les 19 au 20 août, à Quito du 20 au 25 septembre et à Montevideo du 7 au 11 décembre. La prochaine réunion doit avoir lieu du 7 au 23 août prochain.



Marché commun

La C.E.E. demande la reprise du dialogue avec les pays producteurs de pétrole

LA C.E.E. est favorable à la reprise du dialogue entre producteurs et consommateurs de pétrole, et prête à accepter de mener parallèlement les travaux sur l'énergie et les matières premières. M. Henri Simonet, commissaire européen chargé des questions d'énergie, a précisé le 12 juin en cours d'une conférence de presse à Bruxelles que la Commission européenne proposait la création d'un cadre permanent entre pays producteurs et consommateurs de pétrole afin de faire avancer la négociation. Il a estimé dans ce contexte qu'il faut éviter de centrer les travaux d'une nouvelle conférence préparatoire sur des questions de procédure comme cela a été le cas au mois d'avril à Paris.

Parmi les thèmes qui pourront être évoqués, M. Simonet a cité les problèmes des consommateurs et producteurs de pétrole ont une responsabilité partagée, c'est-à-dire, par exemple, le mécanisme de formation des prix, la concertation entre producteurs et consommateurs, notamment la création d'un cadre permanent qui puisse servir de structure d'accueil aux deux parties, et enfin une meilleure information réciproque sur les problèmes qui intéressent aussi bien producteurs que consommateurs de pétrole. Le commissaire européen a également développé quelques nouvelles idées sur la politique énergétique commune de la C.E.E.

L'objectif prioritaire, selon M. Simonet, n'est plus la fixation d'un niveau minimum de protection des ressources de remplacement, mais la mise sur pied d'un programme d'économies d'énergie à long terme.

Cet objectif devrait être complété par le début d'une véritable politique des ressources de remplacement, avec l'adoption d'un programme indicatif de financement de la production de la C.E.E. ce programme doit compter, d'ici 1985, 180 milliards d'unités de compte (1 u.c. = 120 dollars) si l'on veut réduire à 50 % la dépendance de la Communauté européenne à l'égard du pétrole importé.

La Commission propose une autorité commune pour l'aéronautique européenne

La Commission de la C.E.E. prépare un ambitieux plan de relance de l'industrie aéronautique européenne : dans un document devant être soumis aux ministres de l'air le 15 juillet, elle propose de mettre l'industrie aéronautique européenne sous le contrôle d'une autorité commune et de créer une agence commune d'équipements aéronautiques militaires.

L'action à entreprendre devrait donc porter en priorité sur le marché intérieur européen et ses possibilités de développement — tant dans le secteur militaire que dans le secteur civil. Pour le marché militaire européen, les gouvernements des pays membres de la C.E.E. devraient décider la création d'une agence commune d'équipements aéronautiques militaires qui aurait quatre tâches : — Etudier les possibilités d'acheter systématiquement du matériel militaire européen, notamment les avions de combat Mirage F1, M.R.C.A. et Jaguar ; — Déterminer en commun les besoins futurs, par exemple la construction d'un avion de combat en commun ; — Utiliser toutes les possibilités techniques et industrielles existant dans les pays membres de la C.E.E. et enfin négocier avec les Etats-Unis des achats réciproques de matériel.

Pour le secteur civil, la Commission propose au conseil des ministres des Neuf d'introduire le transport aérien civil dans la sphère des politiques communes. Jusque-là aucune politique commune n'existait dans ce secteur.

Une telle politique devrait, selon la Commission, comporter la création d'un espace aérien européen, la mise sur pied d'un système central réalisant à l'intérieur de cette zone européenne un régime de concurrence plus libre, une rationalisation optimale des services au niveau européen par la voie du marché et de la réglementation, et enfin la négociation en commun des accords extérieurs de la C.E.E. en ce qui concerne les droits d'atterrissage.

Enfin, la tutelle de l'industrie et du marché aéronautique européen devrait être confiée à la Commission de la C.E.E. en contact étroit avec la coopération des producteurs, des utilisateurs et des partenaires publics nationaux.

A la Cour de justice : l'affaire du sucre européen

M. H. Mayras, l'avocat général commis dans l'affaire du sucre qui oppose la C.E.E. à seize entreprises sucrières européennes, a présenté ses conclusions le 17 juin devant la Cour de justice des Communautés européennes.

Il a notamment demandé l'annulation des amendes prononcées contre les producteurs italiens et la réduction au montant de celles infligées aux producteurs allemands, belges, français et néerlandais. Il a en effet estimé que les griefs adressés aux Italiens n'étaient pas fondés et que ceux faits aux producteurs des quatre autres pays n'étaient fondés qu'en partie, même si des

LEGISLATION DOUANIERE. — La septième réunion du groupe d'experts des problèmes de la détermination de la valeur en douane s'est tenue à Montevideo du 2 au 4 juin, avec la participation d'observateurs de la direction générale des douanes d'Espagne. Cette réunion avait pour but de donner chaque participant l'occasion d'exprimer les progrès réalisés dans leur pays en vue de l'application des deux principes de base de la politique d'harmonisation des législations douanières nationales des membres de la société Montevideo : les droits ad valorem et la détermination de la valeur de Bruxelles.

CONSEIL INTERNATIONAL DU CAFE. — Le sixième plénière du Conseil international du café, réunie à Londres le 24 juin dernier, a pris connaissance d'un rapport qui lui était présenté par un groupe d'experts chargé d'étudier, depuis septembre 1974, les causes des difficultés rencontrées dans l'établissement d'un nouvel accord international sur le café. Il en ressort qu'aucune solution n'a encore été trouvée au problème du mécanisme des prix.

CONFERENCE EUROPEENNE DES MINISTRES DES TRANSPORTS. — Le conseil des ministres de la Conférence européenne des ministres des transports (C.E.M.T.) a tenu sa quarantième et cinquante-septième session les 12 et 13 juin à Copenhague. A son ordre du jour : l'influence des préoccupations nouvelles (environnementales, qualité de la consommation d'énergie) sur la politique générale des transports ; les problèmes posés par la situation financière des chemins de fer nationaux de la région ; les problèmes techniques liés à la sécurité des enfants en bas âge dans les véhicules automobiles ; les transports guidés ; l'aviation ; l'aviation des Communautés européennes dans le domaine des transports.

instructions avaient été reconnues sur certains points. L'arrêt de la cour sur cette importante affaire d'infractio de la cour sur cette importante affaire d'infractio de la cour sur cette importante affaire d'infractio des vacances d'été.

RENTREE FORMELLE DU FRANCO FRANÇAIS DANS LE CEE. — Le franc français sera réintroduit formellement dans la « serpente » monétaire européenne le 10 juillet, date de la prochaine session des ministres des finances des Neuf à Bruxelles. Le ministre des finances français, M. Jacques Foccart, ministre français de l'économie et des finances, a précisé le 16 juin à Luxembourg que la réintroduction des francs français dans la « serpente » monétaire européenne sera le résultat de négociations avec les amendements proposés de l'accord monétaire européen.

LA GRECE DEMANDE OFFICIELLEMENT SON ADHESION A LA C.E.E. — La Grèce a officiellement remis, le 12 juin, sa demande d'adhésion à la Communauté européenne. L'ambassadeur grec auprès des Communautés, M. Stephanos Stephanou, a remis sa lettre à M. Brando, président de la Commission européenne, qui assure d'heure en heure le président du conseil des ministres de Neuf, et deux lettres identiques pour le commissaire en charge des affaires.

FEU VERT POUR L'OUVERTURE DE NEGOCIATIONS AVEC LE PORTUGAL. — Le comité mixte C.E.E.-Portugal, réuni le 26 mai à Bruxelles, a décidé de recommander l'ouverture de négociations entre la Communauté européenne et le Portugal en vue de l'adhésion de ce pays à la C.E.E. Les demandes portugaises de développement de la coopération économique commerciale, industrielle et financière avec le Marché commun seront l'objet de propositions concrètes au conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf.

CONVENTION DE LOMK. — Réuni début juin à Georgetown, le conseil ministériel des quarante-cinq pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique (A.C.P.) a adopté une plainte auprès de la C.E.E. estimant que le traité de coopération de Lomé signé le 23 février. Les ministres ont voté de nommer un secrétaire général permanent à Bruxelles. Ils ont également pris des décisions relatives à la Nouvelle-Guinée-Papouaie.

CECA

Les limitations des productions d'acier correspondent à peu près au statu quo

COMES nous l'avions laissé prévoir dans notre dernier numéro, la Commission européenne a profité de la révision des objectifs de son « programme acier » pour inviter les sidérurgistes des différents pays de la CECA à limiter volontairement leur production durant le troisième trimestre à un niveau inférieur de 15 % en moyenne à celui de la période correspondante de l'an dernier. L'acier coulé de juin à septembre ne devra pas excéder 43,9 millions de tonnes au lieu de 50,5 un an plus tôt.

Le taux de réfaction retenu est donc intermédiaire entre la baisse de la production des Neuf (de l'ordre de 10 % depuis le début de l'année) et le relâchement des commandes enregistrées (environ 20 %). Les services de Bruxelles veulent donc encourager les usines à limiter leur activité, pour stimuler le déstockage, mais simultanément les inviter à ne pas trop l'abuser, de peur d'avoir à opérer, une fois la reprise constatée, une remise en marche de

NICE - AÉROPORT

prés Futurs Ports Commerce et Plaisance

100 mètres mer et plage



Petit immeuble neuf, 1974
Grand standing
Cinq plans - Parkings privés
Réception grand luxe

Berrie : M. Julien VAICHER
Avenue de Verdun, 06100 St-Laurent-du-Var

hants fourneaux trop coûteuse. L'événement montrera si l'objectif retenu est judicieux.

Le colza, qui a servi de base au choix de la Commission européenne, est le suivant : la consommation sera cette année, pendant la période considérée, de 37 millions de tonnes (au lieu de 40,2 il y a un an), diminuée d'un tiers de 2,7 millions de tonnes pour détachage soutenu (au lieu d'un stockage de 1,1 million en 1974) ; le solde des échanges extérieurs d'acier nécessaire en cours une production de 8 millions de tonnes (10,15 d'exportation, mais 2,10 d'importation), contre 9,15 un an plus tôt (11,35 de ventes et 2,10 d'achats). De sorte que les Neuf pourront se contenter de produire, selon Bruxelles, 42,8 millions de tonnes, au lieu de 50,55 l'année précédente.

La diminution de production proposée pour chaque pays tient compte, évidemment, des particularités de la conjoncture nationale. L'Allemagne a la production d'acier la plus importante, mais elle est actuellement (— 15 %) ainsi que la Belgique et le Luxembourg (respectivement — 20 % et — 18 %) qui s'adonnent plus spécialement à l'exportation, victime principale de la crise, se voient conseiller un niveau d'activité inférieure de 20 % à 18 % à celui de 1974. La France, qui produit depuis le début de l'année 1974 1,2 d'acier de moins qu'il y a un an, verrait sa production de trois millions de tonnes limitée à 87 % seulement de celle de 1974. L'Italie ne serait pas mieux traitée (88 %). En revanche, la Grande-Bretagne, qui produit 6 % de moins qu'il y a un an (moins 10 % de plus si l'on tient compte de la période partant de janvier, vu la longue grève du printemps 1974), serait autorisée à produire 93 % de l'acier coulé de juin à septembre 1974. Compte tenu de ces objectifs retenus sont très voisins de la situation actuelle.

Répétons qu'il ne s'agit pas d'interdiction de produire davantage. La Commission européenne, qui a retenu, il y a deux mois, la demande de M. Ferry d'une déclaration de « crise manifeste » se contente d'inviter les entreprises à la « sagesse ». Mais le caractère concret des chiffres retenus, leur réalisme et le fort degré de concentration des sidérurgies européennes aboutiront probablement au même résultat.

Le coût de l'effort énergétique

Les conséquences sur l'économie charbonnière des nouvelles orientations des Neuf après l'arrêt de la production de pétrole continuent à faire l'objet d'actives réflexions dans les services de la Communauté. Dans la communication que M. Simonnet a adressée au Neuf, au nom de la Commission de Bruxelles, le vice-président de celle-ci note qu'il importe moins de discuter d'un éventuel prix-plancher du pétrole (comme l'avait demandé M. Kissinger) que d'étudier le coût financier des investissements énergétiques à entreprendre pour atteindre l'objectif déjà fixé par les Neuf : ramener de 63 % à 50 % en 1985 (et si possible 40 %) la dépendance énergétique de la Communauté à l'égard de l'étranger.

Selon lui, il faudrait dépenser 130 milliards d'unités de compte (près de 1.000 milliards de francs) dans la première hypothèse, et 204 milliards d'unités de compte (1.150 milliards de francs) dans la seconde. Sur ces totaux, l'effort de la Communauté pour le financement des investissements énergétiques devrait être porté de 570 millions d'unités de compte (3,3 milliards de francs). En dernier lieu, un minimum raisonnable de 3 milliards d'unités de compte par an (17 milliards de francs) de prêts, auxquels s'ajouteraient 330 millions d'unités de compte de subventions budgétaires. Le système d'aide des

Etats à la production charbonnière devrait être modifié et le recrutement des mineurs stimulé.

AIDE AUX HOUILLÈRES BRITANNIQUES. — Un nouveau crédit de 30 millions de livres vient d'être accordé par la Commission européenne au National Coal Board (N.C.B.) pour faciliter la fermeture d'équipements modernes d'extraction charbonnière dont le total est évalué à 532 millions de livres, et qui seront réalisés d'ici à 1977. Le tiers de l'aide sera versé sous forme de prêt. Le reste sera versé sous forme de subvention. Ce crédit sera accordé à la condition que le N.C.B. réduise d'au moins 10 % la production de charbon.

AIDE À LA READAPTATION DE MINEURS. — Deux aides, d'un montant global de 437 millions de francs, ont été allouées par la Commission de Bruxelles en faveur des travailleurs frappés par la fermeture de la mine Werns (Westphalie) et de la collière Friedrich der Grosse de Horno, qui entraînent le licenciement de 478 mineurs et le déplacement de 218 autres.

LA CRÉATION DES AGRICULTEURS D'OTTENREIM. — Les agriculteurs européens (Karl Stuhl, de Baden-Baden, et Von Moos, de Lucerne) ont été autorisés par la Commission, chacun des trois propriétaires gardant son indépendance commerciale, à la nouvelle firme produisant 450.000 tonnes de viande par an.

QUATRE CENT CINQUANTE EMPLOIS DE SIDÉRURGISTES ONT ÉTÉ SUPPRIMÉS EN SUISSE. — Les entreprises sidérurgiques suisses (Siderurgie de la Grande-Bretagne, Siderurgie de la C.E.C.A. Cela concerne la part des activités de la Siderurgie suissarde dans deux usines de la British Steel à Skatton et à Neuport.

Parlement européen

Résolution sur la politique agricole commune

Le Parlement européen estime que le bilan de la politique agricole commune établi par la Commission de la C.E.E. devrait déboucher sur un instrument permanent de prévision et d'action dont l'élaboration devrait faire l'objet de consultations à tous les niveaux.

Dans la résolution qu'elle a adoptée le 17 juin, l'Assemblée des Neuf se prononce, compte tenu de la nécessité pour la Communauté de demeurer à la fois importateur et exportateur de produits agricoles, pour l'établissement de programmes quinquennaux revus annuellement et fixant des objectifs de production.

La fixation de ces objectifs à titre d'orientation générale pourrait contribuer à favoriser l'instauration d'un équilibre durable du marché et à la sécurité de l'approvisionnement en denrées alimentaires.

Le Parlement reconnaît, avec la Commission de la C.E.E., que les principes sur lesquels repose la politique agricole commune restent, dans l'ensemble, valables pour l'avenir mais que les instruments politiques auraient toutefois à être utilisés de manière plus appropriée et doivent encore être améliorés.

Il estime que de sérieux problèmes demeurent dans les secteurs de la viande bovine, du lait, des céréales, du vin et de la volaille.

Il regrette que le revenu des agriculteurs reste inférieur à celui des autres secteurs de l'économie et déplore les disparités croissantes entre les revenus agricoles des différentes régions, ainsi que les disparités persistantes entre le secteur de l'élevage et celui des céréales.

Il constate que la politique des prix est fondée sur la notion d'exploitation agricole moderne et estime que des politiques supplémentaires sont indispensables pour compléter les mécanismes d'intervention améliorés.

La commission a déclaré irrecevables soixante-treize autres requêtes, et notamment la requête de Baader, Meinhof et consorts contre l'Allemagne fédérale sur les conditions de leur détention et de la préparation de leur défense.

MINISTRES EUROPÉENS DE L'ÉDUCATION. — La conférence permanente des ministres européens de l'éducation, composée des représentants de vingt et un pays, a tenu sa neuvième session à Stockholm, du 20 au 22 juin, sous l'égide du Conseil de l'Europe. Les ministres ont reconvoqué un effort particulier en faveur des groupes désavantagés sur les plans sociaux et éducatifs et ont encouragé plus particulièrement la langue maternelle des enfants des travailleurs migrants installés en Europe. La conférence n'a d'autre part défini les secteurs prioritaires de la future coopération européenne en matière d'éducation : éducation pré-scolaire et primaire, rapports de l'éducation avec la Communauté et premier cycle de l'enseignement secondaire.

LOISIRS ET CONSERVATION DE LA NATURE. — Ont été élus experts et hauts fonctionnaires venus de vingt-trois pays européens ont participé, du 9 au 13 juin à Hambourg, d'une conférence sur les loisirs et la conservation de la nature organisée par le Conseil de l'Europe. Les travaux s'organiseront en deux rapports concernant les régions méditerranéennes et septentrionales et les zones touristiques et sur un rapport traitant de la protection de la nature dans les régions fortement peuplées.

OTAN

La session de printemps du conseil de l'Alliance

La session de printemps du conseil de l'Alliance nord s'est tenue à Bruxelles les 29 et 30 mai, avec la participation de chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres. Dans le communiqué publié à l'issue des travaux, le conseil a affirmé la détermination des dirigeants alliés de « maintenir la cohésion de l'Alliance et de maintenir à son sein la cohésion de la défense ». Le conseil a également souligné l'effort de défense allié soutenu par la Communauté économique mondiale, face aux forces armées du pacte de Varsovie qui se renforcent « au-delà des besoins apparents de la défense ».

Le conseil souligne que la sécurité de chacun est d'intérêt commun et rappelle les principes et l'esprit de solidarité et d'assistance mutuelle contenus dans le traité de l'Atlantique nord, et particulièrement les dispositions de l'article 5 concernant la défense commune. Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

Le conseil souligne également la conclusion satisfaisante de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et des progrès dans les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces des pays membres de l'Alliance se déroulant dans un esprit de coopération et de confiance.

peenne en matière de défense qui ne sont pas traités efficacement du sein de l'OTAN ; la deuxième recommandation (32 voix pour, 20 contre et 7 abstentions) met l'accent sur la nécessité de mettre en place une défense européenne indépendante sur la base du traité qui a donné naissance à l'O.E.C.O.

Parmi les autres problèmes ayant fait également l'objet de résolutions : la crise de l'énergie et la sécurité européenne, les relations Est-Ouest, les activités politiques du conseil de l'O.E.C.O., l'application du traité de Bruxelles, la nouvelle Agence spatiale européenne, enfin l'industrie aéronautique européenne et l'aviation civile.

Agence spatiale européenne

Entrée en activité de l'Agence, qui succède à l'ESRO

Dix pays européens (Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Suède, Suisse) ont signé, le 30 mai à Paris, la convention de la nouvelle agence spatiale européenne (ESA, European Space Agency), dont ils avaient arrêté le texte le 15 avril dernier (voir le numéro de mai 1975 du Monde Diplomatique). L'ESA, qui succède à l'Organisation européenne de recherches spatiales (ESRO), a commencé à fonctionner dès le lendemain, 31 mai.

JOURNÉES EUROPÉENNES DE L'ESPACE. — Prés de deux cents personnes venues d'une trentaine de pays ont participé, du 27 au 29 mai, aux journées européennes de l'espace, organisées à Noordwijk (Pays-Bas) par l'ESRO/ESA et consacrées aux activités européennes de coopération et de recherches spatiales (ESRO), a commencé à fonctionner dès le lendemain, 31 mai.

PROGRAMME SPACELAB. — La NASA, en coopération avec l'ESA, a procédé à la mise au point de l'expérience Spacelab, qui doit être opérationnel en 1980.

ORGANISATION DES ETATS AMÉRICAINS. — Le département de la coopération extérieure de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) a tenu, le 27 mai, à Washington, une conférence sur le secrétariat de l'intégration (SIECA) et en présence de représentants des cinq pays membres du S.I.E.C.A. : les ambassadeurs canadiens, hollandais, suédois, espagnols et français.

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE. — Le comité de décolonisation de l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.), qui a réuni à Rabat, du 9 au 13 juin, a confirmé les résolutions adoptées par le conseil des ministres de l'O.U.A. lors de sa session extraordinaire au mois d'avril, à l'égard des régions minoritaires d'Afrique australe. Il a, d'autre part, lancé un appel à l'unité aux mouvements nationalistes d'Angola, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) et le Front national de l'Angola (F.N.L.A.), et le suite des affrontements qui opposent, depuis plusieurs semaines, les partisans du M.P.L.A. et ceux du F.N.L.A. Le comité de décolonisation a également tenu un colloque sur le thème : « Un nouveau système de relations économiques internationales » qui rassemblera des parlementaires de quarante-sept pays et des dirigeants ou hauts fonctionnaires de certaines organisations internationales, dont M.M. Goman, secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, et Paul-Henry Henry, directeur du centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

CROIX-ROUGE. — Les forces révolutionnaires ayant demandé, le 27 avril, l'évacuation de la zone neutre et de sécurité établie par les dispositions du comité de la Croix-Rouge internationale à Phnom-Penh, le personnel est arrivé à la frontière cambodgienne le 3 mai. La Croix-Rouge internationale n'a donc plus de personnel ni d'activités en cours au Cambodge.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

Les deux mois écoulés de mai, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) ont visité un certain nombre de prisons dans différents pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Émirats arabes unis, Guatemala) dans lesquelles deux cents personnes emprisonnées dans six mille cours de détention.

Près de 7.000 tonnes de secours, représentant une valeur de 22,2 millions de francs, ont été acheminées ou étaient en route pour le Vietnam du Sud à la date du 20 mai.

NTES EUROPEENNE

ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Conseil de l'Europe

Droits de l'homme : recevabilité des requêtes de Chypre contre la Turquie

Au cours de la session qu'elle a tenue à Strasbourg du 21 au 30 mai, la commission européenne des droits de l'homme a déclaré recevables

deux requêtes introduites par le gouvernement de Chypre contre la Turquie, après l'intervention d'Israël dans l'île. Elle s'est également prononcée en faveur de la recevabilité de la requête de M. König contre l'Allemagne fédérale dans une affaire qui concerne la durée de procédures engagées par ce médecin allemand contre des décisions administratives lui retirant l'autorisation d'exercer la médecine et de diriger une clinique privée.

Union de l'Europe occidentale

L'Assemblée adopte des résolutions divergentes sur la sécurité européenne

L'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) a réuni à Bruxelles, du 26 au 29 mai pour sa vingtième session, qui coïncidait avec le vingtième anniversaire de sa création.

Les débats essentiels portaient cette fois sur l'actualité de la sécurité européenne et la coopération avec les Etats-Unis. Les divergences entre parlementaires européens se sont traduites dans la teneur des deux résolutions adoptées : l'une « pro-Atlantique » (51 voix pour, 30 contre, 2 abstentions) et l'autre « pro-Europe » (49 voix pour, 31 contre, 20 abstentions).

La résolution « pro-Atlantique » affirme que la sécurité de l'Europe occidentale ne peut être assurée que par la coopération avec les Etats-Unis et que les divergences entre parlementaires européens se sont traduites dans la teneur des deux résolutions adoptées : l'une « pro-Atlantique » (51 voix pour, 30 contre, 2 abstentions) et l'autre « pro-Europe » (49 voix pour, 31 contre, 20 abstentions).

La résolution « pro-Europe » affirme que la sécurité de l'Europe occidentale ne peut être assurée que par la coopération avec les Etats-Unis et que les divergences entre parlementaires européens se sont traduites dans la teneur des deux résolutions adoptées : l'une « pro-Atlantique » (51 voix pour, 30 contre, 2 abstentions) et l'autre « pro-Europe » (49 voix pour, 31 contre, 20 abstentions).

La résolution « pro-Atlantique » affirme que la sécurité de l'Europe occidentale ne peut être assurée que par la coopération avec les Etats-Unis et que les divergences entre parlementaires européens se sont traduites dans la teneur des deux résolutions adoptées : l'une « pro-Atlantique » (51 voix pour, 30 contre, 2 abstentions) et l'autre « pro-Europe » (49 voix pour, 31 contre, 20 abstentions).

La résolution « pro-Europe » affirme que la sécurité de l'Europe occidentale ne peut être assurée que par la coopération avec les Etats-Unis et que les divergences entre parlementaires européens se sont traduites dans la teneur des deux résolutions adoptées : l'une « pro-Atlantique » (51 voix pour, 30 contre, 2 abstentions) et l'autre « pro-Europe » (49 voix pour, 31 contre, 20 abstentions).

La résolution « pro-Atlantique » affirme que la sécurité de l'Europe occidentale ne peut être assurée que par la coopération avec les Etats-Unis et que les divergences entre parlementaires européens se sont traduites dans la teneur des deux résolutions adoptées : l'une « pro-Atlantique » (51 voix pour, 30 contre, 2 abstentions) et l'autre « pro-Europe » (49 voix pour, 31 contre, 20 abstentions).

LIBAN

La rupture du "pacte national"

Par SAMIR FRANGIÉ

La crise libanaise, qui a éclaté après le massacre d'Aïn-El-Rammaneh (vingt-sept Palestiniens tués le 13 avril 1975 par les miliciens du parti phalangiste de M. Pierre Gemayel), a révélé au grand jour les contradictions profondes de la société libanaise et a montré l'incapacité du régime actuel à les résoudre.

A l'origine de cette crise, la présence de la résistance palestinienne au Liban, qui a bouleversé l'équilibre gouvernemental mis au point en 1943 entre les leaders traditionnels des deux communautés religieuses, chrétiens et musulmans.

La résistance palestinienne devait, par sa présence même au Liban, modifier cette situation en servant de pôle d'attraction à toute une génération de Libanais qui remettait en question l'ordre établi.

Le développement de cette dernière et son alliance avec la résistance palestinienne ont bouleversé l'équilibre existant. La droite libanaise a réagi à ce changement en tentant deux reprises, en 1969 et en 1973, de liquider la résistance.

Les événements de mai 1973 ont d'ailleurs montré la fragilité du système libanaise. La crise libano-palestinienne s'est rapidement transformée en crise intérieure en raison de l'opposition des leaders musulmans, soumise à de fortes pressions populaires, aux leaders chrétiens et à l'armée.

Cette situation s'est aggravée depuis 1973 en raison des difficultés économiques et sociales que connaît le pays. La hausse constante du coût de la vie et l'accroissement sensible du chômage et du sous-emploi ont profondément affecté les classes moyennes de la société libanaise qui représentaient jusqu'alors le facteur principal de stabilité.

Cette contestation sociale a ébranlé les principales institutions politiques et religieuses du pays. C'est ainsi que l'Eglise grecque-catholique a subi une crise très grave qui a abouti à la suspension de l'archevêque de Beyrouth, Mgr Grégoire Haddad, de toutes ses fonctions.

Le plus important numériquement au Liban et le plus défavorisé, s'est regroupé autour de l'imam Moussa Sadra et a défini ses revendications, qui remettent également en question l'équilibre de 1943.

Tout cela ne pouvait manquer de susciter les craintes de la droite libanaise, qui tenta, après les affrontements de mai 1973, de rompre l'alliance entre la résistance palestinienne et la gauche libanaise. Le parti phalangiste a même noué un dialogue avec des dirigeants palestiniens — parmi lesquels Abou Ayad, le numéro 2 du Fatah — qui s'est poursuivi pendant plusieurs mois.

C'est dans ce contexte que se situe la nouvelle crise. Depuis le début de cette année, le parti phalangiste mène activement campagne contre la résistance palestinienne et le gauche. Les événements de Saïda (février 1975) ont été pour lui l'occasion de manifester sa volonté de liquider la gauche.

Cette situation, qui a eu des répercussions au sein même de l'armée, explique dans une large mesure la non-intervention de cette dernière dans les combats qui ont éclaté après le massacre du 13 avril. Les phalangistes, qui avaient basé toute leur stratégie sur la participation de l'armée, se sont trouvés pris de court et dépassés par l'ampleur et la violence des affrontements (environ sept cents morts) au cours desquels il a été fait usage pour la première fois d'armes lourdes.

Ces cinq jours de combats auxquels le gauche a participé d'une manière très active — la résistance palestinienne s'étant limitée à la défense des camps — se sont soldés par un sérieux échec pour les phalangistes, d'autant plus difficile à supporter qu'un « congrès national », convoqué à l'initiative de la gauche, avait appelé toutes les forces politiques du pays, notamment les leaders musulmans, à ne plus collaborer avec le parti de M. Gemayel au sein d'un même gouvernement.

C'est pour servir les phalangistes de cette impasse que le président de la République, M. Soléman Frangié, avait décidé le 23 mai la formation d'un gouvernement militaire dont le rôle était de « rétablir l'ordre » et d'« assurer la réconciliation nationale ».

Se calculs se sont révélés faux car, dès l'annonce de la formation du gouvernement militaire, la gauche et le mouvement musulman, auxquels se sont joints plusieurs leaders chrétiens (notamment M. Raymond Eddé, président du Bloc national) hostiles à un pouvoir militaire, ont présenté un front uni. Des barricades ont été dressées dans les principales villes du

pays et une grève générale a été décrétée jusqu'à la chute du gouvernement, qui devait intervenir quarante-huit heures plus tard.

Après la démission du cabinet militaire, le chef de l'Etat, déconsidéré chez les musulmans et soumis à de fortes critiques de la part de la gauche, s'est trouvé forcé de leur offrir son sort à celui du parti phalangiste, réclamant notamment la participation de ce dernier au pouvoir malgré l'opposition de la gauche et des leaders musulmans.

Les phalangistes ont également affaibli par le crise, qui a déjà beaucoup coûté à la communauté chrétienne. Les milieux d'affaires, jusqu'ici favorables au parti de M. Gemayel, commencent en effet à marquer des signes d'impatience, car ils risquent de payer cher l'arrêt des activités économiques. La paralysie du port, l'absence de main-d'œuvre syrienne (qui a été victime d'une persécution systématique de la part des phalangistes), l'arrêt total de travail dans les principaux centres industriels situés dans les régions de combats, les dangers qui pèsent sur le tourisme, les menaces de boycottage formulées par certains pays arabes à l'encontre des entreprises appartenant à des phalangistes ont profondément affecté le bourgeois libanais.

Les chiffres, qui montrent la dépendance du Liban à l'égard du monde arabe, exploitent l'hostilité de la bourgeoisie à l'égard des projets de partition défendus par l'extrême droite et son désir de parvenir à un statu quo qui préserverait ses intérêts.

Les phalangistes doivent également faire face à une opposition chrétienne qui commence à se structurer. De nombreux incidents mettant aux prises des chrétiens progressistes aux miliciens du parti de M. Gemayel ont eu lieu dans la région de Mont-Liban. Cette opposition regroupe toutefois des forces assez dispersées, de la droite libérale représentée par le Bloc national de M. Eddé à l'extrême gauche en passant par le parti Destour de M. Michel Khoury, le parti démocrate de M. Emile Bitar, le Mouvement des chrétiens engagés et les nombreux mouvements de jeunesse (dominés par la gauche) existant dans les régions chrétiennes.

L'armée, quant à elle, a été aussi très affaiblie. La formation du gouvernement militaire et sa chute rapide l'ont profondément affectée. Les dissensions confessionnelles existant au sein de l'armée et les accusations portées par les principaux leaders politiques et religieux musulmans contre ses dirigeants l'ont paralysée, rendant ainsi très improbable un éventuel coup d'Etat.

Par contre, la gauche — en particulier le P.C. et l'Organisation d'action communiste au Liban — se trouve renforcée. Dans les régions de combat et dans les principales villes du pays, elle s'est imposée comme la force principale d'opposition aux phalangistes et à l'armée. Sa force est telle aujourd'hui qu'elle est en mesure de disputer le leadership des quartiers ouest de la capitale à la féodalité politique musulmane qui en avait jusqu'ici le contrôle.

Sur le plan politique, elle a réussi à imposer son point de vue aux leaders musulmans et à les empêcher de collaborer avec les phalangistes qui vont se retrouver, du fait même de l'absence d'interlocuteur musulman, contraints de céder la représentation de la communauté chrétienne à des forces plus modérées susceptibles d'être acceptées par l'autre communauté.

Mais ce bilan n'est que provisoire, et il faut s'attendre à de nouveaux développements de la crise, en raison notamment de ses implications sur la situation en Proche-Orient.

* Journaliste libanaise.

Dans ce numéro :

- P. 2 et 3: LES PROJETS POLITIQUES DE M. ROCKEFELLER, par Ingrid Caslander.
P. 4 et 5: Le référendum européen en Grande-Bretagne, par Françoise de la Serre et Jacques Lereux, et par Monica Charlot.
P. 6: SOCIALISME ET PAYSANNERIE AU PORTUGAL, par Michel et Danièle Gervais.
P. 7 à 15: LES MILITAIRES ET LE POUVOIR EN AMERIQUE LATINE: Les trois âges du militarisme, par Elena de la Souchère; Evolution des Etats et des coups d'Etat, par Alain Joux; L'aide des Etats-Unis aux forces armées, par Michael T. Klare; Les mythes de l'« apolitisme » et du « progressisme », par Alain Labrousse; — Brésil: Interdépendance et sécurité, A. B.; Argentine: puissance économique et parti politique, par François Géas et Alain Labrousse; Bolivie: les divisions d'une armée de mercenaires, par Jaime Paz Zamora; Colombie: une « démocratie » fortement militarisée, par Cecilia Cadena; Cuba: l'armée la plus nombreuse étroitement associée au pouvoir, par José Gabriel Boet.

- P. 16: Les mystères du « Mayaguez », par Jacques Decouray. — Correspondance.
P. 17: CONFLIT IDEOLOGIQUE ET CONFRONTATION SINO-INDIENNE EN ASIE, par Mohan Ram.
P. 18 à 21: LA MACHINE A PENSER S'EST-ELLE DETRAQUEE? Enquête de Maurice T. Maschino.
P. 22: Suite de l'article de Ferdinando Scianna sur le piège italien. — Dans les revues...
P. 23: Les subtilités de la politique de normalisation en Tchécoslovaquie, par Bernard Féron. — Suite de l'article de Stepan Teherovsko sur les échanges entre l'U.R.S.S. et la France.
P. 24: L'Amérique latine renforce sa solidarité économique, par Philippe Labrevaux. — Le Commonwealth, la Grande-Bretagne et le tiers-monde, par Marie-Claude Chézeat.
P. 25: CINEMA POLITIQUE: L'antimilitarisme à l'écran, par Ignacio Ramonet, Jacques Salmons et Jean-Pierre Jeancola.
P. 26 à 29: L'activité des organisations internationales.

INSTITUT FRANÇAIS DE POLEMOLOGIE (Président-Fondateur et Directeur des Recherches: Gaston BOUTHOU, Secrétaire Général et Sous-Directeur des Recherches: René CARRERE).

ÉTUDES POLEMOLOGIQUES N° 17 — JUILLET 1975

- Julien FREUND: Le rôle du tiers dans les conflits.
— Hedi MABROUK: Pour la paix au Méditerranée.
— André RETIF: Pierre Levesque et la guerre au XIXe siècle.
— Gaston BOUTHOU: De l'univers de la guerre à l'univers de la paix.
— René CARRERE et Pierre VALAT-MORIO: La violence mondiale en 1974 (550 cas comparés à 2 800 cas de 1968-1973).
— I.F.P.: Chronique de la violence (février-avril 1975).

Le numéro, France: 15 F; étranger: 11 F. — Souscription 10 numéros: 150 F. Abonnement à 4 numéros (12 numéros): France: 38 F; étranger: 42 F. ÉTUDES POLEMOLOGIQUES, 7, rue Gutenberg, 75015 PARIS. (Téléphone: 577-94-67). C.C.P. N° 33-034-01 LA SOURCE.

LE DÉFI DE LA GUERRE

— Deux siècles de guerres et de révolutions: 1740-1974 (364 conflits armés majeurs analysés avec ordinateur et interprétés) —

Juillet 1975

